

Etranger

Le règlement de l'affaire Albertini La fin d'un casse-tête diplomatique

M. Pierre-André Albertini, le jeune coopérant français détenu au Ciskei, devait être remis, lundi 7 septembre, à un responsable des dossiers africains au cabinet du ministre des affaires étrangères, M. Jean-Marc Simon, à Maputo, capitale du Mozambique, dans le cadre d'un échange de détenus entre l'Afrique du Sud et l'Angola. Dans un communiqué qui annonçait cette libération, samedi, M. Jacques Chirac a exprimé sa « reconnaissance » aux présidents de l'Angola et du Mozambique pour avoir facilité ce règlement. Il « remercie » également « le gouvernement sud-africain et les autorités du Ciskei pour la compréhension et la coopération dont ils ont fait preuve ».

JOHANNESBURG
de notre correspondant

L'ambassadeur désigné de l'Afrique du Sud à Paris, M. Hendrik Geldenhuys, va désormais pouvoir prendre officiellement ses fonctions. Le chef de l'Etat français ne pourra plus s'opposer à la remise de ses lettres de créance. La libération de Pierre-André Albertini met fin à la dégradation des relations entre la France et l'Afrique du Sud.

Pretoria avait ressenti comme un affront, « une gifle » selon l'expression de M. « P.K. » Botha, ministre des affaires étrangères, l'annonce le 19 juin, par M. François Mitterrand, de la cérémonie de remise des lettres de créance. Alors que des négociations discrètes, longues et incertaines étaient en cours pour faire sortir de sa prison du Ciskei Pierre-André Albertini, le président de la République avait, par ce geste « symbolique », voulu défendre « à sa manière », un ressortissant français « jugé et condamné

pour un motif noble ». Une décision qualifiée de « cynique » par M. Botha qui, un peu plus tard, reprochait au chef de l'Etat son « manque de reconnaissance » envers son pays, bien qu'il ait joué le rôle d'intermédiaire entre la France et le homelands du Ciskei.

La pomme de discorde Albertini avait également été l'occasion pour M. Mitterrand de dénoncer publiquement le régime sud-africain et son « triste système », un Etat dont « le statut interne n'est pas acceptable pour un démocrate ». En prenant fait et cause pour cet artisan « d'une cause juste », le président de la République avait porté l'affaire à un niveau national et en même temps quelque peu court-circuité les tractations secrètes conduites par M. Fernand Widauz, conseiller diplomatique de M. Jacques Chirac. M. Widauz, l'homme des missions délicates, n'a pas moins continué ses pourparlers. Il aurait été l'un des pivots de cet échange délicat.

De leur côté, les autorités sud-africaines ne s'étaient pas privées de dire que M. Mitterrand avait agi à « des fins de politique intérieure » dénonçant son geste « malveillant et incorrect ». Ces échanges, peu conformes aux usages diplomatiques, étaient révélateurs d'une dégradation sans précédent du climat entre les deux Etats. Même lors du rappel de l'ambassadeur de France à Pretoria en juillet 1985, les propos, de part et d'autre, n'avaient pas été aussi virulents.

Avec l'avènement du gouvernement Chirac et le retour de l'ambassadeur à son poste en mai 1986, des relations normales avaient repris leur cours. M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères, n'en continuait pas moins d'affirmer qu'il fallait « que toutes les composantes de la société sud-africaine occupent la place qui leur revient ». Et, en novembre 1986, la visite du président Pieter Botha en France pour l'inauguration d'un monument aux morts dans la Somme avait été boudée par le gouvernement. Aucun entretien officiel n'avait eu lieu. Pierre-André Albertini avait déjà été arrêté, le 23 octobre. Mais il n'avait pas encore donné son nom à une « affaire ».

Accusé d'avoir transporté des armes, des fonds pour le compte du Congrès national africain (ANC), ainsi que d'avoir hébergé l'un de ses membres, le jeune Normand originaire de Corse avait, dans un premier temps, reconnu les faits qui lui étaient reprochés. Mais le ministre

public avait suspendu les charges dans l'espoir qu'il témoignerait contre cinq de ses anciens amis, des membres du Front démocratique uni (UDF) inculpés de terrorisme. Un jeu que Pierre-André Albertini a refusé de jouer. Ce qui lui a valu, le 20 mars, une peine de quatre ans d'emprisonnement pour refus de témoignage. Le 26 juin, l'accusation décide d'abandonner définitivement les charges initiales, le mettant ainsi à l'abri d'une condamnation beaucoup plus lourde : dix à quinze ans.

Deux mois de tractations

La condamnation à quatre ans de détention avait « choqué personnellement » le président de la République, lequel décida d'intervenir parce qu'il « ne pouvait supporter que le jeune Français soit dans les prisons d'Afrique du Sud pour des raisons d'idéal politique et aussi de morale ». Il n'était pas question pour la France de négocier avec les autorités du Ciskei, ce qui aurait équivalu à reconnaître ce homeland. M. Bernard Bosson, ministre chargé des affaires européennes, avait souligné qu'on ne négocie pas avec « un Etat qui n'existe pas » (le Ciskei, devenu indépendant en 1981, n'est, en effet, reconnu par aucun Etat de la Communauté internationale). M. Headman Somunzi, adjoint du ministre des affaires étrangères et de l'information de ce bantoustane, se

richa et annonça que Pierre-André Albertini purgerait l'intégralité de sa peine et que, désormais, il serait privé de visite.

Il aura donc fallu élargir le champ de cette affaire pour qu'une solution soit trouvée et cela après deux mois de tractations difficiles, dans lesquelles le gouvernement de M. Chirac a joué un rôle important, malgré les réserves récentes de M. Raimond qui, à la fin d'août, reprochait à Albertini de « ne s'être pas comporté comme il aurait dû se comporter ». Il a même fait grief aux parents du jeune détenu d'avoir eu un « comportement politique ».

Peut-être, après tout, n'était-ce qu'un pique-nique pour l'aboutissement de pourparlers dans lesquels cinq Etats sont parties prenantes. Sans parler du Ciskei et du mouvement de Jonas Savimbi, l'Unita, qui, lui aussi, participe à cet échange. Outre les cent trente-trois militaires angolais détenus par l'Unita, deux prisonniers célèbres seront libérés : le major sud-africain Wynand du Toit et un ressortissant néerlandais, M. Klaas de Jonge.

Le premier avait été fait prisonnier le 21 mai 1985 dans l'enclave de Cabinda, au nord de l'Angola, alors que son commando s'apprêtait à faire sauter des installations pétrolières américaines. Les autorités sud-africaines avaient répliqué qu'il s'agissait d'un raid de reconnaissance en vue de la localisation d'une base de l'ANC. Au cours de l'échange de coups de feu avec

l'armée angolaise, deux caporaux, membres du commando, avaient été tués. Le corps de l'un des deux victimes (l'autre avait été récupéré par le commando en fuite) ainsi que celui d'un soldat sud-africain tué en septembre 1985 font partie de la transaction. Pretoria, depuis maintenant plus de deux ans, n'avait pas ménagé ses efforts pour faire revenir dans ses foyers le capitaine du Toit.

Quant à Klaas de Jonge, il vivait depuis le 29 juillet 1983 dans les locaux, aujourd'hui désaffectés, de l'ambassade des Pays-Bas à Pretoria. Les négociations avec les autorités de La Haye pour faire sortir ce quinquagénaire accusé d'avoir transporté des armes pour le compte de l'ANC n'avaient rien donné. De Jonge était reclus sous bonne garde dans un immeuble où il avait réussi à entraîner les policiers sans prétexte de leur montrer une cache d'armes. Il avait alors laissé compagnie à ses gardiens et s'était précipité dans les bureaux de l'ambassade, c'est-à-dire en territoire néerlandais. Depuis, celui qu'on a baptisé l'« ermite », attendait que son sort se règle. En revanche, son ex-épouse, Hélène Pastoor, a été condamnée le 19 mai 1986 à dix ans d'emprisonnement pour haute trahison. Elle ne fait pas partie de l'opération qui devait avoir lieu lundi à Maputo. Un échange qui permet de régler en même temps plusieurs cas épineux dont l'issue était pour le moins incertaine.

MICHEL BOLE-RICHARD.

Le Néerlandais libéré devra s'expliquer dans son pays

AMSTERDAM
de notre correspondant

M. Klaas de Jonge, l'anthropologue néerlandais qui fait partie de l'échange de prisonniers prévu à Maputo, avait dernièrement suscité la grogne du gouvernement de La Haye, pour ne pas parler de celle de Pretoria. Contrairement à de strictes consignes lui demandant d'éviter tout contact avec la presse, M. de Jonge avait tout de même, à partir de l'ambassade des Pays-Bas à Pretoria, fait parvenir des articles à des journaux d'Amsterdam.

Craignant sans doute que ses relations avec l'Afrique du Sud ne se détériorent davantage, La Haye annonçait alors « des mesures » afin de mettre un terme à ces contacts avec la presse. Mais M. de Jonge coordonne de « provoquer » les Néerlandais autant que les Sud-Africains. Au mois de juin, il apparaît à sa fenêtre, brandissant une affiche rendant hommage à la lutte de l'ANC.

En célébrant l'annonce de sa libération en compagnie des deux policiers néerlandais chargés de sa protection, M. de Jonge prit soin, cette fois, de ne pas se montrer à la fenêtre. Des éléments extrémistes afrikansers avaient juré qu'il ne quitterait pas l'Afrique du Sud vivant.

C'est en juin 1985 que M. de Jonge avait été arrêté. Il était accusé d'avoir préparé des caches d'armes pour l'ANC.

Menottes aux poings et accompagné de policiers sud-africains, il reçut l'ordre, peu après, de montrer les caches supposées. Il fit croire aux policiers que l'une d'entre elles se trouvait près de l'ambassade des Pays-Bas à Pretoria, dans laquelle il réussit alors à se réfugier. Ses gardiens l'en arrachèrent, mais, après des protestations néerlandaises, il y fut reconduit quelques jours après.

Sur ces entrefaites, l'ambassade néerlandaise s'installa dans d'autres locaux à Pretoria. Mais l'immeuble où M. de Jonge séjournait bien contre son gré continuait de bénéficier de l'inviolabilité diplomatique. La police sud-africaine monta une garde ininterrompue autour de l'édifice.

M. Hans van den Broek, ministre néerlandais des affaires étrangères, s'est évidemment montré « très satisfait ». La Haye, a-t-il dit, n'a jamais eu l'intention de protéger M. de Jonge des poursuites de la justice sud-africaine. Mais les Pays-Bas n'étaient pas convaincus que M. de Jonge pût s'attendre à un procès conforme aux principes judiciaires néerlandais.

Des parlementaires appartenant aux partis gouvernementaux (libéraux, conservateurs et chrétiens-démocrates) ont souhaité que la justice néerlandaise examine les accusations selon lesquelles M. de Jonge aurait transporté des armes pour le compte de l'ANC, dont il est un fervent sympathisant.

RENÉ TER STEGE.

M. Jean-Bernard Raimond : le résultat d'une « politique de dialogue »

La libération de M. Pierre-André Albertini a été accueillie avec satisfaction à gauche. M. Georges Marchais a déclaré, dès le samedi 5 septembre, qu'il s'agit d'une « défaite magistrale de l'apartheid », à mettre au crédit du courage de Pierre-André, de celui de ses parents et de l'immense mouvement de solidarité que les communistes s'honorent d'avoir impulsé en France ».

Le secrétaire général du PCF a appelé « toute l'opinion progressiste à se préparer à réserver à Pierre-André un accueil à la mesure de cette victoire ». Monsieur Lionel Jospin a déclaré, dimanche, au « Forum » FR3-Radio-Monte-Carlo, que le gouvernement avait fait « ce qu'il fallait faire » pour obtenir la libération de M. Albertini. Le premier secrétaire du PS a salué le « rôle très actif » joué par le PCF pour susciter un mouvement d'opinion en faveur du coopérant, et il a rappelé que M. François Mitterrand avait donné une « indication très nette » aux autorités sud-africaines lorsqu'il avait refusé de recevoir les lettres de créance de l'ambassadeur.

La « fermeté » du président de la République a été soulignée aussi par M. Roland Dumas, ancien ministre des relations extérieures, dimanche, à Lorient. M. Dumas a rendu hommage, en outre, à la « solidarité » des deux ceux qui sont intervenus, en faveur de M. Albertini, et au « talent de M. Fernand Widauz, bon et habile négociateur ».

A l'extrême droite, au contraire, la libération de M. Albertini a été dénoncée, notamment par M. Jean-Marie Le Pen. Le président du Front national a exprimé, samedi, à Montchanin (Saône-et-Loire), le regret que le coopérant ne purge pas la peine de prison à laquelle il avait été condamné en Afrique du Sud, « puisqu'il s'est rendu complice d'actions terroristes ». Selon M. Bruno Mégret, député de l'Aisne, directeur de la campagne de M. Le Pen, en acceptant une négociation passant par l'Angola, M. Jacques Chirac « se fait le complice de nos ennemis pour aider ceux qui luttent contre les intérêts français ».

M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, tout en se réjouissant de la libération de M. Albertini, a déclaré, dimanche, à Caen, que le coopérant avait été « visiblement imprudent » en se mêlant de la politique intérieure sud-africaine, et qu'il est, « de ce point de vue, très critiquable ».

M. Michel Aurillac, ministre de la coopération, a déclaré, d'ailleurs, dimanche, sur Pacific-FM, que M. Albertini devra « expliquer, en tant que coopérant, devant son administration, les raisons pour lesquelles il s'est trouvé mêlé » à l'affaire qui lui était reprochée en Afrique du Sud et qu'il y aura « certainement » une enquête menée par le ministère des affaires étrangères, « dont il relève ».

« Un jeune coopérant se laisse souvent entraîner soit par idéologie, soit par les amitiés, mais, comme il s'agit d'une jeune Française, on doit obtenir sa libération », a déclaré, dimanche, à Paris, M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères. Cette libération, a-t-il ajouté, est le résultat d'une « politique de dialogue ». Selon M. Claude Malhuret, secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, cette négociation a été rendue difficile par le comportement du PCF, qui a voulu faire de M. Albertini « un martyr », plus qu'il n'a recherché « franchement » sa libération. Quant au coopérant lui-même, « qu'il ait raison ou qu'il ait tort, c'est mon compatriote », a dit M. Malhuret.

La réaction de l'« Humanité ». — Pour Claude Cabanes, dans l'Humanité du 7 septembre, « quelques qu'ont été les péripéties diplomatiques de la libération du coopérant français, cette victoire sur les cavaliers de l'apocalypse recrée d'Afrique du Sud n'aurait pas été rapportée sans la mobilisation populaire, qui allait croissant au fil des jours ». Il ajoute : « La fièvre de la révolte courait, en particulier, le long de l'échine de la jeunesse de notre pays, qui a reconnu en Pierre-André l'un des siens : aux avant-postes du combat contre le racisme et sa manifestation la plus bestiale, l'apartheid ».

Les précédents échanges

L'échange de prisonniers dont la « première phase » devait commencer lundi à plusieurs précédents qui ont marqué l'histoire mouvementée des relations entre l'Afrique du Sud et l'Angola depuis la fin, en 1975, de l'ère coloniale portugaise en Afrique. Dès 1976, un Soviétique accusé d'être un espion, Youri Logunov, avait été libéré par Pretoria en échange de la libération de dix Allemands de l'Ouest détenus dans les pays de l'Est. En septembre 1978, huit soldats sud-africains furent échangés contre trois soldats cubains faits prisonniers les uns et les autres en Angola lors de l'occupation du sud de ce pays par l'armée sud-africaine en 1975.

En mai 1982, un second « agent » soviétique, Aleksei Kazlov, avait été libéré en échange d'un soldat sud-africain, Johan Van der Mesch, détenu par le mouvement de libération namibien SWAPO, et de sept « agents » ouest-allemands détenus en RDA et en Tchécoslovaquie. En novembre de la même année, Pretoria et Lusaka procédèrent à l'échange de quatre-vingt-quatre soldats angolais, trois militaires soviétiques, un soldat cubain ainsi que trois religieux détenus par le mouvement d'opposition angolais UNITA de M. Jonas Savimbi contre trois mercenaires américains condamnés par l'Angola à de lourdes peines de prison en 1976 et un pilote américain dont l'avion avait été abattu au-dessus de l'Angola.

En mai 1984, quinze soldats angolais et un cubain ont été échangés contre un soldat de l'armée territoriale namibienne sous commandement sud-africain. La même année, l'Angola décida enfin de libérer les sept derniers mercenaires condamnés en 1976, tous de nationalité britannique.

BURUNDI : le major Buyoya sort de son silence

Le nouvel homme fort du pays promet le rétablissement des libertés religieuses

KIGALI
de notre envoyé spécial

Radio-Kigali a enfin appris aux Rwandais, le dimanche 6 septembre, qu'il y avait eu trois jours plus tôt un coup d'Etat au Burundi voisin. Il est vrai que, la veille au soir, le major Pierre Buyoya, le nouvel homme fort de Bujumbura qui a chassé du pouvoir le colonel Jean-Baptiste Bagaza, était enfin sorti de son silence pour justifier le putsch et annoncer la composition du comité militaire de salut national. Cela donnait à penser qu'il avait gagné la partie et rallié à sa cause l'ensemble des forces armées.

Il semble bien que le ralliement de plusieurs unités derrière le major Buyoya ait donné lieu à d'âpres négociations. On évoque à cet égard dans les milieux diplomatiques le sort de la garnison de Mwoyo, encadrée, dit-on, par des instructeurs soviétiques et bien équipée, notamment en artillerie lourde, dont le commandant, le major Jean Nyongabo a été nommé membre du comité militaire de salut national en signe d'allégeance au nouveau régime.

Dans sa première allocution radiodiffusée, le major Buyoya a longuement expliqué les raisons pour lesquelles les forces armées avaient décidé de « sauver le pays de la dérive », ce qui a été fait, a-t-il dit, « dans le calme et la dignité ». Il s'est alors employé à dresser la liste des « errements du régime » : corruption, favoritisme, concentration des pouvoirs, incohérence des décisions, tensions arbitraires, violations de certaines libertés fondamentales, etc.

Evoquant la politique engagée par le colonel Bagaza, le major Buyoya a reconnu que « l'exaspération de quelques religieux stériles entraînant une cascade de mesures irréfléchies désorientait complètement la population ». A l'en croire, ces décisions à caractère répétitif, obsessionnelles et surprenantes, sont devenues un alibi pour masquer les insuffisances et l'incohérence du régime. Et de promettre que « la liberté de culte sera de nouveau garantie ».

En définitive, « le cortège des tous ces fléaux », avait fini, selon le major Buyoya, par ternir l'image de marque du pays « et créé un climat général d'antipathie et de méfiance » qui provoqua une

« baisse grave » de l'aide étrangère, notamment de la Belgique, l'ancien tuteur avec lequel les relations étaient devenues exécrables. Le nouvel homme fort de Bujumbura n'a rien dévoilé de son programme de gouvernement, se contentant d'affirmer que « le peuple doit être consulté pour être bien dirigé ». Composé de trente et un officiers supérieurs — sept lieutenants-colonels, douze majors et douze commandants — un comité de salut national a été mis en place « en attendant la réorganisation des structures de l'Etat et du parti ».

Crainte chez les voisins

A quand le retour à la normale ? Pour le moment, le Burundi, où la situation est calme, reste coupé de l'extérieur : frontières fermées, télécommunications interrompues. Il est clair que l'asile — temporaire — finalement accordé par l'Ouganda au colonel Bagaza embarrasse et inquiète la nouvelle équipe au pouvoir à Bujumbura, qui souhaitait neutraliser d'une manière ou d'une autre le président déchu et obtenir en ce sens des assurances de la part des autorités de Kampala.

Le Burundi n'est pas seul à regretter que le colonel Bagaza ait obtenu à l'arrachée une terre d'accueil dans la région, au lieu d'être renvoyé en France, comme tout le monde s'y attendait. Pour des pays voisins dits « modérés », comme le Kenya et le Rwanda, la présence en Ouganda du président déchu est un élément de tension potentiel.

Le Rwanda, qui partage à la fois une frontière avec le Burundi et l'Ouganda, n'a, semble-t-il, guère apprécié le « geste humanitaire » des autorités de Kampala. Il souhaiterait, en effet, voir la situation se stabiliser rapidement du côté de Bujumbura et voudrait ainsi éviter d'avoir encore à accueillir des réfugiés. Certains autochtones qui ont beaucoup d'imagination évoquent même le risque de voir des colonnes de « loyalistes » burundais traverser leur pays pour s'en aller tirer de son exil le colonel Bagaza.

M. Juvénal Habyarimana, chef de l'Etat rwandais, a jugé bon d'interrompre ses vacances à l'étranger et de regagner Kigali pour bien montrer que son pays est partie prenante au règlement de la question burundaise.

JACQUES DE BARRIN.



ECOLE
DE GESTION
DE PARIS

PARIS SAN FRANCISCO EUROPE ETATS-UNIS

Une double formation universitaire en
MANAGEMENT INTERNATIONAL
préparant au
MASTER OF BUSINESS ADMINISTRATION
MBA
diplôme E.G.P.

Le cursus intensif est de un an à PARIS
et de sept « termes » de deux mois à SAN FRANCISCO.
Il est associé à un stage intégré et à un projet personnel -
professionnel aux Etats-Unis.

Admission 87-88 : sélection exclusive par concours
à Paris. Les candidats doivent justifier d'une année
d'enseignement supérieur.

Renseignements - Inscriptions et concours : Ecole de Gestion de Paris.
Etablissement libre d'Enseignement Supérieur.
17-25, rue de Chailot (métro Léna), 75116 PARIS. Tél. (1) 40.70.11.51
Communiqué par European University of America - San Francisco - Californie

E.G.P. : LA FORMATION DES MANAGERS INTERNATIONAUX

سكوتيا من ليل

Afrique

L'offensive tchadienne contre une base libyenne

N'Djamena présente l'attaque contre Maaten-es-Sara comme une « opération défensive »

La destruction, lundi matin 7 septembre, près de N'Djamena d'un bombardier Tupolev libyen faisant suite à l'incursion, pendant le week-end, des troupes de M. Hissène Habré en Libye donne incontestablement une nouvelle dimension au conflit tchadien.

Tout en célébrant leur victoire contre la base de Maaten-es-Sara, les autorités de N'Djamena tentent de rassurer leurs alliés français en la présentant comme une simple opération défensive. A plusieurs reprises, la semaine dernière, elles avaient fait état de raids de l'aviation libyenne sur des localités du nord ; de source française, on confirmait l'existence de ces bombardements sans se prononcer sur les pertes en vies humaines et les dégâts qu'ils pouvaient provoquer. On semblait un peu embarrassé, comme si on hésitait sur la conduite à tenir après l'offensive tchadienne sur Aozou, jugée intempestive, et le retour de bêtes libyennes.

Samedi matin, N'Djamena annonçait une nouvelle attaque libyenne à Ounianga-Kébir, au nord de Ouadi-Doum, l'ancienne base libyenne au Tchad, reconquise le 22 mars. En début d'après-midi, l'état-major tchadien indiquait laconiquement que les « combats faisaient rage » dans la région ; puis dans la soirée, c'était le coup de théâtre, confirmé ensuite par les services de renseignements occidentaux : la base aéro-terrestre de Maaten es-Sara, à une centaine de kilomètres au nord de la bande d'Aozou, avait été prise par Hissène Habré, le jeune orfèvre en « razou », totalement remis des commotions qui lui avaient valu un séjour au Val-de-Grâce, à Paris, après sa victoire à Ouadi-Doum.

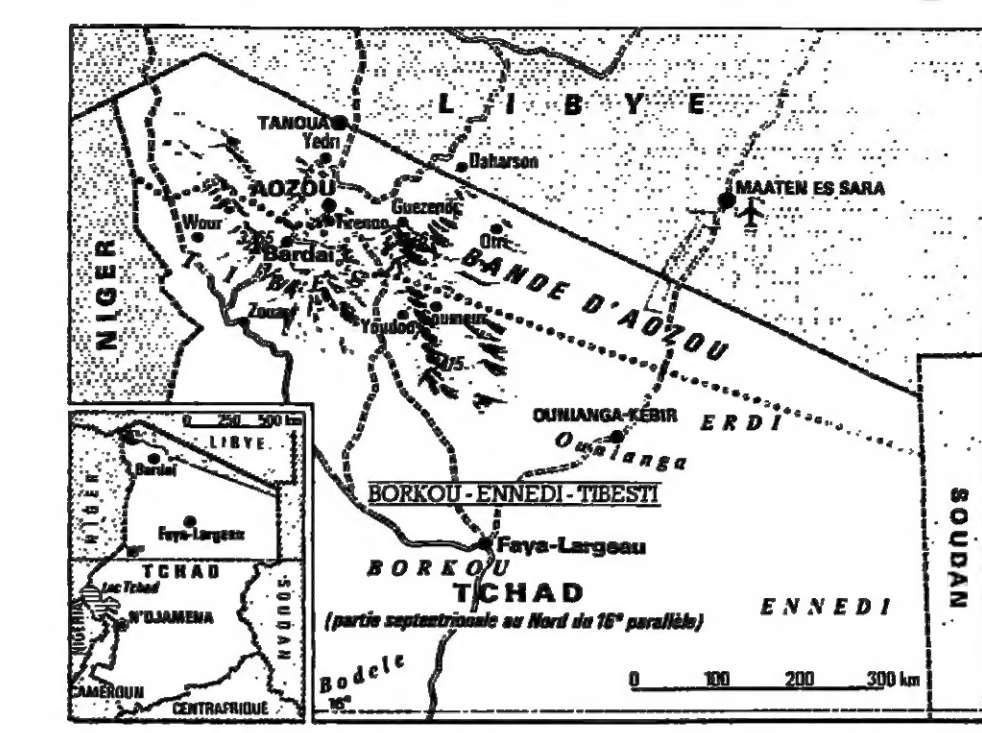
M. Ahmed Allam-Mi, ambassadeur du Tchad en France, explique que son pays n'a fait qu'exercer un droit de poursuite contre les colonnes libyennes qui venaient d'attaquer Ounianga-Kébir et qu'il était devenu nécessaire de détruire la base arrière de l'ennemi. Quel que soit le talent des stratèges

tchadiens, on a du mal à croire que l'opération ait été improvisée samedi. Humiliés à Aozou, M. Hissène Habré et ses officiers ont une nouvelle fois frappé audacieusement, au moment et à l'endroit où on ne s'y attendait pas, en se passant de la bénédiction de la France.

En temps normal, c'est-à-dire avant d'être partiellement dégarinée pour une offensive, la base de Maaten-es-Sara abritait environ 2 500 soldats libyens et une trentaine de chasseurs-bombardiers et d'hélicoptères de combat y étaient basés, protégés par des chars, de l'artillerie lourde et des champs de mines. N'Djamena annonce la « destruction totale » de cet arsenal. Avant même le communiqué de victoire tchadien, l'agence libyenne Jamahiriya annonçait une offensive adverse « jusqu'à 300 kilomètres à l'intérieur du territoire libyen » (Tripoli) considérant la bande d'Aozou comme partie intégrante de son territoire. Elle précisait ensuite que l'objectif était « l'aéroport civil de Sara », dont elle assurait avec aplomb qu'il servirait « un trafic aérien entre la Libye et les pays africains ». Selon Jamahiriya, l'ennemi a « profité de la trêve observée par l'armée libyenne au Tchad depuis le 31 août, à l'occasion du dix-huitième anniversaire de la révolution ». La face est sauve, bien que personne n'ait jamais cru en une telle trêve.

L'ambassadeur Allam-Mi a déclaré à l'agence Reuters : « Nous ne voulons pas occuper le territoire libyen, nous ne voulons que détruire une des sources principales de l'agression. Notre objectif est strictement militaire (...). C'est en plein désert, il n'y a même pas un arbre, même pas un poulet qui peut vivre là-bas ». La même observation, ou peu s'en faut, pourrait s'appliquer à la bande d'Aozou, présentée abusivement comme « l'Alsace-Lorraine du Tchad ».

La localité d'Aozou, ce n'est tout de même pas Strasbourg ou peut-être demander pourquoi M. Hissène Habré a pris de tels risques alors qu'il n'a pas



consolidé ses reconquêtes dans le nord du pays et que tout reste à faire, en matière d'intendance, dans la capitale. Sans doute s'est-il expliqué le 4 avril quand il a dit que la seule vraie question était de savoir si le colonel Kadhafi était disposé « à reconnaître l'existence du Tchad en tant que nation, en tant qu'Etat, en tant que peuple ». Pour lui, il faut continuer à infliger des défaites à la Libye pour l'amener à résipiscence, sans la pause, souhaitée par les Français, qui pourrait lui donner le temps de se ressaisir.

Poussé par Washington ? Les Américains poussent-ils le président tchadien sur cette voie parce qu'ils se disent que ce David est peut-être capable de terrasser le géant de la

région qu'ils n'ont pas réussi à abattre eux-mêmes ? Certains propos des dirigeants tchadiens — il est vrai, habiles à faire monter les enchères — ne sont pas faits pour éloigner ces soupçons de l'esprit des Français. Il semble bien que des promesses américaines sont en train de se réaliser. Selon le dernier numéro de l'hebdomadaire US *New and World Report*, les Etats-Unis envisagent de fournir au Tchad des missiles anti-aériens Stinger, ce qu'ils avaient refusé de faire après une première demande. L'envoi spécial de l'AFP à N'Djamena fait état de l'arrivée, la semaine dernière, d'avions gros porteurs de l'US Air Force. On en sort des boîtes, des caisses sans recel, des lance-roquettes, et aussi les missiles antichars TOW, qui seront installés sur des véhi-

cules légers, de la façon qui a si bien profité aux Tchadiens déjà équipés de Milan français. Encouragé par les Américains ou n'obéissant qu'à ses propres impulsions, M. Hissène Habré pose un problème de plus en plus difficile aux Français. La semaine dernière, M. André Giraud déclarait aux députés de la commission de la défense que le dispositif Epervier — qui regroupe actuellement quelque 1 500 hommes — devrait être déployé d'une façon qui « tiennent mieux compte de la réalité nouvelle sur le terrain ». Mais cette réalité risque maintenant de changer considérablement d'un jour à l'autre. En visite à Paris le 4 septembre, M. Delwa-Kassiré, ministre tchadien des travaux publics, n'a pas caché, lors d'une conférence de presse que son gouvernement souhaitait que le dispo-

sitif Epervier ait « une mission plus importante, pour couvrir le nord du Tchad et couvrir l'espace aérien tchadien ». Il a par ailleurs dénoncé les « déclarations faussistes, ambiguës et floues » sur la question d'Aozou. Peut-être grisé par les honneurs qui lui avaient été rendus lors de sa visite en France pour la fête du 14 juillet, M. Hissène Habré n'avait pas cru devoir tenir compte des conseils de prudence — et même des mises en garde — qui lui avaient alors été adressées. Les réactions parfaitement claires de la France après son expédition sur Aozou lui ont montré que celle-ci ne démontrait pas de ses propositions d'arbitrage international, sans s'accommoder du fait accompli. En dehors des aspects juridiques — sur lesquels les appréciations sont diverses — l'existence de la base de Maaten es-Sara, dont une partie se trouve sur le territoire contesté et l'autre bel et bien en Libye, posait évidemment un problème. Même agacé, M. Hissène Habré a lancé le bouchon très loin en pénétrant en Libye. Il n'a pas que des amis en France. Quelques diplomates et militaires ont eu du mal à oublier l'affaire Claustre — cette Française enlevée en 1974 lors d'un coup de main sur Bardai, monté par celui qui était alors le chef rebelle du FROLINAT, puis l'assassinat du commandant Gaspard, venu négocier sa libération dans « le Caillou ». Dans une récente interview à *March*, M. Pierre Messmer ne cachait pas ses réserves sur le personnage : « Ce n'est pas un sentimental, a dit l'ancien premier ministre. Se demander s'il est véritablement notre allié n'a pas de signification pour lui. Ce qui compte, c'est si nous lui sommes utiles ou pas ». Bien des gaullistes considéraient que « la raison d'Etat » commandait d'oublier le passé d'un homme qui avait prouvé par ailleurs ses capacités exceptionnelles de chef de guerre et de rassembleur. La même raison d'Etat peut inciter Paris à prendre quelques distances à l'égard militaire — évoquée par M. Giraud se pour-

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

Un sérieux défi lancé au colonel Kadhafi

La nouvelle offensive tchadienne contre la base libyenne de Maaten-es-Sara place le colonel Kadhafi dans une situation embarrassante. Il y a moins d'une semaine encore, prenant la parole à l'occasion du dix-huitième anniversaire de la révolution, le chef de la Jamahiriya avait proposé une sorte de pacte de non-agression avec le Tchad, s'engageant à ne pas intervenir militairement dans ce pays. De deux choses l'une : ou bien il a manqué à sa parole en donnant l'ordre à ses troupes de progresser vers Ounianga-Kébir, ainsi que l'affirme N'Djamena, ou bien il a été victime d'une provocation débridée de la part de M. Hissène Habré en vue de torpiller son plan de paix.

Dans son discours du 1^{er} septembre, il avait pourtant été catégorique. « Je n'ai aucun désir, avait-il souligné, de combattre les Tchadiens, qui sont pauvres et faibles. S'ils ne s'approchent pas de notre frontière et si les forces impérialistes se retirent du Tchad, la Libye promet, pour sa part, de ne pas intervenir dans ce pays ». Le colonel Kadhafi, qui était entouré de la plupart des chefs de son armée, était allé encore plus loin en se livrant à ce qui avait paru comme une auto-critique. Il affirmait, en effet, avec force qu'il n'avait pas l'intention d'envoyer des troupes au Tchad « même à la demande de ce pays ». Il avait ajouté : « Que font nos forces dans ces régions ? Nos enfants sont loin de leurs familles, de leurs parents et de leur pays. Nous avons suffisamment de désert, de montagnes et de soleil et nous n'avons nullement besoin des déserts, des montagnes et du soleil du Tchad ».

Tout encore auréolé de sa victoire d'Aozou, le chef de la Jamahiriya

pourrait se permettre de tenir un langage que les Libyens n'avaient pas jusqu'alors l'habitude d'entendre. En fait, la victoire d'Aozou, intervenant à quelques jours du dix-huitième anniversaire de la révolution, avait été la « divine surprise » qui permit le déroulement des festivités dans un climat modérément triomphaliste. Il serait cependant erroné d'affirmer que la reprise d'Aozou avait été organisée dans le dessein d'assurer le succès de l'anniversaire.

Remous dans l'armée

La décision de reprendre la palmeraie fut prise au lendemain même de son occupation par les troupes de M. Hissène Habré. Si les défaites humiliantes de Faya-Largeau, Fada et Ouadi-Doum au début de l'année avaient été digérées plus ou moins facilement (grâce au silence officiel dont elles furent entourées), l'occupation le 8 août de la palmeraie, considérée comme faisant « partie intégrante » du territoire libyen depuis 1973, fut accueillie comme un « défi insupportable » qu'on ne pouvait laisser sans réplique. Sous peine de perdre la face devant son peuple et son armée, le colonel Kadhafi devait réagir. C'est ce qu'il fit le lendemain même en affirmant dans des messages émis à l'ONU et à l'Organisation de l'unité africaine que la Libye riposterait à cet « acte d'agression », et se considérait en « état de guerre ».

On sait maintenant que la défaite de Ouadi-Doum avait été de violents remous au sein de l'armée, certains militaires parlant à cette occasion de « trahison » et mettant en cause l'incompétence des officiers

révolutionnaires qui constituent, au sein de la hiérarchie militaire, le pendant des comités révolutionnaires. D'autres imputèrent la défaite à la « pagaille révolutionnaire » savamment entretenue au sein de certaines unités. On affirme même que plusieurs militaires haut placés avaient évoqué, avant la défaite de Ouadi-Doum, l'impossibilité de la guerre dans le nord du Tchad, allant jusqu'à suggérer un « retrait graduel » au-delà de la frontière.

Le débat entre les partisans de l'armée de métier et ceux du « peuple en armes », cher au colonel Kadhafi, avait alors pris un tour vif. Les premiers, semble-t-il, ont finalement remporté la partie en réussissant à convaincre le chef de la Jamahiriya que la guerre était une affaire trop sérieuse pour être confiée, soit à des civils — si fréquents soient leurs périodes d'entraînement — soit à des comités révolutionnaires débordant d'enthousiasme, mais ignorant les rudiments de l'art militaire.

La perte d'Aozou a été la goutte d'eau qui fit déborder le vase. C'est d'ailleurs, semble-t-il, depuis cette époque que l'armée classique a vu sa situation se dégrader. Les revendications du commandant en chef, le colonel Abou Bakr Younés, dont l'état-major avait été transféré au début de l'année dans l'oasis de Jorfra, à 350 kilomètres au sud de Syrte, réinstallée alors ses bureaux dans les casernes de Bab-El-Azizia, en plein centre de Tripoli.

Une des premières mesures qu'il a prises fut de renforcer la discipline dans l'armée, menaçant du peloton d'exécution, une semaine après l'occupation d'Aozou par les Tchadiens, les recrues qui tardaient trop à regagner leurs unités, et ce en invoquant l'état de guerre. En fait, les déserteurs, au nombre de quel-

que cinq mille à sept mille, furent par la suite amnistiés par le colonel Kadhafi.

Le chef de la Jamahiriya démontrait ainsi que, malgré la marge de manœuvre récemment acquise par l'armée, il demeurerait le maître incontesté de la Libye. Il a certes félicité les militaires professionnels — ciblés tout récemment encore de ses critiques acerbes, et leur a donné les moyens de mener une guerre classique. Mais, en même temps, il leur a fait comprendre, dit-on, que la victoire d'Aozou ne constituait pas un exploit guerrier. La plupart des délégués arabes et étrangers qui ont eu l'occasion de s'entretenir avec lui à l'occasion des fêtes de la révolution s'accordent pour affirmer que le colonel, malgré la victoire d'Aozou et certaines de ses déclarations belliqueuses destinées à la consommation intérieure, est bien décidé à se dégarer du brouillard tchadien. Il serait même disposé à accepter un arbitrage international à propos de la bande d'Aozou.

Le chef de l'Etat libyen semble finalement avoir compris à quel point la guerre du Tchad est impopulaire au sein d'une population qui a déjà payé un lourd tribut en vies humaines et qui voit son niveau de vie se dégrader de plus en plus, précédemment à cause de la poursuite de la guerre. Pour tenter de désamorcer le mécontentement, des mesures ont été prises dès le début de l'année, qui visent à pallier la pénurie de produits alimentaires en réaffectant dans un premier temps le petit commerce. En janvier, les marchands de légumes et fruits ont réappris dans certains quartiers de la capitale. En juillet, ce sont les boucheries individuelles qui furent rouvertes afin de

stopper l'irrésistible ascension du prix de la viande, devenue inabordable pour les familles modestes.

Durant le mois du ramadan, de nombreuses mesures ont été prises en vue de réapprovisionner en produits importés les états vides des supermarchés. En même temps, les cibles tout récemment encore de ses critiques acerbes, et leur a donné les moyens de mener une guerre classique. Mais, en même temps, il leur a fait comprendre, dit-on, que la victoire d'Aozou ne constituait pas un exploit guerrier. La plupart des délégués arabes et étrangers qui ont eu l'occasion de s'entretenir avec lui à l'occasion des fêtes de la révolution s'accordent pour affirmer que le colonel, malgré la victoire d'Aozou et certaines de ses déclarations belliqueuses destinées à la consommation intérieure, est bien décidé à se dégarer du brouillard tchadien. Il serait même disposé à accepter un arbitrage international à propos de la bande d'Aozou.

Le chef de l'Etat libyen semble finalement avoir compris à quel point la guerre du Tchad est impopulaire au sein d'une population qui a déjà payé un lourd tribut en vies humaines et qui voit son niveau de vie se dégrader de plus en plus, précédemment à cause de la poursuite de la guerre. Pour tenter de désamorcer le mécontentement, des mesures ont été prises dès le début de l'année, qui visent à pallier la pénurie de produits alimentaires en réaffectant dans un premier temps le petit commerce. En janvier, les marchands de légumes et fruits ont réappris dans certains quartiers de la capitale. En juillet, ce sont les boucheries individuelles qui furent rouvertes afin de

stopper l'irrésistible ascension du prix de la viande, devenue inabordable pour les familles modestes.

Des mini-réformes insuffisantes

Toutes ces mini-réformes n'ont cependant satisfait que partiellement la population de Tripoli, persuadée de leur caractère éphémère. Le colonel Kadhafi a d'ailleurs fait part, dans son discours du 1^{er} septembre, de son irritation devant certaines mesures de libéralisation, laissant ainsi entendre qu'elles seraient bientôt rapportées. Les Libyens vivent donc dans l'incertitude du lendemain et ce n'est certes pas l'annonce par le chef de la Jamahiriya de la « collectivisation » des moyennes et petites entreprises qui les rassure. En effet, rien n'a été précisé quant à la manière dont se déroulerait cette collectivisation, avec d'échec d'une nationalisation

trop hâtive. On sait seulement que les entreprises nationalisées, depuis longtemps déficitaires, seront tôt ou tard liquidées ou rachetées par des intérêts privés.

Il s'agit donc bel et bien d'un retour depuis à la propriété privée en vue d'inciter les Libyens à investir dans le secteur productif au lieu de vivre aux dépens de l'Etat. Une entreprise pleine d'atouts dans un pays soumis depuis dix ans à une série de réformes contradictoires et qui consacre l'essentiel de ses ressources à des projets de prestige à la rentabilité incertaine et au financement d'une guerre interminable.

Pour toutes ces raisons, la victoire d'Aozou n'avait été accueillie par la population qu'avec une satisfaction mitigée. Les rares Libyens qui se confient aux étrangers se disent heureux de la victoire de l'armée, tout en s'exprimant d'ajouter : « Espérons que cela contribuera à mettre fin par la négociation à une guerre qui n'a plus de sens ». Si tous, ou presque, sont d'accord pour estimer que la bande d'Aozou est un « territoire arabe libyen », représentant ainsi une formule rassurante par la propagande officielle depuis 1973, en revanche, rares sont ceux qui tiennent des propos « revanchards ».

Dans l'armée et les comités révolutionnaires, certains éléments non négligeables rêvent cependant d'en découdre avec l'« agent Habré ». Et si y a-t-il à faire à ce projet, la plus récente contre-offensive des troupes tchadiennes ne fera que renforcer la position de ces derniers.

JEAN GUEYRAS.

L'Anglais: the language of communication

Demain nous serons citoyens européens. Pour communiquer dans la vie privée et réussir dans la vie professionnelle, l'anglais sera un atout majeur. En l'apprenant dès aujourd'hui, vous prenez une langue d'avance grâce à ILC.

Robert McLarty, Directeur d'ILC, évoluera personnellement votre niveau et choisira avec vous le rythme de cours qui vous convient.

INTERNATIONAL LANGUAGE CENTRE ILC
20, Passage Dauphine
75006 Paris
Tél. 43.25.41.37

Cours Combinés
30 H/semaine
20 H collectif + 10 H particulier

Cours Intensifs
20 H/semaine - 4 H/jour

Cours Trimestriels
3 ou 4 H/semaine

Cours en Entreprise

Les professeurs d'ILC, tous de langue maternelle anglaise, vous attendent dans le cadre possible de votre centre. Get ready for 1992.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Tél. MONDIPAR 650 572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Reproduction interdite de tous les articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications n° 57437
ISSN : 0395-2037

Imprimé par : Le Monde, 75006 Paris

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620.000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wozniak

Rédacteur en chef : Daniel Verrier

Correspondant en chef : Claude Nales

ABONNEMENTS
BP 507 09
75442 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois	
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F	
TOUTS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F	
ÉTRANGER (par messagerie)	L - BELGIQUE-LUXEMBOURG	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
PAYS-BAS	IL - SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 484 F	1 880 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse détaillés ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez adresser l'abonnement d'office (sans nous proposer en espèces) à l'impératrice.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE
Composés 3615 - Tapez LEMONDE

Le Monde

PUBLICITE
5, rue de Montesson, 75007 Paris
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F

Le Monde USPS 705-910 is published daily, except Sundays, at \$4.00 per copy by Le Monde c/o Spedex, 45-45 39th Street, L.I. NY 11104. Second class postage paid at L.I. and additional offices. NY postmaster: send address changes to Le Monde c/o Spedex, USA, INC., 45-45 39th Street, L.I. NY 11104.

Le Monde USPS 705-910 is published daily, except Sundays, at \$4.00 per copy by Le Monde c/o Spedex, 45-45 39th Street, L.I. NY 11104. Second class postage paid at L.I. and additional offices. NY postmaster: send address changes to Le Monde c/o Spedex, USA, INC., 45-45 39th Street, L.I. NY 11104.

Europe

La visite de M. Honecker en République fédérale

La RDA à l'heure de la décrispation

M. Honecker est arrivé le lundi 7 septembre à Bonn pour une visite de cinq jours, la première d'un chef d'Etat est-allemand en République fédérale.

Samedi, à Berlin-Est, un millier de manifestants appartenant à des organisations pacifistes indépendantes ont protesté contre les armes nucléaires en RDA, en RFA et en URSS. Ils ont réclamé l'accroissement des possibilités de rencontres entre l'Est et l'Ouest et brandi une banderole sur laquelle était écrit en russe : « Gorbachev est notre espoir ».

BERLIN-EST
de notre envoyée spéciale

Les journalistes est-allemands ne feront pas de reportage sur la visite de M. Honecker au cimetière de Neukirch, dans la Sarre, où sont enterrés ses parents. Ainsi en a-t-il décidé, explique Otto Schwabe, rédacteur en chef de la revue *Horizont*, après que le chef d'Etat lui-même eut requis la « tranquillité » pour cette partie « privée » de son voyage en République fédérale.

Vou pieux, bien sûr, pour ce qui est de la tranquillité puisque, du côté des médias occidentaux, on se battra pour capter les images de ce moment que l'on tient pour l'un des temps forts du séjour de M. Honecker à l'Ouest. Vou pieux aussi en ce qui concerne le respect public, en principe dû à l'intimité de tout dirigeant socialiste, puisque les Allemands de l'Est auront accès à ces images « interdites » sur les chaînes de télévision ouest-allemandes. De la même manière, ils ont tout, du simple citoyen au haut fonctionnaire, assidûment suivi les émissions consacrées ces derniers temps par les télévisions occidentales à ce voyage, dont leur presse nationale, depuis qu'elle l'a annoncé en juillet, ne leur a pratiquement plus soufflé mot.

Qu'à cela ne tienne, la presse est-allemande n'est là ni pour écouler ni pour anticiper l'événement, mais pour en donner l'interprétation officielle. De la même manière qu'elle se devait de ne pas « décevoir » l'opinion avant le début d'une visite dont il ne faut pas, dit-on, « attendre des miracles », elle se devra également de ne pas trop faire vibrer la corde sentimentale en ce moment où M. Honecker sera en RFA non pas

un chef d'Etat, mais un individu, un Allemand qui rend visite aux siens, qui retourne chez lui.

Ce moment-là est en fait une justification pour tous les Allemands de l'Est qui demandent à pouvoir se rendre à Berlin-Ouest ou en République fédérale et dont la revendication était devenue ces derniers temps tellement pressante qu'il a fallu lâcher du lest, avant même cette visite du chef de l'Etat qui, en bonne logique, aurait dû donner le coup d'envoi d'une politique plus souple en la matière. Un million de personnes auront pu, cette année, se rendre à l'Ouest, en plus des retraités qui circulent librement et dont le même nombre aura fait le voyage cette année.

Peut-on aller plus loin et satisfaire mieux ce qui reste la principale attente des Allemands de l'Est ? Tous les interlocuteurs officiels admettent que l'amélioration des rapports entre Bonn et Berlin-Est ne peut que faciliter davantage des contacts ; mais tous ou presque insistent sur le fait que deux millions sur une population totale de dix-sept millions d'habitants, « c'est déjà beaucoup » et que le reste est affaire de moyens.

Revanche sans triomphalisme

La presse écrite, poursuit Otto Schwabe, entend axer la couverture de cette visite sur deux thèmes : « La responsabilité des deux Etats allemands pour la paix et la normalisation des relations bilatérales. » Mais nous ne ferons pas de triomphalisme, poursuit-il. Nous savons bien qu'il ne faut pas trop exiger des autres et que tous les conflits ne seront pas réglés par cette visite.

Cette tentation de triomphalisme, on la sent très forte chez les petits cadres du régime, souvent plus royalistes que le roi, plus rigides que le parti même, qui cultivent le complexe des « arme Brüder » (les frères déshérités) et qui vont savourer leur revanche sur ce qu'ils tenaient pour de la condescendance de la part de Bonn. Ils ne voient que le tapis rouge déployé sous les pas du chef de leur Etat, ne considèrent cette visite que comme un acte de reconnaissance de la part de la RFA et redoutent généralement comme temps fort la rencontre prévue de M. Honecker avec une soixantaine de « capitaines d'industrie » ouest-allemands. « Personne ne voulait nous parler, dit l'un d'eux avec hargne, et maintenant, ils font tous la

queue pour pouvoir s'entretenir trente secondes avec Erich Honecker ».

Il faut s'entretenir avec des personnalités plus rompu au dialogue avec l'Ouest, comme le professeur Lutz Meier, de l'Institut d'économie et de politique internationales (IPW), pour recueillir une version plus sereine et plus proche sans doute de la réalité. La RDA, explique-t-il, a fait d'importantes concessions en ne posant pas ses revendications juridiques envers la République fédérale, c'est-à-dire la reconnaissance pleine et entière de l'Etat est-allemand (1), comme un préalable à cette visite. « La question de la survie (la course aux armements nucléaires) a joué un tel rôle ces dernières années que nous avons dû assouplir nos positions de principe. Il y avait d'autres priorités », et M. Meier d'ajouter que l'Etat des Est-Ouest a été « déterminant » pour la réalisation de cette visite et que, après l'affaire des euromissiles, « l'Union soviétique a mis un certain temps pour sortir de l'impasse dans laquelle étaient enfermées les relations politiques ».

En clair, la version orientale de la « question allemande », c'est-à-dire la reconnaissance pleine et définitive de deux Etats allemands, est, en quelque sorte, elle aussi, renvoyée à l'histoire. Elle ne doit pas hypothéquer les relations politiques entre deux Etats conscients du rôle qu'ils ont à jouer dans la préservation de la paix. Cela, M. Honecker l'avait dit au lendemain même de l'installation des Pershing-2 en République fédérale, en novembre 1983, en proposant à Bonn de renouer un dialogue que Moscou à l'époque entendait maintenir sous étroite surveillance. Revanche de ce côté-là aussi donc.

« Glasnost » est-allemand

La visite à Bonn de M. Honecker est ainsi saluée par tous comme une étape dans la normalisation entre les deux pays, y compris par les plus critiques envers le régime de Berlin-Est, qui savent — ils en ont eu encore la démonstration ces derniers mois — qu'il ne peuvent que gagner à une amélioration des rapports avec l'Ouest. Cette visite n'a cependant pas droit, dans le vocabulaire officiel, au qualificatif de « historique » — ont été créés en revanche un autre événement : l'élaboration en commun par le Parti social-démocrate ouest-allemand (SPD) et le Parti communiste est-allemand (SED) d'un document rendu public le 28 août (*Le Monde* du 29 août) et dont on faisait plus grand cas la semaine dernière à Berlin-Est que du projet de voyage de M. Honecker.

Ce document est né des séminaires où les deux partis se rencontrent depuis cinq ans et dont le dernier était consacré aux questions de sécurité. En février dernier, M. Erhard Eppler, SPD, l'un des chefs de l'Ouest, a lu le projet d'un « résumé » des propos échangés et s'attelle à la tâche avec Thomas Meier, membre comme lui de la commission des valeurs fondamentales du SPD, et, côté Est, M.M. Reinhold et Reissig, de l'ac-

démie des sciences sociales auprès du comité central du SED. Le texte est publié — « un hasard », affirme M. Eppler — quelques jours avant la visite qui risquait de faire apparaître à l'Ouest M. Helmut Kohl comme le vrai champion des relations inter-allemandes.

Partant de la constatation que l'humanité est aux prises avec une situation « historiquement nouvelle » : « survivre ou périr ensemble », il résume la célèbre phrase de Clausewitz : « A l'âge du nucléaire, dit-il, la guerre ne saurait être plus longtemps un autre moyen de la politique ». Et il juge impératif pour les deux systèmes d'apprendre à coexister et à vivre ensemble sans avoir recours aux moyens militaires comme prolongation de la confrontation idéologique. Suit un long traité de savoir-vivre à l'usage des deux blocs, qui fixe les règles de la confrontation pacifique et énonce, entre autres, que chacun doit considérer l'autre comme porteur de paix (*friedensfähig*) et capable de réformes.

Le battage fait autour de ce texte en RDA suffirait, s'il en était besoin, à montrer que la partie n'était pas égale. Le simple fait pour un parti se recommandant du pluralisme de faire ainsi acte de reconnaissance envers un parti qui, par définition, nie le pluralisme a valeur de réhabilitation, et on voit mal quelle autre social-démocratie occidentale eût osé s'engager dans cette voie.

L'autre face de ce document, pourtant, c'est d'être la première manifestation formelle de ce que l'on appelle ailleurs « glasnost », à savoir une volonté de réforme et d'ouverture. Pour la première fois dans l'histoire de la télévision est-allemande, un débat en direct a été diffusé mercredi dernier avec les auteurs du texte. « Ce n'est qu'un début », déclare M. Reissig, qui affirme aussi que « ce n'est pas par hasard » que le mot de « transparence » est employé dans ce document.

Sans même parler des implications théoriques et doctrinales du texte — à quel point il est « impérialiste » si l'autre système est considéré comme « porteur de paix » ? — le fait est que les Allemands de l'Est peuvent désormais se recommander d'un document affirmant notamment que la discussion ouverte doit être possible à l'intérieur de chaque système.

De débat qui a cours depuis des mois dans les instances du parti à propos de la ligne Gorbachev, rien n'a filtré, sinon le fait qu'il avait lieu. Ce document et la publicité qui lui est faite tendraient à prouver que, même si ce débat n'est pas clos, les partisans des réformes ont le vent en poupe, ce qui n'était pas le cas il y a quelques mois encore, quand le discours officiel déclarait avec une raideur hautaine que ce qui avait cours en Union soviétique ne concernait pas la RDA.

Decrispation

Cela est assez cohérent avec les signes de décrispation visibles depuis quelque temps en différents domaines : l'augmentation sans précédent des autorisations de voyage à

l'Ouest, mais aussi en juillet la place faite aux contestataires lors de la journée de l'Eglise évangélique, divers gestes de l'Etat envers les chrétiens, l'abolition de la peine de mort, l'amnistie et, d'une façon générale, le souci désormais manifeste de la RDA de changer d'image, ce qui suppose malgré tout que l'on change quelque chose. Dans le même ordre d'idées, il est probable, selon l'écrivain Stefan Hermlin, que le tout prochain congrès de l'Union des écrivains octroiera droit de cité à la jeune littérature est-allemande, qui n'était pas jusqu'ici représentée dans l'institution. En somme, et la manifestation de samedi à Berlin-Est l'a encore montré, l'effet Gorbachev était tel en RDA qu'il était impossible de s'en tenir à l'immobilisme.

Le voyage de M. Honecker à l'Ouest tombe en cela à point nommé. On le voit de toute évidence rationnel et pratique, et il ne comportera rien qui puisse inquiéter les partenaires occidentaux de la RFA. Le document SED-SPD, comme toute entreprise inter-allemande de ce genre, est en revanche ambigu. Il est comme l'ont été au début des années 80 les rencontres entre écrivains de RDA et de RFA qui, au plus fort de la querelle sur les euromissiles, prêchaient de concert la paix et le désarmement. Et l'on peut se demander si toute initiative partant du principe qu'il faut cesser de considérer l'autre comme le diable ne va pas dans le sens d'une sorte de désarmement idéologique et moral unilatéral qui se fait toujours au profit du côté oriental.

Toutes les initiatives menées par différentes instances de RDA en direction de l'Ouest comportent aussi cet aspect-là. A preuve la façon dont le docteur Fink, professeur de théologie à l'université de Berlin-Est, rend compte du projet qu'ont les Eglises évangéliques de l'Est et de l'Ouest d'élaborer elles aussi un document commun. M. Fink ne représente certes ni l'une ni l'autre de ces Eglises, mais sa maladresse est révélatrice de ce à quoi pourrait servir un tel texte s'il parvenait à voir le jour, ce qui n'est pas sûr. L'essentiel à ses yeux serait de reconnaître la responsabilité qui fut celle de l'Eglise évangélique allemande à l'époque du nazisme et, par conséquent, sa responsabilité envers l'URSS, et d'appeler à « chasser l'anti-communisme » des consciences évangéliques.

La problématique de la paix ne peut plus aujourd'hui être considérée comme pure rhétorique partisane ; elle correspond, c'est clair, à une inquiétude authentique quasi unanimement partagée à l'Est et

assez largement à l'Ouest. C'est la raison pour laquelle, précisément, plusieurs années après le psychodrame des euromissiles, elle peut encore servir de très puissant levier de propagande aux autorités est-allemandes pour mener, en direction de l'Ouest, des opérations de séduction qui ne sont sans doute pas dénuées d'arrière-pensées. Mais le meilleur garde-fou n'est-il pas la normalisation et l'intensification des rapports institutionnels entre les deux Etats ?

CLAIRE TRÉAN.

(1) Dans un discours prononcé à Gera en 1980, M. Honecker avait dressé le catalogue des revendications est-allemandes envers la RFA, qui comporte notamment la reconnaissance par la République fédérale de la citoyenneté est-allemande, la transformation des représentations permanentes en véritables ambassades et le règlement du conflit relatif au tracé de la frontière sur l'Elbe.

Tapis rouge et musique

BONN
de notre correspondant

Le tapis rouge était immaculé, les Mercedes noires et luisantes, les sourires s'étalaient largement sur les visages officiels. Rien n'est venu perturber l'arrivée de M. Erich Honecker à Bonn, qui, à 10 heures précises, mettait pour la première fois depuis 1949 le pied sur le sol de la RFA.

Tout le monde, les membres de la délégation de l'Est comme de celle de l'Ouest, avait l'air détendu. On se retrouvait entre ministres comme entre de vieux amis. M. Martin Bangemann plaisantait avec son collègue est-allemand, M. Günter Mittag. L'inoubliable, au sens premier du terme, se produisit peu après 10 h 30. Devant la chancellerie, la musique de la Bundeswehr jouait sans une fausse note l'hymne de la RDA.

Puis, au son d'une marche prussienne, le chancelier Kohl et M. Erich Honecker passaient en revue le détachement d'honneur. Le secrétaire général du parti communiste est-allemand avait l'air un peu ému, se trompant parfois dans l'itinéraire à suivre pour se rendre à l'intérieur de la chancellerie, mais était aimablement mis sur le droit chemin par le chancelier ouest-allemand.

L. R.

Amériques

ARGENTINE : résultats des élections législatives

Le parti péroniste inflige une sévère défaite au président Alfonsín

Buenos-Aires
de notre correspondant

Contre toutes les prévisions, le Parti justicialiste (PJ) péroniste a remporté, dimanche 6 septembre, un véritable triomphe électoral, récupérant sa place traditionnelle de premier parti argentin et la province-clé de Buenos-Aires au cours des élections destinées à renouveler la moitié de la chambre des députés et à élire les gouverneurs de province. Les sondages avaient annoncé une élection difficile pour les radicaux au pouvoir depuis quatre ans, avec un fort pourcentage d'indécision, mais des intentions de vote légèrement favorables aux radicaux du président Raúl Alfonsín.

Les résultats, portant sur 50 % du corps électoral, ont semé la stupeur dans les États-majors politiques : 41 % des votes pour le PJ contre 37,5 % seulement pour l'Union civique radicale (UCR). Avec au minimum six députés de moins, le parti de M. Alfonsín perd la majorité absolue à l'Assemblée nationale. Dans les vingt et une provinces où le poste de gouverneur était en jeu, il n'en a gagné qu'un, et il essuie une défaite symbolique à Chascomús, la ville du chef de l'Etat, qui est tombée aux mains des péronistes.

La très importante province de Buenos-Aires a subi le même sort. Berceau des *descamisados* « ouvriers en manche de chemise », péroniste depuis quarante ans, elle était passée dans le camp radical en 1983. Dimanche, le candidat radical, M. Casella, a dû s'incliner devant le chef de file du péronisme renouveau, M. Caffero, qui peut, d'ores et déjà, réviser aux élections présidentielles 1989.

Pour M. Alfonsín, c'est un désastre aux conséquences immédiates. Il lui sera, en effet, difficile désormais de mener à bien ses projets. A vrai dire, on voit assez mal comment il va pouvoir continuer à gouverner

pendant ses deux dernières années de mandat. Si les radicaux sont défaits, les militants péronistes, eux, n'ont pas attendu la fin du dépouillement pour célébrer leur victoire. Dès 22 heures (heures locales), les rues de la capitale se remplissaient. Concerts de klaxon, pluies de tracts, hymne péroniste et drapeaux en tous genres. Malgré l'hiver austral, la nuit a été chaude.

Cohabiter ?

Il va falloir aux radicaux tirer les leçons de leur défaite. Une défaite-sanction, car il semble bien que les Argentins aient voulu montrer ainsi leur mécontentement tout d'abord pour la dégradation de la situation économique, ensuite pour l'attitude du gouvernement lors de la rébellion militaire de Páques.

La surprise passée, tous les États-majors politiques vont d'ailleurs devoir définir leur attitude. Ni les radicaux ni les péronistes ne semblaient en effet avoir prévu une telle situation. La liste des questions qui se posent est déjà longue. Comment M. Alfonsín, politiquement minoritaire mais toujours doté des pouvoirs que lui donne une Constitution très présidentielle (pas de poste de premier ministre), va-t-il « cohabiter » avec les péronistes renoués ? Comment ces péronistes vont-ils exploiter leur victoire ? En réclamant d'ores et déjà une participation au gouvernement ou, au contraire, en laissant M. Alfonsín s'embourber pour mieux tirer parti de sa déconfiture dans la perspective des présidentielles de 1989 ? Douze ans après avoir été chassés du pouvoir par un coup d'Etat, quatre ans après avoir été humiliés par M. Alfonsín lors des élections du retour à la démocratie, le mouvement fondé par le défunt général Peron se trouve à nouveau placé devant une responsabilité nationale.

CATHERINE DERIVERY.

L'ouverture de la Foire de Leipzig

Le commerce interallemand dans l'attente

Contrairement à une tradition pourtant bien établie, ce n'est pas M. Erich Honecker, le chef de l'Etat de la RDA, mais M. Willy Stoph, le président du conseil des ministres est-allemand, qui a inauguré, dimanche 6 septembre, la Foire d'automne de Leipzig. Carrefour des échanges entre l'Est et l'Ouest, cette manifestation s'ouvre à la veille de la rencontre historique entre M. Honecker et Kohl à Bonn et alors que le commerce interallemand comme les échanges Est-Ouest accusent une sensible diminution.

LEIPZIG
de notre envoyé spécial

La rencontre historique entre M. Kohl et Honecker à Bonn va-t-elle redonner quelque dynamisme aux échanges commerciaux entre les deux Allemagnes ? Depuis dix-huit mois, le commerce entre ces deux pays est en forte baisse. Malgré ces conditions particulières (*Le Monde* du 3 septembre), le volume des échanges interallemands a chuté l'an dernier de 9 %, pour s'établir à 15,1 milliards de deutschemarks, d'après des statistiques ouest-allemandes. Il a encore enregistré

une nouvelle chute de 5 % au cours du premier semestre de cette année. Ces résultats s'inscrivent certes dans une tendance plus générale de stagnation des échanges Est-Ouest. L'an dernier, les achats des pays de l'OCDE à ceux du COMECON (organisation économique des pays de l'Est) ont augmenté de 8,4 %, mais leurs ventes ont baissé de 10 %, la plus forte régression enregistrée depuis vingt ans, d'après l'Institut d'études économiques comparatives de Vienne.

Bien que les échanges avec la RDA restent peu dans le commerce extérieur de la RFA (1,7 % du total), les industriels ouest-allemands, présents en très grand nombre à Leipzig, attendent de cette rencontre de Bonn qu'elle donne un coup de fouet à leurs affaires. Pour la RDA, l'enjeu est sans doute plus important, la RFA représentant plus de 8 % de son commerce extérieur. Les responsables est-allemands — le ministre du commerce extérieur, M. Gerhard Bell, sera à Bonn avec M. Honecker — veulent un redressement mais aussi et surtout un développement qualitatif de ces échanges. Ils souhaitent en effet exporter davantage de produits sophistiqués vers l'Ouest.

ERIK IZRAELWICZ.

Selon les historiens de la période nazie

La thèse d'un « arrangement » entre Staline et Hess est dénuée de fondement

La dernière livraison du *Figaro-Magazine* publie « en exclusivité mondiale » d'étranges révélations concernant les rapports entre les Soviétiques et le défunt Rudolf Hess. Selon cette publication, Staline aurait ordonné en 1952 que l'ancien adjoint de Hitler soit tiré de sa cellule de Spandau pour lui proposer le marché suivant : il serait libéré s'il acceptait de devenir le dirigeant d'un parti satellite du Parti communiste est-allemand, le Parti national-démocrate de la RDA. Cette formation politique, qui existe toujours aujourd'hui, était destinée à l'origine à récupérer les « petits nazis » de la zone soviétique d'occupation.

BONN
de notre correspondant

Les affirmations du *Figaro-Magazine* s'appuient sur un entretien du correspondant de ce journal à Bonn avec un historien, M. Werner Maser, dont l'un des mérites serait d'avoir été, en 1984, l'un des premiers à affirmer que les fameux « carnets d'Hitler » publiés par le magazine ouest-allemand *Stern* en RFA et *Paris-Match* en France étaient des faux.

M. Maser ne jouit cependant pas d'une excellente réputation parmi les historiens reconnus de la période nazie, comme les professeurs Eberhard Jackel ou Irving Fletcher, que nous avons interrogés. Ceux-ci reconnaissent certes que Werner Maser est l'auteur d'une thèse acceptable sur l'histoire des débuts du Parti national-socialiste, mais ils affirment que ses activités ultérieures se rapprochent plus d'un commerce organisé de pacotille hitlérienne que d'une recherche historique sérieuse.

Sa dénonciation même de la supercherie des « carnets d'Hitler » s'accompagnait de l'affirmation que ces derniers avaient été fabriqués dans un atelier de faussetés situé à Potsdam en RDA. Or, il s'est avéré, sans aucun doute possible, que ces carnets avaient été réalisés par un faussaire de Stuttgart, Konrad Kujau, condamné depuis pour ce fait.

Sur le fond de l'affaire, l'idée même que Staline aurait pu proposer un tel marché à Rudolf Hess paraît hautement invraisemblable. Les témoins de cet événement cités par M. Maser, sont tous morts : ni M. Otto Grotewohl, ancien numéro deux de la RDA, ni naturellement Rudolf Hess ne peuvent confirmer ni infirmer les thèses de M. Maser. Il est, de plus, fait peu de cas de la position constante de l'URSS à l'égard du « dauphin » de Hitler : une haine tenace liée à la crainte éprouvée par les Soviétiques, lors de son raid solitaire sur la Grande-Bretagne en 1941, d'un deuxième « Munich » rassemblant les Occidentaux et l'Allemagne nazie contre l'URSS.

L'histoire même de l'« extraction secrète » de Rudolf Hess de la prison de Spandau, décrite avec force détails dans l'article, relève de la plus pure fantaisie. Comment, en effet, un commandant soviétique aurait-il pu, à l'insu des représentants des trois autres puissances, subtiliser Hess ne serait-ce que l'espace d'une seule nuit ? Sans parler naturellement de la vigilance de ses codétenus, qui, comme on peut le lire dans le *Journal de Spandau* d'Albert Speer, ne perdaient pas une miette de tout événement tant soit peu insolite qui se produisait chez l'un ou chez l'autre.

La presse et les médias ouest-allemands n'ont pas fait grand cas de cette affaire. Silence total à la radio et à la télévision. Seul le journal dominical *Welt am Sonntag* mentionne, sans commentaire, l'article du *Figaro-Magazine*.

L. R.

هذا من اجل

[illegible]

Louis Vuitton.
Georges Delbard.
Roc, Parfums Christian Dior, Parfums Givenchy.
LVMH, Moët Hennessy Louis Vuitton va poursuivre, avec une puissance ainsi renforcée, sa croissance dans tous les domaines qui relèvent de ses valeurs historiques de luxe et de haute qualité.

Adresses provisoires: c/o MOËT HENNESSY: 30 Avenue Hoche 75008 Paris - c/o LOUIS VUITTON: 30 Rue la Boétie 75008 Paris.

Europe

ESPAGNE : nouveau succès dans la lutte contre le terrorisme

Des auteurs présumés de l'attentat meurtrier contre un supermarché arrêtés à Barcelone

MADRID
de notre correspondant

La police espagnole a réussi un joli coup de filet en arrêtant, le samedi 5 septembre à Barcelone, trois membres présumés du commando le plus recherché de l'ETA militaire depuis la plus sanglante tuerie jamais commise par les séparatistes basques : l'attentat à la voiture piégée contre le supermarché Hipercor, qui avait fait vingt et un morts le 19 juin dernier dans la capitale catalane.

L'opération de samedi, qui a permis l'arrestation de Domingo Troitino, trente-deux ans, Josefa Mercedes Ernaga, trente-six ans, et José-Luis Gallastegui, trente ans, s'est déroulée en quelques minutes. Vers 15 h 30, une escouade des GEO, groupe d'élite de la police nationale espagnole, a fait irruption, après avoir fait sauter la porte à la dynamite, dans un appartement du sud de Barcelone qui se trouvait sous surveillance depuis plusieurs semaines. Selon les autorités, les trois occupants tentèrent de résister. Il s'ensuivit un échange de coups de feu, durant lequel Josefa Mercedes Ernaga fut blessée d'une balle dans le dos. Elle a été hospitalisée dans un état grave.

La police a découvert dans l'appartement plusieurs armes et une abondante documentation. La suite de l'opération allait permettre de localiser deux caches d'armes dans les faubourgs de la capitale catalane, et un autre appartement à Castelldefels, une station balnéaire au sud de Barcelone. Ce dernier était apparemment utilisé par le commando comme atelier pour la fabrication d'explosifs : une moto piégée y avait notamment été préparée.

La police considère que deux au moins des personnes arrêtées sont

directement impliquées dans l'attentat contre Hipercor. Domingo Troitino, qui est le frère d'un autre membre de l'ETA arrêté en janvier dernier à Madrid, se trouvait, selon les autorités, dans le véhicule piégé lorsque celui-ci fut conduit dans le parc de stationnement souterrain du supermarché. Après l'attentat, la police avait fait diffuser dans toute la ville des photographies des auteurs présumés de l'explosion. Une habitante de Barcelone avait peu après reconnu l'un d'eux, au moment où il sortait d'un appartement. Elle avait communiqué l'information aux autorités, qui l'avaient alors fait filer, détectant ainsi le reste du commando.

Il est encore trop tôt pour savoir si, comme le croit la police, l'opération de samedi a permis de démanteler totalement l'infrastructure de l'ETA dans la métropole catalane. Elle n'en confirme pas moins que la capacité opérationnelle des forces de l'ordre dans leur lutte contre l'organisation séparatiste ne cesse de s'améliorer. Depuis le début de l'année, l'ETA a successivement perdu ses trois groupes les plus actifs : avant le « commando Barcelone » étaient tombés, en janvier dernier, le « commando Madrid » et, il y a deux mois, le « commando Donosti » (opérant à Saint-Sébastien).

Rejet
du dialogue

La satisfaction du ministère de l'Intérieur, après le succès policier de samedi, a toutefois été tempérée par une mauvaise nouvelle venue le même jour du Pays basque : dans un communiqué publié par le quotidien Egin, édité près de Saint-Sébastien et porte-parole habituel des séparatistes, l'ETA militaire a condamné les tentatives de « dialogue » entre

certaines de ses dirigeants en exil et le gouvernement de Madrid. Dans ce texte, les indépendantistes reconnaissent, pour la première fois publiquement, avoir pris langue avec le gouvernement et précisent la chronologie de ces contacts. Au nombre de trois au total, ils ont tous eu lieu en Algérie : le premier, le 12 novembre 1986, entre le « numéro un » de l'ETA, Domingo Irujo, dit Txomin, décédé depuis dans un accident de voiture, et un avocat du ministère de l'Intérieur, M. Jorge Argote ; le second les 11 et 12 janvier 1987, entre le même Txomin et M. Julian San Cristóbal, ancien directeur de la sûreté de l'Etat ; le troisième, enfin, le 11 août 1987, entre un autre dirigeant de l'organisation, Eugenio Elxestue, dit Antxon, et deux responsables des services antiterroristes de la police, les commissaires Jesus Martinez Torres et Manuel Ballesteros.

Dans son communiqué, l'ETA militaire laisse entendre que ces contacts se sont traduits par un constat de total désaccord (le troisième se serait même caractérisé par un « recul ») et accuse le gouvernement de vouloir « délégitimer » l'organisation séparatiste. Rejetant toute « négociation à la baisse », le communiqué formule à nouveau les traditionnelles revendications de l'organisation : négociations directes avec un représentant des forces armées espagnoles (censées exercer le véritable pouvoir à Madrid) et « acceptation globale » par Madrid de « l'alternative KAS », le vieux programme formulé il y a dix ans déjà par l'ETA et qui inclut notamment la reconnaissance du droit à l'autodétermination, l'intégration de la Navarre à la communauté autonome basque ainsi que l'amnistie.

THIERRY MALIMAK.

ITALIE : trente-deux arrestations en une semaine

Le comte Ferdinando Borletti est impliqué dans une vente illégale de mines à l'Iran

ROME
de notre correspondant

L'une des personnalités les plus connues du monde industriel italien, le comte Ferdinando Borletti, copropriétaire avec Fiat d'une société productrice de mines de Brescia, Valsella Meccanotecnica, a été arrêté dans le cadre de l'enquête sur un trafic d'armes internationales vers l'Iran. Il devait être entendu, lundi 7 septembre, par la justice.

Annoncée dans la soirée du 6 septembre, l'arrestation de M. Borletti, de son fils Giovanni, directeur général de Valsella, et de trois autres responsables de l'entreprise, est le dernier d'une suite d'événements déclenchés par la saisie, le mardi 30 août, d'un cargo libanais, le *Boustany-One*, au large de Bari avec des armes et de la drogue à bord. Trente-deux personnes au total ont été arrêtées, dont dix-huit marins libanais et soudanais, les responsables d'une société d'import-export et d'une agence maritime, un intermé-

diaire d'origine canadienne, M. Michel Larue, et deux hommes liés à la Mafia sicilienne. Cinq personnes sont recherchées en Italie et huit autres font l'objet de mandats d'arrêt internationaux.

Il s'agit en fait d'un enchevêtrement de deux affaires : exportation clandestine d'armes italiennes vers le Golfe et importation clandestine d'armes et de drogue destinées à des groupes terroristes en Europe. Les mêmes intermédiaires et les mêmes moyens de transport seraient utilisés pour les deux opérations.

Valsella Meccanotecnica est soupçonnée seulement d'exportation illégale de mines vers l'Iran, entre 1981 et 1984, selon certaines informations. Mais une autre enquête, plus ancienne et portant sur le terrorisme, semble avoir établi que Valsella aurait vendu également en 1986 trente mille mines antipersonnel à l'Iran.

Officiellement, selon le procédé « triangulaire » classique, les mines devaient être envoyées au Nigeria.

En fait, en passant par une société de Zurich, elles auraient atterri en Syrie, en violation d'un embargo officiel, puis été transférées en Iran. Selon le magistrat du port toscane de Massa-Carrara qui mène l'enquête, M. Augusto Lama, les dirigeants de la société étaient au courant de leur destination finale.

L'enquête en question avait commencé après l'attaque de l'aéroport de Fiumicino par un commando arabe, qui avait fait seize morts en décembre 1985. Plusieurs filières d'introduction en Europe des armes devant servir à des attentats furent identifiées.

L'attention des magistrats s'était portée sur Eurogroup, une société d'export-import de Massa-Carrara. Des écoutes téléphoniques permirent de découvrir des contacts entre des responsables de cette firme, des trafiquants d'armes et des « cadres moyens » de Valsella.

Lorsqu'en février dernier la société de M. Borletti a demandé une autorisation d'augmenter sa production, officiellement pour satisfaire une commande importante de la société Boriga de Bourgogne, les magistrats ont soupçonné que des milliers de mines seraient à nouveau la filière syro-iranienne, la compagnie espagnole n'étant qu'un écran, indispensable pour l'établissement d'un certificat de destination finale, dit « end user ».

Les enquêteurs ont établi que les trafiquants liés à Eurogroup se servaient d'une flottille de huit petits cargos appartenant à deux armateurs grecs. Un de ces bateaux était précisément le *Boustany-One*, un vieux cargo libanais mais qui pouvait le cas échéant hisser en toute légalité un pavillon hondurien sous le nom de *Good-Luck*. Les policiers qui l'ont saisi dans la nuit de lundi à mardi derniers, au large de Bari, ont trouvé dans diverses caisses un lance-roquettes antichar, un lance-grenades soviétique et un missile américain, ainsi que 2 kilos d'héroïne et 15 de haschisch. Le capitaine et les dix-sept hommes qui étaient à bord, des Libanais et des Soudanais notamment, ont été arrêtés. Leur identité est en cours de vérification, chacun étant muni de deux passeports différents.

Pour les enquêteurs, le cargo en question était destiné à un réseau terroriste établi en Europe et assurant son autofinancement grâce au trafic de drogue. La vente des stupéfiants était assurée par la Mafia de Trapani, dont deux membres figurent parmi les personnes écrouées. C'est d'ailleurs l'arrestation d'un petit revendeur qui a précipité la mise sous séquestre du cargo libanais. — (Interim.)

Banc d'essai :

ABILITY PLUS
LE LOGICIEL
INTEGRE
COMPLET

Un outil de base intelligent
et pas cher.

Proche-Orient

46 morts et 40 blessés

Les raids israéliens de samedi dans le sud du Liban ont été particulièrement meurtriers

BEYROUTH
de notre correspondant

Le raid de l'aviation israélienne du samedi 5 septembre contre le camp palestinien d'Aïn-Heloué est de loin, avec quarante-six morts et quarante blessés, le plus meurtrier depuis le retrait de l'armée israélienne du Liban en 1985 et finalement depuis l'invasion de 1982. Depuis le début de 1987, l'aviation israélienne avait effectué vingt et un autres raids, dont douze contre des camps palestiniens, qui avaient fait vingt-neuf morts, soit au total moins de deux tiers de celui de samedi, et cent trente blessés.

Le nombre élevé de victimes s'explique par le fait que les avions israéliens sont revenus deux fois à la charge alors que les sauveteurs étaient déjà sur place pour dégager les victimes d'un premier raid et surtout par l'effet de surprise, les camps palestiniens étant encore plus vulnérables parce que moins sur leur garde le samedi, jour du sabbat. L'armée israélienne s'abstient généralement d'opérer ce jour-là, sauf dans des circonstances exceptionnelles, ce qui n'est actuellement pas le cas.

Aïn-Heloué est devenu au fil des mois, avec cinquante mille habitants, le plus grand camp du Liban, à la suite du siège de ceux de Beyrouth, et surtout le plus important militairement, la ville de Saida, dont il est contigu, échappant au contrôle de l'armée syrienne et de la milice chiite Amal, adversaires actuels des Palestiniens.

Parmi les victimes du raid de samedi, dix sont des combattants et quatre-vingt-cinq sont des civils, femmes et enfants notamment. Des familles collectives ont été faites dimanche à vingt-cinq d'entre eux. Les corps des autres ont été transférés dans les camps dont ils étaient originaires, au nord, dans la Bekaa et à Beyrouth.

La marine israélienne est intervenue à son tour dimanche, mais à une

petite échelle, contre le camp de Rachidieh, près de Tyr, encerclé depuis des mois par Amal, dont les positions ont néanmoins été tirées sur les vedettes israéliennes. On note que le raid de samedi est intervenu alors qu'une tentative de règlement du conflit entre Amal et les Palestiniens plus sérieuse que les précédentes est en cours à la suite d'une « ouverture » du chef de la milice chiite, M. Nabih Berri. Amal a « rendu hommage aux victimes » et condamné « ce nouvel épisode de la barbarie de l'ennemi, qui a violé la terre de Palestine », position retellée.

tant le changement de climat intervenu entre cette milice et les Palestiniens. Mais le contentieux qui les oppose demeure très lourd, et il n'est pas dit que l'on soit à la veille d'un arrêt définitif ou même durable de la « guerre des camps ».

L'indifférence avec laquelle a été accueilli le raid contre le camp palestinien dans le monde arabe, trop absorbé par le conflit du Golfe, a été relevée à Beyrouth, aussi bien par les Palestiniens que par leurs adversaires.

LUCIEN GEORGE.

Une opération de dissuasion
selon JérusalemJERUSALEM
de notre correspondant

La presse israélienne est quasi unanime : l'opération menée samedi 5 septembre contre des camps palestiniens de la région de Saida constitue le raid le plus meurtrier lancé par l'aviation israélienne depuis l'invasion du Liban par Tachal en 1982. Dans un communiqué, un porte-parole militaire a indiqué que les cibles visées et touchées étaient deux immeubles abritant les dirigeants de plusieurs organisations palestiniennes, situées à environ 4 kilomètres au sud de Saida. C'est à partir de ces locaux qu'étaient préparés des attaques contre Israël, a affirmé le porte-parole.

Des sources militaires israéliennes citées par la presse assurent que cette opération ne reflète pas un changement de stratégie de la part de l'armée. Ces dernières semaines toutefois, aucun regain de tension particulier n'avait été enregistré à la frontière entre les deux pays, hormis les habituels accrochages dans la

« zone de sécurité » établie par Israël au Liban sud. Il y a bien eu récemment quelques tirs de roquettes sur la haute Galilée, mais ils n'ont pas fait de victimes.

L'opération de samedi paraît donc obéir à la politique traditionnelle de l'armée depuis son retrait du Liban : empêcher les infiltrations de commandos palestiniens en provenance de la région de Saida et, surtout, interdire à l'OLP de reconstituer dans ce secteur une base militaire importante. Car une telle hypothèse soulignerait l'échec de la guerre du Liban, dont un des objectifs était de détruire pour toujours l'appareil militaire de l'OLP dans ce pays.

Le quotidien *Al Hamishmar* (MAPAM) estime que l'armée se trompe de cible ; les éléments les plus menaçants pour Israël, écrit-il, ne sont pas, au Liban sud, les Palestiniens mais les militants extrémistes du Hezbollah — chiites pro-iraniens — responsables, selon le journal, de la plupart des opérations lancées contre la zone de sécurité.

A. Fr.

La bataille du Golfe

Le Koweït expulse cinq diplomates iraniens

Les opérations militaires dans le Golfe ont connu, le dimanche 6 septembre, une nouvelle escalade : après deux attaques d'obusiers et de missiles, revendiquées la veille par l'Irak, — la bataille se déplaçant sur le terrain diplomatique. Les autorités koweïtienes ont annoncé, samedi soir, l'expulsion de cinq diplomates iraniens, sur les sept en poste à Koweït, à la suite du tir de deux missiles, vendredi et samedi, contre l'émirat. Les Koweïtiens attribuent à l'Iran l'origine de ces attaques.

Cette « première » dans les relations, pourtant très tendues depuis de longues années, entre Koweït et l'Irak, a immédiatement entraîné une mise en garde, l'Irak « répondant en temps opportun », a menacé le premier ministre iranien, M. Mousavi, qui n'a toutefois pas précisé sous quelle forme se manifesteraient ces nouvelles représailles. La République islamique a déjà en recours à des missiles et au harcèlement de pétroliers pour « punir » Koweït de son refus d'arrêter la guerre de l'Irak. Quant à l'avenir, « les Etats-unis finiront à terme par

se retirer du Golfe, laissant les pays de la région endurer les conséquences de leur hostilité à l'égard de l'Irak », a déclaré M. Mousavi.

L'Arabie saoudite, qui a publiquement durci le ton contre Téhéran depuis les événements sanglants de La Mecque, a « fermement condamné les agressions répétées contre le Koweït », le gouvernement de l'émirat a tenu à présenter aux représentants des cinq membres permanents du Conseil de sécurité des débris de missiles tombés sur son territoire et portant des inscriptions en chinois. Pékin a toujours démenti avoir fourni aux iraniens des missiles sol-sol Silkworm, dont Washington a dit à plusieurs reprises qu'ils représentaient une grave danger pour le trafic maritime du Golfe.

Jusqu'à présent ce trafic a dû, surtout au cours de la semaine dernière où une quinzaine de navires de commerce ont été touchés, essuyer les tirs de l'aviation irakienne et de vedettes rapides iraniennes armées de mitrailleurs ou de lance-roquettes. Les unités iraniennes se sont toutefois appliquées à ne s'en prendre à aucun convoi de pétroliers réarmés aux Etats-Unis et escortés par la marine américaine. Un septième convoi a franchi sans encombre le détroit d'Ormuz dans la nuit de samedi à dimanche.

L'hebdomadaire, qui cite une source iranienne « bien placée », précise que la rencontre a réuni des conseillers du vice-président George Bush ainsi que du secrétaire d'Etat George Schultz et une délégation conduite par le propre fils du président du Parlement iranien, M. Mohsen Rasandjani. Celui-ci avait déjà joué un rôle de premier plan dans les conversations américano-iraniennes qui avaient débouché sur le scandale des ventes d'armes américaines à Téhéran.

Interrogé par la BBC, le représentant des Etats-Unis à l'ONU, M. Vernon Walters, a affirmé dimanche ne pas avoir en connaissance de ces contacts. « A l'évidence, l'observateur est mieux informé que moi », a-t-il déclaré.

Par ailleurs, selon les services de renseignements américains cités par le *New York Times*, les forces de l'ordre saoudiennes auraient bel et bien ouvert le feu, le 31 juillet à La Mecque, contre des manifestations iraniennes après que ceux-ci eurent décapité un policier. Les Saoudiens ont toujours officiellement démenti avoir tiré sur les pèlerins iraniens lors des émeutes qui ont fait plus de quatre 400 morts, au contraire de ce que soutient Téhéran. — (AFP, Reuters.)

Asie

● AFGHANISTAN : reprise des négociations de Genève. — Le gouvernement afghan devait présenter, le lundi 7 septembre, un projet de calendrier pour le retrait des quelque 115 000 soldats soviétiques stationnés en Afghanistan, à l'occasion de la reprise à Genève des négociations indirectes sous l'égide des Nations unies, ont indiqué des diplomates occidentaux et des pays de l'Est. Kaboul a annoncé accepter un délai de dix-huit mois pour le départ des Soviétiques, après l'arrêt du soutien occidental aux rebelles. Selon un diplomate soviétique à Islamabad, cette période pourrait encore être réduite. Le Pakistan désire qu'elle soit de sept mois.

● VIETNAM : accord sur les Américains disparus. — Les Etats-Unis encourageront officiellement l'aide humanitaire à Hanoi en échange de la coopération vietnamienne sur le problème des militaires américains portés disparus pendant la guerre, a rapporté, dimanche 6 septembre, le *New York Times*. Citant des responsables de l'administration non identifiés, le quotidien indique que cet accord résulte de la visite, en août au Vietnam, d'une délégation conduite par le général en retraite John Vessey. — (Reuters.)

Un nouvel
Irangate ?

Il se pourrait, d'autre part, que Washington s'expose à un nouveau scandale du type de celui de l'Irangate. Le journal britannique *The Observer* a, en effet, révélé dimanche que des représentants du gouvernement américain avaient rencontré des délégués du régime iranien la semaine dernière en Suisse pour discuter de la crise du Golfe, des otages américains détenus au Liban et de la possibilité d'établir des liens entre l'administration Reagan et certains dirigeants iraniens.

(Publié)
GOLFE :
DANS LE BOUILLON

Pourquoi le Sud-Ouest asiatique est-il devenu, en quelques semaines, une gigantesque poudrière ? L'ancien chef de la diplomatie libanaise Lucien Dahdaleh, Paul-Marie de La Cour et Vassil Havaray scrutent les stratégies iraniennes, saoudiennes et les vides des groupes puissances.

Un dossier et un reportage inédits, publiés dans le numéro de septembre d'ARABES, en kiosques.

78, rue Joffre, 75017 PARIS
Tél. : 46-22-34-14

IRAN-IRAK
8^e année de guerre
DEMAIN, LA PAIX

conférence-débat
avec
Paul Dépis, Président de l'Association des Amitiés Franco-Iraniennes
Paul Balta, journaliste et écrivain
Paul Marie de la Cour, journaliste et écrivain
Nicholas Sarkis, Conseiller pétrolier, Directeur de la revue Pétrole et Gaz Arabe

Le jeudi 10 septembre 1987, à 18 h 30
Salle des Arts et Métiers
9 bis, avenue d'Alsace, à Paris

AMITIÉS FRANCO-IRANIENNES

Le mardi dans le sud du Liban
bientôt meurtriers

Le mardi 8 septembre, le sud du Liban sera le théâtre d'une opération militaire majeure. Les forces israéliennes, appuyées par des hélicoptères et des chars, ont commencé à avancer vers le sud-ouest du pays. Les Palestiniens, regroupés dans des camps de réfugiés, ont été évacués vers le nord. Les civils libanais ont été évacués vers le sud. Les forces israéliennes ont déclaré que leur objectif était de sécuriser la zone frontalière. Les Palestiniens ont déclaré que les forces israéliennes cherchaient à les exterminer. Les civils libanais ont déclaré que les forces israéliennes cherchaient à les déposséder de leur pays.

Une opération de dissuasion
selon Jérusalem

Une opération de dissuasion, selon Jérusalem. Les forces israéliennes ont déclaré que leur objectif était de sécuriser la zone frontalière. Les Palestiniens ont déclaré que les forces israéliennes cherchaient à les exterminer. Les civils libanais ont déclaré que les forces israéliennes cherchaient à les déposséder de leur pays.

Le Golfe
cinq diplomates iraniens

Le Golfe, cinq diplomates iraniens. Les forces israéliennes ont déclaré que leur objectif était de sécuriser la zone frontalière. Les Palestiniens ont déclaré que les forces israéliennes cherchaient à les exterminer. Les civils libanais ont déclaré que les forces israéliennes cherchaient à les déposséder de leur pays.

Le Golfe, cinq diplomates iraniens. Les forces israéliennes ont déclaré que leur objectif était de sécuriser la zone frontalière. Les Palestiniens ont déclaré que les forces israéliennes cherchaient à les exterminer. Les civils libanais ont déclaré que les forces israéliennes cherchaient à les déposséder de leur pays.

Le Golfe, cinq diplomates iraniens. Les forces israéliennes ont déclaré que leur objectif était de sécuriser la zone frontalière. Les Palestiniens ont déclaré que les forces israéliennes cherchaient à les exterminer. Les civils libanais ont déclaré que les forces israéliennes cherchaient à les déposséder de leur pays.

Le Golfe, cinq diplomates iraniens. Les forces israéliennes ont déclaré que leur objectif était de sécuriser la zone frontalière. Les Palestiniens ont déclaré que les forces israéliennes cherchaient à les exterminer. Les civils libanais ont déclaré que les forces israéliennes cherchaient à les déposséder de leur pays.

Politique

Les débats au sein de la majorité

Le gouvernement ouvertement divisé
sur le code de la nationalité

Le gouvernement de M. Chirac réformera-t-il le code de la nationalité avant l'élection présidentielle ? Je le souhaite, disait le 2 septembre M. Michèle Barzach, ministre de la Santé. Ce serait difficile, a répondu trois jours plus tard le garde des sceaux, M. Alain Chalon, en constatant « des positions divergentes au sein même du gouvernement ». Il n'avait jamais été aussi explicite.

Réforme rapide ou renvoi du dossier aux calendes grecques ? C'est l'une des devinettes de la rentrée. M. Chirac doit tenir compte de trois facteurs. D'abord, la campagne, apparemment très efficace, du Front national qui a été le premier à réclamer un nouveau code de la nationalité et se gausse aujourd'hui des atermoiements du gouvernement. D'autre part, les réticences d'une bonne partie de l'UDF - de MM. Barre et Méhaignerie, en particulier - à un changement de la législation qui était pourtant inscrit en toutes lettres dans la plate-forme électorale de l'actuelle majorité en 1985-1986. Enfin, M. Chirac doit tenir compte de l'« effet Désir », le président de SOS-Racisme ayant fait « un malheur » à son « Heure de vérité » télévisée, le 19 août.

Selon les sondages, une majorité de Français reste favorable à un changement de la législation. Elle désapprouve le fait qu'un enfant d'étranger puisse acquérir la nationalité française sans l'avoir demandée ou même sans le savoir. Or, sur les quelque cent mille personnes d'origine étrangère qui obtiennent chaque année la citoyenneté française, plus de 60 % n'ont aucune formalité à remplir : c'est une acquisition automatique.

Une bataille symbolique

Il n'est pas facile de se battre simultanément sur ces trois fronts. Le RPR sent la nécessité de faire quelque chose avant l'élection présidentielle, cherchant la recette - miracle qui lui permettrait, à la fois de couper l'herbe sous le pied de M. Le Pen, de calmer l'UDF et de ne pas donner au Parti socialiste l'occasion de faire écho à SOS-Racisme et à d'autres associations. Encore doit-il assurer l'unité dans ses propres rangs. Si le garde des sceaux, M. Chalon, traîne les pieds depuis des mois, des ministres classés pourtant plus « à gauche » (comme M. Séguin) ou plus proches de la « bande à Léo » (comme M. Barzach) souhaitent, avec M. Pasqua, aller de l'avant.

Les partisans de la réforme ne manquent ni d'arguments ni d'arguments.

La bataille du code est devenue, en effet, essentiellement symbolique. Chacun sait que le toilettage de la législation actuelle n'aurait pas de grands effets statistiques à long terme puisque tous les enfants de la troisième génération seront français à la naissance en vertu de l'article 23. Le Front national ne s'y est pas trompé : il réclame, lui, la suppression de cet article, entre autres changements radicaux.

Faut-il déplorer que la question de l'immigration se soit focalisée, depuis un an, sur une bataille juridique très complexe ? En réalité, le code de la nationalité a permis de mettre le doigt sur l'essentiel, c'est-à-dire l'intégration des enfants d'étrangers. C'est une question bien plus intéressante, bien plus importante que celle du degré présumé de racisme des Français. Le mouvement de Harlem Désir le reconnaît volontiers aujourd'hui et annonce une campagne sur ce thème. Après avoir beaucoup négligé l'immigration jusqu'à la classe politique, saura-t-elle mobiliser les Français autour d'un SOS-intégration ?

ROBERT SOLÉ.

Une campagne de SOS-Racisme.

Le mouvement SOS-Racisme a décidé de lancer une campagne en faveur de l'intégration des immigrés, qui sera suivie d'une manifestation le 29 novembre à Paris avec la concours d'autres associations. Au cours de cette campagne, un groupe de jeunes, français et étrangers, « les messagers de l'égalité », silloneront la France pour combattre « la logique de l'exclusion et du ghetto ».

PIERRE SERVANT.

M. Séguin : « Nous ne pouvons être suspectés d'exclusion envers les immigrés »

M. Philippe Séguin a déclaré au « Grand Jury RTL-Le Monde » du dimanche 6 septembre, à propos de la réforme du code de la nationalité : « Je ne vois, pour ma part, aucune contradiction entre le souhait de M. Barzach et le pronostic de M. Chalon. En vérité, le gouvernement a fait un choix, qui est celui de dépassionner ce débat. A cette fin, il a mis en place une commission des « sages », présidée par M. Marceau Long, qui a déjà commencé à travailler, qui va procéder dans les semaines qui viennent à un certain nombre d'audiences publiques, télévisées d'ailleurs. Le problème est de savoir si cette commission aura achevé ses travaux à temps pour nous donner la possibilité d'organiser le débat large et approfondi que chacun attend au Parlement sur le problème du code de la nationalité. »

M. Chalon en doute.

M. Barzach le souhaite. Je le répète : il n'y a là strictement aucune contradiction. « Moi, je souhaite que, après un travail approfondi, les « sages » soient en mesure de remettre leur rapport en temps voulu. Mais ne s'est pas au gouvernement - sinon la procédure n'aurait aucune signification - de dicter leur rythme de travail aux « sages ». Aujourd'hui, je constate avec beaucoup d'intérêt que plus personne ne défend le caractère intangible du code actuel. Ce que je verrais comme avantage à une solution rapide de ce problème, c'est qu'il ne polluerait plus l'élection présidentielle. »

A propos de la politique d'immigration, M. Séguin dresse le bilan suivant : « Songez que, à l'heure qu'il est, la France accueille 1 100 000 enfants étrangers, c'est-à-dire 10 % du total des effectifs. Elle forme 120 000 étudiants étrangers, c'est-à-dire, là encore, 10 % des effectifs. Elle loge en foyers 140 000 étrangers - ces foyers dont, d'ailleurs, j'ai fait achever

cette année la mise aux normes de sécurité. Nous avons accueilli, au cours de l'année qui vient de s'écouler, 25 000 étrangers, qui ont choisi la France comme terre d'asile - et j'ai une pensée, au passage, pour les « boat people » que j'étais allé accueillir personnellement à Rouen. »

En matière de naturalisation, 100 000 étrangers ont été naturalisés, 60 000 à l'issue d'une procédure de naturalisation ou d'enregistrement, ce qui constitue un record absolu - ce qui n'est pas mal pour un gouvernement qu'on suspecte de volonté d'exclusion. »

A propos des déclarations faites par M. Barre à Hourtin (le Monde daté 6-7 septembre), M. Séguin a déclaré : « Je conteste évidemment cette analyse, qui ne paraît pas réellement fondée, dans la mesure où, par définition, pour le développement économique et social, il faut d'abord satisfaire à des prérequis financiers. Pour que les entreprises puissent investir, il faut évidemment qu'elles aient des finances qui leur permettent, et c'est vrai que nous avons donné la priorité au rétablissement de la santé financière des entreprises, mais, je le répète, c'est la condition sine qua non de l'investissement. » Il a ajouté : « Ce gouvernement a inauguré une bonne politique pour la France, la meilleure politique possible pour la France. Je crois d'ailleurs que, c'est la seule possible. Si, comme je l'espère, Jacques Chirac est élu, son maître-mot sera « continuer ». Je crois qu'il faut effectivement continuer l'action qui a été engagée au lendemain du 16 mars, et surtout ne pas considérer la période qui s'est écoulée entre le 16 mars et la future élection présidentielle comme un simple intermède. Deux ans dans la vie d'un pays, ce n'est pas un intermède. »

ANDRÉ PASSERON.

M. Le Pen accuse M. Barre de « non-assistance à pays en danger »

MONTCHANIN de notre envoyé spécial

Sur le tard, M. Jean-Marie Le Pen est en train de découvrir que le mérite n'est pas tout. A Montchanin (Saône-et-Loire), pour la clôture, le samedi 5 septembre, de la troisième université d'été de son parti, le président du Front national a longuement insisté sur « la vocation de rassemblement du peuple français », qu'il, selon lui, a formé. M. Le Pen ne s'est pas contenté de ressusciter ainsi, devant les cadres et les élus de son mouvement, le nom du parti (RPF) fondé par le général de Gaulle, il y a quarante ans. Il a puisé à plusieurs reprises dans les écrits de M. Michel Debré pour justifier et illustrer le thème de la « préférence nationale », étendard de sa campagne.

Ces emprunts n'avaient pas pour autant valeur de conversion. M. Le Pen s'est plutôt félicité de voir l'UDF et surtout le RPR se rapprocher - « Oh ! ce n'est encore rien que du bon des lèvres », a-t-il regretté - de certaines thèses du Front national, en laissant notamment se nouer à la base certains accords locaux. « Le RPR cherche ainsi à éviter l'effusion de ses électeurs. Mais, petit à petit, il apparaît que la progression continue du Front national dans les sondages nous rend incontestables », a déclaré M. Le Pen. Il a égratigné au passage le gouvernement à propos de l'annonce faite par M. Alain Chalon de la suspension probable de la réforme du code de la nationalité. C'est une « dérobade et un camouflage pour M. Jacques Chirac, a-t-il lancé. C'était, dès le départ, un piège à gogos électoral. Quant au recours à une commission extraparlamentaire, il n'avait pour but que de noyer le poisson. »

Si M. Chirac a eu, comme à l'ordinaire, droit à sa volée de bois vert, M. Barre n'a pas plus été épargné. L'ancien premier ministre a été accusé par le chef de file de l'extrême droite de « non-assistance à pays en danger » pour avoir laissé se poursuivre la cohabitation dans le

Une ardeur nouvelle

INVITÉ le dimanche 6 septembre au « Grand Jury RTL-Le Monde », M. Philippe Séguin avait l'occasion d'être le premier membre du gouvernement et le premier membre du RPR à pouvoir répondre aux propos tenus, vendredi, à Hourtin, par M. Raymond Barre. Sans aucune agressivité dans le ton, mais sans aucune ambiguïté sur le fond, le ministre des affaires sociales et de l'emploi a fermement réfuté les reproches adressés par l'ancien premier ministre au gouvernement et au RPR. Alors que, pour M. Barre, nous vivons « la phase finale d'un intermède institutionnel », pour M. Séguin, cette période de cohabitation « ne peut, en aucun cas, être considérée comme intermède ». Selon le ministre, c'est après les élections législatives de 1986 qu'il y a un grand effort national à déployer « alors que pour le député du Rhône tout commencera après l'élection présidentielle de 1988. Le maire d'Epinal prône donc la com-

nuité et l'épanouissement de l'action entreprise par la majorité et par M. Chirac « dans la voie du courage et de la vérité ».

De même, M. Séguin conteste la thèse de M. Barre, selon laquelle la politique du gouvernement a privilégié la « logique financière » et négligé celle du « développement économique et social ». Le ministre considère que la première est la condition de la seconde et estime que l'investissement ne règlera pas le problème du chômage. M. Séguin juge que cela procède de la même « erreur d'analyse » que celle que commettaient M. Mitterrand et les socialistes lorsqu'ils assuraient que le développement de la consommation serait la « remède magique » contre le chômage.

Autre différence avec M. Barre : M. Séguin souhaite une réforme du code de la nationalité, alors que l'ancien premier ministre n'y est pas favorable.

ANDRÉ PASSERON.

En Nouvelle-Calédonie
M. Tjibaou : la non-violence a des limites

Réunis en convention près de Paita, au nord de Nouméa, le samedi 5 septembre, les dirigeants du FLNKS ont décidé de poursuivre jusqu'au référendum du 13 septembre leur stratégie de non-violence, mais leur président, M. Jean-Marie Tjibaou, n'a pas exclu qu'il y ait d'éventuels dérapages. « Jusqu'au 13 septembre nous resterons mobilisés avec cette stratégie-là, a notamment déclaré le chef du mouvement indépendantiste, et il n'y a pas

de remise en cause fondamentale de cette stratégie. Nous essayons de l'exploiter jusqu'au bout mais nous constatons déjà ses limites. » M. Tjibaou a ajouté : « La non-violence n'est pas pour nous une doctrine mais une tactique ponctuelle. (...) Des jeunes sont impatients d'actions plus viriles. » Par ailleurs, l'envoyé de l'état-major du Front national en Nouvelle-Calédonie, M. Roger Hoiné, député de Seine-

Saint-Denis, s'est déclaré, samedi, favorable à une opération de peuplement du territoire afin que la population locale « soit au moins doublée en dix ans ». Estimant que les indépendantistes rejettent « la France des magouilles », M. Hoiné a affirmé que « la jeunesse de France pourrait venir lui faire œuvre utile. Il a également jugé « catastrophique » l'absence diplomatique de la France dans le Pacifique ».

En métropole, M. Lionel Jospin, qui était dimanche l'invité de RMC, a indiqué : « Ce référendum vient trop tôt, il ne résoudra rien et la pratique gouvernementale actuelle oublie une chose essentielle : le dialogue entre les communautés. » Le premier secrétaire du PS a ajouté que le gouvernement commettait « une faute » s'il ne prenait pas en compte « le référendum dans toute sa dimension », c'est-à-dire en prenant en considération le nombre des abstentions. M. Jospin s'est également déclaré préoccupé par « la façon dont un certain nombre de journalistes sont actuellement, en Nouvelle-Calédonie, intimidés, agressés et attaqués : - La Nouvelle-Calédonie est

suffisamment quadrillée par les forces de l'ordre pour que le pouvoir ait le moyen de faire cesser cela, a-t-il dit. Elle appartient à l'ensemble français, il y règne donc la démocratie et on ne va pas voir les escadrons de la mort dans une partie du territoire français ! Nous sommes solidaires des journalistes qui font leur métier dans des conditions difficiles. »

A Nouméa, après l'agression commise contre le correspondant local du Matin, qui a décidé de quitter le territoire par crainte de nouvelles violences contre sa famille, une quarantaine de journalistes, photographes et techniciens français et australiens ont signé un texte protestant contre les brutalités visant les représentants de la presse. Les signataires déplorent « l'attitude de ceux qui, quelles que soient l'époque ou l'appartenance politique, les montrent du doigt en les accusant de désinformation. Ceux qui les désignent ainsi à la vindicte générale portent une part de responsabilité dans les violences physiques ou verbales exercées contre eux », soulignent ces envoyés spéciaux des médias métropolitains et internationaux.

SCIENCE & TECHNIQUE
LE GUIDE DE LA MICRO-INFORMATIQUE PROFESSIONNELLE
65 ordinateurs comparés.

Faites vos séminaires
résidentiels dans un
Monument Historique.
840⁺ pers.
● Hébergement en chambre individuelle.
● Petit déjeuner buffet américain.
● 1 salle de réunion. ● 2 salles café.
● Déjeuner avec boissons et café.
● Offre valable pendant les vacances d'automne, le week-end, sous réserve de disponibilité et sur réservation préalable pour un minimum de 10 personnes.
10, place de la République - Paris 75011 - Tél. (1) 43 55 44 34 - Téléc. 210 651 Holiday Inn.
La rencontre du Paris Historique et du Paris des Affaires.
Holiday Inn.
Place de la République, Paris.

Politique

Le jeu des candidatures à gauche

M. Jospin : « Il n'y aura qu'un seul socialiste »

Invité, le dimanche 6 septembre, de « Forum RMC-FR3 », M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a affirmé, à propos de la baisse de la TVA sur les automobiles : « Il est vraisemblable que le gouvernement a fait ça aussi pour tenir son indice des prix, parce que l'inflation repart ; c'est un élément. La deuxième chose [...], c'est que, puisqu'on a baissé la TVA sur les automobiles, pourquoi ne l'a-t-on pas fait de façon équilibrée ? Or, je constate que, pour une Mercedes de 350 000 francs [...], la baisse de la TVA, si elle est répercutée sur les prix, serait d'environ 11 000 francs. Et, pour une Renault 5, la baisse serait de 1 000 francs. On aurait pu moduler la baisse de la TVA en fonction de la cylindrée : ça aurait été plus juste, mais ce n'est pas ce qui inspire le gouvernement ».

À propos de M. Michel Rocard, M. Jospin a répondu, à un journaliste qui lui faisait remarquer que l'ancien ministre avait été son chef de meute chez les scouts : « C'est moi qui suis devenu le chef de meute, et, d'une certaine façon, Michel Rocard est l'un de mes louveteaux ». M. Jospin a précisé, à propos de l'élection présidentielle : « Il n'y aura, pour moi, qu'un seul

candidat [du PS ou soutenu par le PS] à l'élection présidentielle ; qu'est-ce qui prouve que ce ne sera pas Michel Rocard ? ». M. Jospin a le « sentiment » que M. Rocard ne se présenterait que dans le PS, mais il remarque aussi que le cas où M. Mitterrand serait candidat serait « le cas [...] encore le plus facile ».

« Devenez réalistes »

Quant à l'éventualité de sa propre candidature, M. Jospin a remarqué : « J'ai déjà dit que j'avais une fonction à remplir et que je n'allais pas ajourner une difficulté, même temporaire, de plus. Donc, non, il n'en est pas question : je suis à ma place, je remplis mon rôle ».

« Nos candidats à la candidature », a continué M. Jospin, sont, pour moi, actuellement virtuels et provisoires. Mais les candidats à la candidature à droite [...] sont, eux, réels et [...] éternels jusqu'en 1988 [...]. Dans quelques mois, il y aura un candidat du PS, alors qu'on va retrouver réellement dans une [...] confrontation M. Barre, M. Chirac, M. Le

Pen [...]. Nous irons vers le règlement de nos problèmes, et eux vont aller vers l'accroissement de leurs difficultés ».

À sujet du programme présidentiel du PS, M. Jospin a remarqué : « Nous sommes des socialistes, nous sommes des socialistes, nous sommes des socialistes ». Les membres du PS proposent « une politique volontariste en matière d'emploi et en matière de croissance, au niveau européen [...], une politique active d'investissement et de formation ». « Il faut en France désormais [...], a continué M. Jospin, favoriser [...] ceux qui créent, ceux qui innovent, ceux qui investissent, ceux qui exportent ».

Interrogé sur le PCF et sur la candidature éventuelle de M. Pierre Juquin, le premier secrétaire du PS a observé : « Tout simplement, le Parti communiste est dans la gauche [...]. Pierre Juquin ne vient pas de notre mouvement. Il est membre du PCF, il s'en différencie, je suis amené à considérer que, quand même, le Parti communiste, c'est d'abord là où sont la majeure partie des militants, de ses adhérents, donc je ne me trompe pas sur les quantités et sur qui représente l'institution ».

L'honneur de ne pas être candidat

« J'ai l'honneur de ne pas te demander ta main... » chantait Georges Brassens. Aujourd'hui, trois au moins des principaux dirigeants socialistes ont l'honneur de... ne pas solliciter l'investiture de leurs camarades du PS pour l'élection présidentielle. M. Jacques Delors l'a pour sa part confirmé, en privé, le dimanche 6 septembre à Lorient. M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a été très net, le même jour lors du « Forum RMC-FR3 ». M. Laurent Fabius, ancien premier ministre, l'a été un peu moins, le même jour, au « Club de la presse » d'Europe 1, mais le cœur y était. D'ailleurs, M. Jospin, sur l'antenne concurrente, avait vendu la mèche, quelques heures auparavant, en évoquant une conversation privée avec M. Fabius, d'où il ressort qu'il n'y a bien au PS que deux candidats à la candidature, MM. Michel Rocard et Jean-Pierre Chevènement. MIM. Jospin et Fabius, néanmoins, vivent des situations bien différentes.

Certains socialistes envisagent, jusqu'au terme dément de M. Jospin, de se présenter face à M. Rocard, dont il veut incarner l'exacte antithèse dans le parti. Mais l'entrée en lice de M. Chevènement l'empêche de rassembler sur son nom ceux qui s'opposent à M. Rocard, sans être pour autant tous « fabiusiens ». Participer à une telle compétition — où peut apparaître aussi M. Charles Hernu, toujours candidat virtuel à la candidature — n'était pas forcément compatible avec la hauteur que veut garder l'ancien premier ministre. Enfin, M. Fabius, qui veut, comme il le dit souvent, rassembler les mitterrandistes, puis les socialistes, puis les Français, ne pouvait exclure une contre-performance.

M. Jospin, qui, comme M. Chevènement, vise surtout l'échéance de 1995, a probablement choisi, dans ces conditions, de jouer le temps. C'est ce qu'il faisait déjà, au demeurant, en profitant de son poste de secrétaire national chargé de la formation pour mener un patient travail d'implantation dans le PS.

Tous, enfin, tablent plus que jamais sur une nouvelle candidature de M. Mitterrand.

M. Fabius, qui, comme M. Chevènement, vise surtout l'échéance de 1995, a probablement choisi, dans ces conditions, de jouer le temps. C'est ce qu'il faisait déjà, au demeurant, en profitant de son poste de secrétaire national chargé de la formation pour mener un patient travail d'implantation dans le PS.

Tous, enfin, tablent plus que jamais sur une nouvelle candidature de M. Mitterrand.

M. Fabius, qui, comme M. Chevènement, vise surtout l'échéance de 1995, a probablement choisi, dans ces conditions, de jouer le temps. C'est ce qu'il faisait déjà, au demeurant, en profitant de son poste de secrétaire national chargé de la formation pour mener un patient travail d'implantation dans le PS.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

M. Fabius : la succession n'est pas ouverte

M. Laurent Fabius, ancien premier ministre socialiste, invité, le dimanche 6 septembre, du Club de la presse d'Europe 1, a affirmé que « la succession du président Mitterrand n'est pas ouverte », et qu'il n'a « pas vocation à faire partie de la confrérie des gens pressés ». M. Fabius a réaffirmé que le camp des « progressistes » ne peut l'emporter qu'en misant sur l'« unité ». Il a constaté, à propos des candidatures au PS, une « effervescence » qu'il a regrettée et a ironisé sur « les candidatures définitives, les candidatures provisoires, [...] les candidatures provisoirement définitives et peut-être même définitivement provisoires ».

À propos des privatisations et des « nouveaux durs », M. Fabius a affirmé : « vingt à trente hommes proches de Jacques Chirac contrôlent à présent l'essentiel de l'économie française, des hommes qui sont bien nouveaux des hommes politiques. Aucun des prédécesseurs de Jacques Chirac n'avait ainsi osé mettre la main sur tous les rouages économiques. Quand nous reviendrons au pouvoir, nous serons obligés de reconsidérer la façon dont sont constitués les « nouveaux durs ». Prenons l'exemple de l'agence Havas : même dans une république bananière, on ne ferait pas ça ».

M. Fabius a évoqué la baisse de la TVA sur les automobiles pour juger qu'il s'agit d'« une mesure habile » mais qu'il « suscite des questions » sur son financement. Selon M. Fabius, cette baisse de ressources permanente, est financée par l'argent des privatisations qui représente une ressource exceptionnelle. « Ce sera, a-t-il dit, une ardoise pour les successeurs ».

Les « rénovateurs » communistes se détachent du PCF et appellent à une candidature de M. Pierre Juquin

M. Pierre Juquin, candidat ! C'est du moins le souhait officiellement, dans une déclaration du dimanche 6 septembre, par la coordination des « rénovateurs » communistes qui s'est réunie en fin de semaine à Paris. Selon un participant, le texte que nous publions ci-dessous a été adopté par trente-cinq des quarante parties.

« A quelques jours de la session du comité central du PCF (9 et 10 septembre), consacrée à l'examen et à l'adoption du projet de résolution du vingt-sixième congrès du parti, nous nous réunissons à Paris, le 6 septembre, pour discuter de la situation du mouvement communiste et de la nécessité de prendre définitivement nos décisions ».

Voici le texte adopté, dimanche 6 septembre, par la coordination des « rénovateurs » communistes :

« Les petites phrases assassines, les variations sur l'âge du capitalisme, le rendement électoral de Madonna, le trop-plein de prétendants et la solidarité élastique des ministres centristes donnent la couleur de la rentrée : grise. A huit mois de l'élection présidentielle, le monde médiatico-politique persiste à amuser le tapage, sourd aux voix qui montent du mouvement social, aveugle aux formes nouvelles qu'il cherche. Sans se cacher, sans se gêner, il s'apprête à faire voter les Français en faveur de celui qui se décidera le dernier et qui en dira le moins possible ».

« Rarement la coupure a été aussi profonde entre la réalité que vit notre peuple et le spectacle qu'on lui donne ».

« Le marque libéral est tombé : le chômage n'en finit pas de croître, le droit de grève est dans la collimetteur, la protection sociale est répudiée, la bourse policière devenue quotidienne, le racisme couru les rues et la Bourgeoisie porte aussi bien que les amis de M. Balladur ».

« Le Pen prospère dans son fonds de commerce xénophobe en espérant

l'arrondi du rejet des formes du discours politique devenues inaudibles. Les responsables socialistes, à la recherche de trente pages de programme qui ne déplairaient à aucun d'eux, s'alignent dans la course au pouvoir afin de mieux négocier leur probable retrait ».

« Enfin, telle qu'en elle-même, la direction du PCF organise la défaite de son candidat qui verra conforter sa victoire d'appareil ».

« Les moyens d'action autonomes »

« Bref, il faut faire du neuf avant que le vieux nous étouffe. Nous sommes communistes et personne dans ce pays n'est prêt à le laisser du label. Toutefois, nous pensons qu'il ne sert à rien de nous définir sans cesse par rapport au PCF, de ressasser nos différends, de nous user dans la polémique avec sa direction. L'essentiel aujourd'hui est d'aller à la rencontre du mouvement social. Ce dernier, sous des formes multiples, a prouvé son existence, sa force et sa capacité d'innovation. C'est avec lui qu'il sera possible de rassembler tous ceux qui souhaitent voir s'affirmer une force novatrice au sein de la gauche, tous ceux qui refusent le dogme selon lequel notre société ne serait pas capable de changer ».

« On ne peut laisser s'installer pendant huit mois la conspiration du silence autour des questions majeures auxquelles notre pays est confronté ».

« Ce sont ces questions là que nous posons :

— Comment organiser le plein emploi et combattre la pauvreté ?
— Comment extirper le racisme et toutes les formes d'exclusion ?
— Comment réinventer la protection sociale ?
— Comment arrêter le massacre de notre environnement ?
— Comment désarmer la planète, organiser la paix et renouer à la force de frappe ?
— Comment redéfinir l'Europe et aider le tiers-monde pour nous aider nous-mêmes ?

« La coordination des « rénovateurs » communistes décide, en conséquence, de se donner tous les moyens d'action et d'organisation autonomes afin de développer l'influence du mouvement rénovateur ».

« Elle souhaite, dans sa grande majorité, compte tenu de plusieurs mois de réflexion et de débat où tous les arguments ont été échangés, que Pierre Juquin soit candidat à l'élection présidentielle ».

« Une telle candidature est, en effet, susceptible de débloquent la situation actuelle dans la mesure où elle peut redonner la parole aux citoyens, exprimer le renouveau du mouvement social et en rassembler les actions ».

« La coordination estime que la candidature de Pierre Juquin est

utile à toute la gauche qui ne peut l'emporter et entreprendre une transformation autogestionnaire de la société sans se réinventer en profondeur ».

« Cette candidature ne deviendra effective qu'après consultation définitive des coordinations départementales et régionales du mouvement rénovateur. Elle suppose l'existence d'un large mouvement d'opinion en sa faveur, le rassemblement de l'ensemble des forces proches de cette démarche et, bien sûr, l'accord du principal intéressé ».

« La coordination prendra toutes les mesures politiques et pratiques indispensables pour rendre possible la candidature de Pierre Juquin à l'élection présidentielle ».

« L'Europe, l'Europe, l'Europe... » 1992, 1992, 1992... Certes, reconnaît l'ancien ministre des finances, chacun n'a que ces mots à la bouche, mais « la routine peut être aussi dangereuse que

l'indifférence ». Alors méfiance, car « beaucoup [trop] d'hommes politiques pensent qu'en prononçant le mot Europe, ils font avancer » sa construction. M. Delors met en garde contre cette « fuite en avant au moment où l'histoire frappe à la porte de l'Europe ». Et l'Europe « a rendez-vous avec elle-même à Copenhague » en décembre prochain. Ou bien elle décidera de se donner les moyens de réussir l'acte unique, ou bien elle s'y refusera. Si c'est l'échec, « le Parlement et la Commission auront à prendre des mesures drastiques », affirme M. Delors qui, en privé, explicite cette menace : « Je demanderai la démission de la Commission ».

« Regrets et discipline »

Les conditions de la réussite, aux yeux du président de la Commission des communautés, sont l'acceptation d'un grand marché intérieur qui ne serait ni une « fausse » zone de libre-échange, ni une zone de libre-échange total, mais un « espace économique commun » : un effort financier suffisant (qu'il chiffre par exemple à 80 milliards par citoyen par cinq ans), et, en matière agricole, une action plus volontariste (prix plus réalistes, mesures quantitatives, sauvegarde des petites exploitations, aides directes). La dimension sociale, le renforcement de la coopération économique, la question monétaire, « ces trois nerfs gordiens » de la construction européenne, ne masquent pas dans l'esprit de M. Delors les initiatives que peuvent ou plutôt doivent prendre les Européens pour combler leur « déficit » démocratique, pour définir une politique commune extérieure et régler la question « la plus dramatique » que soit, celle de la défense.

L'Europe, qu'il compare à un « robinet d'eau tiède » du discours politique, n'est pas forcément un sujet de consensus. Regretant que le Parti socialiste ait laissé le RPR, et M. Jacques Chirac en particulier, s'approprier par « une prise de judo », le thème de 1992, l'ancien ministre socialiste compte sur l'actuel président de la République pour faire une proposition concrète... qui, à la différence de celles que pourraient formuler d'autres, ne sera pas un « gadget ».

Ce n'est pas tout à fait un hasard si M. Delors a choisi pour réfléchir pendant trente-six heures le thème de « l'Europe : notre chance ». Certes, il y a chez ses dirigeants la conviction qu'il s'agit là d'un « combat primordial ». Il y a aussi le souci de la reconnaissance par le Parti socialiste que ce club « ne roule » pour personne, mais qu'avec ses quelque vingt-cinq clubs et son gros millier d'adhérents, il offre une structure de réflexion et de dialogue suffisamment souple pour permettre à des socialistes, qu'ils soient rocardiens, mitterrandistes, chevènementistes..., de discuter avec d'autres, comme M. Jacques Mallet (CDS), président de la commission des relations extérieures du Parlement européen, ou Michel Debatte (UDF), sans que ni les uns ni les autres ne se lancent l'anathème de la compromission.

Démocratie 2000 aurait pu « rouler » pour M. Delors. Reste que ce dernier s'est mis hors course de la compétition présidentielle. « Ne roulerions pas les jeux », « restons disciplinés », conseille-t-il à ses amis, en observant que le « chef » (alias M. Jospin) a jugé que les candidatures émanant de son parti avaient atteint un nombre suffisant.

ANNE CHAUSSEBOURG.

L'université d'été de Démocratie 2000

M. Delors ne roule que pour l'Europe

M. Jacques Delors l'affirme : il serait « très content » si l'on ne retenait du colloque organisé pour la troisième année consécutive à Lorient (Morbihan), le samedi 5 et le dimanche 6 septembre, par Démocratie 2000, que le travail et le rôle de ses « nouveaux ». Les « nouveaux », animateurs de ce club socialiste né dans la mouvance du groupe « transcourants », seraient « très tristes » si l'on oubliait les propos tenus par leur « tonitru ». Sorte de père spirituel de Démocratie 2000, le président de la Commission des communautés européennes a offert un beau plateau à ses émules. Leur président, M. Jean-Pierre Jouyet, pouvait à juste titre se féliciter que, « dans un cadre politique pacifique », des Européens socialistes, sociaux-démocrates, démocrates-chrétiens, libéraux et communistes... italien... débattent de l'Europe, en France. Constatant qu'à la veille du scrutin présidentiel la France souffre plus d'« un déficit de perspective que de candidats », M. Jouyet et son club entendent défendre « un projet », celui de la démocratie européenne.

« L'Europe, l'Europe, l'Europe... » 1992, 1992, 1992... Certes, reconnaît l'ancien ministre des finances, chacun n'a que ces mots à la bouche, mais « la routine peut être aussi dangereuse que

Quatre élections cantonales

AVEYRON : canton de Salles-Curan (1^{er} tour).

Inscr. : 2 560 ; vot. : 2 064 ; suffr. expr. : 2 010. MM. Pierre Raynal (div. d.), 610 ; M. de Villefranche-de-Panat, 764 voix ; David Bouviala (RPR), 610 ; M. de Salles-Curan, 567 ; André Vaysses (CDS), 343 ; Fernand Vaysses (div. d.), 156 ; Henri Berthomieu (div. d.), 30 ; Jacques Garde (div. p.), 43 ; Yves Bérard (PS) ; Al. Hubert Maillat (extr. d.), 31 ; Julien Pascal (PCF), 15. Il y a ballottage.

[Au premier tour de scrutin de 1982, les résultats étaient les suivants : inscr., 2 564 ; vot., 2 161 ; suffr. expr., 2 104. MM. Fernand de Montbrun, 574 voix ; Bouviala, 516 ; Vaysses, 429 ; Gayraud (mod.), 397 ; Caro (PS), 164 ; Chaudard (PCF), 24. Au deuxième tour, Joseph Fabre, de M. de Montbrun, emporta avec 809 voix, contre 722 à M. Bouviala et 634 à M. Vaysses.]

CHARENTE : canton de Brionne (1^{er} tour).

Inscr. : 2 117 ; vot. : 1 295 ; suffr. expr. : 1 230. MM. Manuel Gonzales (div. d.), 495 voix ; Michel Naudin (PS), 379 ; Robert Raboult (PC), premier adjoint au maire de Brionne, 311 ; Georges Sarraf (FN), 45. Il y a ballottage.

[Une forte abstention (38,82 %) a caractérisé cette élection partielle organisée à la suite du décès, le 29 juin, de Robert Souillard (RPR), conseiller général depuis 1982. M. Gonzales, soutenu par l'UDF et le RPR, est arrivé en tête, avec 48,24 % des voix, tandis qu'en 1982, les trois candidats de droite recueillirent 58,53 % des suffrages. Les deux représentants de la gauche réalisèrent une bonne opération politique : M. Naudin (30,81 % des voix) remporta de plus de 5 points le résultat obtenu par le candidat socialiste en 1982 (25,72 %) et que M. Raboult (25,28 %) progressa de près de 10 points en cinq ans.]

Au premier tour du scrutin de 1982, les résultats étaient les suivants : inscr., 2 179 ; vot., 1 648 ; suffr. expr., 1 613. MM. Souillard, 716 voix ; Frappier (mod.), 196 ; Filhon (mod.), 37. Au second tour, Robert Souillard l'emporta avec 893 voix, contre 770 à M. Frappier.]

CHARENTE : canton de Mansle (1^{er} tour).

Inscr., 7 039 ; vot., 4 836 ; suffr. expr., 4 747. MM. Michel Harmand (div. d.), 1 366 ; M. de Mansle, 3 033 voix. E.L.U. : Jérôme Lambert (PS), député, 859 ; Claude Bonneton (PCF), 760 ; Antoine Pierron (FN), 95 ; Claude Tranchet (div. d.), 0.

[Avec 63,89 % des suffrages, M. Harmand remporta, dès le premier tour, cette élection partielle organisée à la suite du décès, le 25 juin, de Pierre Mourier (CDS), conseiller général depuis 1976. Le maire de Mansle, conseiller de M. de Mansle, obtint, en 1982, par M. Mourier (58,49 %). En recueillant 18,09 % des voix, M. Lambert, petit seigneur de M. François Mitterrand, voit s'échouer sa tentative de parachutage dans ce canton. Avec 16,01 % des suffrages, M. Bonneton perd, pour sa part, plus de 6 points par rapport à l'élection de 1982, où il avait obtenu 22,19 % des voix.]

Au premier tour du scrutin de 1982, M. Mourier l'avait emporté avec 2 994 voix, contre 1 136 à M. Bonneton, et 988 à M. Calvet (PS.)

PUY-DE-DOME : canton de Saint-Amant-Tallende (1^{er} tour).

Inscr., 4 645 ; vot., 3 070 ; suffr. expr., 3 026. MM. Jean-Marc Juillard (UDF-PR), 1 251 voix ; Roland Viel (div. g.), 604 ; Marc de Turckheim (PS), 561 ; Alain Soustrot (div. d.), 386 ; Yves Giraud (extr. d.), 114 ; Jacques Lanoir (PCF), 110. Il y a ballottage.

[M. Juillard est arrivé en tête du premier tour de cette élection partielle organisée à la suite du décès, en juillet, de Jacques Pignol (UDF-PR), conseiller général depuis 1970. En recueillant 41,34 % des voix, le candidat UDF-PR, soutenu par le RPR, perd près de 9 points par rapport au résultat obtenu, en 1982, par Jacques Pignol (50,07 %), en raison de la présence de M. Soustrot, qui obtient 12,75 % des suffrages. M. Viel, syndicaliste agricole, ancien élu socialiste de ce canton, de 1964 à 1978, devance, avec 19,96 % des voix, le représentant officiel du PS, qui, avec 18,53 % des suffrages, perd près de 9 points par rapport à l'élection de 1982.]

Au premier tour du scrutin de 1982, Jacques Pignol l'avait emporté avec 1 696 voix, contre 919 à M. de Turckheim, 577 à M. Viel et 195 à M. Calvet (PCF.)

IAE INSTITUT D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Université Paris I - Panthéon Sorbonne
162 rue Saint-Charles 75740 Paris Cedex 15

Diplômes d'Etudes Supérieures Spécialisées (D.E.S.S.)

FORMATION PERMANENTE

- **CERTIFICAT D'APTITUDE A L'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES (CAAE)**
@ Odile GHESQUIERE 45.54.40.10
- **CONTRÔLE DE GESTION ET AUDIT**
@ Patricia BORGES 45.57.28.41
- **DÉVELOPPEMENT DE LA FONCTION PERSONNEL**
@ Thérèse CHABLAT 45.58.00.21
- **SYSTÈMES D'INFORMATION**
@ Marie-Josée FREXAS 45.58.00.21
- **FINANCE** @ Françoise LOTRINI 45.58.00.21

LE SAVOIR FAIRE DE L'IAE

سازمان اسناد و کتابخانه ملی

Culture

ARTS

Paul Sérusier à Morlaix, Emile Jourdan à Pont-Aven

Les maîtres de la Bretagne

Bonnes initiatives de deux musées de province : les rétrospectives Paul Sérusier (1864-1927), le théoricien des nabis à Morlaix, et Emile Jourdan (1860-1931), petit maître quasi inconnu de l'école de Pont-Aven, à Pont-Aven, justement.

« Je suis des vôtres », avait dit Paul Sérusier à Gauguin en sortant du café Volpini, sur le Champ de Mars, où, sous l'étiquette de « groupe impressionniste et synthétiste », le maître et ses amis de Pont-Aven présentaient leur mouvement breton, dont l'exposition universelle ne voulait pas. Et il en fut, se partageant entre les « solitudes arides et simples » du lointain Finistère, dont l'exotisme était à la mode, et Paris, les cercles littéraires, le théâtre de l'Œuvre, les soirées embrumées chez Ranson, autour de ce petit marc qu'il affectionnait particulièrement comme l'a confié Ihele. Celui-ci ajouta d'ailleurs que l'alcool en question n'avait pas été pour rien dans l'histoire de leur bande.

Une bande de jeunes sortis des rangs de l'académie Julian, qui se nommaient les nabis — les prophètes (en hébreu) — et voulaient, dans la foulée de Gauguin, si non révolutionner la peinture, en tout cas échapper à l'enseignement académique. Bonnard et Maurice Denis en étaient. Vuillard, Roussel, Vallotton et Maillol n'allaient pas tarder à les rejoindre.

Sérusier, maitre de l'école, à l'été 1888, lors d'un passage à Pont-Aven, avait pointé, sous la dictée de Gauguin, un petit paysage du Bois d'amour qui allait devenir le *Talisman*. L'épisode de cette leçon de peinture est célèbre. Le tableau, fait de taches de couleurs vives est quasi abstrait. Il est au musée d'Orsay, en bonne place, dans l'espace réservé à ce mouvement de la peinture en France où le rôle de médiateur joué par Sérusier est toujours reconnu, plutôt que sa peinture. Mal aimée, celle-ci a rarement été exposée pour elle-même, dans son devenir. L'exposition rétrospective de Morlaix, où est mort le peintre en 1927, il y a soixante ans, n'est donc pas inutile, d'autant qu'elle réunit beaucoup d'œuvres de collections privées susceptibles de révéler la complexité cachée de cet intellectuel impénitent, pris dans l'imbroglio des idées et des sources qui ont fait le symbolisme.

Avec des hauts et des bas, des creux de vague, des crises mystiques et aussi pas mal de certitudes, Sérusier n'a cessé de chercher à concilier, par exemple, théorie et pratique, mathématiques et sentiments, théosophie et catholicisme... de marier le Japon et le Finistère, l'Égypte, l'Italie des primitifs, le Moyen Âge français, et Pissarro et Cézanne; de persévérer dans sa quête de beauté absolue, quitte à mettre un frein à ses penchants, quitte à lâcher paysannes, vaches et paysages bretons solidement contourés, pour de fades visions de princesses du temps d'Anne. Quitte

à mettre sa double palette de tons chauds et de tons froids en sourdine, pour donner d'emblée à sa peinture la patine du temps tel qu'il a été les couleurs des fresques et les laines des tapisseries d'Angers ou de Cluny (avant restauration).

De Bécassine aux dames du temps jadis

Dans de beaux portraits tristes de Louise la servante bretonne, de Marie-Poupée, dans *Solitude*, où la petite paysanne pensive et butée assise sur l'herbe en pente est confrontée à un mur de rochers

vieilles histoires bretonnes et les dames du temps jadis.

Croirait-on ce peintre sérieux, épris de hiératisme, capable d'humour, en particulier envers lui-même ? Pourtant il se peint aussi en *Prophète inspiré*, le doigt sur la tempe et fort archaïquement vêtu d'un costume de druide. Et de s'amuser à décorer, vers 1906, la salle à manger de sa maison de Châteauneuf-du-Faou (où il vivra chaque année plus longtemps qu'à Paris) de scènes de bacchanales, et l'escalier, d'un Christ en gloire flanqué de signes du zodiaque bientôt suivis d'un Gargantua oriental et

Emile Jourdan sûrement l'a rencontré ce vieux nabi barbu, car le petit maître de Pont-Aven, découvert lui aussi à Gauguin en 1888. Il était vaniteux, avait fait ses études aux beaux-arts de Paris, chez Bouguereau, avant de retourner en Bretagne, d'y prendre femme, d'y faire quatre enfants qu'il ne put d'ailleurs pas assumer, d'y mourir dans la misère totale, comme les plus grands des « maudits » que l'époque a si bien fabriqués. Sa vie, il la passait entre peinture, chape et pipe, et cela dans un périmètre restreint qui va de Pont-Aven au Pouldu en passant par un ou deux villages dont il aimait l'église ou le port.

Un « maudit »

Ce bohème cultivé, qui, au temps de sa splendeur — lorsqu'il dilapidait l'héritage de sa mère — avait porté ouverte pour les écrivains de passage, était, dit-on, un paresseux. Mais cela explique-t-il vraiment cette habitude qu'il avait de refaire jusqu'à plus soif le même tableau, de répéter le même cadrage, et cela parfois à vingt ans d'intervalle, au point de faire souffrir d'ennui le visiteur de l'exposition du musée de Pont-Aven, où pour la première fois tant d'œuvres de l'artiste sont réunies : cinquante-six peintures, quelques dessins. Des paysages avant tout, qui sont d'ailleurs bien équilibrés, bien ordonnés, en plans imbriqués, à la manière des cloisonnismes, mais encore plus de celle de Corot ou de Pissarro.

Fidèle à la touche fractionnée, longue et régulière, Jourdan peint sombre, mat, sourd, en nuances lui aussi, cherchant les subtilités chromatiques dans les roses, les sauges et les verts tendres, les tonalités de crépuscules ou de nocturnes. Sa palette est riche qui sert ses rêveries lointaines. Et il a du métier. A revendre. Ce qu'il ne cherche pas à faire. De sa vie, il n'a participé à aucun Salon, exposé dans aucune galerie, ne comptant que sur quelques mécènes pour subsister. Cela pourrait expliquer qu'il ait été si longtemps ignoré dans l'histoire de l'école de Pont-Aven, dont il n'est pas le plus mauvais élément.

Pour parachever cet itinéraire breton, on aurait pu imaginer le musée de Quimper nous sortant (pourquoi pas ?) Emile Bernard. Mais c'est Rohmer qui s'y déplaie dans toutes ses présentations. On peut tout de même y faire un saut. Le lieu, une aile de la mairie ayant depuis 1976 fait l'objet d'aménagements sérieux, est agréable : à l'étage quelques salles des collections permanentes offrent un ensemble Pont-Aven-nabis intéressant. Enfin, les peintures flamandes et hollandaises du dix-septième siècle qui font la base du musée et sont « montées » à Paris au printemps dernier bénéficient d'un nouvel accrochage dans la section d'honneur et la petite salle qui la joint.

GENEVIÈVE BREERETTE.

* Paul Sérusier, musée des Jacobins, Morlaix, jusqu'au 5 octobre.

* Emile Jourdan, musée de Pont-Aven, jusqu'au 30 septembre. Catalogue pour chaque exposition.

Ouverture de l'Année France-Danemark

La reine Margrethe II et le président du Sénat, M. Alain Poher, ont ouvert, le 5 septembre, à Aarhus (deuxième ville du Danemark) l'année culturelle franco-danoise organisée avec l'aide de l'Action artistique, Air France et Rhône-Poulenc. Cette année s'étendra, en tout, sur près de dix-huit mois, puisqu'elle a commencé en juillet avec l'exposition d'art décoratif danois du château de Biron, en Périgord, et doit débiter largement sur l'automne 1988.

Les lieux et la date de cet événement officiel avaient été choisis à la demande des Danois, désireux de profiter de cette occasion pour mettre en vedette le vingt-troisième Festival international d'Aarhus, ouvert le même jour.

La municipalité s'est dotée récemment d'un somptueux Palais des concerts. C'est dans ce bâtiment confortable et flamboyant qu'a eu lieu l'inauguration. La cérémonie sortait des sentiers battus : les discours du maire de la cité, de M. Poher et de la reine ont été entrecoupés d'un numéro de rock par le groupe Art Zoyd et d'un récital de chants de l'époque

du « Chat noir », par Håkons Delavault.

Un grand nombre de spectacles — pour la plupart en plein air — ont ensuite été présentés par des troupes françaises, Zingaro, Maguy Marin, entre autres, ont remporté un véritable triomphe.

En bref, on a joué partout à guichets fermés, et bien des amateurs n'ont pas pu se procurer de billets.

Une importante rétrospective de Jean Hélion au Musée d'art moderne a également été inaugurée par la reine et M. Poher en présence du peintre (quatre-vingt-trois ans), aujourd'hui à peu près complètement aveugle.

Le mécénat doit largement financer cette année des échanges franco-danois. Assez curieusement, les Danois qui, depuis très longtemps, sont habitués à faire largement appel à ces sources privées de subsides ont en cette fois un peu de difficulté à réunir tous les fonds sur lesquels ils avaient compté à l'origine ; de ce fait, ils ont dû rogner un peu quelques-uns de leurs projets les plus ambitieux.

CAMILLE OLSEN.

Communication

La 5 se lance le 14 septembre dans l'information

« Les militants seront déçus... »

« Vous verrez, Cubbada sera très différente sur la 5... Différente ? » « Oui, elle est devenue brune... » La réflexion est tellement inattendue qu'elle provoque un éclat de rire parmi le staff de l'information, réuni dans le bureau du patron, Philippe Ramond, lequel sourit lui aussi en machonnant sa pipe. Non, bien sûr, la blonde présentatrice de TF 1 ou de RFO-Normandie n'a pas cru bon de se faire une nouvelle tête pour marquer son changement d'employeur. Mal lui en aurait pris. N'est-ce pas justement pour qu'on la retrouve telle quelle, inchangée, immuable, familière et fidèle au rendez-vous du « 20 heures », fût-il sur une autre chaîne, que les patrons de la 5 l'ont — sans grand mal — convaincus d'abandonner la Une ? Car... attention, avant d'émettre, la 5 doit rassurer. Sur sa force, son professionnalisme, ses moyens. Bref, justifier ses prétentions à jouer en « première division » et à rivaliser, elle, la dernière arrivée, avec deux illustres challengers, TF 1 et A 2.

« Différente », insistent-ils tout de même. « Plus sûre d'elle, plus crédible ». A moins que la mise en scène et le décor du 20 heures y soient pour quelque chose. Une mise en scène soignée, pour ne pas dire pompeuse — générique moderne (images de synthèse en trois dimensions) sur une musique de Richard Strauss choisie par Robert Hersant lui-même (*Ainsi parlait Zarathoustra*), — et un décor plutôt sévère (surtout de couleurs neutres) s'il n'est la table bleue irisée en forme de 5 immense, conforme au logo de la chaîne. Un 5 filmé en plongée, qui, dans le premier plan, envahit l'écran et identifie tout de suite le journal, tandis que, accoudé à la barre supérieure du chiffre, le présentateur (Marie-France Cubbada ou Guillaume Durand en alternance chaque semaine) énumère sobrement les titres qui s'inscrivent en lettres jaunes en bas de l'écran.

Le 20 heures est lancé. Rythmé et plein d'images, illustré de façon originale (des dispositifs d'appareils ne sont pas encadrés sur un coin de l'écran mais sont détachés, mettant en silhouette les sujets) ; bref, une élégance moderne qui n'exclut pas une certaine froideur... et deux coupures de publicité. Le journal de la mi-journée (12 h 30-13 h 30) fera moins solennel ; il aura pour présentateur Jean-Claude Bourret et se fera sur fond de rigole et d'écran. Mais le 20 heures, en France, n'a-t-il pas toujours en des allures de grand-messe ?

A une semaine du lancement de son premier journal, télévisé, le 14 septembre, la 5 est en ébullition. Les équipes sont — sur le pont — près de douze heures par jour, et les « numéros zéro » (bulletins d'information élaborés dans les conditions du direct) se succèdent depuis le 10 août avec régularité. En tout, soixante-quinze personnes, cameramen compris — ici, on dit « reporters d'images », — soit le quart des effectifs des autres grandes chaînes, pour réaliser deux journaux quotidiens et plusieurs magazines hebdomadaires, en attendant la mise en route de flashs d'information et d'une édition matinale. « La 5, c'est le meilleur, pas la gaité », dit Philippe Ramond ; et l'information doit en fournir la preuve. A la différence de Silvio Berlusconi, qui ne voyait pas la nécessité de se lancer dans la bataille de l'information — coûteuse, selon lui, et peu rentable, — le groupe Hersant a toujours manifesté son intention d'occuper pleinement le créneau.

L'enjeu est énorme, accorde aujourd'hui chacun, et Philippe Ramond rappelle volontiers les trois postulats qui ont guidé son choix :

« 1) Toutes les études nous montrent que, pour les Français, l'information est une sorte de rite incontournable et une obligation pour une vraie chaîne de télévision ; 2) Face aux programmes de distraction et de détente, essentiellement porteurs d'audience, c'est l'information qui contribue très fortement à façonner l'image d'une chaîne ; 3) Le service public ayant habitué les Français à une information de qualité, la 5 est condamnée à porter sur l'information un effort énorme. Toute médiocrité ou même banalité nous exposerait dans la catégorie des télévisions sous-développées ou au rang de Télé Champagnac. »

Voilà qui est clair. La 5 joue gros. En prestige, en images, en moyens (on refuse de divulguer le coût des investissements ou du budget d'information). Le choc avec TF 1 et A 2 sera frontal ou ne sera pas. « Notre atout », espère Patrice Dukamel, directeur de l'information, c'est la souplesse, la jeunesse et le modernisme de notre structure. Nous démarrons ex-nihilo, tout est donc possible. « Possible, la suppression de la fameuse barrière qui sépare d'ordinaire la technique et la rédaction ; tout le monde doit savoir se servir d'une caméra Betacam et monter lui-même son sujet. Possible aussi la suppression des services spécialisés et l'organisation des journalistes autour d'un pool de reporters polyvalents.

« L'essentiel », explique Gilles Schneider, le chef des reporters, c'est la capacité de mobilisation permanente. La disposition géographique de la rédaction oblige les uns et les autres à se tenir au courant de tout. Quant au système électronique, il donne instantanément aux journalistes accès, sur leur écran d'ordinateur, à chacune des dépêches. »

Hormis certains chroniqueurs spécialisés (Pierre-Luc Séguillon, Paul Lefèvre), la plupart des journalistes aborderont donc l'ensemble des sujets et collaboreront aux magazines. Quatre (tous sponsorisés) se succéderont ainsi sur l'antenne le samedi midi. D'abord « Circuit » (11 h/11 h 30), sous la houlette de Pierre Cangioni et consacré aux sports mécaniques ; Hubert Auriol, pour la moto, et Jacques Laffite, pour l'automobile, joueront un rôle de consultants réguliers. « Réussite », ensuite (11 h 30/12 h), un magazine consacré à une personnalité, à charge pour elle de nous introduire dans l'univers de son succès. « Dédicace » (12 h/12 h 30) sera présente à une rencontre intime, à travers l'auto portrait d'un personnage connu. Enfin « Reporters » (12 h 30/13 h) ouvrira une succession de reportages d'actualité axés sur des histoires d'individus.

« Peu ou pas de plateau », promet Patrick de Carolis, le rédacteur en chef des magazines, mais une approche très affective des sujets. Chaque reportage s'intéressera à des personnages et creusera l'émotion et la passion. « L'émission politique — « La preuve par 5 » — sera mensuelle et animée par Pierre-Luc Séguillon. Une heure trente d'automne en direct et en public. Un show très personnalisé, des reportages et des débats, des sondages. La première — le lundi 21 septembre — prendra cependant une allure un peu particulière puisque la formule sera exceptionnellement la place à un débat Lajoie-Le Pen.

Pluralisme, la 5 ? La question — inévitable — reçoit un accueil un brin condescendant. Philippe Ramond répond le premier : « Si le code d'honneur des journalistes ne suffisait pas à empêcher des tentatives perilleuses, le compte d'exploitation l'obligerait. Ce serait pure folie que de nous couper de 50 % des téléspectateurs. » Pluraliste, la rédaction ? « Le mot est galvaudé, répond, agacé, Jacques Hebert, directeur adjoint de l'information. Je lui préfère le mot « professionnelle ». Car nous avons toutes les garanties de notre indépendance. Les électeurs de droite — ou les lecteurs du Figaro-Magazine — qui attendent une télévision militante seront les premiers déçus. » Dont acte.

ANNICK COJEAN.

A PARTIR DU 7 SEPTEMBRE, LES NOUVELLES VARIATIONS DE FRANCE MUSIQUE :

«De vous à moi» : ravi de vous rencontrer de 19h07 à 20h30 du lundi au vendredi.

«Les portraits en concert» : Vivez avec eux de 15h00 à 17h30 du lundi au vendredi.

«Les grands concerts» : vibrez comme si vous y étiez de 12h30 à 14h00 et de 20h30 à 23h00 du lundi au vendredi et dimanche soir.



L'ORDINATEUR INDIVIDUEL
MICROS, LOGICIELS ET NOUVELLES TECHNOLOGIES

LA COMMUNICATION A PARTIR D'UN MICRO

N° spécial Septembre 87
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

لکھنؤ میں ایچ

MÉDECINE

Remis dans quelques jours à M^{me} Barzach

Un rapport officiel réclame l'instauration d'un plan national de lutte contre le tabagisme

M^{me} Michèle Barzach, ministre déléguée chargée de la santé et de la famille, recevra dans quelques jours le rapport d'un groupe de travail réunissant la plupart des spécialistes de la lutte contre le tabagisme (1). Ce document souligne la gravité croissante des conséquences médi-

cales de la consommation de tabac, responsable en France de plus de 10 % des décès. Les auteurs de ce rapport formulent une série de propositions à bien des égards très dérangeantes. Ils réclament en particulier au gouvernement l'instauration

d'un plan national d'action et la création d'une instance officielle chargée de la lutte antitabagique. Ils soulignent également l'urgence qu'il y a à modifier le texte de la loi de 1976 sur la publicité pour le tabac « dont la violation est, écrivent-ils, devenue patente ».

Dans sa forme actuelle, le rapport du groupe de travail sur le tabagisme comporte quatre documents différents correspondant aux quatre sous-groupes d'études. L'ensemble fournit à la fois un bilan chiffré et exhaustif des différents aspects du tabagisme en France. Il fournit par ailleurs une série de propositions visant à enrayer la progression du mal. Du côté médical, on connaît les données principales de ce qui, pour reprendre les termes des professeurs Jean Bernard et Maurice Tubiana, constitue un véritable « désastre sanitaire » (le Monde du 3 septembre). Le tabac est en effet responsable de plus de 53 000 morts par an en France (plus de 10 % des décès) dont plus de 32 000 décès par cancer et 6 000 par maladie pulmonaire. Un fumeur régulier sur quatre mourra prématurément à cause de ses habitudes tabagiques. La suppression du tabagisme masculin réduirait de 25 % la fréquence de l'infarctus ou de la mort subite avant l'âge de soixante-cinq ans. « Il y a urgence à convaincre la population de modifier ses habitudes vis-à-vis du tabac, écrivent les auteurs, il faut persuader les jeunes de ne pas commencer à fumer et les fumeurs d'arrêter de fumer. Les effets sur la santé observés aujourd'hui sont les conséquences du tabagisme passé, les effets du tabagisme d'aujourd'hui sont à venir ».

Ce bilan effrayant peut être résumé de manière chiffrée, même si les données dont on dispose dans ce domaine mériteraient d'être actualisées et précisées. Les diverses estimations situent entre 10 et 40 milliards de francs par an le coût médical et social du tabagisme.

La partie la plus documentée du rapport concerne les « actions réglementaires et éducatives ». Les auteurs soulignent en préambule « la nécessité d'affirmer la volonté politique de poursuivre et d'intensifier la lutte contre le fléau du tabagisme ». Il faut, selon eux, « que le gouvernement annonce que la lutte antitabagique constitue une priorité et qu'il ait arrêté un plan national d'action ».

« Veut-on arriver à ce que nos concitoyens cessent totalement de fumer ? », interrogent les auteurs. On sait que cela se heurte immédiatement à la conviction profonde des Français d'être libres d'agir à leur guise même en consommant les risques du tabagisme pour leur santé. Veut-on, à l'exemple des pays étrangers, élargir les interdictions de fumer à tous les lieux publics en laissant aux citoyens toute liberté de fumer chez eux ? Veut-on accompagner les interdictions existantes d'inductions ou de prescriptions tendant à instaurer des fumeurs et à réserver plus d'espace pour les non-fumeurs ?

En bref, vent-on par des aménagements à la réglementation existante procéder par étapes ? Le choix n'est pas aisé : le souci de santé publique se heurte à des obstacles économiques et à des obstacles psychologiques ainsi qu'à une pratique sociale bien établie. Il faut que les motifs de ce choix soient clairement et longuement explicités à la population. Il est donc nécessaire que le plan national d'action comporte d'importants moyens tant pour l'information et l'éducation sanitaire que pour la recherche.

Une loi mal appliquée

Ce rapport analyse longuement l'application de la loi du 9 juillet 1976 (dite loi Veil) réglementant la publicité pour le tabac. « Ce qui importe en premier lieu, concluent les auteurs, c'est de faire respecter mieux et davantage cette loi surtout en matière de publicité où sa violation est devenue patente ».

Autre sujet d'actualité : le tabagisme sur les lieux de travail. « Bien que l'on puisse constater une certaine évolution dans le comportement des fumeurs dans le sens du respect des non-fumeurs et avec les organismes spécialisés en matière d'éducation pour la santé des enfants dont l'information sur le tabagisme devra constituer un point fort », les

fumeurs. « Ceux qui ne supportent pas la fumée, qui lui sont allergiques ou dont l'état de grossesse ne leur permet pas de séjourner dans une atmosphère enfumée, ne disposent pas d'arguments solides pour obtenir des fumeurs qu'ils s'arrêtent, et pour obtenir un changement de place ou de poste si l'employeur s'y refuse ». Outre une information des médecins du travail sur la nocivité du tabagisme passif, les auteurs demandent que soient recherchés des accords entre les employeurs et les représentants des salariés. On pourrait ainsi envisager des appels aux fumeurs de s'abstenir de fumer lorsqu'il y a une gêne, l'aménagement de secteurs fumeurs et non-fumeurs, notamment dans les lieux de restauration collective ou encore l'aménagement de fumeurs sur les lieux de travail.

Nouvelles taxes

En ce qui concerne l'aspect économique du problème, les auteurs expliquent que la France se situe dans le groupe des pays qui taxent fortement le tabac et dont la part de l'impôt est de l'ordre de 70 % à 75 % du prix des cigarettes de grande consommation. C'est pourquoi ils demandent que le prix du tabac « rattrape l'évolution générale des prix » et soit sorti de l'indice des prix afin « de renforcer la crédibilité des actions engagées par les pouvoirs publics ». Ils demandent également que soit instituée une taxation différentielle des cigarettes selon les taux de goudron et de nicotine et que soit créée une taxe parafiscale destinée à l'éducation sanitaire et à la recherche.

Sur les actions éducatives, les auteurs « proposent et insistent pour que des moyens importants, financiers et autres, soient consacrés à la poursuite et à l'intensification de la collaboration instaurée entre les ministères et avec les organismes spécialisés en matière d'éducation pour la santé des enfants dont l'information sur le tabagisme devra constituer un point fort ». Les

auteurs demandent également que « lors de leur formation, l'attention des enseignants soit appelée sur leurs responsabilités quant à leur propre comportement devant leurs élèves et la contribution que leur exemple peut apporter à la modification des comportements de ceux-ci ».

Au chapitre — fort délicat — du patronage des fumes de tabac des manifestations sportives ou culturelles est théoriquement interdit mais des dérogations existent pour le sport automobile, le sport motocycliste et le sport nautique. Le rapport demande que soit décidée l'extension progressive du nombre des manifestations bénéficiant de cette dérogation. Enfin, vis-à-vis du grand public et compte tenu des progrès importants obtenus avec les nouvelles techniques de séchage, les auteurs proposent que des facilités, notamment financières, permettent le développement des moyens mis à la disposition des fumeurs qui veulent s'arrêter de fumer.

L'ensemble de ce vaste programme d'actions devrait être mis en œuvre et coordonné à l'échelon national par une instance officielle chargée de la lutte antitabagique. « Le ministre chargé de la santé, concluent les auteurs, a obtenu des crédits substantiels pour d'autres domaines où la santé de la population était en péril. Le coût total du tabagisme justifie un effort similaire ».

JEAN-YVES NAU.

(1) Tabac et santé : économie et tabac ; dépendance : attitudes et comportements ; actions réglementaires et éducatives. Une synthèse de ces quatre documents est en cours de rédaction et sera prochainement remise à M^{me} Michèle Barzach. Parmi les signataires du rapport, on relève les noms des professeurs Yves Cohen (président de la Commission nationale cancer), Albert Hirsch (hôpital Saint-Louis), Paul Frérot (Bordeaux), Robert Molivard (Nanterre), des docteurs de Givry (Comité national contre le tabagisme) et de Madame Kaminski et Alfred Spira (INSERM).

Le suicide d'un jeune chômeur

« Je me sens inutile »

FRÉJUS de notre correspondant régional

« Je me sens inutile et à votre charge. » Ce fut le dernier message de Philippe Viola, vingt-cinq ans, à sa famille. Seul dans sa chambre, le dimanche 6 septembre, il s'est donné la mort d'une balle de 22 long rifle en plein cœur. Deux jours auparavant, son contrat au titre des travaux d'utilité publique (TUC) à la bibliothèque municipale de Fréjus (Var) était arrivé à échéance. Il s'était proposé pour l'exercice de tâches subalternes en attendant de passer des concours internes.

A nouveau, il allait se retrouver sans emploi. A nouveau, il allait devoir écrire lettre sur lettre aux banques et aux cabinets de comptabilité qui n'avaient jamais fait cas de son baccalauréat. N'ayant jamais occupé que des « petits boulots » : manutentionnaire dans une entreprise d'électricité ou vacataire dans une bibliothèque de collège, on lui objectait partout, comme toujours, son manque d'expérience professionnelle. A l'ANPE on l'avait informé qu'il ne pourrait pas bénéficier de la formule des FIL (plans d'insertion locale) réservés aux chômeurs de longue

durée de plus de vingt-cinq ans, déception supplémentaire après qu'on lui ait refusé précédemment un stage de gestion et d'informatique.

Peu à peu, ce garçon sensible et doux mais renfermé, méditatif et nourri de lectures philosophiques, avait sombré dans l'amertume et le désespoir. « Je n'ai pas d'identité pas de statut social, je ne suis rien », avait-il confié à son entourage. A ses propres difficultés, s'ajoutaient celles de sa famille, cinq personnes n'ayant pour vivre que la seule pension mensuelle du père, un ancien sous-officier du Génie.

Alors, à a sombré dans la désespérance. « Je ne partirai de la bibliothèque que les pieds devant », avait-il écrit. Il avait effectivement tenu une première fois de mettre fin à ses jours dans les jardins de la bibliothèque à l'aide d'un petit revolver qui s'était égaré. Deux jours plus tard, il s'est retiré dans sa chambre en début de soirée. Il a emporté à ses côtés une trentaine de ses livres préférés et a remis à la bibliothèque de Fréjus. Il a griffonné un mot pour demander à ses parents l'incinération de son corps. Et il s'est tué.

G. P.

SCIENCES

La fuite de Superphénix est localisée dans le bas du barillet

La fuite de sodium de Superphénix est enfin localisée. Commencées le 1^{er} septembre, les opérations de vidange du barillet, ce réservoir annexe de sodium utilisé lors des remplacements d'éléments combustibles, ont permis, le samedi 5 septembre, en fin de soirée, de localiser la fuite, qui, depuis mars dernier, laissait s'écouler une vingtaine de litres par heure. Cette fuite se trouve « au niveau d'un support de tuyauterie situé à l'intérieur de la cuve », indique la direction de la centrale de Creys-Malville.

Elle n'est donc pas comme on l'avait pensé au niveau du « bec de cafetière », l'ouverture du conduit par lequel les éléments combustibles transitent entre la cuve du surgélateur et le barillet, mais un peu plus bas.

D'après la direction, cette position basse devrait « permettre d'engager assez un examen visuel et d'obtenir rapidement les premières

indications quant à la nature et à l'origine du défaut ».

La localisation de la fuite puis son examen vont permettre de savoir si elle est réparable ou si un remplacement du barillet est nécessaire. Cette seconde solution reste la plus probable (le Monde du 12 août).

Le barillet n'a pas été conçu pour une réparation éventuelle. Enfermé dans une enceinte étanche remplie d'un gaz inerte, il est constitué d'un acier ferritique qui se corrode en présence d'air, et une réparation pourrait donc induire des dégradations ailleurs ; il faudrait aussi pouvoir prouver que la fuite est due à un défaut isolé et qu'on ne risque pas d'en voir une autre se produire ailleurs. On s'achemine donc vers le remplacement du barillet défectueux par un autre, en acier inoxydable d'une qualité identique à celle de la cuve du réacteur. Coût de l'opération : environ 400 millions de francs.

M. A.

ÉDUCATION

Elèves, maîtres... et patrons

(Suite de la première page.)

Cette démarche est nécessaire, ne serait-ce que pour éviter que, à trop mystifier les ventes « économiques » de l'éducation, on ne retrouve les désillusions des années 70, lorsqu'on s'aperçut que l'école n'était pas l'arme absolue qu'on avait cru de la démocratisation et de l'égalisation des chances.

La formation des hommes dépend d'un réseau d'institutions, parmi lesquelles deux ont un rôle dominant : l'école, qui donne des connaissances, et la profession, qui fournit la compétence technique et l'expérience. Dans certains pays, comme les États-Unis et le Japon, où l'enseignement professionnel est très peu développé, la séparation est claire : à l'école, la formation générale ; à l'entreprise, la qualification professionnelle. En Allemagne fédérale, au contraire, les deux aspects sont étroitement mêlés dans un système de formation « duale » associant l'école et l'industrie (3). Mais, dans les deux cas, il est admis que les entreprises ont une responsabilité fondamentale en matière de formation.

Une cassure dramatique

Tel n'est pas le cas en France, où — hormis le secteur relativement marginal de l'apprentissage pour l'artisanat et le commerce — la formation professionnelle est assurée en priorité par l'éducation nationale, où l'enseignement technique accueille un bon tiers des jeunes. « Tendance hégémonique des « éducateurs » ? Désintérêt des chefs d'entreprise ? Hostilité des syndicats (aussi bien d'enseignants que de travailleurs) ? Toutes ces deux raisons ont joué pour accentuer une cassure dont on ressent maintenant tous les dangers. Inadaptée face à la transformation accélérée des techniques et des équipements, dévalorisée au sein même de l'éducation nationale par une orientation

négative des élèves, mépris des employeurs, qui le jugent inefficace, l'enseignement technique a traversé une crise qui n'est pas étrangère aux malheurs de notre économie.

Des mesures ont toutefois été prises pour redresser la situation, et on assiste, depuis quelques années, à un effort remarquable (encouragé maintenant par la plupart des organisations patronales et ouvrières) pour moderniser l'enseignement professionnel et le rapprocher des entreprises. Les séquences éducatives en entreprises, les jumelages écoles-entreprises, les formations complémentaires d'initiative locale, la rénovation d'un grand nombre de CAP et de BEP, la création des baccalauréats professionnels, des 4^e et 3^e technologiques... autant d'initiatives à partir desquelles se reconstruit un enseignement plus près des réalités professionnelles et susceptible de donner des perspectives intéressantes à ses élèves. En même temps, la plus grande autonomie donnée aux établissements a permis aux plus dynamiques d'entre eux de devenir de véritables « pôles d'excellence technologique » dans leur région.

Autres d'un rapport sur « la rénovation des enseignements techniques et professionnels » pour le Commissariat au Plan, Elisabeth Pascaud et Bernard Simonin soulignent les aspects extrêmement positifs de cette évolution (4). Mais ils relèvent en même temps les difficultés auxquelles elle se heurte.

La première est l'accentuation de l'inégalité entre les secteurs les plus dynamiques (professions et régions en expansion, établissements mieux équipés, équipes pédagogiques plus compétentes) et ceux qui, par manque de moyens ou du fait d'un environnement défavorable, s'enfoncent

dans la crise et dans le désarroi. Seuls les premiers peuvent donner aux élèves une qualification et une motivation professionnelles, les mettant au niveau des tâches désormais exigées.

Encore faut-il que les employeurs reconnaissent ces efforts et soient prêts à les encourager par une politique d'emba-



che active. Or — et c'est la deuxième difficulté relevée par les auteurs du rapport — la situation sur le marché de l'emploi n'est guère meilleure pour les élèves ayant bénéficié de ces enseignements « rénovés » — ce qui conduit à relativiser la responsabilité de l'école en ce qui concerne le chômage des jeunes. « Si les employeurs continuent à critiquer l'inadaptation des formations, sans pour autant tenter d'utiliser les plus performantes d'entre elles, il y a bien des chances qu'ils fassent obstacle à l'effort de rénovation des établissements les plus dynamiques », écrivent, non sans mélancolie, les auteurs du rapport.

Cette remarque met en lumière l'autre volet d'une véritable politique de formation : la responsabilité des entreprises. Pour qu'une telle politique soit possible, il faut que celles-ci acceptent d'y participer et offrent aux jeunes qui débutent la possibilité d'acquiescer une véritable expérience professionnelle. Or la façon dont les

entreprises ont réagi à la crise montre que l'évolution ne va pas dans ce sens. Les études du CEREQ sur l'accès des jeunes à l'emploi mettent en lumière que, bien que ceux-ci ont un niveau de formation supérieur à celui des générations précédentes, ils trouvent des emplois généralement moins qualifiés et plus précaires, dans les secteurs où la stabilité de l'emploi, est la plus faible (5).

Les grandes entreprises, procédant à des licenciements massifs en raison de la crise et de l'automatisation, recrutent beaucoup moins de jeunes. C'est donc de plus en plus dans les petites et les moyennes entreprises que ceux-ci

commencent leur vie professionnelle. C'est-à-dire dans un milieu connaissant souvent un retard important en matière d'équipement et d'encadrement. Investissant peu dans la formation et manquant de perspectives de développement à moyen et long terme, trop de petites entreprises ne se soucient guère de donner aux jeunes des compétences qui risquent de susciter plus de désagréments que d'avantages : une fois mieux formés, les jeunes seront tentés ou de quitter l'entreprise, ou de présenter des revendications embarrassantes.

Former les responsables

M. Alain d'Iribarne, du laboratoire d'économie et de sociologie du travail d'Aix-en-Provence, a souligné que le retard qu'a connu l'informatisation des petites entreprises dans les années 60 tenait moins à des raisons financières ou techniques qu'à l'incapacité des chefs d'entreprise à intégrer cette mutation technologique dans une vision économique globale. Selon lui, cette remarque vaut pour la politique de recrutement de formation continue et de gestion du personnel, dont l'absence apparaît maintenant comme l'un des principaux obstacles au développement des petites entreprises (6).

Ce sous-équipement intellectuel du tissu industriel français, notamment dans les secteurs traditionnels, est sans doute le frein principal à l'élaboration d'une véritable politique de formation. C'est pourquoi on peut se demander si la clé d'une telle politique n'est pas dans les entreprises elles-mêmes, c'est-à-dire dans la formation et le perfectionnement de leurs responsables et de leurs cadres.

L'arrivée de jeunes plus qualifiés sur le marché du travail est

une nécessité, et l'éducation nationale doit mobiliser son énergie dans ce but, en liaison avec les milieux professionnels. Mais elle est, à elle seule, de peu d'effet si les entreprises ne se donnent pas les moyens de les accueillir, de tirer profit de leurs compétences, de leur donner des perspectives de carrière et de gérer au mieux leurs ressources humaines.

Il est indispensable que les grandes entreprises mettent encore davantage leurs moyens considérables en hommes et en matériel au service de la formation des jeunes. Mais c'est surtout dans les entreprises petites et moyennes que se créent les emplois. Et dans les secteurs traditionnels (bâtiment, mécanique, transports, agro-alimentaire, textile, commerce, hôtellerie...) plus que dans les secteurs de pointe, quelle que soit la progression de ces derniers. Or ces activités de base sont confrontées à la fois à la modernisation technique et à la relève des générations. Deux contraintes qui pèsent lourdement dans le choix et la formation des hommes. C'est de l'entrée dans cette masse de main-d'œuvre dans la bataille de la formation que dépendent à la fois l'avenir de l'économie et celui de l'école.

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

(3) Voir l'enquête de Philippe Bernard « Les entreprises allemandes sont aussi des écoles », dans le Monde du 22 janvier 1987.

(4) « La rénovation des enseignements technologiques et professionnels : l'application d'une politique nationale dans des bassins d'emploi en difficulté », par Elisabeth Pascaud et Bernard Simonin, CREDOC. Collection des rapports, n° 15, mai 1987.

(5) « De l'école à l'emploi », Formation emploi, n° 18, avril-juin 1987.

(6) « Renouvellement technologique, PME et création d'emplois : recherche et nécessité d'une compétitivité économique », par Alain d'Iribarne, LEST.

سکتا میں ایچ

Les championnats du monde d'athlétisme

Les Allemands de l'Est sur la plus haute marche

Commencés avec le prodigieux record de Ben Johnson sur 100 mètres (9 s 83), les championnats du monde d'athlétisme se sont achevés, le dimanche 6 septembre à Rome, par un sommet : le concours de saut en hauteur remporté par le Saïdula Patrick Siberg, alors que quatre concurrents restaient qualifiés à 2,35 mètres.

Entre-temps, ces championnats ont hélas connu quelques moments de médiocrité : le comportement d'un public fanatisé par le Calcio, et les déclarations contestables de la presse italienne et de Carl Lewis sur le dopage. Calomnie gratuite ou cri d'alarme pour protéger ses adversaires contre eux-mêmes, le propos du quadruple champion olympique a toute chance d'être entendu par la Fédération internationale. Elle devait publier, le lundi 7 septembre, la liste des athlètes convaincus de dopage avant le Mondial avec les sanctions encourues : dans une de

suspension au minimum et radiation à vie en cas de récidive, selon le barème récemment renforcé de la lutte anti-drogue.

Sur le plan sportif, les championnats du monde ont confirmé que les Jeux olympiques de Los Angeles en 1984 n'avaient pas été le reflet de l'équilibre des forces dans le monde de l'athlétisme. Les huit journées de compétition ont été dominées par l'Allemagne de l'Est, qui, à l'heure du bilan, totalise 31 médailles dont 10 d'or. Une large partie de cette moisson a été récoltée par les athlètes féminines (23 médailles), mais les hommes se sont révélés plus forts que prévu en remportant 4 médailles d'or.

En perte de vitesse depuis le Mondial d'Helsinki, où ils avaient terminé en tête, les Etats-Unis (19 médailles dont 9 d'or) ont dû laisser la deuxième place à l'URSS (25 médailles

dont 7 d'or). Derrière ces trois grandes nations athlétiques, vingt-huit pays se sont partagés les médailles mises en jeu. Cette dispersion des récompenses est significative de l'universalisation et de l'amélioration du niveau d'ensemble du premier sport olympique.

Dans ce contexte, le bilan français est honorable. En dépit des blessures de Bruno Marie-Rose, de Stéphane Caristan, de Philippe Collet, trois médailles européennes de Stuttgart, la France a glané dix athlètes en finale, dont trois sur le podium : l'argent pour Gilles Quéneré (200 mètres) et Thierry Vigneron (perche), le bronze pour Jocelyne Villetton (marathon).

Les championnats du monde ont soulevé le glas de quelques carrières prestigieuses (Kratohvil, Meilino, Ovetto) et ils ont montré à quelques stars (Lewis, Thompson, Drechsler, Gram), que, à un an des JO de Séoul, leur piedestal n'était pas assuré.



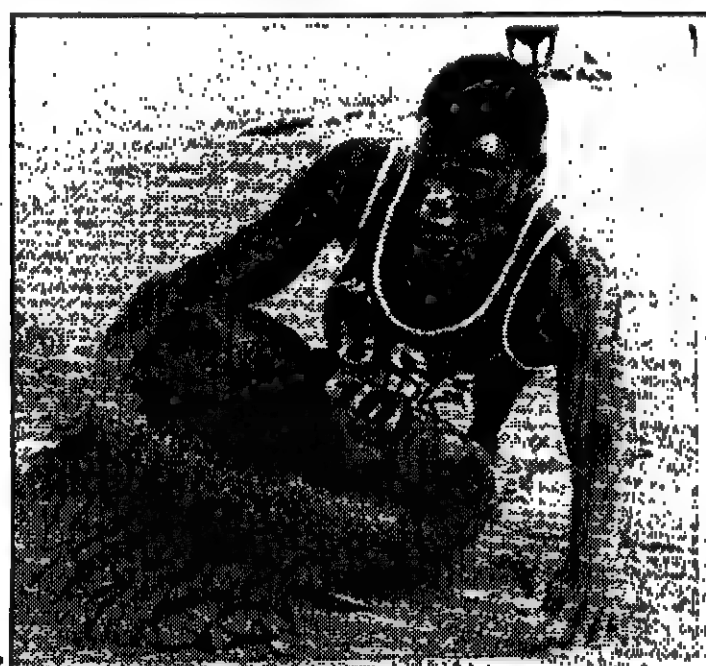
SAUT EN LONGUEUR : Lewis dans l'ombre de Beamon

Carl le maudit

Vainqueur du saut en longueur (8,67 m), l'Américain Carl Lewis n'a pas amélioré le record du monde de Bob Beamon (8,90 m). Le quadruple champion a néanmoins fait sensation en partant en guerre contre le dopage.

Il a provoqué un énorme usage de fumée destinée à masquer la réalité. Lewis est-il, ou n'est-il pas, maudit ? L'homme qui a, le premier, passé sous les 10 s au niveau de la mer, l'homme qui s'est rapproché le plus et le plus souvent des 8,90 m dans les mêmes conditions, ne figurera-t-il jamais durablement au livre des records ?

ALAIN GIRAUDO.



ROME de notre envoyé spécial

Et si Carl Lewis était condamné à se battre sans cesse contre les chimères du sport moderne ? Ce petit garçon qui avait une mauvaise croissance est devenu adulte, un athlète prodigieusement doué. Mis en scène un don de Dieu ou un don du diable ? Sa vitesse et sa détente auraient dû le propulser déjà au paradis des champions. Il est encore au purgatoire.

A Los Angeles, c'était le fantasme de Jesse Owens, son glorieux aîné, qu'il devait exorciser. Il avait pensé être quitte avec l'histoire en gagnant, comme lui, quatre médailles d'or sur 100, 200, 400 et 1 000 m et à la longueur. Mais Owens n'avait pas seulement gagné quatre titres olympiques et gagné Hitler à Berlin, il avait aussi établi des records du monde sur 100 m (10 s 12) et à la longueur (8,13 m). Qu'attendait donc Lewis pour en faire autant ? Pourquoi perdait-il son temps à courir derrière des légendes et à « faire l'acteur » ? Après deux années sabbatiques, voilà que la star de Los Angeles était mise au pied du mur des records à Rome. Les médias, qui l'avaient porté au pinacle, attendaient pas seulement qu'il fût aussi bien qu'à Helsinki. Parce qu'il avait réussi le plus, il n'avait pas le droit de faire moins. Au lieu d'une victoire assurée sur 200 m, il a donc dû relever l'impossible défi de Ben Johnson sur 100 m.

« Décidément, Carl est en baisse », a dit un officiel américain au moment de la deuxième course dans le temps du précédent record du monde. Et, au-delà d'une victoire à la longueur, il devait, samedi, relever le défi du record du monde. Il est probable qu'en altitude Lewis aurait déjà dépassé ces fameux 8,90 m. Ralf Boston, champion olympique à Rome en 1960, puis détenteur du record du monde en 1961 avec 8,23 m, a estimé que, grâce à sa vitesse d'été, il pourrait dépasser les 9 m en adoptant une technique de réception semblable à celle du Soviétique Emilian (8,86 m le 22 mai dernier en altitude).

Mais les fesses de Lewis touchèrent toujours le sable à la réception ; même quand ses pieds se sont posés au-delà du sillon indiquant la limite fatidique, son essai a été mesuré en deçà. Il a pourtant réussi quatre bonds incroyables, entre 8,60 et 8,67 m. Bref, Lewis a gagné le concours, mais il n'a pas battu ce fameux record, et c'était comme s'il avait perdu. On tout comme. Il est resté dans l'ombre de Beamon, l'homme d'un saut et d'un seul à Mexico en 1968.

Dopage et sélection

Est-ce pour sortir de ce mauvais canchisme que Lewis a enfoncé aussitôt la rose de Don Quichotte ? Car, à peine médaille, le voilà parti à l'attaque du dopage et de la sélection. De celle-ci, il a dit qu'elle était en partie responsable de l'effacement américain à Rome. Selon lui, ses compatriotes auraient obtenu de meilleurs résultats si les championnats avaient eu lieu six semaines plus tôt, après la saison universitaire. Car, depuis les sélections, ils se sont fatigués en faisant la tournée des meetings en Europe. Voilà donc un procès contre le système qui, pourtant, lui a permis de se mettre à l'abri du bécot jusqu'à la fin de ses jours. Manifestement, Lewis avait oublié comment il est devenu riche.

Amusé, Lewis l'a aussi été dans la nuit romaine quand il s'est agi de parler calmement à propos de dopage. Qui ? Comment ? Il ne savait pas ! Et pourtant, il savait. Comme tout le monde. Alors, à l'instar d'Edwin Moses, l'empereur du 400 m bas, il y a quelques mois, il a joué les « M. Progre ». Tant pis si l'Amérique y perd quelques médailles, rien ne vaut la santé des athlètes.

Pourtant, Lewis n'est pas un justicier. Sa personnalité complexe est difficile à cerner. Mais c'est surtout une « bête » en matière de communication. Comme il n'a pas réussi son contrat, il

SAUT A LA PERCHE : l'année Bubka

Thierry Vigneron et l'argent du bonheur

Le Français Thierry Vigneron a obtenu, le samedi 5 septembre à Rome, la médaille d'argent du saut à la perche avec un saut de 5,80 mètres, derrière le recordman du monde Sergueï Bubka (5,85 mètres) et devant un autre Soviétique, Rodion Gataulina (5,80 mètres).

ROME de notre envoyé spécial

Mission accomplie. En deux sauts impeccables à 5,70 et à 5,85 mètres, Sergueï Bubka a tranquillement conservé le titre mondial qu'il avait conquis à Helsinki à l'âge de dix-neuf ans. L'Ukrainien peut rentrer chez lui, à Donetsk, pour retrouver son épouse Lilia et son fils Vitaly : les valises seront prêtes, et toute la famille Bubka pourra mettre le cap comme chaque automne sur Sochi, au bord de la mer Noire, pour des vacances bien méritées. L'année a été bonne (record du monde à 6,03 mètres et titre de champion du monde). Elle succède à deux autres médailles de qualité : bond historique à 6 mètres en 1985 ; titre européen et record à 6,01 mètres en 1986.

A Rome, resté seul en course, Bubka a échoué dans une tentative à 6,05 mètres, mais ce n'est que partie remise. Ce n'est pas l'homme de l'année, mais il est le favori de l'année.

l'an dernier, n'a que vingt-trois ans. Il suit une orbite dont l'apogée reste inconnue. « Arrêter après Stoul n'aurait pas de sens », affirme-t-il. Dans ces conditions, faut-il considérer Thierry Vigneron comme le champion du monde, et classer définitivement Bubka hors concours ? « C'est vrai, Sergueï a une marge de sécurité importante, admet le sauteur parisien, mais il n'est pas invulnérable. »

Ressuscité, Thierry Vigneron est parti à la poursuite de Sergueï Bubka. Mais, au-delà de ces deux individus, le combat risque d'être de plus en plus disproportionné entre la perche française et la concurrence étrangère. Les Américains ont certes sombré — Olson et Dial n'ont pu franchir les éliminatoires et Bell s'est classé cinquième —, mais le danger se concentre à l'est. La médaille de Thierry Vigneron a été contestée pendant une bonne partie du concours par un Polonais et trois Bulgares. Les trois Soviétiques présents à Rome ne sont que l'avant-garde d'une génération formée massivement dans quelques quatre-vingts centres de perche.

Bubka lui-même, passionné par la pédagogie, aide son entraîneur Nikolai Petrov dans son travail auprès des jeunes du club de Donetsk. Il s'occupe personnellement de quelques élèves dont le plus doué, un certain Andreï Kravchenko, saute déjà 4,90 mètres à quatorze ans, plus haut que Bubka au même âge !

A Colombes, la source du Racing Club de France, qui a produit quelques-uns des meilleurs perchistes du monde (Abada, Belloi, Quinon, Vigneron) n'est-elle pas en revanche en train de se tarir ? Si on ne met pas en pratique ce que la demande depuis dix ans, c'est-à-dire des centres d'entraînement pour la perche à l'image de celui de Colombes dans toutes les régions françaises, il ne faudra pas être étonné de ne plus avoir un sauteur français à 5,50 mètres dans les années à venir », avertit Jean-Claude Perrin.

J.-J. B.

Les résultats

Athlétisme

CHAMPIONNATS DU MONDE D'ATHLÉTISME

MESSEIERS

● 3 000 mètres steeple. — 1. Panetta (It.), 8 mn 8 s 57 ; 2. Melzer (RDA), 8 mn 10 s 32 ; 3. Van Dijk (P-B), 8 mn 12 s 18 ; (4.) 10. Fausser (Fr.), 8 mn 26 s 50.

● Perche. — 1. S. Bubka (URSS), 5,85 m ; 2. Vigneron (Fr.), 5,80 m ; 3. Gataulina (URSS), 5,80 m ; (4.) 10. Salbert (Fr.), 5,50 m.

● Longueur. — 1. Lewis (E-U), 8,67 m ; 2. Emilian (URSS), 8,53 m ; 3. Evangelisti (It.), 8,38 m ; (4.) 15. Brige (Fr.), 7,82 m.

● 50 km marche. — 1. Gauder (RDA), 3 h 40 mn 33 s ; 2. Weigel (RDA), 3 h 41 mn 30 s ; 3. Ivanenko (URSS), 3 h 44 mn 2 s ; (4.) 14. Teatin (Fr.), 3 h 56 mn 40 s.

● 1 500 mètres. — 1. Bile (Som.), 3 mn 36 s 80 ; 2. Gonzales (Esp.), 3 mn 38 s 03 ; 3. Spivey (E-U), 3 mn 38 s 82 ; (4.) 10. Gendry (Fr.), 3 mn 43 s 02.

● 5 000 mètres. — 1. Aquita (Mar.), 13 mn 26 s 44 ; 2. Castro (Port.), 13 mn 27 s 59 ; 3. Buckner (G-B), 13 mn 27 s 74.

● Marathon. — 1. Wakihuru (Ken.), 2 h 11 mn 48 s ; 2. Saleh (Dj.), 2 h 12 mn 30 s ; 3. Bordis (It.), 2 h 12 mn 40 s.

● Relais 4 x 100 mètres. — 1. Etats-Unis, 37 s 50 ; 2. URSS, 38 s 02 ; 3. Jamaïque, 38 s 41.

● Hauteur. — 1. Sjoberg (Sué.), 2,38 m ; 2. Paklin (URSS) et Avdezenko (URSS), 2,38 m.

DAMES

● 1 500 mètres. — 1. Samolinko (URSS), 3 mn 58 s 56 ; 2. Kerner (RDA), 3 mn 58 s 67 ; 3. Gasser (Sué.), 3 mn 59 s 06.

● Pêche. — Liavoslav (URSS), 21,24 m ; 2. Neimke (RDA), 21,21 m ; 3. Mueller (RDA), 20,76 m.

● 4 x 400 mètres. — 1. RDA, 3 mn 18 s 63 ; 2. URSS, 3 mn 19 s 50 ; 3. Etats-Unis, 3 mn 21 s 04.

● 4 x 100 mètres. — 1. Etats-Unis, 41 s 58 ; 2. RDA, 41 s 95 ; 3. URSS, 42 s 33.

● Javelot. — 1. Whitbread (G-B), 76,64 m ; 2. Folke (RDA), 71,76 m ; 3. Peters (RDA), 68,82 m.

Les Africains, le fond et la forme

Si le Marocain Saïd Aouta a facilement remporté, le dimanche 6 septembre, le titre de champion du monde du 5 000 mètres, le Britannique Steve Cram, favori du 1 500 mètres, a été la principale victime du renouveau du demi-fond africain.

ROME de notre envoyé spécial

Steve Cram, prototype du milier anglais, débordé dans le dernier virage du 1 500 mètres par l'ample foule du Somalien Abdi Bile, et renouant, épuisé, à défendre son titre jusqu'à la ligne ; l'image est double.

D'une part, elle illustre le déclin du demi-fond britannique, naguère concurrent avec le trio magique Cram-Coe-Ovetto, mais qui doit se satisfaire aujourd'hui des médailles d'argent sur 800 mètres et de bronze sur 5 000 m. D'autre part, la facile victoire de Bile, après celles des Kényans Kipchoge sur 800 m et Kipchoge sur 1 000 mètres, corrobore le retour des coureurs africains sur le tartin. Quelques minutes plus tard le Kényan Dou-

glas Wakihuru et le Djiboutien Ahmed Salah, respectivement premier et deuxième du marathon, devaient porter à sept (dont cinq d'or) le nombre des médailles remportées par les pays africains. A Helsinki, seul le marathonnien éthiopien Bachale était monté sur la deuxième marche du podium.

En fait, les Africains reviennent de loin. Hormis les succès du petit Ethiopien Ytter aux Jeux olympiques de Moscou en 1980, ils ont vécu une éclipse internationale de dix ans. Par une curieuse coïncidence, c'est précisément à Rome en 1960 que l'Afrique noire était née à l'athlétisme, avec la victoire dans le marathon olympique d'un coureur aux pieds nus venu des hautes plaines éthiopiennes, Abebe Bikila. Il récidiva quatre ans plus tard à Tokyo, inaugurant une décennie faste pour l'Afrique. La chronique de ces années de gloire retient les noms de Keino, Gemouli, Abdu et le relais quatre fois 400 mètres kényan, attendu champion olympique à Munich en 1972.

Mais l'élan se trouve coupé par la politique. En 1976, l'Afrique — à l'exception du Sénégal et de la Côte d'Ivoire — boycottait les Jeux de

Montréal. En 1980, une bonne partie des pays africains emboîtaient le pas des Etats-Unis. En 1984, c'est l'autre partie du continent qui se trouvait absente de Los Angeles. L'athlète africain s'éloignait par manque de contacts internationaux.

Créée en 1973 et présidée depuis par Lamine Diak, un ancien champion de France du saut en longueur, la Confédération africaine d'athlétisme tenta de pallier cet isolement en organisant des championnats d'Afrique. Moins lourds que les Jeux africains, ils se heurtèrent pourtant aux mêmes problèmes financiers et politiques. Les premiers eurent lieu à Dakar en 1978, mais les suivants, prévus en 1981 à Lagos, furent écartés après l'assassinat d'un athlète nigérian par la police. Ceux de 1982, au Caire, ne rassemblèrent que seize pays.

Pour cet ancien ministre des sports du Sénégal, l'athlétisme demeure dépendant de toutes les difficultés propres à l'Afrique. Il demeure : à l'infirmité, voire à l'absence de fédérations nationales, manque d'infrastructures, sous-développement médical, enseignement inadéquat. Il n'y a pas exemple

pas de raison pour que les Africains ne sautent pas bien en hauteur, mais dans les écoles on leur apprend encore le saut en ciseaux.

Les progrès constatés à Rome sont le fait de l'Afrique de l'étranger. A l'instar, Douglas Wakihuru, le vainqueur du marathon, vit depuis des années au Japon, et Abdi Bile, meilleur performeur de l'année sur 1 500 mètres, est étudiant aux Etats-Unis. Pour lui comme pour Konchellah et Kipchoge, les meetings du Grand Prix sont autant d'occasions de se confronter aux meilleurs Européens et Américains.

La filière des universités américaines a permis à certains de progresser, mais selon Lamine Diak, ce n'est pas la pensée car « ils sont coupés de leurs racines et psychologiquement perturbés ». C'est pourquoi il a souhaité la création en Afrique d'un système sur le modèle américain. Une première structure réservée aux coureurs de demi-fond vient d'être mise en place à Nairobi (Kenya) sous la direction d'un entraîneur prestigieux : Kipchoge Keino.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

AUTOMOBILISME : le Grand Prix d'Italie

Piquet vers son troisième titre

Les grandes manœuvres dans les coulisses de la formule 1 automobile, avec l'annonce officielle de la rupture de contrat entre Honda et l'écurie Williams et la confirmation par McLaren du recrutement du Brésilien Ayrton Senna, aux côtés d'Alain Prost, la saison prochaine, n'ont pas perturbé le déroulement du Grand Prix d'Italie, disputé le dimanche 6 septembre sur le circuit de Monza. Nelson Piquet, Ayrton Senna et Nigel Mansell, qui occupent les trois premières places au championnat du monde des conducteurs, ont rallié l'arrivée dans cet ordre, assurant un deuxième triplé pour les moteurs Honda.

Pour Nelson Piquet, dont la Williams était équipée à l'arrière d'une nouvelle suspension hydraulique active, moins sophistiquée que celle des Lotus, le danger n'est pas venu cette fois de son compatriote Nigel Mansell, vite distancé, mais plutôt de son compatriote Ayrton Senna. Seul à avoir choisi de ne pas changer de pneumatiques en course, le Brésilien n'a cédé la première place qu'à sept tours de l'arrivée, sur une sorte de piste corrodée à un freinage trop tardif pour doubler la Ligier de Piercarlo Ghinzani.

Après ce troisième succès de la saison, complété par six deuxième places en onze Grands Prix, Nelson Piquet semble assuré, sauf accident, de remporter son troisième titre mondial après ceux de 1981 et de 1983. En revanche, le purgatoire se poursuit pour Alain Prost, le champion sortant, à nouveau confronté à un déclin du programme électronique de son moteur Porsche, désormais surclassé par son concurrent japonais. G.A.

SCIENCE & MICRO

SVI

SEPTEMBRE

OS/2 : TOUT SUR LE SYSTEME D'EXPLOITATION DES NOUVEAUX IBM

Déjà la micro des années 90.

TOUS LES ELEMENTS EN VRAI BOIS avec ou sans armoire-lit ou 2 places, nombreuses combinaisons possibles. Style ou Contemporain : Chêne, Acajou, Merisier ou Laiton.

CAPÉLOU

37, Av. de la République 75011 PARIS Tél. (1) 43.57.46.35 Métro : PARENTIER

Le sens inutile

Le sens inutile... (Text continues with a philosophical or literary piece, partially obscured by the page edge).

de Superphénix est localisée dans le bas du barillet

de Superphénix est localisée dans le bas du barillet... (Text continues with a technical or scientific article, partially obscured by the page edge).

... (Text continues with a technical or scientific article, partially obscured by the page edge).

... (Text continues with a technical or scientific article, partially obscured by the page edge).

Sports

CYCLISME : les championnats du monde

Roche le meilleur routier

Les championnats du monde de cyclisme se sont achevés, le dimanche 6 septembre, à Villach en Autriche, par la victoire de l'Irlandais Stephen Roche dans l'épreuve sur route. La veille, la France avait été une nouvelle fois à l'honneur, après le sacre de Jean-Marie Le Monnier, avec la médaille d'or d'un jeune Normand de vingt-trois ans, Richard Vivien, vainqueur chez les amateurs.

Le cyclisme sur route est aujourd'hui dominé par deux Irlandais, plus précisément par deux frères, Stephen Roche et Sean Kelly. Stephen Roche qui a conquis le titre de champion du monde. Le premier présent dans le groupe de tête, à 7 kilomètres de l'arrivée, bénéficiait d'un préjugé favorable en raison de sa pointe de vitesse et le second semblait tout disposé à lui préparer le sprint lorsque Kelly perdit brusquement pied sous le poids des attaques néerlandaises, celle de Breukink en particulier.

Contrairement à Roche, Kelly tenta sa chance à moins de 500 mètres de la banderole, et surprit les sprinters au moment où ils s'apprêtaient à produire leur effort décisif. Quand on n'est pas le plus rapide, il faut être le plus habile, ou le mieux inspiré, ou le plus prompt au démarrage, et comme disaient autrefois les frères Péliissier, il convient d'intervenir le plus tard possible... Mais toujours avant les autres.

Stephen Roche, qui en fait voit décidément de toutes les couleurs à ses adversaires, vient ainsi d'endosser le maillot arc-en-ciel pour le meilleur jeune du tour de France et le maillot rose du tour d'Italie, réalisant un triplé que seul Eddy Merckx avait réussi en 1974.

Vainqueur du tour de Romandie, l'Irlandais est bien le meilleur routier de la saison. Sa victoire dans le championnat du monde — une épreuve qui ne couronne pas systématiquement le meilleur — est donc totalement méritée, même si elle a été obtenue dans des circonstances imprévues.

Cette course disputée sur vingt-trois tours d'un circuit peu accidenté de 117,00 kilomètres, soit un total de 259 kilomètres, fut longue à se décamer. Malgré la pluie et l'allure soutenue qui dépassa fréquemment

les 45 kilomètres à l'heure, ou à cause de cela, le peloton demeura compact au début de la dernière boucle. La sélection définitive en deux temps ne s'opéra qu'au-delà du deux cent cinquantième kilomètre et elle ne doit rien au hasard. De toute évidence, elle projeta à l'avant les hommes forts de la journée, parmi lesquels Roche, l'italien Argentin et l'Espagnol Fernandez, qui se classaient dans cet ordre, mais aussi Golz, Breukink, Kelly, Bauer, Rooks, Muller, Winterberg, Forrensen et Van Vliet. Marc Madriot, le dernier rescapé de l'équipe tricolore ne devait l'accompagner qu'un court instant et rétrograder au profit de Martial Gayant, modeste quatorzième. Quant à Fignon et Motte, les leaders présumés, ils ont abandonné. En définitive, les championnats du monde se sont terminés par un échec collectif pour les professionnels français, qui ont quitté l'Autriche sans avoir gagné une seule médaille.

Malgré consolation : Stephen Roche constitue un pur produit de l'école parisienne. Formé à l'Athlétic-Club de Boulogne-Billancourt, il avait été découvert en Grande-Bretagne par Lucien Bailly, l'actuel directeur technique national de la FFC.

Tant sur route que sur piste c'est aux amateurs et à une femme que l'on doit les exploits français en Autriche. Après Colas-Magné, vainqueur en tandem, Richard Vivien a créé une surprise de taille en devenant samedi champion du monde de la catégorie, que l'on définissait il y a peu de temps comme étant celle des « purs ». Ce Normand de vingt-trois ans, remarqué par Yves Hézard, est peut-être un pur, mais il possède déjà beaucoup de métier et l'on retient la manière dont il a battu l'Allemand de l'Ouest Bolts, le Danois Pedersen, le Polonais Mierzejewski à l'issue d'une course à l'économie, fatale aux Soviétiques. Et il est très rapide au sprint, ce qui rend d'immenses services à l'occasion.

Chez les dames, Jeanne Longo, médaillée d'argent en poursuite, a conservé vendredi 4 septembre son titre mondial sur route au prix d'un parcours sans fâche et d'un authentique chef-d'œuvre tactique. Elle a signé en l'occurrence deux performances sans précédent dans trois victoires consécutives et le double tour de France-championnat du monde... comme Stephen Roche.

JACQUES AUGENDRE.

TENNIS

Henri Leconte

en huitième de finale à Flushing-Meadow

Vainqueur du Nigérien Ndouk Odizor, Henri Leconte sera le seul représentant français en huitièmes de finale des championnats internationaux des États-Unis à Flushing-Meadow. Il rencontrera Jimmy Connors dans la nuit du lundi 7 au mardi 8 septembre. Guy Forget, Isabelle Demongeot et Julie Halard ont été éliminés au troisième tour.

SIMPLES MESSIEURS (Troisième tour)

Jarryd (AUS), 16 b. Mansdorf (ISR), 6-3, 6-2, 6-2; Connors (EU), 6 b. Grubb (EU), 6-3, 6-2, 6-4; Leconte (FR), 11 b. Odizor (NIG), 6-7 (7-3), 6-2, 6-1, 6-2; Gilbert (EU), 13 b. Forget (FR), 6-4, 6-7 (7-5), 7-5, 6-4; Wilander (SUE), 3 b. Pimek (TCH), 6-2, 6-0, 6-3; Krishnan (IND) b. Krick (EU), 6-3, 6-4, 6-3; Woodford (AUS) b. Srejsber (TCH), 6-2, 6-1, 6-1; Edberg (SUE), 2 b. Evernden (NZ), 6-2, 6-1, 6-4; Chesnokov (URSS) b. Perez (URU), 6-1, 6-2, 6-2; Mecir (TCH), 3 b. Hlasek (SUI), 6-4, 6-4, 6-2, 6-3; Yzaga (PAR) b. Severson (SUE), 6-2, 6-6, 6-3 (arrêté par la pluie); McEnroe (EU), 8 b. Zivojinovic (YOU), 6-4, 5-7, 6-7 (7-3), 6-4, 6-3; Lendl (TCH), 1 b. Pugh (EU), 6-1, 6-1, 6-2; Becker (RFA), 4 b. Castib (GB), 6-4, 5-7, 6-2, 7-3; Gomez (ESP) b. Muster (AUT), 1-6, 6-7 (14-12), 6-3, 6-2, 6-3.

SIMPLES DAMES (Troisième tour)

M. Navratilova (EU), 2 b. L. Bonder (EU), 6-2, 6-1; B. Bunge (RFA), 12 b. A. Hearnickson (EU), 6-3, 6-4; C. Korda-Kisch (RFA), 9 b. S. Cecchini (IT), 6-4, 6-3; H. Hladikova (TCH), 6 b. L. Cuspo (RFA), 7-6 (11-9), 6-3; A. Hobbs (GB) b. A. Kijimura (JAP), 6-4, 2-6, 6-4; H. Mandlikova (TCH), 4 b. R. Reggi (R), 6-3, 6-1; G. Sabatini (ARG) b. E. Hakami (EU), 6-1, 6-3; C. Everet (EU), 3 b. N. Zvereva (URS), 6-0, 6-2; B. Sharvet (EU), 5 b. L. Golaras (IT), 6-1, 6-1; M. Maleva (BUL), 10 b. M. J. Fernandez (EU), 6-2, 6-6, 6-3; L. McNeil (EU), 11 b. N. Provis (AUS), 5-7, 6-1, 7-6 (7-2), S. Hanika (RFA), 13 b. J. Demongeot (FR), 6-4, 6-2; I. Noveckova (TCH) b. H. Hladikova (TCH), 6-4, 6-0; S. Graf (RFA), 1 b. P. Tarabini (ARG), 6-2, 6-0; Z. Garrison (EU), 7 b. K. Maleva (BUL), 7-6 (7-4), 7-6 (7-3); C. Lindqvist (SUE), 14 b. H. Keleni (CAN), 4-6, 7-5, 6-4.

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi et dimanche-matin. Signification des symboles : ■ Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 7 septembre

TF 1

20.35 Cinéma : L'animal. □ Film français de Claude Zidi (1977). Avec Jean-Paul Belmondo, Raquel Welch, Charles Gérard, Julien Guomar. 22.15 Magazine : Santé à la Une. Émission d'Igor Barrère. La sexologie médicale. Avec le professeur Tordjman, sexologue, et le professeur Leuclère, chirurgien à Lyon. 23.30 Journal. 23.45 Série : Le sixième sens. Une clé pour l'au-delà.

A 2

20.30 Cinéma : Le bateau. □ Film français d'Alain Delon (1982). Avec Alain Delon, François Périer, Pierre Mondy, Anne Parillaud, André Ferréol. 22.35 Magazine : Autrement dit. De Guillemette de Saingnès. Ce magazine s'organise autour d'un mot-clé. Pour ce premier numéro, le mot-clé est : rentrée. Au sommaire : Amours de vacances : 25/8 d'illusions : Les collés de la rentrée : Rentrée du football américain : Onze mois de prison : Rentrée fauchée : Et si cette année on rit : ponctuations-gags. 23.30 Journal.

Louis de Funès. 22.00 Journal. 22.25 Magazine : Océaniques. De Michel Cazenave et Pierre-André Boulang, en collaboration avec la SEPT. La cosmologie : l'infiniment grand. 23.25 Musique, musique : Fantaisie pour violoncelle et piano de Schumann.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Le même. □ Film français d'Alain Corneau (1984). Avec Richard Anconina, Amélie, Michel Doukousoy, Van Epslein. 22.05 Flash d'informations. 22.10 Magazine : Canal foot. 22.40 Les KO de Canal +. 23.40 Football américain : Casque d'or 1987. 0.40 Cinéma : Jones qui aura vingt-cinq ans en l'an 2000. Film suisse d'Alain Tanner (1976). Avec Rufus, Mion-Mion, Dominique Labourier, Jean-Luc Bideau. 2.35 Série : Les monstres.

LA 5

20.25 Cinéma : La grande caudale. □ Film américano-allemand de Ted Kotcheff (1978). Avec Jacqueline Bisset, George Segal, Jean-Pierre Cassel, Jean Rochefort. 22.10 Tennis : Tournoi de Flushing-Meadow.

M 6

20.30 Cinéma à la carte. 1^{er} choix : Dernier domicile connu. □ Film français de José Giovanni (1969). Avec Lino Ventura, Marlene Jobert, Michel Constantin. 2^e choix : L'or de Naples. □ Film italien de Vittorio De Sica (1955). Avec Totò, Silvana Mangano, Sophia Loren. 22.10 ou 22.30 Série : Brigade de la nuit. 23.00 ou 23.10 Journal. 23.10 ou 23.20 Météo. 23.15 ou 23.25 Série : Les espions.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Musique : Mode d'emploi. Jean-Sébastien Bach, le piano prodige : Les grandes orgues. 20.30 Ma chère Rose, de Joazeiro Boulay et Marie-Castel. 21.30 Musique : L'adieu. Musique du Pakistan. 22.30 La nuit sur un plateau. 6.10 Du jour au lendemain.

FRANCE-CULTURE

20.30 Renseignements sur Apollon. Concert (en direct de la radio belge RTBF) : Poésie chorale illustrée, de Ponsuot, de Rikier Lieder, de Mahler, par l'Orchestre symphonique de la radio RTBF, dir. Alfred Walter; à 21.25, Entracte : Symphonie n° 3 en mi mineur, op. 44 de Prokofiev; à 22.30, Quatuor en mi mineur, op. 112, de Saint-Saëns; à 23.05, Requiem en ré mineur, K 626, de Mozart; Séréna espagnole, de Liszt. 0.00 Musique de chambre. Brahms.

Mardi 8 septembre

TF 1

14.45 Variétés : La chance aux chansons. Émission de Pascal Sevran. 15.10 Téléfilm : Cigalon. De Georges Folgoas, d'après Marcel Pagnol. Avec Michel Galabru, Roger Carrel, Marco Perrin, André Ferréol. 16.45 Club Dorville. 17.00 Magazine : Piqueur sur le 16. Animé par Christophe Decaen. 17.55 Flash d'informations. 18.00 Série : Maman. 19.00 Feuilleton : Santa-Barbara. 19.30 Jeu : La rose de la fortune. 20.00 Journal. 20.35 Ciné-stars : Banzai. □ Film français de Claude Zidi (1983). Avec Coluche, Valérie Mairesse, Didier Kamille, François Perrot, Marina Vlaspolder. Ciné-stars (suite) de Michel Desnoes. Interviews : Marcello Mastroianni, Catherine Deneuve, Sandrine Bonnaire. Le vidéo-matou : De bouche à oreille : Jeu : Le ciné-loto. 23.25 Journal. 23.40 Série : U.R.O. Identité.

A 2

15.30 Feuilleton : Rue Carnot. 16.00 Flash d'informations. 16.05 Domicile A2 (suite). 17.15 Récit A2. 17.55 Flash d'informations. 18.00 Série : Ma sorcière bien aimée. 18.25 Jeu : Des chiffres et des lettres. 18.50 Variétés : Un D.R. de Film. 19.15 Actualités régionales. 19.40 Jeu : Le bon mot. 20.00 Journal. 20.30 Mardi-chiens : Piqueur sur le 16. 20.35 Feuilleton : L'histoire de Jean-Marie Poiré (1983). Avec Christian Clavier, Michel Galabru, Jacqueline Maillan, Dominique Lavanant, Martin Lamotte, Gérard Jugnot. 22.20 Les Jeux de Mardi-chiens. Présentés par Daniel Coccadi. Invité : Claude Chabrol. 23.30 Journal. 0.00 Série : Brigade criminelle. Jeu décisive (rediff.).

FR 3

16.00 Magazine : Portrait. 17.00 Flash d'informations. 17.05 Feuilleton : Vite la vie ! 17.30 Dessin animé. 17.35 Jeu : Cécile en herbe. 18.00 Feuilleton : L'or noir de Laramie. De Tony Flaxat. Avec Pierre Mondy, Maria Schneider. (1^{er} épisode). 18.30 Feuilleton : Tibband, ou les croisés. 2^e épisode. 19.00 Le 19-20 d'Information. De 19.15 à 19.35, actualités régionales. 19.55 Dessin animé : Il était une fois la vie. 20.05 Jeu : La classe. 20.30 D'accord, pas d'accord. 20.35 Cinéma : La nuit de Figaro. □ Film américain de John Huston (1964). Avec Richard Burton, Ava Gardner, Deborah Kerr. 22.40 Journal. 23.00 Hommage à John Huston. A.L.A. American Film Institute. Cérémonie présidée par Lauren Bacall. Avec Ava Gardner, Orson Welles, Paul Newman, Michael Caine, Robert Mitchum, Jack Nicholson.

Audience TV du 6 septembre 1987 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOPRES-NIELSEN)

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
18 h 22	44,7	18,7	Stade 2 9,0	Amaz 3 5,9	Arto 1,1	Nova Wolf 6,9	Clede SW 2,1
19 h 45	42,6	22,3	Club de nuit 6,9	La France 2,7	On cartoon 1,6	Kojak 7,4	Dakota 1,6
20 h 16	54,3	24,6	Journal 13,3	Hogan 4,3	On cartoon 2,7	Kojak 6,3	Dakota 3,2
20 h 55	57,4	22,9	Jeux 13,8	Pique crise 1,1	Mato 1,1	Les Météo An 2 10,6	New-York 9,0
22 h 06	50,0	25,6	Jeux 3,2	La France 6,4	Mato 1,6	Turkey 6,4	Drôles Dames 0,4
22 h 44	28,2	9,6	Aventure 2,1	Médoc 7,4	Loving you 1,6	Peb 3,2	Drôles Dames 4,3

Echantillon : plus de 200 foyers en Ile-de-France, dont 153 reçoivent la 5 et 115 reçoivent M 6 dans de bonnes conditions.

JUSTICE

Prisons

Légère baisse du nombre de détenus en métropole

Le nombre de détenus dans les prisons françaises de métropole était en légère baisse à la date du 1^{er} septembre : 49 074 contre 49 513 au 1^{er} août. Ces chiffres, communiqués samedi 5 septembre par les services de la chancellerie, se subdivisent ainsi : au 1^{er} septembre la population pénale comptait 27 667 condamnés et 21 407 prévenus contre respectivement 28 459 et 21 054 au 1^{er} août.

Le nombre des détenus est donc en baisse (- 0,89 %) pour le deuxième mois consécutif. La population pénale au mois d'août était passée au-dessous de la barre des 50 000 prisonniers, en baisse de 2,26 % sur les chiffres communiqués le 1^{er} juillet, où 50 661 personnes étaient détenues dans les prisons françaises de métropole.

Pour autant, ces baisses successives mais légères ne règlent pas le problème de la surpopulation carcérale. La capacité totale d'hébergement des prisons reste de 32 500 places environ.

EN BREF

● Un bébé de 6,3 kilos est né à Strasbourg. — Une jeune femme de vingt et un ans a mis au monde, le vendredi 4 septembre à Strasbourg (Bas-Rhin), un garçon de 6,3 kilos, mesurant 57 centimètres. Stéphane, dont la mère est de grande taille, est né à terme par césarienne. Les médecins craignent toutefois que son poids élevé ne cache une certaine fragilité. Sa taille et son poids lui permettent d'ores et déjà de s'habiller au rayon « 15 ans ».

● Nouvelle tentative d'évasion à la prison de Besançon. — Deux détenus ont tenté de s'évader, samedi 5 septembre, de la maison d'arrêt de Besançon (Doubs) et ont été découverts alors qu'ils étaient sur

Assassinat d'un Algérien à Charleville-Mézières

L'acharnement criminel

CHARLEVILLE-MÉZIÈRES de notre envoyé spécial

Le corps d'un Algérien de cinquante et un ans, M. Mohand Bouguermouh, assassiné à Charleville-Mézières (Ardennes), a été repêché le samedi 5 septembre, dans la Meuse, près du barrage de Monty-Notre-Dame. M. Bouguermouh avait été jeté dans le fleuve dans la soirée du 31 août par deux inconnus qui avaient réussi à prendre la fuite.

La police a arrêté l'un des agresseurs et est sur la trace du second. L'identité des deux hommes n'a pas été dévoilée mais il semblait que ce soit des jeunes de vingt-cinq ans, déjà connus des services de police. Celui qui a été arrêté a été inculpé d'assassinat par M. Bihou, juge d'instruction, et écroué.

Mohand Bouguermouh, comme souvent le lundi, avait passé sa soirée en compagnie de quelques marginaux sur le mont Olympe, où les chahuts de la ville ont pour habitude de se retrouver dans des cabanes de jardiniers. A un moment il se leva pour aller chercher de l'eau à l'extérieur, de l'autre côté de la Meuse. Près du robinet, deux hommes l'agressèrent et le frappèrent. Il parvint d'abord à leur échapper et se réfugia dans une des cabanes. Ses deux agresseurs,

ayant découvert son refuge, lancèrent des pierres. Affolé, Bouguermouh tenta de nouveau de s'échapper. Cette fois-ci ses poursuivants le saisirent sur la passerelle qui enjambe le fleuve... et le balançaient par-dessus la rambarde, avant de s'enfuir.

C'est lors d'une discrète reconstitution, jeudi 3 septembre, que les policiers devaient retracer, minute par minute, cet acharnement criminel. Pour l'instant rien d'ironique, se « justifie » cet acte crapuleux.

Mohand Bouguermouh vivait en France depuis 1955. Il y a fait son service militaire et comme de nombreux Algériens à l'époque a travaillé dans la fonderie. Ce travail entraîna pour lui une grave maladie qui l'obligea quelques années plus tard à abandonner son emploi. Depuis il subsistait misérablement, fréquentant quelques clochards encore plus pauvres que lui. « C'était quelqu'un qui n'avait jamais fait d'histoire », raconte Sadek Benyahia, le responsable de l'Amicale des Algériens du département. « Il connaissait tout le monde, les Français comme les Algériens ». M. Benyahia reste très prudent sur un éventuel caractère raciste du crime : « Le fait qu'il soit arabe les a peut-être encouragés », conclut-il, même si la communauté algérienne, saturée et effrayée par une certaine montée de la violence à son encontre, apparaît, dans son ensemble, moins réservée sur ce sujet.

Pour M. Chanderiot, l'inspecteur chargé de l'enquête, il ne s'agit pas non plus d'un acte raciste. « A 21 h 15 l'heure du crime, il faisait déjà nuit, et Bouguermouh s'était couché le type arabe très marqué ». « Nous sommes certains qu'il n'a pas été agressé parce qu'il était arabe », dit-on encore, en ajoutant : « Après, que cela ait aggravé les choses... » Alors, si Mohand Bouguermouh n'a pas été assassiné parce qu'il était arabe, ni non plus, comme on le suppose un moment, pour une quelconque d'ironie ou d'argent, pourquoi ? Les coupables le savent-ils eux-mêmes.

XAVIER HAGLUND.

هنا في الحفل

Le Monde CADRES

Responsable commercial de bon potentiel pour un secteur d'avenir : la logistique

Une société française ayant de très bons résultats et en expansion, qui étudie, réalise et loue des installations industrielles destinées à la logistique, recherche un Responsable Commercial.

Directement rattaché au Chef du Département Commercial et intégré à une petite équipe performante, il sera chargé de développer une clientèle en France et en Europe : prospection, négociation des contrats de longue durée, suivi des affaires. Ce poste conviendrait à un candidat, ESC ou niveau équivalent, ayant 2 à 3 ans d'expérience réussie dans la vente à une clientèle industrielle, de services ou d'équipements, capable :

- d'étudier les affaires avec rigueur et de les mener avec dynamisme ;
- de s'affirmer comme un interlocuteur reconnu et de conseil auprès d'une clientèle de grandes entreprises.

Connaissances de langues étrangères appréciées.
Poste à Paris Rémunération : 180 000 F
Ecrire sous réf. 318 657 - 7 M
Discretion absolue

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris



RHONE-ALPES

Directeur d'usine

Un grand groupe européen recherche le Directeur d'une de ses usines à taille humaine et en expansion, qui réalise des pièces en matières plastiques destinées à l'industrie automobile.

Le titulaire du poste assumera avec autonomie des responsabilités polyvalentes : achats, fabrication, études des investissements, gestion... Ce poste conviendrait à un ingénieur AM, ENSI, INSA... ayant environ 15 ans d'expérience professionnelle et ayant déjà dirigé une unité de production. La connaissance de la transformation des matières plastiques serait un atout sans être indispensable. Le choix sera surtout dicté par les qualités personnelles du candidat : initiative, dynamisme, capacités d'animation et d'organisation, sens de la gestion. Connaissance de l'allemand ou de l'anglais indispensable. Réelles possibilités d'évolution de carrière.

Ordre de grandeur de rémunération : 400.000 F +

Ecrire sous réf. 31A 720 - 7 M
Discretion absolue

Membre de Syntec



71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PRODUITS SECOND ŒUVRE BATIMENT

Directeur commercial

Nous recherchons le Directeur Commercial d'une division d'un groupe français de tout premier plan. Cette division, dont le chiffre d'affaires est actuellement de 220 millions, fabrique et vend des produits de marque renommée destinés au second œuvre bâtiment.

Le titulaire de ce poste sera chargé :

- de participer à l'élaboration de la politique commerciale ;
 - d'animer une équipe de ventes étoffée (plusieurs chefs de vente régionaux et agents commerciaux exclusifs) ;
 - d'entretenir personnellement des contacts avec les clients importants.
- Ce poste conviendrait à un candidat, ESC ou équivalent, ayant environ 10 ans d'expérience professionnelle lui ayant donné :
- l'habitude de diriger des équipes de ventes ;
 - la connaissance du second œuvre bâtiment et de la vente par circuits de grossistes ;
 - de bonnes connaissances en marketing.

Poste : Banlieue Ouest Paris
Ordre de grandeur de rémunération : 300 000 F + intéressement aux objectifs.

Ecrire sous réf. 31A 715 - 7 M
Discretion absolue

Membre de Syntec



71, rue d'Auteuil 75016 Paris

directeur général

RHONE-ALPES

Grâce à notre dynamisme et à notre expertise internationale, notre entreprise réalise 75 % de son chiffre d'affaires à l'export. Nous avons également parié sur la technologie.

Nos concurrents nous reconnaissent un savoir-faire tout à fait exceptionnel. Spécialisés dans la production de tissus polymériques et polyester, nous maîtrisons et intégrons l'ensemble des processus industriels : préparation, tissage, teinture, apprêt.

Pour assurer l'expansion des ressources de l'entreprise, notre Président recherche son Directeur Général.

En sus des tâches inhérentes à la fonction, vous serez à être particulièrement ouvert au domaine commercial et financier.

De formation supérieure, vous êtes un homme de communication et un meneur d'hommes.

Vous avez l'expérience de la gestion, vous maîtrisez bien la langue anglaise. Nous vous remercions de bien vouloir adresser votre dossier de candidature sous référence AR 15 en précisant le niveau de rémunération souhaité à notre Conseil qui vous assure une totale confidentialité.

COGEPLAN Conseil en Recherche de Cadres et de Dirigeants
11, rue Victor Hugo - 69002 LYON
2, rue Louis David - 75016 PARIS



SOCIÉTÉ DES CEMENTS FRANÇAIS

Le Groupe des Ciments Français - CA de 5,4 milliards de F - Effectif 6400 personnes - 11 cimenteries, recherche :

Ingénieur Procédé génie chimique

Missions : Amélioration des procédés thermiques existants et de la qualité des produits - Réduction des consommations énergétiques et des émissions polluantes - Pilotage automatique des fours - Participation au développement de procédés nouveaux et à l'introduction de nouvelles métrologies. Des moyens importants sont à sa disposition pour procéder aux mesures et essais dans les usines du groupe et faire appel à des compétences extérieures (constructeurs, universités, centres de recherche...). Ce poste convient à un ingénieur grande école option thermique, combustion, mécanique des fluides - Anglais indispensable - Quelques années d'expérience en recherche développement, ingénierie ou production (installations thermiques) seraient appréciées. Toutefois, la candidature d'un débutant à fort potentiel est envisageable. Les qualités recherchées : goût de l'expérimentation, capacité à mettre en application des connaissances théoriques solides - pragmatisme - autonomie. Lieu de travail Guéville 4 km de Mantilly La Jolie (Vielaines) déplacements France et étranger.

Veuillez adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photo, rémunération souhaitée) sous la référence 73863/M à M. CLERE, S&A-CEGOS, Tour Chennoueix - 82518 BOULOGNE CEDEX.



Dirigeants, Ingénieurs, Cadres

Ayant une expérience de plusieurs années en entreprise et désireux d'entreprendre une carrière de consultant PMI, l'APRODI, Association d'intérêt général ayant acquis dans ce domaine un savoir-faire reconnu, organise un stage :

FORMATION DE CONSULTANTS PMI

Objectif : rendre les participants RAPIDEMENT opérationnels dans leur métier de consultant spécialisé en PMI.

- le diagnostic de l'entreprise à travers l'analyse de ses fonctions ;
- l'acquisition d'outils de gestion spécifiques directement opérationnels ;
- la maîtrise des "moments importants" de la vie de l'entreprise, (création, croissance, transmission).

Durée du stage : 23 semaines dont 10 en entreprise.

Début du stage : 16 NOVEMBRE 1987. Lieu du stage : PARIS. Rémunération de l'état.

Envoyer Curriculum Vitae et photo à Aprodi - 34, avenue Kléber 75116 Paris

pour réunion d'information le 24 septembre 1987 à 14 h 00 sur convocation



34, avenue Kléber
75116 PARIS.



Chargé de Recrutement

H/F

Au sein de l'équipe Relations Humaines et en collaboration directe avec le Responsable du Département, vous prendrez en charge de façon autonome, une partie des recrutements, de la définition de poste au suivi de l'intégration.

De plus, vous participerez aux actions de planification de formation, d'évaluation de potentiel et de promotion, à l'intérieur du groupe (actuellement 700 personnes).

ECS est le leader en Europe de la location d'ordinateurs grands et moyens systèmes I.B.M. Depuis 4 ans cette position s'est renforcée, ce qui nous conduit à rechercher une personne de formation supérieure en psychologie, ayant déjà acquis une première expérience professionnelle réussie et qui cherche à la valoriser.



Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence FN/796 à ECS, Relations Humaines, 16, rue Washington 75008 PARIS.

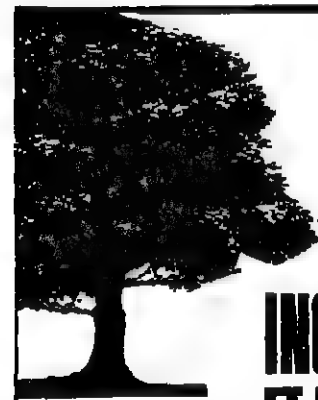
COMMUNICATION AUDIO-VISUELLE

Professionnels de la communication audio-visuelle d'entreprise, nous comptons parmi nos clients les plus prestigieuses entreprises françaises et internationales. Notre cinématique est une référence dans la profession et, à la pointe de l'utilisation rationnelle des nouveaux médias (TV, réseaux câblés, etc...), nous nous développons rapidement. Rattaché au Président, vous deviendrez "l'homme clé" de notre futur... Animateur de l'équipe commerciale, vous serez aussi un négociateur de haut niveau en relation permanente avec les Directeurs de la Communication de nos clients. Homme de réflexion, vous devrez "penser" à l'évolution de notre métier. Outre votre formation supérieure, vous possédez une bonne expérience commerciale dans un métier de communication, de préférence en agence ou média. Venez nous rejoindre, nous vivons déjà les métiers de demain...

DIRECTEUR COMMERCIAL H/F

Merci d'envoyer votre dossier confidentiel s/réf. G766 à notre Conseil, 15 rue du Louvre 75001 PARIS

nervet pont conseil



INGENIEURS ET UNIVERSITAIRES BULL ENGAGE DES FUTURS PRO. DES ETUDES

Si vous êtes l'un de ces futurs Pro. animés comme nous, de l'esprit d'équipe, adressez dès aujourd'hui votre dossier de candidature (lettre + CV et photo) sous réf. 119 M à Georges HIRSCH, Groupe Bull, PR 11009D, 94 av. Gambetta, 75990 Paris cedex 20.



Que vous soyez Ingénieur ou Universitaire (Bac + 5 en Maths, Physique...), l'informaticque vous attire. Nous vous offrons l'opportunité de trouver votre voie dans nos équipes d'études (matériel et systèmes d'exploitations). Si vous voulez exprimer votre potentiel et votre dynamisme dès votre premier emploi, nous sommes décidés à investir sur la mise en œuvre de vos talents. Venez-nous rejoindre, nous vous assurons 4 mois de formation initiale à nos métiers d'études. Vous intégrerez alors nos équipes et pourrez évoluer dans l'avenir entre ces différents métiers.

73/10/87

Le Monde CADRES

Gestion des ressources humaines et relations sociales

Une société française renommée (3000 personnes, plusieurs usines et agences commerciales) rattachée à un grand groupe européen, recherche un Cadre de Personnel de très bon niveau.

Rattaché au Directeur des Relations Sociales, il assiste dans les relations avec les partenaires sociaux, ainsi que dans la promotion et la mise en œuvre par la hiérarchie d'une gestion dynamique des ressources humaines.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure (Droit, ESC, Sciences Po...) ayant 5 ans d'expérience dans la fonction personnelle, acquise en milieu industriel.

La réussite dans ce poste implique des qualités marquées de communication, de dialogue et d'animation.

Poste à Paris est.

Ecrire sous réf. 31 A 719 - 7 M

Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

INDUSTRIE DE PROCESS Ingénieur électrotechnicien projets - travaux neufs

Un groupe chimique français de premier plan (CA 20 milliards) recherche un Ingénieur Electrotechnicien pour l'intégrer à une équipe pluridisciplinaire chargée d'étudier et de réaliser les investissements industriels.

Ce poste conviendrait à un candidat AM, IEG, ESE ou école équivalente, ayant de bonnes connaissances en haute tension, débiteur ou ayant une première expérience dans la construction d'usines de type pétrochimique.

Il aura le goût de la technique, du dynamisme et l'esprit d'équipe.

Réelles possibilités d'évolution de carrière.

Poste en Lorraine.

Ecrire sous réf. 31 A 709 - 7 M

Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

Un Important Etablissement Industriel d'Etat

(2000 personnes) à vocation de conception et de réalisation de matériels navals, offre à un Ingénieur en début de carrière de valoriser sa formation et ses aptitudes dans un environnement particulièrement ouvert aux techniques de pointe. Il recherche un

Ingénieur mécanicien

avec une spécialisation en énergétique (la connaissance de la propulsion par propergol serait appréciée). Au sein du bureau d'études mécaniques il prendra progressivement en charge la responsabilité technique des études faisant appel à la thermodynamique.

Ce poste implique un travail d'équipe et de nombreuses relations internes et externes. Il permettra à un candidat dynamique possédant un esprit créatif d'évoluer vers la responsabilité de projets importants.

Poste basé dans le sud-ouest.

Ecrire sous réf. 31 A 734 - 7 M à Annie Santamaría

11, rue Calvé 33000 Bordeaux

Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

PRESTATIONS DE SERVICES TECHNIQUES

Deux ingénieurs "Chefs de produits"

Une société française, filiale d'un groupe important, spécialisée dans l'assistance au démarrage, à l'exploitation et à l'entretien d'unités industrielles, recherche deux Chefs de Produits capables de créer et de développer deux nouveaux types d'intervention.

Ces postes conviendront à des ingénieurs grande école (AM, ENSI, INSA) ayant 5 à 10 ans d'expérience professionnelle, parlant l'anglais, créatifs, ayant des compétences techniques et sens des affaires.

Il seront chargés :

- d'élaborer les prestations sur le plan technique, marketing, gestion prévisionnelle,
- d'assurer le département commercial pour la vente de ces produits,
- d'assurer le département "opérations" pour leur mise en œuvre.

Les deux domaines concernés sont :

LA QUALITE TOTALE : une expérience solide dans le domaine de la qualité en milieu industriel est indispensable. Réf. 31 A 717 - 7 M

LA GESTION DE PRODUCTION : une expérience solide dans le domaine de l'optimisation et de l'informatisation de gestion de production dans l'industrie pétrolière ou pétrochimique est indispensable. Réf. 31 A 718 - 7 M

Ces deux postes se situent dans la banlieue ouest de Paris.

Ecrire en précisant la référence

Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

Chef de service qualité

Filiale d'un Groupe industriel français doté d'une bonne notoriété, spécialisée dans la réalisation et la vente de produits de grande série (réservoirs, citernes sous pression...) et de sous-ensembles en sous-traitance, recherche le Responsable Qualité de l'une de ses unités de production (325 personnes).

Au-delà de la gestion et de l'animation des services contrôles et du laboratoire, il sera le véritable "moteur" de la qualité au sein de cette unité. Pour cela, il devra définir la politique en liaison avec le Directeur de l'Etablissement, mettre en place et gérer les plans d'action et les moyens correspondants.

D'autre part, il devra sensibiliser l'ensemble des partenaires internes à la nécessité et aux exigences de la qualité totale à travers des actions de formation et son impact personnel.

Ingénieur mécanicien diplômé, d'une trentaine d'années, il possèdera une expérience d'au minimum 5 ans si possible dans le domaine de la transformation métallurgique (connaissances en soudure appréciées) acquises dans une unité de production. Les capacités d'organisation et de persuasion, les qualités personnelles d'animation, mises au service d'une certitude profonde de l'importance de la qualité, seront les éléments retenus pour le choix du candidat.

Anglais souhaité.

Evolutions possibles pour un ingénieur de valeur.

Lieu de travail : Ville importante de la Vallée de la Loire.

Rémunération : à débattre en fonction de l'expérience.

Ecrire sous réf. 31 A 724 - 7 M

Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

Chez un leader mondial Jeune chef de service contrôle de gestion et comptabilité

Un groupe français de tout premier plan, parmi les leaders mondiaux dans son domaine, recherche, pour une de ses usines (300 personnes - 120 km nord Paris), un jeune diplômé HEC - ESSEC - ESCP ou équivalent, ayant environ 5 ans d'expérience en milieu industriel ou en Cabinet.

Son potentiel, ses qualités d'initiative, de rigueur et de contact, lui permettront :

- d'assurer la responsabilité de la comptabilité (générale et analytique), du contrôle de gestion et des systèmes d'information,
- d'animer une équipe d'une dizaine de personnes,
- de faire partie du Comité de Direction de l'établissement et d'apporter une contribution personnelle au management dynamique de cette unité.

Large perspectives d'évolution dans le groupe.

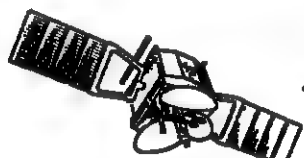
Ecrire sous référence 388 676-7 M

Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap



Responsable commercial HF pour vendre la communication du futur

FR

France Câbles & Radio est une société d'ingénierie en télécommunication internationale leader dans la vision conférence et la téléconférence. Elle élargit la gamme de ses produits dans la perspective du R.N.L.S.

Vous avez une formation supérieure (écoles d'ingénieurs ou de commerce) et l'expérience de la commercialisation de services et des technologies des télécommunications.

Nous vous confierons tant en France qu'à l'étranger :

- le développement d'une clientèle de grands comptes (sociétés et administrations),
- la négociation de contrats à un niveau très élevé,
- l'animation d'une équipe de vente.

Votre connaissance des besoins et de l'évolution des marchés vous permettra de participer à l'élaboration des stratégies d'expansion.

L'anglais sera nécessaire. Le poste est basé à Paris.

Nous vous offrons de réelles perspectives d'évolution de carrière.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et salaire actuel sous réf. FC 79 à

notre Conseil :

OSWALDT & ASSOCIÉS

36, rue Etienne-Marcel - 75002 PARIS

Oswald & Associés

CONSEILS EN RECRUTEMENT

cegos

stratégie
management

La réussite de nos clients est le moteur de notre développement. Nous les conseillons sur l'ensemble de leur management : stratégies, systèmes de gestion, hommes et structures. Nous travaillons au coude à coude avec eux depuis la conception jusqu'à la réalisation des projets qu'ils nous confient. Nous cherchons un

CONSULTANT EN MANAGEMENT COMPETENT EN SCIENCES HUMAINES

Au sein d'une équipe pluridisciplinaire, votre activité s'exerce dans le domaine des STRUCTURES HUMAINES, du PROJET D'ENTREPRISE, du DIAGNOSTIC DES COMPETENCES et de l'ORGANISATION DU TRAVAIL, en étroite liaison avec la stratégie du Chef d'Entreprise. Vous êtes pleinement responsable des projets dont vous avez la charge.

Nous attendons de vous :

- la rigueur d'une formation supérieure de très haut niveau (Grande Ecole) associée à une culture approfondie dans les domaines économiques et sociaux,
- cinq à sept ans d'expériences variées vous ayant fait comprendre les ressorts de la réussite de l'entreprise,
- le sens de l'engagement auprès des chefs d'entreprise et de vos collègues.

La croissance de la CEGOS, la diversité de ses hommes et la richesse de son milieu professionnel vous offrent d'exceptionnelles possibilités de développement personnel et de carrière.

Adressez votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) sous réf. 71 8/M à CEGOS DRH, Philippe DEUILLE, Tour Chenonceaux, 92516 BOULOGNE CEDEX.

BANQUE PARIS pour son Service Juridique

Rédacteur juridique confirmé

Le poste :

- analyse juridique des dossiers (crédits aux promoteurs immobiliers, crédits acquéreurs), rédaction des actes, contrôle des garanties,
- relations avec les notaires et les promoteurs.

Le profil :

- licence de droit privé ou équivalent,
- connaissance du droit immobilier et expérience professionnelle (2 ans minimum) obligatoire, acquise dans une activité similaire ou chez un notaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo et prétentions) à

Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames 75009 Paris, sous réf. 15831

précisée sur l'enveloppe.

JEUNE CONSULTANT conseil en innovation

Créargie, société de conseil en innovation grâce à la qualité et la compétence de ses équipes tient une place prépondérante sur le marché français et européen.

De formation supérieure (grande école d'ingénieur ou de commerce...) vous avez 3 à 5 ans d'expérience dans le conseil ou dans un poste équivalent dans l'entreprise.

Au sein d'une équipe jeune et résolument tournée vers le futur, dans un univers innovant, vous conduirez des projets de recherches de nouveaux produits, de diversification...

Notre approche du conseil vous permettra de développer vos capacités d'animation, de vous former aux techniques de management participatif et d'acquies une expérience très valorisante.

Pour un premier contact merci d'adresser votre dossier sous référence 24 à Créargie 16, av. Hoche 75008 PARIS.

créargie

هنا في الجدل

Le Monde
CADRES

Adjoint du secrétaire général

Une société commerciale française (220 personnes, CA 4 milliards) rattachée à un grand groupe industriel, recherche l'Adjoint de son Secrétaire Général.

Il assumera des responsabilités polyvalentes dans le domaine du Personnel, du Juridique (Droit des Affaires, Droit des Sociétés), de l'Administration Générale (Gestion des Baux, Assurances, achats...).

Poste très motivant qui conviendrait à un jeune Juriste, ayant deux ou trois ans d'expérience professionnelle dans un service du personnel, désireux et capable d'élargir son domaine de responsabilités, témoignant de rigueur, d'esprit d'équipe et de réelles capacités de contacts.

Poste banlieue ouest Paris
Ecrire sous réf. 31A 737 - 7 M
Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



ALIMENTAIRE Grandes marques mondiales Chef de groupe marketing

La puissance d'un groupe de dimension internationale, une des plus importantes filiales dont les résultats sont performants, les produits diversifiés, la renommée mondiale, voilà l'environnement qui vous attend, pour gérer et développer une gamme de plusieurs marques de renommée internationale.

Cette opportunité particulièrement attractive s'exerce au sein d'une Direction Marketing prospective et innovatrice qui intensifie ses activités et offre un "challenge" motivant.

Sa mission :

- gérer des budgets publicitaires importants en liaison avec des agences renommées,
- élaborer la stratégie d'évolution, définir les axes de développement de nouveaux produits et en assurer le positionnement sur le terrain,
- animer deux Chefs de Produits.

La réussite à ce poste nécessite :

- une formation supérieure HEC, ESSEC, ESCP... + MBA appréciée,
- 4 à 5 ans d'expérience et des résultats particulièrement performants en marketing produits grands publics, ou sein d'un groupe important de préférence chez un des "grands" de l'alimentaire.

Réelles perspectives de développement de carrière dans le groupe pour candidat de large envergure alliant la rigueur à la créativité.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 31A 721 - 7 M - Discretion absolue

Rémunération : 320.000 F +

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



PERNOD

Opportunité de carrière ouverte et évolutive pour un Jeune cadre HEC, ESSEC, IEP ou équivalent

disposant d'un fort potentiel et d'une première expérience réussie de 2 ans acquise en entreprise.

Son parcours : Son premier poste se situera au sein du Secrétariat Général dont il secondera le Chef de Service. Il témoignera d'une grande ouverture d'esprit pour s'adapter à des activités polyvalentes concernant le droit des sociétés, mais aussi des domaines tels que le droit de la consommation et de la publicité, la fiscalité, l'immobilier, les assurances.

Il aura de nombreux contacts, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'entreprise et devra se faire admettre tant par la rigueur de ses études, le caractère concret de ses propositions que par ses qualités relationnelles.

Sa réussite lui offrira de réelles perspectives d'avenir tant au sein de la Société que du Groupe.

Lieu de travail : Créteil (94)

Ecrire sous réf. 31 B 579 - 7 M
Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



Chef du personnel

Une société chimique performante, rattachée à un grand groupe international, recherche un Chef du Personnel.

Cette société accordant un soin tout particulier à une gestion dynamique et efficace des ressources humaines, aura deux Chefs du Personnel sur le même site, rattachés au Directeur Administratif et gérant une partie de l'effectif.

L'effectif confié au candidat recherché sera de 190 personnes et concernera : l'ingénierie, la recherche, la logistique et les services achats, finances, informatique, commerciaux.

La mission implique :

- une participation à l'élaboration de la politique sociale de l'entreprise,
- la gestion et la mobilisation des ressources humaines (recrutement, formation, gestion des carrières, communication, expression des salariés...),
- l'application rigoureuse de la législation,
- la paie des cadres.

Ce poste conviendrait à un candidat DUT (gestion de personnel) ou licence en droit, ayant environ 5 ans d'expérience dans la fonction personnelle et connaissant si possible les industries chimiques.

Outre de solides compétences juridiques, il témoignera d'excellentes capacités de contact et de qualités d'animateur sur le terrain.

Connaissance de l'anglais nécessaire.

Poste dans l'Oise.

Ecrire sous réf. 31 C 589 - 7 M
Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



Valeo L'Equipement Automobile 27 500 personnes CA 12,1 milliards de francs dont 48 % réalisés à l'étranger recherche pour animer une politique moderne de

maîtrise de l'énergie - Jeune ingénieur -

diplômé grande école, capable de s'intégrer à une équipe légère, performante et dynamique.

Ces fonctions exigent :

- une solide connaissance technique afin d'initier et guider la recherche d'économie d'énergie dans les procédés de fabrication et la conception des produits, en étroite relation avec les services techniques concernés,
- le goût et le sens de la formation et de l'animation pour motiver les hommes,
- le sens de la négociation (contrats d'approvisionnement), le dynamisme commercial et le goût de la gestion.

Ce poste convient à un ingénieur ayant 2 ans environ d'expérience en ce domaine (éventuellement débutant si sa formation et ses stages l'y ont préparé).

Le candidat retenu disposera de réelles possibilités de progression de carrière. Anglais ou espagnol souhaité.

Poste à Paris, impliquant de nombreux déplacements de courte durée en France et en Europe.

Ecrire sous réf. 31 A 692 - 7 M
Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



Rendez-vous avec... les Dirigeants d'un Groupe performant...

Lorsque l'on est Ingénieur de formation, que l'on dirige depuis un certain temps un centre de profit au sein d'un grand groupe industriel ou à la tête d'une PME-PMI, l'on ne peut qu'être intéressé par la responsabilité de

Directeur général

de l'une de nos filiales (60 millions de francs, 150 personnes), située dans le Sud-Est. Sous-traitant de notre Groupe (important et connu), mais développant en parallèle une clientèle spécifique tant en France qu'à l'étranger, la qualité de nos produits et la précision qui sied à leur fabrication impliquent de votre part un goût prononcé pour le travail bien fait. Le faire-valoir, le faire savoir et le faire vendre vous appartiendront. Nous avons déjà investi pour vous faciliter la tâche. Alors, nous vous attendons, VOUS qui, en prise directe avec nos Dirigeants, préparerez dans de bonnes conditions votre avenir... CHEZ NOUS. A bientôt ! René DAGRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière sous la référence V/DG/LM.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

L'assurance des particuliers et des entreprises c'est notre métier. Notre force : un groupe à taille humaine recherchant la qualité totale de ses produits par le dialogue avec ses clients et ses partenaires.

Nous recherchons des :

Délégués généraux

- Responsable d'une zone, vous aurez pour principales missions : le recrutement et l'animation de nos Agents Généraux, le développement commercial.
- Nous vous demandons : une formation supérieure commerciale (type ESC), une mobilité totale, une première expérience réussie de la vente.

Une formation est assurée tant au siège que sur le terrain.

Merci d'envoyer CV, lettre manuscrite, photo et prétentions sous réf. DGM - Directeur des Relations Humaines, 62 rue de Richelieu, 75002 PARIS.



TOULOUSE

Jeune Cadre HF Finances Trésorerie

Faisant partie d'un grand groupe, leader sur son marché, notre société et ses 7 filiales emploient plus de 1000 personnes. Notre domaine est l'installation électrique industrialisée où nous intervenons sur de larges secteurs du territoire français.

Un poste de responsable financier se situe au sein de notre direction financière. Il aura pour tâche d'assurer la gestion de notre trésorerie et celle de nos filiales et sera en relation constante avec les banques et les organismes financiers pour mettre en place et assurer le suivi des engagements à moyen et long terme. Il collaborera également aux études de "R.O.I." et participera en liaison directe avec les services financiers du groupe, à l'élaboration de la politique financière de nos sociétés.

Ce poste situé à Toulouse peut ouvrir à un collaborateur performant des perspectives dans le groupe. Il conviendrait à un jeune diplômé d'études supérieures ayant une première expérience professionnelle en milieu bancaire ou financier d'entreprise.

Envoyez votre CV accompagné d'une lettre manuscrite, sous référence 3471 à Lévi Tourmay/Asscom - 31, Bd Bonne Nouvelle 75008 Paris Cedex 02 qui transmettra à notre conseil en recrutement. Discretion absolue assurée.

UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ PRIVÉE FRANÇAISE À MARCHÉS PRINCIPALEMENT INTERNATIONAUX RENFORCE LA FONCTION PERSONNEL D'UNE DE SES BRANCHES À VOCATION INDUSTRIELLE.

Cette entité forte d'environ 2000 personnes, avec un CA de près de 2 milliards, dont les domaines d'activité sont proches de l'AÉRONAUTIQUE et du TRANSPORT AÉRIEN touche essentiellement les métiers de la mécanique et de l'électronique à forte valeur ajoutée technique.

Responsable relations sociales

Directement rattaché au Responsable des Affaires Sociales de l'entité et en relation avec la Direction des Affaires Sociales de la société, il participe à l'élaboration et à la mise en place de la politique sociale sur le terrain.

Au plan collectif, il assure les relations avec les partenaires sociaux et pilote en direct des projets dont il a la charge : organisation du travail, qualification, communication...

Au plan individuel, il informe, conseille, assiste les opérationnels dans la gestion de leurs relations sociales.

Ce poste constitue une réelle opportunité pour un généraliste de la Fonction Personnel d'environ 35 ans de formation juriste ou psychologue ayant exercé impérativement au cours de sa carrière d'une dizaine d'années une position opérationnelle de Chef du Personnel en milieu industriel. Il lui permettra d'approfondir une dimension fondamentale de son métier pendant quelques années avant de pouvoir évoluer vers des responsabilités plus larges et plus générales au sein de la société.

Pour ce poste, et surtout pour l'évolution ultérieure, l'anglais est indispensable. Il est à pourvoir en banlieue Nord de Paris.

Merci d'adresser, sous réf. 54, lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, à notre conseil STANDARDATA, 128, boulevard Haussmann 75008 Paris.



Le Monde CADRES

Digital Equipment France, filiale du leader mondial de l'informatique de communication vous propose, dans son Centre de Systèmes Spéciaux à vocation européenne d'Annecy le poste de

Directeur de fabrication

Membre de l'équipe de direction, vous maîtriserez la décision en ce qui concerne la capacité de production, les coûts et la qualité, de façon à tenir les objectifs de profit et de croissance. Vous dirigerez un groupe dynamique de 40 ingénieurs et techniciens. Vous participerez à l'élaboration d'une politique de production et de personnel actualisée en permanence. De formation supérieure (école d'ingénieur), 10 ans environ d'expérience de la production dont plusieurs années de management vous ouvrent ce poste. Ecrivez sous référence MON 428 à Anne CHEVALLIER - DIGITAL EQUIPMENT FRANCE - BP 136 - 2, rue Gaston Crémieux - 91004 Evry Cedex.

Digital : un choix de société

digital

ARTHUR
ANDERSEN
& CIE

conseils en organisation

Afin de poursuivre notre croissance dans le SECTEUR FINANCIER (plus 45 % cette année), nous souhaitons renforcer notre équipe en y intégrant des collaborateurs disposant déjà d'une première expérience.

Vous êtes DIPLOMÉ (E) d'une :

GRANDE ECOLE DE GESTION
(HEC, ESSEC, SUP DE CO)
OU D'INGENIEURS
(X, ECP, ENST, ESE).

VOUS AVEZ ENTRE 2 ET 4 ANS D'EXPERIENCE en Organisation et/ou en Informatique pour avoir participé en tant qu'utilisateur, organisateur ou chef de projet à la conception et à la mise en place d'applications de traitement et de gestion dans le domaine financier (BANQUE, ASSURANCE, BOURSE, MARCHES DE CAPITALIS...).

Vous souhaitez donner une nouvelle dimension à votre carrière et élargir le champ de vos compétences dans des domaines tels que :

- le développement des nouveaux marchés et des nouveaux instruments financiers (Bourse, Marchés, options...);
- l'application de nouvelles technologies au domaine financier (Intelligence artificielle, systèmes experts, réseaux à valeur ajoutée...);
- le conseil stratégique et opérationnel (schéma directeur de l'organisation et de l'informatique, amélioration de la productivité administrative et commerciale, refonte de réseaux d'agence...);
- la conception et le développement de nouveaux systèmes de traitement et de gestion bancaires.

De plus, au-delà de la composante bancaire et technique de votre métier, vous souhaitez :

- développer des relations plus étroites avec les utilisateurs et la Direction en tant que conseil extérieur,
- animer et superviser une équipe de travail qui vous est directement rattachée.

Nous vous proposons :

- un métier qui offre la réflexion, la créativité, le contact avec le client et la familiarisation avec les techniques avancées,
- la possibilité d'exercer une large gamme d'activités de Conseil dans des domaines très variés,
- un plan de carrière très motivant qui peut vous mener au statut d'associé de notre Cabinet,
- une formation approfondie et permanente en France et à l'étranger sur les techniques d'organisation, de gestion et d'informatique appliquées au domaine financier.

Envoyez votre dossier de candidature à :
Paul BOURY, ARTHUR ANDERSEN & CIE
Tour Gan, Cedex 13, 92082 PARIS LA DEFENSE 2

ASSISTANTE DE RECHERCHE

Future responsable des activités de Recherche Directe de Cadres et Dirigeants

Solide Société de Conseil en Gestion et Développement des Ressources Humaines, filiale d'un des premiers Groupes français d'Ingénierie Informatique, nous avons développé un réel savoir-faire et des sérieuses références dans l'Approche Directe de Cadres et Dirigeants d'entreprises. Nous souhaitons confier à une jeune

DIPLOMÉE D'ÉTUDES SUPÉRIEURES
Sciences Po, Sciences Éco...

ayant acquis une première expérience de la fonction, la responsabilité de cette activité. Elle travaillera en relation directe avec l'équipe de Consultants. Attribuée par les secteurs de la haute technologie, organisée mais créative, elle prendra directement en charge les contacts téléphoniques, la mise en route des stratégies de recherche et le suivi des actions qu'elle aura lancées. Merci d'adresser lettre, C.V. et photo, sous référence 631, à

UNLOG

9, rue Alfred-de-Vigny
75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTHEC informatique

Une importante société d'ingénierie (650 personnes) exerçant son activité dans un milieu de haute technologie, crée un poste de

Juriste d'entreprise

pour faire face à ses nouvelles orientations.

Directement rattaché à la direction administrative, vous assisterez la société dans les différents domaines de vos compétences (contrats, licences, assurances, contentieux...)

Agé d'environ 35 ans, homme de contact et de dialogue, vous serez suffisamment pragmatique et rigoureux pour vous intégrer à une population d'ingénieurs.

Véritable partenaire, de niveau maîtrise de droit privé, vous bénéficierez d'une première expérience réussie du droit des affaires en entreprise ou en cabinet.

La connaissance des contrats à l'exportation et la maîtrise de l'anglais sont vivement souhaitées.

Ecrivez sous référence 3140 UM à Eliane ROLLAND, SIASS, Département Ressources Humaines, 50, Boulevard de Courcelles, 75017 PARIS

SIASS

MEMBRE DE SYNTHEC

Editions Gallimard

dans la perspective du départ du titulaire du poste recherche son

directeur du service fabrication

Rattaché à la Direction Générale, il aura la responsabilité d'animer l'équipe de fabricants (18 personnes) chargée de réaliser les ouvrages des différentes Collections et sera le garant de la qualité, du respect des délais et des coûts de fabrication. Il devra tout particulièrement assurer les négociations d'achat de papier et de sous-traitance (imprimeurs, brocheurs, relieurs...) et optimiser les rapports qualité-prix. Il participera activement à la définition et à la mise en œuvre d'une gestion informatisée : planning, devis, prix de revient, stocks. Il aura des relations constantes avec les autres Départements et en particulier avec les Services Littéraires et les Services Commerciaux.

Ce poste ne peut convenir qu'à un excellent spécialiste de la Fabrication du Livre ou des Métiers Graphiques, de formation technique supérieure, et possédant une expérience confirmée de la Direction d'un Service ou d'une équipe de Fabrication. Il exige de réelles qualités d'organisateur, de gestionnaire et un sens développé des relations humaines. ANGLAIS indispensable.

Les dossiers de candidature, sous réf. 3373 M - à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par :

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris

ARJOMARI

C.A. > 5 milliards de F - 5.000 personnes - 10 usines en France

* premier fabricant Français de papiers industriels

* premier exportateur Papeter Français

recherche pour l'une de ses usines située à 70 km de Paris un JEUNE

ingénieur production

L'usine (250 personnes) travaille à feu continu, fabrique des lignes de produits en développement (Arts Graphiques, Spéciaux, Produits Composites) de forte valeur ajoutée et bénéficie d'un budget d'investissement important. Rattaché à une équipe de Direction jeune et stimulante, le futur titulaire se verra confier après période de formation la RESPONSABILITÉ OPERATIONNELLE d'un atelier de fabrication.

Cette création de poste, impliquant beaucoup de curiosité technique, s'adresse à un JEUNE INGÉNIEUR type A & M ou équivalent, ayant pu tester - au travers de stages ou d'une première expérience - son goût pour la vie en usine, et désireux de développer son sens de l'initiative et de l'animation d'équipes. Le Groupe offre de réelles opportunités d'évolution. Logement de fonction assuré.

Les dossiers de candidature, sous réf. 3370 M - à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par :

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris

assistant à la direction du contrôle de gestion

Un GROUPE PERFORMANT spécialisé dans le COMMERCE INTERNATIONAL (C.A. : 1,7 Md - 20 filiales en Europe et Amérique du Nord) caractérisé par la souplesse de ses structures, une grande rapidité de réaction et une politique de croissance externe, crée un nouveau poste au sein de sa Société Holding.

Collaborateur direct du Directeur du Contrôle de Gestion, il se verra confier des missions d'une très grande polyvalence, procédera à des Etudes financières et juridiques concernant tant le Holding que les filiales françaises et étrangères. S'insérant dans une équipe jeune et stimulante, il participera de manière active à la vie globale de l'entreprise.

Ce poste basé à Paris - à vocation GENERALISTE - implique curiosité d'esprit, méthode et fiabilité. Il s'adresse à un JEUNE DIPLOMÉ type ESCs intéressé à la Micro-informatique, débutant ou ayant acquis une première expérience en Cabinet ou dans un Service Financier et Juridique d'entreprise. La vocation internationale du Groupe implique une excellente pratique de l'Anglais. Une bonne connaissance de l'Allemand serait un atout supplémentaire.

Les dossiers de candidature, sous réf. 3374 M - à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par :

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris

Important groupe
à dimension internationale
recherche

spécialisé dans la Grande Distribution

Il sera responsable des ventes diversifiées au sein de la Direction des Activités Commerciales. Ce poste s'adresse à un jeune diplômé d'une grande école de commerce. Première expérience indispensable dans la grande distribution. Une expérience de la vente dans les centres auto ou les magasins spécialisés pour l'automobile serait un plus.

Poste basé à Paris.

Les différents secteurs d'activité du groupe permettant de nombreuses possibilités d'évolution. Adresser lettre manuscrite + CV + photo s/réf. S 404 à Lévy-Tourmay/Sud-Est 104 rue Garibaldi 69006 Lyon.

JEUNES DIPLOMES COMMERCE - GESTION - SCIENTIFIQUE

Disposant d'une expérience de 18 mois de domicile à domicile nous permettons de desservir aujourd'hui 25.000 communes du territoire national en moins de 24 heures. Cette performance quotidienne exige une organisation rigoureuse et des moyens parfaitement adaptés. Dans le cadre de votre développement, nous recherchons de jeunes cadres qui, après une période de formation, se verront confier les responsabilités de :

CHEFS DE CENTRE - PROVINCE

Débutants ou première expérience. Les candidats seront chargés du suivi quotidien et de la bonne marche du centre de faits express ainsi que du développement commercial de leur région.

Ils assureront la direction du Centre d'Exploitation et devront pour cela animer une petite équipe.

Pour ces postes nous souhaitons recruter des hommes de terrain capables de s'imposer par leur autorité, leurs compétences et leur dynamisme.

Envoyez votre lettre manuscrite, photo et présentations sous réf. C.C.P. à
A.T.A.T. EXPRESSES Service du Personnel - B.P. 9237 - 37008 TOURS Cedex.

هنا من الأصل

Le Monde
CADRES

12000 banquiers veulent communiquer... avec vous.

Au CCF, 1^{re} banque mondiale à domicile avec vidéocompte, nous avons prouvé notre capacité à communiquer avec nos clients.

Aujourd'hui pour mieux réussir ensemble, nous pensons que l'avenir des 12.000 femmes et hommes du groupe passe par une communication interne active en Français comme en Anglais.

RESPONSABLE DES COMMUNICATIONS INTERNES

Vous apporterez à une équipe motivée votre compétence liée à une expérience confirmée dans le domaine des communications écrites et audiovisuelles. Responsable du journal interne vous serez également chargé(e) de poursuivre et développer une première expérience de magazine audiovisuel, de



mener à bien l'organisation de réunions internes, et vous interviendrez comme le conseil privilégié en terme de communication interne auprès de l'ensemble des responsables du groupe. Communiquez-nous votre dossier de candidature sous référence RCI au CCF, Direction des Relations Humaines, 103, Champs Elysées, 75008 Paris.

La Banque des résumés

Jeunes diplômés de l'enseignement supérieur
Prenez la route du succès

et venez rejoindre un établissement financier, filiale d'un très grand Groupe industriel français.

Leader dans notre secteur, nous avons accordé 17 milliards de nouveaux financements l'an passé, et dégagé un résultat net de plus de 350 millions de francs.

Notre développement nous conduit à recruter les hommes et les femmes qui seront à court terme les responsables de nos agences, sur tout le territoire français.

Diplômé(e) d'une Ecole de Commerce ou titulaire d'une Maîtrise de Gestion, vous bénéficierez d'une formation sur le terrain, auprès d'un responsable actuellement en poste, avant de prendre la tête d'une agence de 5 à 8 personnes, tournée soit vers le financement des Particuliers, soit vers le financement spécifique des Entreprises.

Doté d'un bon sens du contact pour développer votre fonds de commerce, et de qualités humaines pour conduire votre équipe, vous serez largement autonome, tout en bénéficiant de l'appui d'une Direction régionale et de la forte notoriété du Groupe.

En plus d'une rémunération incitative et d'une voiture de fonction, nous vous offrons la possibilité d'une évolution de carrière rapide au sein de notre établissement et de notre Groupe.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous la référence C/D/LM, à notre Conseil Denis SESBOÜE, qui vous garantit toute discrétion.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Responsable du Recrutement.
Et plus encore !

Vous aimez les responsabilités, l'autonomie, la communication, vous avez le sens du contact, un bon jugement et vous cherchez une activité riche et variée.

Nous sommes un groupe international, leader dans son secteur, largement décentralisé.

Nous vous proposons de prendre la responsabilité du recrutement des cadres et de vous associer à la communication interne comme externe.

Diplômé(e) d'une grande école de gestion ou d'ingénieur, vous avez déjà une première expérience d'environ deux ans dans le recrutement. Si vous cherchez à élargir votre horizon, rencontrons-nous.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et prétentions) sous réf.2530 M à



108 rue Saint-Honoré - 75001 Paris, qui transmettra confidentiellement.

BF La Banque de France

recrute

LE PERSONNEL D'ENCADREMENT

de ses comptoirs de la région parisienne et de province par la voie du

concours de rédacteur

ouvert aux titulaires d'un diplôme national sanctionnant un

1er cycle d'études supérieures

ou du diplôme d'une école de niveau au moins équivalent.

Date des épreuves écrites : Samedi 28 Novembre et Dimanche 29 Novembre 1987.

Inscriptions reçues du 7 Septembre au 7 Octobre 1987.

Aucun dossier ne sera adressé par voie postale après le 2 Octobre 1987.

Ce concours s'adresse aux candidats (femmes ou hommes libérés ou non des obligations militaires), de nationalité française, âgés de moins de 28 ans (sous réserve de prorogations prévues par les dispositions réglementaires) au 1er Janvier 1987.

Documentation et renseignements à la Banque de France - Direction Générale du Personnel - Service du Recrutement et des Concours - 39, rue Croix-des-Petits-Champs - 75049 PARIS CEDEX 01 Téléphone 42 82 40 17

Futur directeur export
300.000 F +

Une technicité "à la pointe", une réputation mondiale - Filiale d'un très grand groupe industriel, cette entreprise se situe au tout premier plan des constructeurs de composants électroniques destinés à la fabrication de produits grand public. Elle réalise un chiffre d'affaires de près de 3 milliards de francs et recherche dès aujourd'hui son futur directeur export. A titre de formation technique et commerciale, il lui sera confié, dans un premier temps, la responsabilité d'un secteur extra-européen (suivi et développement de la clientèle, élaboration des propositions, négociations avec les fabricants et les autorités locales...). Après réussite à ce poste, le titulaire participera au comité de direction et supervisera l'ensemble du service export. Sa mission consistera à définir et mettre en place les stratégies commerciales sur les marchés en développement et à coordonner les actions des responsables de zone. Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un candidat âgé d'au moins 30 ans, diplômé d'une école supérieure de commerce ou d'ingénieur et ayant une solide expérience de la vente de produits techniques (électroniques) acquise impérativement à l'export. La maîtrise de l'anglais est indispensable. La rémunération, fonction des compétences acquises, sera de l'ordre de 300.000 francs à l'entrée dans l'entreprise. Ecrire à Sylvie LOTS en précisant la référence A/D28804. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Als - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Jeune acheteur international

Notre entreprise, créée en 1976, s'est développée sur un concept de distribution totalement novateur et unique dans la profession de la bijouterie : les prix les plus compétitifs et la maîtrise de nos approvisionnements. Nous réalisons un chiffre d'affaires de 65 millions de francs à travers une chaîne nationale de magasins spécialisés. Notre développement s'intensifie, nous souhaitons recruter un acheteur international pour nos produits. Il consacrera la majeure partie de son temps à rechercher à travers le monde les meilleures sources d'approvisionnement, ce qui implique : prospection de nouveaux marchés, négociations avec les fournisseurs potentiels, participation à l'évolution des produits de nos catalogues, etc. Ce poste s'adresse à un candidat jeune, d'un bon niveau de formation générale, et possédant déjà une première expérience des achats sur le plan international, éventuellement en bijouterie, mais aussi dans un domaine analogue : textile, maroquinerie, parfums... Une bonne maîtrise de l'anglais ainsi qu'une grande disponibilité aux voyages sont indispensables. La rémunération, essentiellement fonction de l'expérience, saura intéresser un candidat de valeur. Ecrire à G. MASSON en précisant la référence S/82204. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Als - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Responsable de fabrication

La mécanique au service du nucléaire - Cette PMI, constructeur d'équipements spéciaux, travaille depuis plus de dix ans pour l'industrie nucléaire du réacteur. Implantée près du site de la Hague, elle s'est développée, notamment dans l'étude, la construction et le montage de produits et d'installations pour les laboratoires et les process. Elle recherche l'adjoint du responsable de l'établissement. A la tête d'une quarantaine de personnes, il assurera les fonctions de fabrication et montage, aura la responsabilité des travaux sur les installations du client et assurera le suivi des opérations de maintenance. Ce poste s'adresse à un mécanicien, ingénieur ou de niveau équivalent, disposant d'une expérience industrielle d'au moins cinq ans en fabrication, méthodes, montage ou maintenance. Bon animateur et homme de contact, il possèdera également de solides qualités d'organisateur. La rémunération essentiellement fonction de l'expérience du candidat sera de l'ordre de 220.000 francs par an. Pour un candidat ouvert et s'impliquant pleinement dans ses fonctions l'évolution de carrière accompagnera le développement de l'entreprise - résidence région Cherbourg. Ecrire à A. DAVID en précisant la référence A/D28124. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Als - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Jeune ESC entrepreneur

Région de Metz - La SOLOTRA fait partie d'un groupe puissant et a développé des activités fortement synergiques dans les prestations de service pour l'industrie (transport, affrètement, manutention, ...). L'extension de ses activités, en particulier en RFA, l'amène à rechercher un attaché de direction générale, qui sera chargé du développement commercial et du suivi des affaires. Il mettra à profit une période de formation initiale pour réviser les procédures administratives et de gestion de l'entreprise. Ce poste s'adresse à un diplômé d'une école supérieure de commerce (HEC, ESSEC, EDHEC, Sup de Co, ...), pouvant faire valoir une expérience professionnelle supérieure à 2 ans et recherchant des responsabilités opérationnelles et un challenge. Les contacts fréquents avec la RFA demandent de posséder une bonne maîtrise de la langue allemande. Le poste peut être élargi. Ecrire à G. LEHR en précisant les prétentions et la référence A/6473M. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, quai Kléber - 67025 STRASBOURG Cedex - Tél. 61.63.70.63
Als - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Gallimard
la dimension du poste recherche sur...

teur fabrication
responsabilité d'animer l'équipe de fabricants...

EMENT
Paris - 75002 Paris

JOMARI
10 personnes - 10 usines en France...

production
une technique des lignes de production...

EMENT
Paris - 75002 Paris

la direction le de gestion

la direction le de gestion

la direction le de gestion

la direction le de gestion

la direction le de gestion

la direction le de gestion

la direction le de gestion

la direction le de gestion

la direction le de gestion

la direction le de gestion

Le Monde CADRES

Enthusiastes, les hommes et les femmes qui participent au développement de Digital ont contribué à notre réussite exceptionnelle au cours de ces dix dernières années. Cela tient aux performances globales de la société et en particulier à l'importance accordée à la formation technique de notre personnel.

Spécialistes formation hardware

Vous avez plusieurs années d'expérience en maintenance de gros systèmes et/ou une spécialisation réseaux.

Aujourd'hui vous souhaitez exploiter vos qualités de communication. En rejoignant notre équipe de formateurs vous transmettez vos connaissances à nos techniciens de maintenance et participerez activement à nos programmes de formation. Une très bonne maîtrise de l'anglais est nécessaire.

Si ce projet vous tente, adressez votre candidature sous référence MON 426 à Jean-Luc PERROT - 2 rue Gaston-Crémieux - 91004 Evry Cedex.

Digital : un choix de société

digital

CRÉDIT BAIL ET LOCATION FINANCIÈRE



CONCORDE ÉQUIPEMENT

filiale française de Concord International
(groupe Hongkong Bank)

recherche pour son siège social à Paris

UNE SECRÉTAIRE COMMERCIALE

pour assurer le secrétariat commercial, comprenant :

- l'assistance permanente aux responsables commerciaux (rendez-vous, comptes rendus, fichiers, etc.) ;
- l'établissement des contrats de location et le suivi de leur signature, les relances ;
- l'établissement des états périodiques et la tenue des statistiques commerciales.

Ce poste nécessite :

- l'aptitude à travailler sur matériel WANG (traitement de texte) ;
- une formation et une expérience confirmées ;
- des qualités de méthode et d'organisation.

CADRES COMMERCIAUX (diplômés E.S.C. ou équivalent)

disposant d'une bonne compétence financière pour participer, sous l'autorité du Directeur commercial, au développement des activités du groupe en France.

Ces postes sont destinés à de jeunes cadres performants :

- ayant acquis leur expérience dans le département commercial d'une société de crédit-bail ou de location financière ;
- capables d'apprécier les qualités et la valeur des matériels loués ;
- aptes à négocier avec des responsables d'entreprises.

Envoyer C.V., photo et prétentions à M. Luc de la Housaye, CONCORDE ÉQUIPEMENT, 42, rue d'Anjou, 75008 Paris.

leasing marketing officer

LEADER EUROPEEN DU LEASING INFORMATIQUE

PARIS

Nous sommes une des toutes premières banques d'affaires américaines pour laquelle le développement commercial repose d'abord sur une saine analyse du risque. Dans le cadre du développement de notre département Leasing, nous recherchons un Marketing Officer.

Votre mission sera, avant tout, de développer le portefeuille existant dans le cadre d'une large délégation de responsabilité. Vous aurez par ailleurs, à négocier des accords avec les constructeurs, et à mener des négociations au niveau européen.

Réussissez votre mission et vous bénéficierez d'une évolution rapide.

Diplômé HEC, ESSEC, Sciences Po, ou équivalent, vous êtes titulaire d'une expérience récente de quelques années en matière de montage d'opérations financières.

Rigoureux, méthodique, vous aimez communiquer et travailler en équipe.

La connaissance de la langue anglaise serait appréciée.

Votre rémunération sera fonction de votre expérience et de vos résultats.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions sous référence ML 08 à notre Conseil qui traitera les candidatures confidentiellement.

COCEPLAN

2, rue Louis David - 75016 PARIS
11, rue Victor Hugo - 69002 LYON

PROMOUVOIR LA FORMATION SOCIO-ECONOMIQUE DE NOS CADRES.

... Définir et préciser les besoins en liaison avec les Directions et les Etablissements de notre important groupe industriel (CA : 14 Milliards de Frs).

... Concevoir, animer et évaluer des actions de formation pour sensibiliser nos cadres aux techniques de management, à la gestion et à la communication.

... Participer avec les autres formateurs - une équipe de 7 personnes basée à LYON - au développement de l'innovation pédagogique dans l'entreprise.

Cette mission s'adresse à un jeune cadre (HF) d'une trentaine d'années, d'un excellent niveau culturel et très ouvert d'esprit.

De formation supérieure, type Sup. de Co + Cesma, Celsa, IAE... vous avez une première expérience en entreprise, soit en qualité de formateur-animateur de groupes de travail soit dans une fonction de gestion avec encadrement d'une équipe. Vous y avez développé vos qualités relationnelles et pédagogiques. Vous désirez intégrer notre groupe pour concourir à la réussite de notre politique ambitieuse de formation.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV et prétentions) sous référence 3972 à RSCG CARRIERES - 48, rue Saint Ferdinand - 75017 PARIS qui transmettra.

La faculté de droit et des sciences économiques et sociales de l'Université de Fribourg (Suisse), à la suite de la prise de la retraite par le titulaire, met au concours une chaire de

PROFESSEUR ORDINAIRE D'ECONOMIE POLITIQUE

en langue française.

Le domaine de ce poste comprend :

- L'histoire des faits économiques,
- L'histoire de la pensée économique,
- L'économie du développement.

Les qualifications suivantes

- Habilitation en économie politique ou titre équivalent ;
- Spécialisation dans deux au moins des trois branches requises ;
- Expérience de l'enseignement universitaire.

Entrée en fonction : 1^{er} octobre 1988.

Les candidatures, avec les annexes et documents usuels, sont à déposer avant le 15 novembre 1987, auprès du

Professeur Heiner Kleinewefers,
président de la section
des sciences économiques et sociales,
Université, Mülbacherstrasse,
CH-1700 Fribourg (Suisse).

Recherche débutants délibérément

1. Vous venez d'achever vos études d'ingénieur, vous êtes diplômé d'une grande école de commerce, ou universitaire 3^e Cycle.

Trouver un emploi n'est pas pour vous, un problème. Mais le plus souvent vous vous heurtez à l'exigence première d'une expérience.

SEMA-METRA n'a pas peur des débutants car nous sommes passés maîtres dans l'art de vous former et de vous intégrer. C'est-à-dire adapter vos connaissances et vos aspirations aux métiers de l'informatique.

2. Nous avons un plan pour vous. D'abord un stage de formation. Puis une intégration dans des groupes d'informaticiens ou d'ingénieurs commerciaux travaillant notamment sur :

- les systèmes d'information pour la gestion,
- les systèmes d'informaticiens,
- la télématique et les télécommunications.

3. Ensuite ? Toute l'opportunité de carrière que peut offrir un des premiers groupes européens de conseil et d'ingénierie informatique, que travaillant avec tous les secteurs de l'économie.

Envoyer C.V. à Agnès Chauvin, Direction de la Gestion Opérationnelle des Ingénieurs, sous référence LM/031 - 16-18, rue Barbès - 92126 Montrouge cedex.

SEMA • METRA

Jeunes diplômés
GRANDES ECOLES DE COMMERCE

Valorisez vos connaissances

au sein d'un important groupe pétrolier de dimension internationale
FUTURS RESPONSABLES COMMERCIAUX
en région

Une formation de 6 mois à 1 an à des postes opérationnels de terrain vous permettra d'accéder rapidement à des responsabilités d'animation et d'encadrement d'équipes de vente, ces postes à pourvoir sur toute la France pouvant être confiés à des débutants.

Nombreuses possibilités d'évolution dans les différents secteurs d'activité du Groupe.
Adresser lettre, CV et photo sous réf. 5.405 à Lévy-Tournay/Sud-Est - 104 rue Garibaldi 69006 Lyon.

Compagnie Européenne d'Accumulateurs

Nos objectifs de vente à l'exportation sont ambitieux, nous renforçons notre équipe commerciale en recrutant un :

CHEF DE ZONE AFRIQUE FRANCOPHONE ET ANGLOPHONE



CIGIE

Veillez écrire, sous référence M/CDZ, en précisant votre salaire actuel, à Colombe THIELIN - Responsable Recrutement Cadres - C.E.A.C. 18, quai de Clichy - 92111 Clichy. Réponses et discrétion assurées.

BATTERIES AUTOMOBILES FULMEN

1^{er} fabricant français d'accumulateurs au plomb - 2 400 personnes - CA 1,2 milliard - Poste basé en proche banlieue Parisienne - Clichy-Font d'Asnières.

AGE DE 27 ANS MINIMUM, DE FORMATION SUPERIEURE, VOUS AVEZ UNE PREMIERE EXPERIENCE DE L'EXPORTATION VERS L'AFRIQUE. UNE BONNE CONNAISSANCE DE L'ANGLAIS EST NECESSAIRE.

Après formation aux produits et aux méthodes, nous vous proposons la RESPONSABILITE COMPLETE du développement de notre chiffre d'affaires sur l'Afrique et les DOM-TOM :

- vous participerez à la définition de la politique export ;
- vous établirez les prévisions d'activité de votre zone ;
- vous mettrez en œuvre les moyens nécessaires pour développer le réseau d'agents existant ;
- vous assurerez la réalisation des objectifs sur votre zone ;
- vous étudierez les possibilités de fabrications sur place par licences d'exploitation.

Vous aurez à effectuer de fréquents déplacements d'une durée maximum de 2 semaines.



Etablissement financier régional des Calvados d'Epargne, nous avons pour mission de faciliter le développement des Calvados de Poitou-Charentes. Pour développer notre marketing, nous recherchons un CREATIF

Responsable marché particuliers

POITIERS En relation avec le Directeur du Développement, vous serez chargé d'adapter le gamme de produits, les méthodes de vente et l'organisation commerciale des Calvados d'Epargne à leurs marchés et à leur environnement concurrentiel. Vous aurez à intervenir dans la création de nouveaux produits et circuits dans l'étude de leur rentabilité.

Vous devrez proposer auprès des Calvados d'Epargne un programme précis des actions à prévoir pour permettre la réalisation des objectifs. A la demande du réseau, vous interviendrez pour des missions de conseil en organisation commerciale et distribution.

De formation supérieure, ESSEC, SUP. DE CO ou équivalent, vous avez acquis une expérience de plusieurs années en marketing financier ou bancaire. Vous souhaitez acquérir davantage de responsabilités au sein d'une équipe pluridisciplinaire. Rigueur et créativité ainsi que des qualités de communication et d'animation à tous niveaux seront les atouts indispensables de votre réussite.

Un coup de fil vaut mieux qu'un long C.V. !
Contactez - les - collaborateurs - d'ALLO-CARRIERES au (1) 45.02.15.74. Elles vous informèrent et vous conseilleront rapidement et en toute discrétion (du lundi au vendredi, de 9 h à 17 h - Précisez la réf. 508).

Si vous ne pouvez pas téléphoner, adressez votre dossier de candidature, sous la réf. 508ALM, à ALLO-CARRIERES - 71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

(1)45.02.15.74

سكس في الاول

Le Monde CADRES

DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, filiale du leader mondial de l'informatique de communication : avec une croissance moyenne de 45% l'an, nous consacrons 11% de notre CA mondial à la Recherche et au Développement. Cela ne nous suffit pas. Pour proposer à nos clients des services plus étendus, des solutions encore plus personnalisées, nous ouvrons 3 Centres de Compétence Logiciel de haute Technologie en région parisienne. Vous êtes :

**Consultants
ou
Ingénieurs**

**Réseaux
Technologie industrielle
Systèmes d'informations et bureautique
Sécurité informatique**

Vous trouverez là ce que vous cherchez : le sens du futur, le droit de chercher, de trouver, d'innover.

Un environnement créatif. Des groupes de travail pluridisciplinaires.

Une formation d'ingénieur, 5 à 10 ans d'expérience dans l'un ou plusieurs des domaines cités, la connaissance de l'anglais vous permettent d'envisager sérieusement de nous rejoindre.

Adressez votre candidature sous réf. MON 429 à Anne CHEVALLIER - DIGITAL EQUIPMENT FRANCE - BP 136 - 2, rue Gaston Crémieux - 91004 Evry Cedex.

Digital : un choix de société

digital



Fasson

**Ingénieur Grande Ecole
Process, Génie Industriel, Management**

FASSON est la filiale française - et l'une des plus performantes - du leader mondial des complexes auto-adhésifs : AVERY. Elle est installée près de Grenoble, emploie 190 personnes et réalise 400 MF de CA dont 70 % à l'export. Industrie très innovatrice, elle fait appel aux technologies de pointe et investit. Il y a deux ans, FASSON a reçu le prix « Industrie et Qualité ».

Aujourd'hui son projet est de préparer une organisation et une structure adaptées aux défis de demain : développement et qualité globale.

Dans cette perspective, votre mission s'inscrit en trois temps :

- d'abord étudier et définir le processus de l'atelier de finition, déterminer le flux de matières optimum, traquer la productivité. C'est le temps de la confrontation immédiate de votre compétence avec la réalité.
- puis élargir cette démarche à l'ensemble de l'entreprise en portant un regard neuf - et pragmatique - sur tous les aspects d'une approche pluridisciplinaire : techniques, économiques, ergonomiques, humains. Vous organisez, vous simplifiez, vous optimisez. Vous êtes en rapport avec tous, ingénieurs et techniciens, sur le site, avec les autres unités du groupe et avec l'extérieur. Vous avez à convaincre et à motiver l'ensemble des acteurs. C'est le temps du conseil, du « génie industriel ».
- enfin, mission accomplie, vous serez préparé mieux que quiconque, à prendre des responsabilités opérationnelles. Ce sera le temps de l'animation, du management et du développement.

Pour l'heure, à la trentaine (un peu plus, un peu moins), Ingénieur Grande Ecole, vous avez complété votre formation de généraliste par un cycle de gestion, vous venez de l'entreprise ou du C.A.D., vous avez une pratique très professionnelle des techniques modernes d'organisation du travail en atelier intégrant l'approche de la qualité totale. Vous maîtrisez bien l'anglais.

Votre ambition peut-elle rejoindre la nôtre ? Parlez-en donc avec notre Conseil SF/POP, nous vous retransmettrons ensuite vos lettres chez nous. Merci d'adresser votre dossier sous référence FA 929 M.

SEFOP

11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTHEC



SOREFI
Poitou-Charentes

Etablissement financier régional des CAISSES D'ÉPARGNE, nous avons pour mission de faciliter le développement des Caisse de Poitou-Charentes. Dans le cadre d'une politique de développement du marché entreprises, nous recherchons :

RESPONSABLE MARCHÉ ENTREPRISES

POITIERS En relation directe avec le Directeur du Développement, vous serez chargé de proposer de nouveaux axes, développer le marché, créer et mettre au point les nouveaux produits. Vous conseillerez les Caisse de Poitou-Charentes et donneriez votre avis sur les dossiers d'engagement ; vous formerez et assisterez leur personnel, lancerez les nouveaux produits ainsi que toute campagne visant à améliorer leur position. Dans son ensemble, votre mission consistera à créer, développer et animer l'activité crédit aux entreprises, dans le cadre d'une politique régionale.

A 30 ans environ et de formation supérieure ou professionnelle (ITB, CESS...), vous avez acquis une expérience bancaire de plus de 5 ans en qualité de Responsable clientèle PME. Votre connaissance des circuits et financements internationaux sera appréciée.

Un coup de fil vaut mieux qu'un long C.V. ! Contactez les collaboratrices d'ALLO-CARRIÈRES au (1) 45.02.15.74. Elles vous informeront et vous conseilleront rapidement et en toute discrétion (du lundi au vendredi, de 9 h à 17 h - Précisez la réf. 597).

Si vous ne pouvez pas téléphoner, adressez votre dossier de candidature, s/réf. 597/LM, à ALLO-CARRIÈRES - 71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

1145.02.15.74

Nous sommes spécialisés dans le traitement de l'information financière et souhaitons renforcer notre potentiel en recrutant un(e)

CHARGÉ D'ÉTUDES FINANCIÈRES

de formation supérieure, actuaire diplômé de préférence (IAF, ISFA, ISUP...).

Débutant ou ayant quelques années d'expérience professionnelle, vous souhaitez participer activement au développement des marchés financiers.

Votre mission consistera, en liaison étroite avec les intervenants sur le marché, à étudier, définir et mettre en place les nouveaux outils d'analyse et de modélisation qu'attendent nos clients : banques, compagnies d'assurances, agents de change.

Vous en assurerez le suivi technique : fiabilité des traitements et des données.

Ce poste très formateur représente, pour un esprit créatif, rigoureux et pragmatique, une excellente opportunité de début de carrière.

Merci d'adresser lettre manuscrite, c.v., photo et présentations à :
DAFSA, réf. M O 2,
125, rue Montmartre, 75002 PARIS.

DSM France

**Matières Plastiques Techniques
INGENIEUR DEVELOPPEMENT
Nouvelles Applications**

Faible française de l'un des premiers groupes européens de l'industrie automobile, DSM commercialise et distribue en France de nombreux produits et un portefeuille des matières plastiques destinées aux industries de technologie avancée.

Rattaché au Responsable Produit "plastiques techniques" et en liaison avec les services recherche marketing et développement (basés en Hollande), le titulaire du poste a pour mission de développer des contacts et d'élaborer des projets avec les services clients (développement de produits et de services) des industries des plastiques de l'automobile de l'aéronautique qui utilisent ou qui sont susceptibles d'utiliser des matières plastiques dans la conception de leurs produits.

Nous recherchons, comme responsable à un ingénieur (25 ans minimum) possédant par formation et ou par expérience une bonne connaissance des techniques liées à l'utilisation des matières plastiques.

Cette expérience a pu être acquise soit au sein des services études méthodes, achats, des industries concernées soit chez un fournisseur spécialisé dans ces secteurs.

Le poste est basé à Paris, mais implique des contacts et des voyages fréquents avec la Hollande (interfacing technique) et l'ensemble du territoire français.

La maîtrise de la langue anglaise est bien évidemment indispensable.

Les conditions offertes ainsi que les perspectives de développement du poste sont satisfaisantes d'intéresser un professionnel de valeur.

CV complet, rémunération annuelle 55 000 F (M 142 K 3).

EGOR S.A.
8, rue de Berni - 75008 PARIS

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GREAT BRITAIN ITALIE PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

**Parfums
YVES SAINT LAURENT**

créent le poste de

RESPONSABLE

ANALYSE DES VENTES MF

Diplômé d'études supérieures orientées marketing (type école supérieure de commerce) vous avez acquis une première expérience de 2 ans environ dans un service marketing ou commercial (éventuellement sur le terrain).

Vous maîtrisez bien l'anglais et la micro-informatique. Vous souhaitez élargir votre expérience professionnelle.

Repondant au directeur études et analyses internationales, vous encadrerez deux personnes.

Nous vous confierons la coordination, le développement, la mise en place et le suivi d'études concernant nos ventes sur nos différents marchés et canaux de distribution.

Ce poste vous mettra en relation avec nos filiales, nos agents et l'ensemble de nos services marketing.

Votre sens des contacts sera un des atouts de votre réussite. Il doit être abou une grande rigueur, un esprit ouvert, prospectif, synthétique.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 48-1351 C a :

EGOR PROMOTION
63, rue de Pontneu - 75008 PARIS

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GREAT BRITAIN ITALIE PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

**Une importante Société
d'ASSURANCES IARD
recherche pour son Siège parisien, un
REDACTEUR SINISTRES
CONTENTIEUX CORPOREL**

H / F

motivé par son métier

Il conseillera, guidera les délégations régionales dans la gestion et le règlement amiable ou judiciaire des sinistres. En liaison avec ces délégations régionales, il gèrera des sinistres corporels importants.

Ce poste convient à un candidat à potentiel, de formation juridique supérieure, ayant une expérience d'au moins 2 ans dans la fonction. Il alliera la rigueur du juriste à la qualité relationnelle, la capacité d'analyse à la synthèse, la réflexion à un esprit décisionnel.

Si cette proposition vous intéresse, adressez lettre manuscrite de motivation, CV, photo et présentations sous réf. SIM.1 à

OBIWAN

10, rue de la Victoire
75009 PARIS

**Cabinet Juridique et Fiscal
en forte expansion**

recherche pour son bureau de Lyon un

**Juriste
expérimenté**

Votre formation, de type S.C.P. ou équivalent, est complétée par une expérience d'au moins deux années de juriste en Cabinet dans les domaines du droit des sociétés et du droit des affaires.

Nous vous proposons de rejoindre un cabinet de renommée internationale, au sein duquel vous intervenerez pour le compte d'une clientèle variée, composée de grandes entreprises régionales et de nombreuses PME/PMI.

Le développement rapide de notre département juridique confère à ce poste un caractère très intéressant. Votre mission, vos qualités humaines et votre sens du travail seront vos atouts essentiels.

L'anglais sera un atout supplémentaire.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV et présentations) sous réf. CCEB, à DESSEIN, 15 rue du Louvre 75001 PARIS, qui transmettra.

Société d'Organisation et de Conseil de Haut Niveau en pleine expansion recherche

UN INGENIEUR CONSEIL CONFIRME

De formation grande école, vous justifiez d'une expérience de 5 à 10 ans dans le domaine informatique en tant que

Conseil et Organisateur.

Plus particulièrement tourné vers les utilisateurs, notamment du secteur bancaire, vos atouts sont :

- choix stratégique informatique
- système d'information
- schéma directeur
- choix d'architecture et de logiciel
- études préables, cahier des charges

La nature même de ce poste exige de réelles aptitudes en matière d'organisation, des qualités relationnelles évidentes, un esprit ouvert et beaucoup d'autonomie dans le cadre de missions.

EVEN

CONSEIL EN INFORMATIQUE, BUREAUTIQUE, ORGANISATION

Merci de nous adresser lettre manuscrite et CV à

EVEN INFORMATIQUE

190, rue des Pyrénées - 75020 PARIS

**SOCIÉTÉ
DES CIMENTS
FRANÇAIS**

Le Groupe des Ciments Français - CA de 5,4 milliards de F - Effectif 6400 personnes - 11 cimenteries, recherche

**2 JEUNES INGENIEURS CHIMISTES
"Chimie Minérale" MF**

pour prendre une part active

à la réalisation de la politique "Qualité" de la Société.

Ils auront une double mission : - Participer au niveau du laboratoire central à la définition des méthodes et consignes à utiliser, à l'introduction de nouvelles méthodes et à leur automatisation - Assumer la responsabilité de la fonction "Contrôle Qualité" dans l'une des usines du groupe. Ces postes conviennent à des ingénieurs débutants ayant une bonne connaissance des méthodes physiques et chimiques d'analyse - Connaissances complémentaires en science des matériaux appréciées - Anglais indispensable, allemand souhaité - Formation complémentaire assurée si nécessaire - Lieu de travail habituel en France au centre industriel et technique de Guerville (Yvelines proche Mantes la Jolie) ou en usine où le logement est assuré - Déplacements à prévoir.

**séle
CEGOS**

Veuillez adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photo, rémunération souhaitée) sous la référence 73882/M à M. CLERE, Séle-CEGOS, Tour Chenonceaux - 92515 BOULOGNE CEDEX.

MEMBRE DE SYNTHEC

سید علی حسینی

France 10
Techniques
DEVELOPPEMENT
Applications
EGOR S.A.
10 rue de la République - 75001 PARIS

Parfums SAINT LAURENT
RESPONSABLE
ANALYSE DES VENTES
EGOR S.A.
10 rue de la République - 75001 PARIS

Importante Société ASSURANCES IARD
Directeur SINISTRES
TENTIEUX CORPOREL
H / F
motivé par son métier
OSIWAN
10, rue de la Victoire
75009 PARIS

Le Groupe des Chimistes
1000 personnes
recherche
INGENIEURS CHIMISTES
Chimie Minérale
pour prendre une part active
dans la politique "Qualité" de la Société

Cette société, filiale d'une société américaine, commercialise 2000 produits et accessoires péri-informatiques. Dans le cadre de sa remarquable expansion, elle crée le poste de :

Directeur du Développement des Ventes

Rapportant au PDG, en liaison avec les Directeurs d'Agences et le Marketing, il aura pour mission : de développer une organisation performante des ventes «Grands Comptes» et des téléventes, de proposer et mettre en œuvre une stratégie de vente innovatrice permettant d'atteindre des objectifs ambitieux.
Son profil : âgé de 35/40 ans environ, il doit avoir une expérience commerciale réussie, acquise auprès de grands comptes, de préférence dans le milieu de la péri-informatique ou des consommables, une expérience d'encadrement d'équipe de vente, une formation commerciale supérieure, d'excellentes qualités de communication et de négociation, la maîtrise de l'anglais.
Le poste est basé à Roissy Villepinte.
La rémunération saura tenir compte de la valeur des candidats rencontrés.
La structure de cette société et le créneau très porteur sur lequel elle évolue permettront au candidat recruté d'envisager une évolution de carrière à la hauteur de ses aspirations.
Pour de plus amples informations, adressez votre CV + photo sous référence MD à notre Conseil : Mina UGUEN, YELLOW'S, 70 rue de Pontlieu, 75008 PARIS.

ellow's

Division de CLM Partners

Cette société, filiale française d'une société américaine, commercialise par téléphone et à l'aide d'un catalogue toute une gamme d'accessoires et de consommables pour l'informatique. Dans le cadre de sa remarquable expansion, elle crée, au sein de sa Direction du Marketing, le poste de :

List Development Manager

En collaboration étroite avec le Directeur du Marketing direct, le titulaire du poste aura pour mission d'enrichir les fichiers clients et prospects.
Il doit :
• savoir utiliser toutes les techniques permettant de générer, de manière interne comme externe, de nouveaux clients et prospects, • en évaluer quantitativement et qualitativement le rendement, • veiller à la qualité du traitement de ces informations, • procéder à des tests.
Il doit être en fait un excellent spécialiste du marketing direct, ayant idéalement 5 ans d'expérience.
Il travaille donc aujourd'hui chez un spécialiste de la V.P.C. (livres, disques, consommables, cartes de crédit...) ; c'est un créatif ou sans peur, ayant le sens des chiffres et le goût des résultats. Il maîtrise parfaitement l'anglais.
La rémunération tiendra compte de la valeur des candidats rencontrés.
Le poste est basé dans la 21 Paris Nord II (Roissy Villepinte).
Pour de plus amples informations, adressez votre CV + photo sous référence ML à notre Conseil : Mina UGUEN, YELLOW'S, 70 rue de Pontlieu, 75008 PARIS.

ellow's

Division de CLM Partners

Grande Série et Flexibilité des usines... Irréaliste ? Et les « Flux Tendus », le « Juste-à-Temps » ?..

En trois ans, notre équipe « Flux Tendus » au niveau du Groupe (+ de 10 Milliards de F. 25 000 p) en affirmant ces concepts, en les adaptant à notre contexte européen (25 sites) et en convaincant nos Directions de Branches et nos Patrons de Production, (entre autres), nous a permis d'obtenir des résultats déterminants quant au service à notre clientèle et d'abaisser nos stocks de façon significative. Autant vous dire que nos méthodes sont maintenant largement diffusées !... Aussi attendons-nous de notre nouveau :

Ingénieur en chef

appelé à remplacer celui qui a lancé ces nouveaux concepts (et pour qui le Groupe entrevoit une « accélération certaine de carrière »), une grande contribution : dans le changement d'Assés de trois ingénieurs, il fixera les objectifs annuels de l'équipe et l'attachera sur des missions orientées vers l'analyse de Process, la réduction de temps de changement de série, la mise en place de nouvelles organisations (cf méthode KANBAN), et l'amélioration des flux d'approvisionnement.
CONSEILLER EXTERNE ou INTERNE en ORGANISATION de la PRODUCTION, votre formation d'INGENIEUR et vos qualités personnelles : rigueur, imagination, engagement, vous permettront d'entrer en contact avec nous. Alors, à bientôt... René DAGIRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière, sous la référence VICJLM.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS



Plan de carrière pour un futur directeur de délégation

CGI
NOUS : un établissement financier reconnu pour ses performances, avec 900 personnes et une centaine d'agences, nous sommes armés pour la conquête de nouveaux marchés. Un marketing de pointe fait notre force depuis de longues années. Afin de mieux répondre aux besoins de nos clients, nous créons un réseau d'agences spécifiques dans les grandes métropoles régionales.
VOUS : homme de communication qui sait pressentir les marchés, le développement commercial est pour vous une priorité. Vous avez un goût prononcé pour la formation, des capacités à encadrer et motiver une équipe. Agé de 25 à 30 ans, vous bénéficiez d'une expérience commerciale directe auprès des entreprises (de 2 à 3 ans), et d'une formation H.E.C., E.S.C., Maîtrise + DECS... Vous êtes soucieux d'évoluer dans vos responsabilités et d'assumer pleinement la direction d'un centre de profit.
NOUS VOUS OFFRONS UN PLAN DE CARRIERE POUR Y PARVENIR : au cours de votre programme d'intégration, vous vous familiariserez avec nos produits et nos services. Vous participerez à une réflexion au niveau du siège afin de concevoir et mettre en œuvre de nouveaux produits. Vous assurerez de multiples fonctions commerciales auprès des différentes délégations : formation et accompagnement des commerciaux sur le terrain, montage d'opérations de promotion... Les déplacements seront de l'ordre de 30 % du temps.
Carole CARONI traite confidentiellement votre candidature. Merci de lui écrire sous la référence 1923 LM.



DEPARTEMENT CONSEIL EN RECRUTEMENT
517, avenue de la République - BP 319 - 59701 MARCQ EN BAROEUL Cedex
Tél : 20.31.24.80
PARIS - LILLE - LYON - MONTREAL

CONSULTANT EN RECRUTEMENT, Rejoignez la D.R.H. d'un groupe important (7000 personnes).

La taille de nos entreprises, le fort développement de leurs activités et la performance qu'elles doivent sans cesse prouver vont de pair avec une gestion rigoureuse et évolutive de nos Ressources Humaines. Le recrutement représente une part importante du rôle de Conseil que nous exerçons auprès des différentes sociétés du Groupe, mais nous souhaitons aller plus loin dans nos interventions. Nous renforçons pour cela l'équipe des consultants en place en intégrant un jeune professionnel du recrutement. Il doit posséder une formation Ecole de Commerce (option personnel) ou Psycho + Economie ou Sciences Po ; il aura acquis une expérience d'au moins 2 ans en cabinet ou en entreprise. Nous lui confierons très vite la responsabilité de missions de recrutement sur des populations diversifiées : commerciaux, financiers, informaticiens... pour Paris et pour nos agences en Province. La mobilité interne est prioritaire chez nous et ne peut que favoriser les opportunités de carrière offertes à des personnalités dynamiques et compétentes. Si notre projet répond à votre attente, nous souhaiterions vous rencontrer.

Notre Conseil recevra votre candidature sous réf. 625/M et vous assure une totale discrétion.



JFD conseil 8 rue St Philippe du Roule - 75008 Paris

Assistant du directeur administratif et financier

Responsable de comptabilité générale - Cette société à vocation industrielle et commerciale fait partie d'un groupe international et son effectif en France dépasse les 1.000 personnes. Elle recherche un cadre comptable qui, en relation directe avec le directeur administratif et financier, aura la mission d'établir le bilan et les situations intermédiaires ainsi que de suivre les déclarations fiscales. Il sera également chargé de la trésorerie, de l'établissement, de la formalisation et de la surveillance des différentes procédures comptables, informatiques et de gestion générale. Il pourra utiliser un outil informatique performant. Ce poste exige une formation type ESC + DECS et la connaissance de la langue allemande. Le candidat retenu pourra valoriser une première expérience professionnelle réussie. Le poste est basé au Nord de Strasbourg. Ecrire à G. LEHR en précisant la référence A/6439M. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. 88.22.01.54
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

D.E.C.S.

Rhône-Alpes - Une entreprise industrielle performante employant 400 personnes et faisant plus de 200 millions de francs de chiffre d'affaires, crée un poste de responsable des comptabilités pour prendre en charge, avec un service de six personnes, la comptabilité générale et analytique, la paie et la trésorerie, ainsi que le suivi des budgets. Les moyens informatiques sont importants (gros système et micros). Nous recherchons un (ou une) jeune comptable de formation DECS ou MSTCF, ayant une première expérience n'excédant pas quatre ou cinq ans dans une entreprise industrielle ou en cabinet comptable, à un poste similaire, en prise avec l'informatique. La rémunération sera motivante. Ecrire à D. HATT en précisant la référence A/3015M. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

78, Bd de 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. 78.99.90.83
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Jeune cadre gestion du personnel

Lyon - Cette société, 900 personnes, recherche un jeune adjoint pour son directeur du personnel. Il l'assistera dans la majorité de ses fonctions : gestion administrative, relations avec les services internes, les organismes extérieurs concernés, recrutement, suivi qualitatif des effectifs, formation, études diverses... Ce poste évolutif s'adresse à un ou une jeune diplômé(e) de l'enseignement supérieur (E.S.C., maîtrise...) débutant ou possédant une première expérience de la fonction. La rémunération sera motivante un candidat de valeur. Ecrire à P. GYSELINCK en précisant la référence A/3019M. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

78, Bd de 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. 78.99.90.83
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Chargée de recherche

PA Conseil en Recrutement, filiale française du groupe PA (2.500 personnes dans le monde, 80 bureaux dans 23 pays), développe ses activités dans le domaine de l'approche directe de cadres et dirigeants, et souhaite intégrer une nouvelle "researcher" ou chargée de recherche. Travaillant en liaison permanente avec les consultants, elle participera aux différentes étapes de missions de recherche, depuis l'étude du poste à pourvoir jusqu'à l'identification des candidats potentiels correspondant au profil recherché. Ce poste de jeune cadre ne peut convenir qu'à une diplômée de l'enseignement supérieur, ayant déjà exercé des fonctions similaires ou dotée d'une expérience professionnelle lui ayant permis de développer des qualités de rigueur et de contact, notamment une grande aisance au téléphone, et motivée par un travail très autonome au sein d'une petite équipe. Ecrire en précisant la référence A/062GM. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Carrières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Le Monde CADRES

Digital Equipment France, filiale du leader mondial de l'informatique de communication crée dans son service juridique un poste de

Juriste confirmé(e)

Dans un environnement international, vous serez amené(e) à résoudre des problèmes juridiques de toute nature. Vous participerez notamment à l'élaboration, à la mise en vigueur de la politique contractuelle commerciale. Vous travaillerez en étroite collaboration avec les équipes de direction et de vente françaises et européennes. Vous traiterez avec des responsables de haut niveau de l'industrie, de l'Administration, des Universités...etc.

Titulaire d'un DES, vous êtes un(e) généraliste. Vous avez acquis une solide expérience de plusieurs années dans une entreprise ou un cabinet spécialisé dans le droit des affaires. Vous parlez couramment l'anglais.

Ecrivez sous référence MON 427 à Anne CHEVALLIER - DIGITAL EQUIPMENT FRANCE - BP 136 - 2, rue Gaston Crémieux - 91004 Evry Cedex.

Digital : un choix de société

digital

CENCEP



Les Caisses d'Épargne Ecureuil viennent d'adopter un projet de réseau qui fixe leurs orientations stratégiques à l'horizon 1992. Dans le cadre de sa nouvelle organisation, le CENCEP, Centre National des Caisses d'Épargne et de Prévoyance, chef du Réseau Ecureuil recherche pour le secteur Etudes Economiques, Prospectives et Communication de sa Direction Générale, deux responsables de service pour réaliser les études et recherches utiles à l'actualisation de la stratégie du réseau et à l'enrichissement de sa communication.

• PROSPECTIVE SOCIO-ECONOMIQUE DES COMPORTEMENTS

Vous serez chargé de mettre en œuvre et d'exploiter les études générales, qualitatives et quantitatives pour la France et pour l'Europe : • sur les comportements des agents économiques, • sur les marchés des produits et services financiers. De formation supérieure (BAC + 4 minimum), vous justifiez d'une expérience d'au moins 5 ans dans des fonctions similaires, avec une certaine connaissance en micro-informatique (PC). (Réf. PSE)

• CONJONCTURE ET PROSPECTIVE MACRO-ECONOMIQUE

Vous serez chargé d'assurer le suivi de la conjoncture économique et financière française et européenne, de mettre en œuvre les prévisions et simulations d'activités du réseau, et de conduire des recherches macro-économiques sur l'épargne et le patrimoine. De formation supérieure (BAC + 4 minimum), vous justifiez d'au moins 5 ans d'expérience dans une institution financière ou un institut de conjoncture. Vous aurez de préférence acquis une certaine connaissance en micro-informatique (PC). (Réf. CFM)

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, en précisant la référence choisie au CENCEP - 5, rue Masseran - 75007 PARIS

Ingénieur chimiste R et D chez



GERLAND Sols et revêtements

Nous sommes en France les premiers fabricants de revêtement de sol plastique et nos marques sont présentes sur tous les marchés du monde. Notre laboratoire de Recherche et Développement est situé dans notre usine, à St Paul Trois Châteaux, aux portes de la Provence.

Le poste que nous vous proposons présente pour un jeune ingénieur un double intérêt.

Dans l'immédiat, vous tiendrez des fonctions très techniques : il s'agit de concevoir et d'élaborer des nouveaux produits en tenant compte de l'évolution des matériaux et des technologies et en suivant les axes du marketing et de Recherche et Développement. Pour ce faire, il est nécessaire de suivre la documentation scientifique et technique et de développer les contacts scientifiques universitaires ou spécialisés. Vous aurez également à renforcer notre cellule d'analyse physico-chimique. Cette première mission est pour nous capitale, nous vous donnerons aides et moyens pour la réussir.

A terme, et selon vos goûts et vos performances, vous pourrez ensuite trouver dans notre Groupe (4500 personnes, 2,7 MMF de CA) une évolution de carrière vers d'autres responsabilités de commandement et de gestion. Vous connaîtrez bien les usines et les autres services, vous serez bien préparé à des tâches de Direction. C'est notre politique et notre souhait.

Vous êtes pour l'heure, Ingénieur Chimiste de très bon niveau, vous aimez créer et voir aboutir vos projets. Vous avez une première expérience du labo, peut-être même de la transformation des matières plastiques. Vous maîtrisez bien l'anglais. Vous vous intéressez aux autres, vous savez communiquer vos idées de façon claire et sympathique. Vous pouvez trouver chez nous un développement du carrière très complet.

SEFOP notre Conseil nous connaît bien. Il répondra à vos premières questions. Puis nous vous rencontrerons à St Paul. Déjà nous vous remercions de votre intérêt pour nous. Réf. IRD 923 M.

SEFOP

11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTec.

Au cœur de la Provence ville en pleine expansion recherche son

Secrétaire Général de Mairie

Professionnel de l'organisation, de la gestion et l'animation de personnel, vous avez le goût pour le management, le sens du contact et de la communication institutionnelle.

Actif, rigoureux, coordinateur, vous aimez la diversification des tâches et pouvez assurer le montage, la mise en place et le suivi des différents dossiers dont vous aurez la charge dans le cadre de cette fonction administrative. De formation supérieure juridique, complétée par une expérience de la gestion et de la finance, vous avez le dynamisme et l'ambition nécessaires pour promouvoir les activités d'une ville à caractère touristique et préparer son avenir. Expérience dans une fonction similaire souhaitée et/ou en entreprise appréciée. Poste à pourvoir au 1/12/1987.

Merci d'adresser dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + prétentions) sous référence 185/M à C.K. - 107, rue Lauriston - 75116 PARIS



Chantal Kenvyn

Important établissement bancaire "dans la région nord" appartenant à un groupe d'une grande notoriété sur le plan national et régional recherche son :

DIRECTEUR COMMERCIAL ET DU DEVELOPPEMENT

Rattaché à la Direction générale, le titulaire de ce poste a l'expérience de la commercialisation des produits et des services bancaires.

Attaché aux principes du marketing, il élabore chaque année avec son équipe un plan de développement qu'il propose à la direction générale. Il le met en œuvre au travers des agences. Dans ce cadre, il fixe les objectifs qualitatifs et quantitatifs, propose les budgets, articule les actions promotionnelles, publicitaires, etc.

C'est aussi un homme de vente, capable de diriger, d'animer et d'appuyer plus de 60 commerciaux sur le terrain.

Profil du poste :

- 35 - 40 ans,
- Formation économique et commerciale supérieure : HEC, Sciences Po, ESSEC, Sup de Co, ou niveau universitaire équivalent, étayée par une expérience commerciale bancaire,
- Homme de réflexion et d'action, il a réussi dans un poste équivalent,

- Une bonne maîtrise de la langue anglaise indispensable, de l'allemand appréciée,
- Des perspectives importantes requièrent pour ce cadre un ascendant naturel, une large ouverture d'esprit allée à la diplomatie des contacts.

Lieu de résidence : une ville importante du nord de la France.

Le niveau de rémunération correspond à un cadre pouvant être rapidement opérationnel tout en ayant une forte valeur potentielle.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, en indiquant salaire actuel et prétentions, sous référence 478, à :

PROMONOR
CONSEIL EN RECRUTEMENT

PROMONOR, 32, rue de Douai, 59000 LILLE, qui s'engage à répondre à toutes les demandes et à traiter chaque dossier avec la plus grande discrétion.

ORGANISME FINANCIER REGION FRANCHE COMTE recherche

RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION PUBLICITAIRE HF

Il participe à l'élaboration des plans marketing et à la définition des actions. Chargé de la mise en œuvre des actions publicitaires, promotionnelles et de communication externe, cet homme de terrain sera doublé d'un homme de conseil, de propositions et d'un gestionnaire de budget de 3,5 MF. Outre des aptitudes relationnelles et rédactionnelles ce poste nécessite une formation supérieure en communication - publicité et une première expérience professionnelle en entreprise, si possible de services, ou en agences. Adresser lettre manuscrite indiquant prétentions et C.V., sous réf. 716 M, à :

Corinne Van Loey 39, rue Amiral Mouchez - 75013 PARIS

FILIALE D'UN IMPORTANT ORGANISME FINANCIER recherche pour SON SIEGE A PARIS

ORGANISATEUR CONFIRME

De formation ingénieur ou équivalent, il a environ 5 ans d'expérience de conduite de projets en organisation dans un environnement informatique mini et micro.

Rattaché au POC, il définira et mettra en place des procédures adaptées à une informatique (siège et agences) qu'il doit optimiser et faire évoluer. Autonome, le candidat a le sens des solutions efficaces et d'excellentes qualités relationnelles. Il rencontrera de larges possibilités d'évolution au sein du groupe.

Merci d'adresser CV et prétentions sous réf. 887/M à notre Conseil.



YVES KERNEVEZ CONSULTANTS
6, avenue Franklin-Roosevelt - 75008 PARIS

NOMURA

Leader mondial de la profession boursière, animé d'une volonté d'expansion et de performance, recherche

SECURITIES DEALERS

JUNIOR TRADERS

Age : 28 ans environ, avec une première expérience du marché des valeurs mobilières.

- Aptitude à la négociation.
- Bonne formation économique.
- Formation complémentaire assurée.
- Anglaise indispensable.

Adresser c.v. manuscrit + photo et prétentions à Monsieur DUC, NOMURA, 19, rue de Ponthieu, 75008 PARIS.

EN UN des leaders du travail temporaire recherche pour son siège à Paris

UN/E RESPONSABLE du SERVICE COMPTABILITE/FISCALITE

(8 personnes) titulaire du DES, stagiaire en expertise, ayant 2-3 ans d'expérience dans un cabinet et qui souhaite évoluer pour :

- superviser la comptabilité de la société jusqu'au bilan,
- suivre, en permanence, l'ensemble des problèmes fiscaux.

Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., et photo) sous réf. 863 F à Chantal DHERBIER
PLEIN EMPLOI - 10, rue du Mail - 75002 PARIS.



plein emploi

Conseils en ressources humaines

Nous sommes Conseil en Recrutement spécialisé dans la recherche de Cadres Informaticiens (annonces et approche directe).

Pour renforcer notre équipe nous souhaitons intégrer un

CONSEIL EN RECRUTEMENT SENIOR H/F

Votre formation supérieure (Ecole de Commerce, Psycho, Economie...) et votre première expérience de 2 ans minimum dans le recrutement soit dans un cabinet, soit au sein d'une entreprise, nous intéressent.

Vous bénéficierez d'une large autonomie pour traiter vos missions et serez l'interlocuteur privilégié de vos clients. Votre goût d'entreprendre, votre dynamisme, votre rigueur ainsi que vos aptitudes à la négociation vous permettront de réussir dans ce poste et de vous intégrer à notre équipe.

Nous vous remercions d'écrire avec C.V., lettre manuscrite et photo sous référence 844 à :

J.F. ALLIX - HLA Conseil
16, r. de la Banque - 75002 PARIS

HLA

conseil

Filiale d'un important groupe français, notre société a pour vocation de fabriquer et commercialiser des biens d'équipement agro-industriels mettant en jeu de multiples techniques ; nous recherchons

Ingénieur d'affaires

• NORD

De l'analyse du besoin à l'installation du produit, vous négociez au plus haut niveau la réalisation d'équipements lourds dans le domaine agro-industriel. Ingénieur de formation, votre expérience d'au moins 5 ans a confirmé votre parfaite connaissance du tissu industriel du Nord.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous réf. FMO/272 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Financial Markets

Société internationale de prévisions et d'analyses financières, bien établie, en expansion sur l'Europe, recrute

JEUNES DIPLOMES BILINGUES ANGLAIS ECONOMISTES

Haut niveau théorique.

ANALYSTES TECHNIQUES

Etudes scientifiques.

Afin d'analyser les marchés financiers à partir de Paris. Diplômé(s) 2^e et 3^e cycle, intéressé(s) par la finance, doté(s) d'initiative.

Envoyer lettre et C.V. en anglais à :
MMS - 77, Champs-Élysées, 75008 PARIS.

هذا من الاول

Le Monde
CADRES



PREDICA, Compagnie d'ASSURANCE VIE du CRÉDIT AGRICOLE
en forte expansion renforce son département Organisation et Informatique.

chef de projet expérimenté

- INGÉNIEUR, MIAGE
- 5 à 10 ans d'expérience application de gestion environnement IBM (MVS/CICS)
- Un atout majeur : forte expérience de la conception d'applications en Assurance Vie, Capitalisation ou produits financiers.

Mission : assurer la responsabilité du développement de projets informatiques Assurance Vie dans les 4 centres de gestion du CRÉDIT AGRICOLE et au siège de PREDICA. Analyser les besoins des utilisateurs. Concevoir les applications et encadrer les équipes de réalisation et de maintenance.

La fonction est passionnante mais exigeante en implication et en disponibilité.

Porte basé à Paris Tour Maine Montparnasse. Déplacements en province.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo sous réf. M 53G
à notre Conseil : ARCO - Claude BERGES
26, rue Cambon - 75001 PARIS



Jeune responsable de personnel
CREER LA FONCTION DANS UN GRAND GROUPE

Nous sommes la filiale d'un des tout premiers Groupes Américains du secteur pharmaceutique, classé parmi les plus performants. Une Division de notre Groupe est devenue en quelques années la première mondiale. En France, cette Division connaît la plus forte croissance et cette expansion nous conduit à créer le poste de responsable de Personnel.

Ses responsabilités recouvrent l'ensemble des aspects de la fonction : recrutement, gestion prévisionnelle, politique des rémunérations, participation aux relations sociales, communication interne... Il assure également la coordination des travaux de l'équipe de Direction de la Division dont il est l'un des membres.

Dans une équipe composée de personnel ayant un niveau élevé de qualification et de motivation, c'est un homme d'action et d'initiative capable de s'adapter à une structure en croissance et donc apte à évoluer vers des responsabilités plus étendues. A 30 ans au moins, vous avez acquis une expérience de la fonction personnel dans une entreprise multinationale, ayant si possible une fonction marketing développée. Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (BAC + 4 minimum) et vous avez une parfaite maîtrise de la langue anglaise.

Merci d'adresser votre candidature, avec rémunération actuelle à notre Conseil Aline MAUGER, qui vous assure de sa totale discrétion. COFROR réf. 59834 Tour Fiat, boîte 15 - 92084 PARIS LA DEFENSE.



**CONSULTANTS
D'ENTREPRISES**

Votre expérience réussie en entreprises ou dans le domaine du Conseil vous permet de participer au développement de PMI, à la restructuration de secteurs industriels, et à la formation de Cadres au sein d'une équipe pluridisciplinaire. Notre organisme basé à Paris, assure l'ensemble de ces missions, tant en France qu'à l'étranger.

Vous avez une formation supérieure, vous souhaitez être un agent de dynamisme, ouvert aux technologies nouvelles, vous possédez d'excellentes capacités relationnelles et un bon esprit de synthèse.

Faites vous connaître en envoyant votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et rémunération actuelle) sous réf. 188 à C.K.
107, rue Lauriston 75116 Paris.



Chantal Kenvyn

**Juriste
contrats internationaux**

Après un DESS ou DEA droit des affaires ou droit du commerce international, vous avez fait vos premières armes : 3 à 5 ans en entreprise industrielle. Vous êtes prêt à aborder une mission spécialisée, au sein d'un groupe où votre motivation et votre rigueur intellectuelle vous ouvriront des opportunités.

Nous vous proposons de rejoindre notre Direction Juridique pour prendre en charge rapidement, entre autres activités, tous les aspects juridiques relatifs au suivi de contrats et dossiers contentieux.

Un anglais courant vous sera indispensable, ainsi qu'une bonne disponibilité pour des déplacements de courte durée en France et à l'étranger.

Merci d'adresser votre candidature à Paul THOMASSON - Direction des Ressources Humaines BOUYGUES OFFSHORE - 78884 - SAINT QUENTIN EN YVELINES CEDEX.



Organisme financier dans les Alpes,
nous proposons à un

animateur commercial

de prendre la responsabilité de notre développement commercial, du marketing aux actions sur le terrain en passant par le soutien et le contrôle de nos commerciaux.

Jeune "banquier" connaissant les services apportés aux entreprises, vous avez l'atout d'un manager, l'ouverture d'esprit d'un concepteur, de l'enthousiasme et de la patience et vous savez convaincre. Les difficultés vous motivent et vivre en montagne vous plaît.

Ecrivez à notre consultant D. MARTINON (réf. 3843 LM).



ALEXANDRE TIC SA
6, RUE BILLET 38000 GRENOBLE
PARIS - LYON - NANTES

MEMBRE DE SYNTec

ORGANISME PARA-PUBLIC
SECTEUR HORTICOLE
recherche pour l'Europe 84

**UN INGÉNIEUR
MARKETING
STATISTIQUE**

VOTRE PROFIL :
école supérieure de commerce
ou ingénieur horticole
(Versailles).

Agros, vous avez une sensibilité marketing. Vous êtes dynamique, innovateur (rice). Vous avez le sens de la rigueur (statistique). Vous savez rédiger et synthétiser. Déplacements à prévoir et véhicule nécessaire.

VOUS FONCTIONS :
Production de statistiques
gestion directe d'une
équipe statistique du
secteur avec pour objectif
de rendre ces références
directement utilisables
par les entreprises.

Auton marketing (à partir
de l'identification d'un
problème, mener des études
qui débouchent sur des
recommandations
pour les entreprises
et des actions concrètes).

BAL. MIN. : 9 800 F X 12.

ENVOYER LETTRE MANUSCRITE, CV, PHOTO AU :
M. PAILLET, SERVICE DES
RELATIONS HUMAINES, B.P. 309,
84152 RUNGIS CEDEX.

Laboratoire CNRS
région parisienne
embauche

INGÉNIEUR

(dipl. DPL ou équivalent) :
système (Microvax II, automati-
que programmable, scientifique,
responsabilité).
Exp. de 5 à 10 ans souhaitées.
Tél. : 80-18-01-15, p. 44.

Marque d'essai leader,
filiale d'un groupe de
1.000 personnes,
recherche son

**RESPONSABLE VENTE
INTERNATIONAL
GESTION**

Installé à Fort-de-France, il
dirige les réseaux de vente et
l'unité locale de production. Il
anime les réseaux de distribu-
tion Europe, USA, Japon,
représentant le réseau (sponso-
ring, relations publiques), pro-
pose des plans de développe-
ment et d'investissement. Opportunité exceptionnelle pour un jeune HEC, ESSEC ou équivalent de valeur.

Merci d'adresser votre candi-
dature (photo et prétentions in-
dissociables) s/réf. 44 B à :
LANCO SELECTION,
10, rue Raspail,
92370 BOIS-COLOMBES.
Confidentialité assurée.

Très importante entreprise
GÉNIE CLIMATIQUE
recherche en

DIRECTEUR TECHNIQUE

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE
35-40 ans.

Il sera chargé d'animer et de
contrôler les services techni-
ques et d'assurer la mission
de recherche et développe-
ment à l'échelle nationale. Les
manuscrits sous réf. 1944/S à
AMP, 40, rue Olivier-de-Serres,
PARIS-15^e, qui transmettra.

**Association
ÉCOUTE AMITIÉ**

ayant une activité d'écoute
téléphonique et d'accueil de
personnes âgées
RECHERCHE

un(e) ANIMATEUR(trice)

pour l'animation et le suivi
d'une équipe de bénévoles à
la mise en place d'une autre
équipe à LYON.

ON LUI DEMANDERA :
- Une formation et une ex-
périence professionnelle d'ani-
mation.

- Une possibilité de mobilité
entre LYON et AVIGNON.

- Une expérience du secteur
social et si possible de la vie
associative.

Il (elle) sera chargé(e) dans le
cadre d'une équipe jeune et
dynamique d'animer, de coor-
donner des groupes de béné-
voles en fonction d'un projet
défini, de les amener à une ré-
sultative autonome de fonction-
nement et de suivre la réalisation
du projet.

Adresser C.V., lettre manuscrite,
photo à OISE (jeun. 120),
28, av. Franklin-Roosevelt,
75008 PARIS, qui transmettra.
NE PAS TÉLÉPHONER.

AGENCE DE VOYAGES

Porte Champeret
RECHERCHE
COMPTABLE À TEMPS
PARTIEL

Libre immédiatement.
Horaires modulables, poste
évolutif. Env. C.V. et préten-
tions à : COATCOM, 4, rue de
Descombes, 75017 PARIS.

Adresser C.V., lettre manuscrite,
photo à OISE (jeun. 120),
28, av. Franklin-Roosevelt,
75008 PARIS, qui transmettra.
NE PAS TÉLÉPHONER.

Adresser C.V., lettre manuscrite,
photo à OISE (jeun. 120),
28, av. Franklin-Roosevelt,
75008 PARIS, qui transmettra.
NE PAS TÉLÉPHONER.

Adresser C.V., lettre manuscrite,
photo à OISE (jeun. 120),
28, av. Franklin-Roosevelt,
75008 PARIS, qui transmettra.
NE PAS TÉLÉPHONER.

Adresser C.V., lettre manuscrite,
photo à OISE (jeun. 120),
28, av. Franklin-Roosevelt,
75008 PARIS, qui transmettra.
NE PAS TÉLÉPHONER.

Adresser C.V., lettre manuscrite,
photo à OISE (jeun. 120),
28, av. Franklin-Roosevelt,
75008 PARIS, qui transmettra.
NE PAS TÉLÉPHONER.

Adresser C.V., lettre manuscrite,
photo à OISE (jeun. 120),
28, av. Franklin-Roosevelt,
75008 PARIS, qui transmettra.
NE PAS TÉLÉPHONER.

Adresser C.V., lettre manuscrite,
photo à OISE (jeun. 120),
28, av. Franklin-Roosevelt,
75008 PARIS, qui transmettra.
NE PAS TÉLÉPHONER.

Adresser C.V., lettre manuscrite,
photo à OISE (jeun. 120),
28, av. Franklin-Roosevelt,
75008 PARIS, qui transmettra.
NE PAS TÉLÉPHONER.

Adresser C.V., lettre manuscrite,
photo à OISE (jeun. 120),
28, av. Franklin-Roosevelt,
75008 PARIS, qui transmettra.
NE PAS TÉLÉPHONER.

Adresser C.V., lettre manuscrite,
photo à OISE (jeun. 120),
28, av. Franklin-Roosevelt,
75008 PARIS, qui transmettra.
NE PAS TÉLÉPHONER.

Adresser C.V., lettre manuscrite,
photo à OISE (jeun. 120),
28, av. Franklin-Roosevelt,
75008 PARIS, qui transmettra.
NE PAS TÉLÉPHONER.

Adresser C.V., lettre manuscrite,
photo à OISE (jeun. 120),
28, av. Franklin-Roosevelt,
75008 PARIS, qui transmettra.
NE PAS TÉLÉPHONER.

Grand Groupe Industriel français,
nous recherchons pour notre Direction des

CHEFS DE PROJET H/F

ils aideront les Directeurs du Groupe à gérer les transformations nécessaires à l'atteinte de leurs objectifs. Ils ont un triple rôle d'expert, d'animateur et de conseil.

Vous avez 30 - 35 ans, une formation supérieure d'ingénieur (X, Mines, Centrale, Arts et Métiers) ou/et d'école de commerce/gestion (HEC, ESSEC, ESCP, IEP) ou/et en sciences humaines (Psycho-Sociologie). Une expérience d'organisateur d'au minimum 5 années acquise en cabinet vous a familiarisée avec les méthodes d'analyse, de conduite de projet et de gestion du changement.

Votre talent de facilitateur contribuera directement à l'aboutissement de solutions efficaces.

Après 4 ou 5 années d'intervention réussie, vous aurez beaucoup de sollicitations pour évoluer dans notre Groupe.

Lieu de travail Paris, avec déplacements en France.

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions), en indiquant la référence 2220 M, à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantira la plus grande discrétion.

20 rue Pergolèse - 75116 Paris

Actimman



filiale **Groupe GIB**

Vous êtes Ingénieur de formation AM, ENSI ou équivalent. Vous avez de solides connaissances en électricité. Vous avez quelques années d'expérience. Nous vous offrons le poste de

**INGÉNIEUR
MARKETING INDUSTRIEL**

au sein de notre Division Protection & Systèmes

Sous l'autorité directe du Directeur des Produits, vous serez responsable des études de marché, et devrez assurer le lien entre la Direction des Produits et les Départements R&D et Pro-
ductions. Vous aurez en outre à élaborer la stratégie à venir pour cette gamme de produits de haute technicité.

De courts déplacements sont à prévoir.
L'anglais est indispensable.

Le poste est basé à PARIS.

Merci d'envoyer votre CV, avec lettre manuscrite, photo et prétentions à
CLAUDE S.A., Département Recrutement
Tour Horizon - S2, quai de Dion Bouton - 92008 PUTEAUX

ON CHERCHE LIVREURS
Douze personnes dynamiques
pour servir nouveau business.
Doivent aimer le matériel, les
contacts et l'argent. Volume de
commissionnement important. TD
à Isabell (19) 05-90-93-36.

R.T.C.
Société course à course, rech.
COURSIERS Équipe, PARIS-
BANLIEUE. Fixe + primes.
M. Robineau : 45-78-09-13.

Ville de Brignais (Rhône)
10.000 habitants, en expansion
BANLIEUE LYONNAISE
recherche
**SECRÉTAIRE
GÉNÉRAL**

Profil : expérience
des collectivités locales.
Excellent praticien de la gestion
financière d'une mairie.
Apte à mobiliser les ressources
humaines et sensibiliser aux
techniques d'encadrement et
de communication.

Adresser C.V. + photo à notre
conseil Marie LEVY CONSUL-
TANTS, 52, rue Sully, 69004 Lyon.
Tél. : 78-89-28-11.

EPITA FORMATION
Un large choix de stages
cours/longs en informatique
de pointe
UNIX - LANGAGE C
ANALYSE PROGRAMMATION
DE HAUT NIVEAU (ARMI COP)
ADMINISTRATION DE PETITS
SYSTÈMES INFORMATIQUES.
Dominez le micro-ordinateur.
TOUS STAGES BUREAUTIQUE.
Possibilité de prise étrangère.
Tél. : 42-53-30-50.

Adresser C.V., lettre manuscrite,
photo à OISE (jeun. 120),
28, av. Franklin-Roosevelt,
75008 PARIS, qui transmettra.
NE PAS TÉLÉPHONER.

Adresser C.V., lettre manuscrite,
photo à OISE (jeun. 120),
28, av. Franklin-Roosevelt,
75008 PARIS, qui transmettra.
NE PAS TÉLÉPHONER.

Adresser C.V., lettre manuscrite,
photo à OISE (jeun. 120),
28, av. Franklin-Roosevelt,
75008 PARIS, qui transmettra.
NE PAS TÉLÉPHONER.

Adresser C.V., lettre manuscrite,
photo à OISE (jeun. 120),
28, av. Franklin-Roosevelt,
75008 PARIS, qui transmettra.
NE PAS TÉLÉPHONER.

Adresser C.V., lettre manuscrite,
photo à OISE (jeun. 120),
28, av. Franklin-Roosevelt,
75008 PARIS, qui transmettra.
NE PAS TÉLÉPHONER.

Adresser C.V., lettre manuscrite,
photo à OISE (jeun. 120),
28, av. Franklin-Roosevelt,
75008 PARIS, qui transmettra.
NE PAS TÉLÉPHONER.

Adresser C.V., lettre manuscrite,
photo à OISE (jeun. 120),
28, av. Franklin-Roosevelt,
75008 PARIS, qui transmettra.
NE PAS TÉLÉPHONER.

Adresser C.V., lettre manuscrite,
photo à OISE (jeun. 120),
28, av. Franklin-Roosevelt,
75008 PARIS, qui transmettra.
NE PAS TÉLÉPHONER.

Adresser C.V., lettre manuscrite,
photo à OISE (jeun. 120),
28, av. Franklin-Roosevelt,
75008 PARIS, qui transmettra.
NE PAS TÉLÉPHONER.

Adresser C.V., lettre manuscrite,
photo à OISE (jeun. 120),
28, av. Franklin-Roosevelt,
75008 PARIS, qui transmettra.
NE PAS TÉLÉPHONER.

Adresser C.V., lettre manuscrite,
photo à OISE (jeun. 120),
28, av. Franklin-Roosevelt,
75008 PARIS, qui transmettra.
NE PAS TÉLÉPHONER.

Adresser C.V., lettre manuscrite,
photo à OISE (jeun. 120),
28, av. Franklin-Roosevelt,
75008 PARIS, qui transmettra.
NE PAS TÉLÉPHONER.

Société recherche
pour son siège parisien

**JEUNE INGÉNIEUR
ÉLECTRICIEN**

ou **TECHNICIEN SUPÉRIEUR**
EXPÉRIENTÉ (BTS-DUT)

- Bonnes connaissances en
distribution B.T. - M.T. et
automatisme programmable.
- Mobilité pour déplacements
à l'étranger.
- Disponible rapidement.

Adresser lettre man. + C.V. avec
photo et réf. 3 550
à L&V-Tourmay, ASCOM,
31, bd Bonne-Nouvelle,
75002 Paris (tr. tr.).

OBEA

Organisme de formation en fin
développement
recherche

**2 FORMATEURS
PERMANENTS
CONFIRMÉS (HF)**

- Management humain et
communication. Expérience
souhaitée : 8 à 10 ans.
Réf. HEC.

- Relations humaines et com-
munication. Expérience sou-
haitée : 3 ans minimum.
Réf. HEC.

Adresser C.V., photo et préten-
tions en précisant la référence
du poste à OBEA,
Immeuble Montclair,
3, rue du Javelot,
75013 PARIS.

LUCAS FRANCE S.A.

équipementier automobile
recherche pour son
directeur financier

**UNE ASSISTANTE
DE DIRECTION**

particulièrement bilingue anglais
et indispensable (fran-
çais). Expérience demandée,
libre rapid, salaire motivant.

Env. C.V. + photo à Lucas
France, service du personnel,
11, r. Lord-Byron, Paris-8^e.

CENTRE DE FORMATION

recherche
COMMERCIAUX

formation supérieure, moins de
28 ans. Poste d'avenir. En-
voyer C.V. + lettre à GICOP,
22, r. de Chambéry, PARIS-15^e.

Adresser C.V., lettre manuscrite,
photo à OISE (jeun. 120),
28, av. Franklin-Roosevelt,
75008 PARIS, qui transmettra.
NE PAS TÉLÉPHONER.

Adresser C.V., lettre manuscrite,
photo à OISE (jeun. 120),
28, av. Franklin-Roosevelt,
75008 PARIS, qui transmettra.
NE PAS TÉLÉPHONER.

Adresser C.V., lettre manuscrite,
photo à OISE (jeun. 120),
28, av. Franklin-Roosevelt,
75008 PARIS, qui transmettra.
NE PAS TÉLÉPHONER.

Adresser C.V., lettre manuscrite,
photo à OISE (jeun. 120),
28, av. Franklin-Roosevelt,
75008 PARIS, qui transmettra.
NE PAS TÉLÉPHONER.

Adresser C.V., lettre manuscrite,
photo à OISE (jeun. 120),
28, av. Franklin-Roosevelt,
75008 PARIS, qui transmettra.
NE PAS TÉLÉPHONER.

Adresser C.V., lettre manuscrite,
photo à OISE (jeun. 120),
28, av. Franklin-Roosevelt,
75008 PARIS, qui transmettra.
NE PAS TÉLÉPHONER.

Adresser C.V., lettre manuscrite,
photo à OISE (jeun. 120),
28, av. Franklin-Roosevelt,
75008 PARIS, qui transmettra.
NE PAS TÉLÉPHONER.

Adresser C.V., lettre manuscrite,
photo à OISE (jeun. 120),
28, av. Franklin-Roosevelt,
75008 PARIS, qui transmettra.
NE PAS TÉLÉPHONER.

Adresser C.V., lettre manuscrite,
photo à OISE (jeun. 120),
28, av. Franklin-Roosevelt,
75008 PARIS, qui transmettra.
NE PAS TÉLÉPHONER.

Adresser C.V., lettre manuscrite,
photo à OISE (jeun. 120),
28, av. Franklin-Roosevelt,
75008 PARIS, qui transmettra.
NE PAS TÉLÉPHONER.

Adresser C.V., lettre manuscrite,
photo à OISE (jeun. 120),
28, av. Franklin-Roosevelt,
75008 PARIS, qui transmettra.
NE PAS TÉLÉPHONER.



Chantal Kenvyn

BANQUE FINANCIÈRE REGION FRANCHE COMTE
RECHERCHE

**RESPONSABLE DE LA
COMMUNICATION PUBLICITAIRE**

Le candidat devra avoir une expérience réussie en communication publicitaire, une bonne connaissance des techniques de la publicité, une sensibilité créative et une capacité d'analyse.

Le candidat devra également avoir une bonne connaissance des techniques de la publicité, une sensibilité créative et une capacité d'analyse.

Le candidat devra également avoir une bonne connaissance des techniques de la publicité, une sensibilité créative et une capacité d'analyse.

Le candidat devra également avoir une bonne connaissance des techniques de la publicité, une sensibilité créative et une capacité d'analyse.

Le candidat devra également avoir une bonne connaissance des techniques de la publicité, une sensibilité créative et une capacité d'analyse.

Le candidat devra également avoir une bonne connaissance des techniques de la publicité, une sensibilité créative et une capacité d'analyse.

Le candidat devra également avoir une bonne connaissance des techniques de la publicité, une sensibilité créative et une capacité d'analyse.

Le candidat devra également avoir une bonne connaissance des techniques de la publicité, une sensibilité créative et une capacité d'analyse.

Le candidat devra également avoir une bonne connaissance des techniques de la publicité, une sensibilité créative et une capacité d'analyse.

Le candidat devra également avoir une bonne connaissance des techniques de la publicité, une sensibilité créative et une capacité d'analyse.

Le candidat devra également avoir une bonne connaissance des techniques de la publicité, une sensibilité créative et une capacité d'analyse.

Le candidat devra également avoir une

Le Monde CADRES

Inspecteur technique dans l'assurance ou le contrôle technique

Vous avez une bonne connaissance du monde de l'assurance et du bâtiment, une formation d'ingénieur généraliste civil/généraliste ou équivalent, un bon sens du management et une grande disponibilité.

Devenez directeur de département études et techniques d'assèchement

Nous :



Filière d'un groupe suédois (CA : 7 milliards) spécialisé dans la construction de matériel de traitement de l'air et de l'eau, nous proposons :

- de superviser et poursuivre le développement de nos agences implantées à Paris et en province,
- d'assurer des liaisons privilégiées avec les grandes compagnies d'assurances,
- en liaison avec notre Directeur Général, de définir et conduire la politique commerciale du Département Études et Techniques d'assèchement,
- les garanties qu'offre un grand groupe international d'une réputation très motivante et autres avantages.

Connaissances en anglais nécessaires.
Poste basé à Commenailles (92).
Adressez CV, photo et rémunération actuelle sous réf. 43995 LM à MERCURI URVAL 14bis, rue Daru, 75008 Paris.

Mercuri Urval

Devenez l'assistant de notre directeur du développement

Notre groupe pharmaceutique, à forte notoriété, couvre l'ensemble du marché de la spécialité de prescription à la dermatopharmacie.

Nous recherchons l'assistant de notre Directeur du Développement. Vous épaulerez ce responsable dans ses travaux de validation et de développement des nouveaux produits et prenez même directement en charge certains dossiers.

En outre, vous réalisez des recherches bibliographiques. A 25-30 ans, pharmacien - option industrie - avec, si possible, un DESS de contrôle des médicaments ou de législation pharmaceutique, votre carrière a débuté, par exemple, dans un laboratoire de produits de prescription ou service des enregistrements.

Aujourd'hui vous voulez autonomie et responsabilité. C'est ce que nous vous offrons dans le cadre d'une structure souple. Bien sûr vous aimez la Bourgogne puisque vous y habitez. Anglais nécessaire.

Adressez lettre manuscrite, CV, photo et rémunération, sous référence F 07010 M à notre Conseil, 80, rue Saint-Croix de la Bretonnerie 75004 PARIS.

RECHERCHER
LES PROFILS D'AVENIR

Responsable service Conseil en Gestion Sociale 170 KF/+

Sodice

Nous sommes la plus importante société de distribution de la moitié Sud de la France (3 milliards de France de CA, 800 personnes). Le développement de notre société passe par le dynamisme de notre politique d'enseignes : CHAMPION - SUPERSOCCO - SCORE, auquel contribue l'ensemble des services fonctionnels SODICE et notamment le service Ressources Humaines. Très proche du terrain, ce service a développé un ensemble de prestations destinées à conseiller et soutenir les magasins dans la gestion et la formation de leur personnel. C'est pour prendre en charge le développement de ce service conseil en gestion sociale que nous recherchons notre responsable.

En charge du développement commercial de ce service, il aura à concevoir, mettre en œuvre, l'ensemble des prestations qui lui sont liées et les promouvoir dans le réseau de magasins affiliés à la société SODICE. Parallèlement, il assistera le Directeur des Ressources Humaines sur des dossiers plus ponctuels.

Pour ce poste basé à MACON, nous souhaitons rencontrer un jeune candidat de 25/35 ans possédant une bonne formation en droit social, et ayant acquis une expérience même courte en entreprise.

Compte tenu de la nature du poste à pourvoir nous étudierons avec soin les capacités des candidats à contribuer efficacement à la politique "terrain" de l'entreprise, et à évoluer au-delà de cette première mission.

Adressez lettre manuscrite, photo, CV, sous référence 809 à

GROUPE
Equation 11, pl. A.-Briand 69003 LYON

Un dossier complet d'information sera adressé à tout candidat préselectionné

Le Groupe HERVET 1300 personnes, 70 agences et succursales recherche des EXPLOITANTS H/F Classe V ou VI

pour leur confier la gestion et le développement d'un portefeuille entreprises (PME essentiellement). Les postes, basés à Paris, font appel à une expérience similaire d'au moins 2 années, fortement orientée vers la prospection commerciale et soutenue par une formation de base supérieure économique ou financière.

Soucieux de votre évolution de carrière, vous pourrez mettre à profit votre esprit d'initiative et votre sens des responsabilités dans un contexte autonome et dynamique.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 224 à BANQUE HERVET, Bénédicte GUIBOURG, Département du Personnel et des Relations Sociales, 127, av. Charles-de-Gaulle, 92201 NEUILLY-S/SEINE.

**BANQUE
HERVET**

CREDIT-BAIL immobilier SICOMI et non SICOMI

GROUPE IMPT DE SOCIÉTÉS DE CRÉDIT
ET D'INVESTISSEMENT IMMOBILIER
D'ENTREPRISE
recrute pour Siège à PARIS (8*)

CADRE COMMERCIAL spécialisé

CHARGÉ D'ENTRETIEN ET DÉVELOPPER TRÈS
ACTIVEMENT LES RELATIONS AVEC LES
RESEAUX APORTEURS D'AFFAIRES (BAN-
QUES, Conseils immobiliers, Experts-Comptables,
C.C.I.,...). DE CONTACTER à temps les GRANDES
ENTREPRISES ayant des projets d'investisse-
ments.

- La trentaine • Diplômé de l'enseignement supérieur
- EXPÉRIENCE prouvée
- A DOMINANTE COMMERCIALE
- EN BANQUE ou Etablissement financier
- DES CRÉDITS IMMOBILIERS AUX ENTREPRISES
- Disponible : nombreux déplacements en Province.

S.C. vous garantit une DISCRÉTION ABSOLUE et vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération) sous réf. 8700 à

SC sélection conseil
95, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

CHERCHONS CADRES DE HAUT NIVEAU EXPÉRIENCE NULLE

TÉLÉCOM CHERCHE JEUNES INGÉNIEURS JEUNES DIPLÔMÉ(E)S

Formations recherchées : Electronique, Informa-
tique, Commercial et Gestion.

Un concours vous est ouvert les 6 et 7 oct. 1987.

Inscrivez-vous jusqu'au 15 sept. 1987.

Pour obtenir tous les renseignements et votre dossier de candidature

NUMEROVERT 09.21.11.11

appel gratuit.

TELECOM

grecam

Société de conseil, leader dans le domaine du marketing, de l'immobilier et de l'urbanisme, intervenant en France et à l'étranger, recherche

CHARGÉ(E) D'ÉTUDES

pour lui confier, au sein de son équipe, la responsabilité de diriger des missions

D'ÉTUDES SUR LES MARCHÉS IMMOBILIERS

dans le cadre de la conception d'opération de promotion et d'aménagement.

De formation supérieure, économique ou commerciale, vous aurez une expérience réussie de 3 à 5 ans dans ce domaine.

Un esprit créatif et ouvert des qualités de contact et le sens de l'analyse vous permettront une progression rapide au sein d'une équipe performante.

Adressez C.V. + photo + prétentions au GRECAM, Tour Montparnasse, 75735 PARIS CEDEX 15.

GRAND ÉDITEUR EUROPÉEN

recherche

pour sa filiale française à RAGNOLET

SECRÉTAIRE D'ÉDITION EXPÉRIMENTÉE

pour assister le responsable d'une encyclopédie des arts textiles. Organisation du fonds rédactionnel, suivi des ouvrages, documentation et recherche iconographique, mise sur micro-ordinateur.

Première expérience de traitement de texte et connaissance de l'anglais souhaitées. Contrat de 6 mois éventuellement renouvelable.

Envoyer C.V., n° 8 794, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Montcaumon, 75007 PARIS.

SOCIÉTÉ DES CEMENTS FRANÇAIS

Le Groupe des Ciments Français - CA de 5,4 milliards de F - Effectif 6400 personnes - 11 cimenteries, recherche

Un jeune diplômé d'école de commerce ESCAE ou équivalent

option Finances-Comptabilité

Responsable du service administratif gestion en usine

Ce poste est rattaché au Directeur de l'Usine - son domaine de responsabilité comprend la gestion administrative, la gestion du personnel, le contrôle de gestion. Il devra veiller au respect des procédures comptables, juridiques, fiscales et informatiques - participer aux développements, modifications, mises au point des applications informatiques de gestion centralisées et décentralisées - promouvoir le contrôle de gestion en usine et effectuer les études économiques nécessaires. Pour ce poste une formation supérieure est indispensable. Une première expérience dans un domaine similaire serait appréciée. Toutefois, les candidatures de débutants à fort potentiel seront également examinées. Intéressantes possibilités d'évolution de carrière dans le Groupe. Lieu de travail en province. Candidat logé lors de son affectation en usine après une période de formation théorique et pratique en province et au Centre Industriel et Technique de Guerville (Yvelines). Disponibilité géographique - anglais souhaité en raison des possibilités de missions à l'étranger.

**sélé
CEGOS**

Veuillez adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous la référence 73861/M à M. CLERE - Sélé-CEGOS - Tour Chenonceaux - 92518 BOULOGNE Cedex.

Ingénieur responsable des relations techniques

chez le N° 1 mondial
de l'Electrovane

Nous avons confié la recherche à IPPA, 67, Rue d'Amsterdam 75008 PARIS, à qui nous vous prions d'adresser lettre + CV, photo, rémunération se réf. 38243M à l'attention de Guy Brangard.

ORGANISME D'ÉTUDE ET DE FORMATION

appartenant à importante
profession (PARIS)

recherche

SON FUTUR SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Formation supérieure,
Connaissances administratives
et comptables.

Env. C.V. et photo en précisant
sur votre enveloppe le réf.
N° 23701 BILU,
17, rue Labat,
94307 Vincennes Cedex.

INGÉNIEURS TECHNICO CCAUX

Formation ingénieur et compa-
gnisme MICRO EXIGIBLES.

Merci d'env. C.V., lettre
manuscrite, photo et pré-
f. M.I.D., M. COCHETEAU,
58, rue Saint-Louis,
75011 Paris.

ASSOCIATION DE TOURISME SPORTIF A Vocation sociale

recherche

SON RESPONSABLE DU BUREAU DE VENTE DE PARIS

Diplômé de l'enseignement
supérieur :

- CCAL de préférence.
- Expérience confirmée de la vente.
- De série de préférence.

Adr. C.V., photo et pré-
f. 2220, JAMES P.,
14, rue Pierre-Curie,
92100 BOULOGNE.

URGENT PROFESSEUR TÉLÉMATIQUE

Tél. : 48-30-06-30
pour rendez-vous.

APPA Association de formation
professionnelle pour adultes.

recherche

INTERVENANTS et FORMATEURS

TOURISME - LOISIRS

Contrats à durée déterminée
ou indéterminée, à pourvoir en

ALSACE - CORSE - NORMAN-
DIE - POITOU/CHARENTES.

Expér. professionnelle dans le
secteur tourisme loisirs.

Adressez C.V. à Nicole TASSO,
CPTA - Z.I. Les Chenoux, 63,
rue d'Alsace, 93010 Noisy-
s/Marne, av. le 15 sept. 1987.

Société financière dans le cadre
de son développement recherche
pour sa nouvelle agence

FUTURS CONSEILLERS
EN PLACEMENTS FINANCIERS

H.F. débutants ou confirmés
formation assurée.

Envoyez sous le n° 8 780 M
LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue Montcaumon, PARIS-7.

EVERBAL GROUPE PAPETER NATIONAL

offres à tous

professionnel(le), de formation bac + 2 ou 3, ESC de province,
SDEEC, IAE, DUT GEA, etc., justifiant d'une expérience de
3 à 5 ans, maîtrisant l'outil informatique et sachant l'imposer
par ses qualités humaines et sa compétence.

Le poste de

RESPONSABLE ADMINISTRATIF

de l'usine d'Everbal (25 km de Reims) véritable bras
droit du Directeur de l'Établissement. Il/elle est le patron des
services administratifs, comptables, et du personnel de l'usine;
à ce titre, il est le garant du respect de la politique sociale, des
procédures administratives et de la gestion locale. Il agit sous
l'autorité fonctionnelle du Directeur des services administratifs
et financier du siège.

Les candidats, à qui une absolue discrétion est garantie, voudront bien
adresser leur dossier de candidature à notre conseil, sous référence 87.77

FRANÇOIS REBOLD & CIE - CONSEILS EN RECRUTEMENT
9, rue Thiers, 51100 REIMS

CREDITS COMMERCIAUX

recherche

Société leader dans sa branche
recherche pour Paris (Etoile)

REDACTEURS CONTENTIEUX

• Gestion des dossiers de recouvrement.

• Proposition de solutions amiables ou judiciaires.

• Suivi comptable et juridique.

Niveau : DEUG/Capacité ou BAC avec de bon-
nes connaissances en Droit Commercial, con-
crétisées par une expérience de 2 à 3 ans dans
une fonction similaire.

Adressez lettre manuscrite, CV détaillé, préten-
tions et photo récente à CONTESSA PUBLICITE
s/réf. 28609 - 20, avenue de l'Opéra
75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

CONTESSA

Important cabinet de conseils juridiques et fiscaux

membre d'un réseau international

recherche

CONSEIL EN DROIT DES AFFAIRES de haut niveau

Formation :

— Droit privé 3^e cycle et spécialisation droit des sociétés et
des contrats ;

— 5 à 8 années d'expérience minimum ;

— Pratique de l'anglais ;

— Dynamisme et esprit d'équipe.

Poste motivant et autonome pour candidat de valeur.

Envoyez lettre manuscrite + C.V. + photo
à J.-C. GRANGER, 100, rue La Fayette, 75010 PARIS.

كثير من الجود

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

CADRES

UNIVERS DE LA GESTION

Important Groupe Agro-Alimentaire
BRETAGNE OUEST, secteur coopératif
recherche son

responsable de la production laitière

- Animation d'une vingtaine de collaborateurs technico-commerciaux hiérarchiquement rattachés aux coopératives réparties sur Finistère, Côtes du Nord, Morbihan.
- Information et formation de l'équipe, action de conseil en vue du développement technique et commercial dans les domaines : génétique, alimentation animale, bâtiments d'élevage, état sanitaire des troupeaux, contrôles de la qualité des laits, gestion des quotas, etc.
- Relation avec les partenaires de la filière. Travail de terrain.
- 32-45 ans. Agro/Agri/Vété, ou autodidacte performant. Nécessité d'une réelle compétence en production laitière. Résidence région Guingamp.

Adresser Curriculum-Vitae détaillé sous référence 235, à LPA-GENEVAY,
11, square Jamin - 75016 PARIS
(Réponse assurée. Discretion.)

Société Française HOECHST

Une des premières filiales du numéro 1 mondial de la chimie :
un CA supérieur à 5 milliards en France et à l'étranger,
4 usines, 1 centre de recherches, souhaite renforcer son :

Audit Interne

par un jeune professionnel ayant une expérience confirmée, soit en cabinet, soit en entreprise, des méthodes et procédures administratives et comptables. Intégré à une petite équipe rattachée à la Direction Générale, il devra contrôler et améliorer les systèmes et procédures existants dans les domaines administratifs, commerciaux et industriels.

De formation supérieure (École de Gestion, Expertise Comptable...), âgé de 35 ans environ, il devra avoir une bonne connaissance de la langue allemande. Ce poste peut constituer une première étape vers une évolution de carrière très ouverte.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence B17 à la Société Française HOECHST - Département des Ressources Humaines, Tour Roussel Hoechst, Cédex 3, 92080 Paris la Défense.

HOECHST

CA consolidé 750 Millions, 2 000 personnes,
5 usines et 4 filiales étrangères,

nous sommes un groupe industriel intégré depuis peu au N°1 américain de notre secteur. Nous adaptons notre organisation en conséquence et recherchons notre nouveau

Responsable du Contrôle de Gestion

Basé à Paris env. 300 KF

Rattaché au Contrôleur mais très autonome, il aura la responsabilité des budgets et plans MT, participera à la refonte des procédures de gestion, analysera, en liaison étroite avec les opérationnels, les résultats mensuels de la société, harmonisera le reporting au sein du groupe et sera associé aux études économiques importantes.

30/35 ans, vous avez idéalement une double formation, technique et financière, ou êtes diplômé d'une école supérieure de commerce. Vous avez une solide expérience de la fonction, acquise dans une société industrielle fortement informatisée. Vous êtes créatif mais rigoureux, dynamique, disponible et bien sûr, pratiquez l'anglais.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV) sous référence C1181 à Ernst & Whinney Conseil, 150 Bd Haussmann 75008 Paris, qui étudiera votre dossier avec soin et discrétion avant de vous répondre.

Ernst & Whinney Conseil

Proche banlieue Nord-Ouest

Notre client, filiale industrielle (CA 400 MF)
d'un groupe de notoriété nationale en forte évolution,
recherche son

responsable des services comptables

poste clef de l'optimisation des systèmes
d'information comptables et de gestion.

Rattaché au Directeur Financier vous superviserez un service de 6 personnes, vous serez responsable des comptabilités générale et analytique et aurez pour mission d'optimiser nos systèmes d'information comptables et de constituer des outils de gestion performants.

De formation supérieure (ESC, MSTCF ou équivalent), si possible complétée par le DECS, âgé d'environ 30 ans, vous avez déjà acquis une solide expérience de l'organisation comptable et de la gestion en milieu industriel, en cabinet d'audit et/ou en entreprise. Des responsabilités élargies au sein de la direction financière seront offertes à un candidat à fort potentiel.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et rémunération actuelle) à Monique Harbet,

Arthur Young, Tour Manhattan, Cédex 21, 92095 Paris La Défense
sous la référence 7092-M

ARTHUR YOUNG CONSEIL
MEMBRE D'ARTHUR YOUNG INTERNATIONAL

Britax Composants
Automobiles

Filiale du Groupe BSG International,
recherche pour assurer son expansion, son

RESPONSABLE ETUDE ET DEVELOPPEMENT

Ingenieur de formation avec 5 à 10 ans d'expérience dans le domaine de la petite mécanique : il devra avoir de très solides compétences techniques avec des qualités relationnelles et une bonne créativité.

Lieu de travail : Fontainebleau.
Adresser C.V. et prétentions à M^{me} Pichon-Fellner
BRITAX-GECO S.A. 1, route d'Herby
77370 Vulaines sur Seine.

Leader européen dans la fabrication de composants électroniques, notre société très performante recherche un

Ingenieur d'affaires EXPORT

Sous la responsabilité du directeur de l'exportation, vous aurez pour principales missions : l'implantation d'une ligne de produits - composants types - fréquents - et la coordination de projets internationaux.

A 28-35 ans, vous avez acquis une solide expérience de la vente de produits haute technologie à l'exportation. Votre formation école d'ingénieurs ou technicien supérieur en électronique vous a permis de réussir pleinement dans vos précédentes fonctions.

Vous négociez couramment en anglais. La pratique de l'allemand sera un atout complémentaire.

Au sein de la société, l'évolution que nous vous proposerons à terme saura motiver un candidat à fort potentiel.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à RADIAL - Direction du Personnel - 101, rue Hoffmann, 93116 Rosny-sous-Bois Cedex.

RADIAL

FIDAL

fiduciaire juridique et fiscale de France

Pour participer au développement de notre cabinet en province, nous recherchons des :

SPECIALISTES EN DROIT DES SOCIETES

Avec une expérience minimum de 5 ans, vous maîtrisez les domaines suivants :

- Assemblées, Conseils.
- Constitutions, Modifications statutaires.
- Restructurations.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. M 40994 à l'attention de Mme LECLERCO - FIDAL - 2 bis, rue de Villiers - 92309 LEVALLOIS-PERRET

BANQUE LOUIS DREYFUS
AFFILIÉE AU GROUPE LOUIS DREYFUS ET A LA BANQUE BRUXELLES LAMBERT

recherche

ANALYSTE DE CREDIT CLASSE V + SELON EXPERIENCE

De formation supérieure ou bancaire supérieure, vous avez environ 5 ans d'expérience pratique des analyses de bilan et des techniques de crédits domestiques.

Vous aurez pour mission :

- l'analyse des risques et de la situation financière et comptable d'une clientèle industrielle et commerciale composée de grandes et moyennes entreprises,
- la participation à la gestion de certains dossiers complexes confiés au Département du Crédit,
- la diffusion de l'information sur l'évolution des procédures de financement.

Envoyer lettre manuscrite avec CV précis, photo et prétentions à la Direction du Personnel de la BANQUE LOUIS DREYFUS
6, rue Rabelais, 75006 PARIS.

BANQUE
LD

E

XPLOITANT

clientèle privée.

Vous êtes un homme de contact et de terrain et vous aimez convaincre, vous avez de l'ambition.

Notre banque, filiale française d'un groupe international recherche un

- Aimant la démarche.
- 3 ans d'expérience minimum dans un poste similaire.
- Anglais apprécié.

Adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions s/réf. 10140, qui seront transmis par :

Pierre Lichau
10, rue de Louvain 75002 PARIS

Duquesne
Purina

Mission de Conseil Opérationnel pour Jeunes Financiers

Faire de la gestion et de la finance sur le terrain, être en contact avec les réalités quotidiennes tout en s'appuyant sur une technique solide : telle est l'opportunité que vous offre Duquesne Purina (1 milliard de CA, 8 usines, 550 personnes en France), filiale du groupe américain Ralston Purina.

Vous serez le conseiller de gestion rattaché à une Direction Régionale, responsable de la gestion des risques clients d'une division. Vous assisterez nos concessionnaires dans leurs problèmes de gestion et de financement et nos commerciaux dans le choix de leurs stratégies de développement.

Nous recherchons des candidats de formation supérieure (ESC ou maîtrise + DECS), ayant de préférence une première expérience de gestion. Qualités de contact, mobilité, disponibilité seront des atouts déterminants dans notre choix.

Des postes seront proposés dans plusieurs régions. TEG, notre Conseil, vous remercie d'adresser sous la référence M67609, votre dossier de candidature qui sera étudié avec la plus grande confidentialité.

TEG
113 rue de
l'Université
75007
PARIS.

The Executive
Group

Pour renforcer sa Direction « Plan et Gestion », un Groupe Agro-Alimentaire français (7 usines + Centres de Distribution régionaux) - Siège à PARIS - recherche un

Contrôleur de gestion Normes et Procédures

VOTRE MISSION : concevoir - mettre en œuvre - assurer le suivi et le développement de toutes procédures, normes et systèmes favorisant la fluidité des circuits de gestion et l'optimisation de l'information.

VOUS SAUREZ y associer l'ensemble des Opérationnels du Groupe, susciter leur adhésion. VOTRE DEMARCHE sera dynamique et pragmatique, tournée vers la prise de décision et la mesure des performances.

Ce poste exige des connaissances approfondies en informatique.

Si ce type de responsabilités répond à vos attentes, alors adressez votre C.V. + rémunération actuelle, sous la référence 384/LM, à

DICA SELECTION
69, rue Lecourbe
75015 PARIS

سكول في ليدل

REPRODUCTION INTERDITE

... Le Monde • Mardi 8 septembre 1987 29

UNIVERS DE
LA GESTION

JEUNE DIPLOMÉ ET DÉJÀ MA SOCIÉTÉ



La Société Générale

« Les raisons de mon choix sont simples : un secteur en pleine mutation, une dimension internationale, une diversité de métiers dont je découvre progressivement toute l'étendue. J'ai commencé par suivre une formation pratique de 5 mois en Agence : non de tel pour « vivre » la banque. Ensuite, au cours d'un Forum « Carrières Internes », j'ai choisi parmi la centaine de postes proposés la fonction d'intervenant sur les marchés financiers, dans notre jargon : « swapper ».

Comment le vois-tu évoluer ? Peut-être trop tôt pour en parler, mais j'ai déjà quelques pistes : poursuivre sur les nouveaux marchés financiers ou pourquoi pas intervenir directement sur le terrain, en agence, en France ou à l'étranger.

Jeunes diplômés issus de Grandes Ecoles de Commerce et d'Ingénieurs ou de formation universitaire équivalente, tous les secteurs de notre activité vous sont ouverts.

Au siège ou en agence, vous évoluerez au sein d'une société qui saura vous proposer de multiples opportunités. Jeune diplômé et déjà votre société : Mettons nos ambitions en commun !

Adressez votre dossier de candidature à Diane Gardier, Société Générale, Service Recrutement, 7, rue de Caumartin, 75004 Paris.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

l'avenir vous appartient



SOREFI - Centre
Organisme financier du Réseau des Caisses d'épargne Ecureuil
cherche pour s'intégrer dans sa structure jeune, dynamique et en pleine évolution

ORLÈANS

Chargé d'études

Il s'intégrera dans une équipe, où en liaison directe avec un membre du Directoire il développera sa propre fonction. Cette-ci suppose nécessairement :
• l'établissement d'excellentes relations avec les organismes de la région,
• le goût du travail en équipe,
• le besoin d'une certaine autonomie dans le respect des répartitions de missions,
• des qualités d'analyse mais aussi de créativité.

Il a une formation supérieure.
Il s'est rodé aux aspects financiers, comptables et économiques au cours de 3 ans d'expérience si possible en milieu bancaire ou financier.
Il a acquis une certaine expérience de la micro-informatique (réf. 3011-80)

Concepteur d'organisation

Homme d'analyse, créatif, il est capable d'avoir une vision globale à long terme de l'évolution des organisations. De formation supérieure, il a une expérience effective de l'organisation (4 à 5 ans). Il souhaite développer ses qualités de diagnostic et de conception d'ensembles assez complexes. Une expérience bancaire serait un atout important. Il bénéficiera dans le cadre d'objectifs définis d'une grande autonomie et sera en liaison directe avec un membre du Directoire. Il aura à établir des relations de confiance avec les divers éléments du réseau, le Centre informatique et la structure interne de la SOREFI. Il participera à l'élaboration du schéma directeur de l'organisation informatisée. (réf. 3012-80)

Des possibilités d'évolution de carrière peuvent se présenter au sein de l'organisme.

Les candidatures (lettre manuscrite, CV, photo et indication de la rémunération actuelle) avec rappel de la réf. concernée seront traitées en toute discrétion par

a. et j. ourlin
CONSEILS DE DIRECTION
47, AV. ALSACE-LORRAINE
92160 ANTONY

Créer puis assurer la Direction Administrative et Financière d'une PME.

Société française filiale d'un groupe international (105 MF de C.A., 30 personnes), nous avons su, en 10 ans, acquérir une forte notoriété grâce, entre autres, à la qualité indéniable de nos produits et à la vigueur de nos actions commerciales. Notre nouvelle diversification entraîne l'accroissement de nos moyens. C'est donc le moment de nous adjoindre un Directeur Administratif et Financier.

Nous attendons de lui qu'il assure la fonction dans sa plénitude : animation et contrôle de l'équipe en place, la comptabilité jusqu'au bilan, la gestion des stocks, les déclarations légales et fiscales, la gestion de la trésorerie, les relations avec les banques, l'élaboration et l'analyse des budgets... En somme, la prise en charge du secteur administratif et financier de l'entreprise. Il est aussi en relation fonctionnelle avec notre siège Européen (reporting).

Ce poste peut intéresser un candidat de formation supérieure bénéficiant d'une expérience pluridisciplinaire (comptable, financier, juridique et fiscal) vécue au sein d'une PME et désireux de participer, dans son domaine, à la bonne marche de l'entreprise.

L'anglais est indispensable et la société se situe à Paris.

SEFOP, notre Conseil, remercie les personnes intéressées d'adresser leur dossier sous réf. YD 913 M.

SEFOP 11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

Spécialiste crédits aux professionnels

Banque - 270 000 F +

Analyse financière et support technique du réseau - Une banque privée à taille humaine réputée dans son domaine et filiale d'un important groupe financier, recherche un spécialiste crédits aux professionnels (financement de fonds de commerce, immobilier L.T., concours divers aux PME/PMI). Placé sous l'autorité immédiate du directeur du département concerné et basé au siège de la banque (centre de Paris), il aura pour mission de donner un diagnostic en matière de risque pour toutes les nouvelles opérations présentées par le réseau d'agences (analyses des bilans, comptes d'exploitation prévisionnels...). Il devra en outre apporter une assistance aux exploitants dans le cadre de l'étude de ces concours impliquant la prise en considération des éléments financiers, techniques et juridiques de ces montages. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat âgé de 30 ans minimum, de bon niveau général (de préférence diplômé de l'enseignement supérieur), ayant acquis une expérience similaire de l'ordre de 5 à 10 ans dans une banque ou une institution financière spécialisée. Il devra avoir un excellent sens du risque et posséder de réelles facultés de communication. Ecrire à M de SOUZA en précisant la référence A/R9272M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Adjoint au directeur de succursale

Banque - 250.000 F

Marseille - Crédits promoteurs / crédits acquéreurs - Une banque à taille humaine, spécialisée dans le crédit immobilier recherche un adjoint pour sa succursale de Marseille. Placé sous l'autorité du directeur de la succursale, il aura pour mission prioritaire l'animation de l'équipe commerciale en place dans le domaine du crédit acquéreur et le développement d'une clientèle de promoteurs sur la région. Ce poste très commercial ne peut convenir qu'à un candidat âgé de 30 ans minimum, de préférence diplômé de l'enseignement supérieur, ayant acquis une première expérience dans le domaine du crédit promoteur dans une banque ou un établissement spécialisé. La pratique de l'animation d'équipes constituerait un plus. La rémunération de l'ordre de 250.000 francs pourra être supérieure si l'expérience du candidat le justifie. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R9291M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Sous-directeurs d'agence

Banque

Paris - Poitiers - Strasbourg - Une banque à taille humaine, spécialisée sur un marché porteur, et proposant une gamme complète de produits financiers, recherche dans le cadre de son expansion régionale trois sous-directeurs d'agence. En liaison avec le directeur d'agence, ils superviseront l'ensemble des services administratifs, veilleront à la qualité des prestations et participeront au développement d'une clientèle variée de groupements d'entreprises, coopératives, associations et mutuelles. Ces postes s'adressent à des cadres bancaires confirmés, diplômés d'études supérieures (ESB ou équivalent, ITB ou CESSB) ayant une expérience professionnelle de 5 à 10 ans. La rémunération, stimulante, sera fonction de l'expérience et des compétences des candidats. Pour Strasbourg, une bonne connaissance de la région Alsace serait appréciée. Ecrire à Christine BERNET en précisant la référence S8223M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Chef comptable

En Champagne, diriger les services comptables et risque clients - Les jeunes dirigeants impulsent un réalisme économique à ce groupe (chiffre d'affaires : 600 millions de francs, 1.400 personnes), leader de son secteur. Grâce à une politique commerciale dynamique, à une rationalisation de l'outil industriel et à la mise en place d'outils de gestion performants, ce groupe conquiert de nouvelles parts de marché aussi bien en France qu'à l'étranger. Dans ce cadre, le directeur financier réorganise ses services et recherche un véritable adjoint pour diriger les services comptables et le crédit-clients. La fonction nouvelle implique des tâches d'organisation sans omettre l'aspect opérationnel. Animant environ 15 personnes, le candidat supervisera la comptabilité générale, la comptabilité fournisseurs, la comptabilité clients, la facturation, la trésorerie et mettra en place la consolidation ainsi que le suivi opérationnel du risque clients. Ce poste conviendrait à un diplômé de l'enseignement supérieur (ESB plus DECS), possédant une expérience d'au moins dix années acquise, si possible, dans un groupe. La maîtrise de l'outil informatique est indispensable. La rémunération sera liée aux compétences. Ecrire à PH. LESAGE en précisant la référence A/D2881M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

UNIVERS DE
LA GESTION

HFF

CHEF COMPTABLE GROUPE

Notre entreprise associée à trois groupes d'envergure internationale, se situe parmi les leaders du marché téléphonique.

Les caractéristiques du poste à pourvoir sont :

- responsabilité de la trésorerie, comptabilité générale, clients et fournisseurs, fiscalité, reporting social et consolidé. Nous sommes la société mère d'un groupe de six sociétés (CA 400 MF) ;
- direction d'un effectif de 12 personnes ;
- disposition d'outils informatiques puissants : HP 3000 plus micros, logiciel trésorerie, tableaux, etc. ;
- Lieu de travail : ville très agréable de Haute-Savoie, entre Genève et Mont-Blanc.

Nous recherchons un candidat, H/F :

- Agé de 30 ans au moins
- rompu aux méthodes de reporting et de gestion anglo-saxonnes
- ayant déjà l'expérience de la fonction dans un milieu industriel.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 151061 AL à :

EGOR RHONE-ALPES

Tour du Crédit Lyonnais
129 rue Servient - 69431 Lyon Cedex 3PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

egor

Développer un must...

la méthode des flux...

Notre Groupe (7,5 Milliards de F., 8 000 p.) est français, solide, implanté à l'étranger. Sa Direction Financière est connue pour avoir développé auprès des milieux financiers une information de qualité et adopté des procédures fiables et efficaces pour ses gestionnaires. Venez rejoindre notre entité

Consolidation

Nous vous offrons l'occasion d'approfondir votre connaissance d'une spécialité devenue majeure, la Consolidation, dans un contexte large et ouvert : plus d'une centaine de filiales, dont une importante aux Etats-Unis, l'autre au Canada. « Affiner » l'existant dans le temps (passer de l'annuel au semestriel, voire au trimestriel), et dans « l'espace » (structuration par activité, par zone géographique), faire de la consolidation un outil efficace d'analyse et de gestion avec pour objectifs la « visibilité » interne et la « fiabilité » pour l'extérieur.

Un challenge pour un homme d'environ 30 ans, de formation supérieure + DECS complétée par une expérience d'environ trois ans, acquise soit en milieu industriel, soit en Cabinet d'Expertise Comptable. Bien entendu, la pratique de l'anglais et l'utilisation de l'outil informatique doivent vous être familiers.

René DAGIRAL, notre Conseiller, attend votre résumé de carrière, sous référence V/SO/LM.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

JEUNES DIPLOMES ESC...

Investissez-vous chez un leader

Notre société est un organisme privé de tout premier plan, spécialisée dans la garantie des crédits inter-entreprises.

Au sein de nos équipes régionales, vous serez chargés d'analyser les informations permettant une décision de crédit et serez responsables de l'appréciation d'un tissu local d'entreprises. Après une solide formation à nos méthodes, vous agirez en toute autonomie et accéderez à des responsabilités de plus en plus importantes.

Pour cette fonction qui requiert le goût des contacts, le sens de l'organisation et des initiatives, nous souhaitons rencontrer de jeunes diplômés ESC ou équivalent, débutants ou possédant une expérience de l'analyse financière.

Postes basés en province et à Paris. Mobilité géographique indispensable.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 11/2028 E à :

EGOR BANQUES & SERVICES

19, rue de Bant - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

egor

DIRECTEUR ADMINISTRATIF
ET FINANCIER

Si vous possédez une bonne maîtrise des techniques financières et comptables, si vous avez de solides connaissances fiscales, si vous disposez d'un bon sens de l'organisation avec une autorité naturelle et si vous êtes un homme d'action prêt à participer concrètement au développement d'HEDIARD...

Avec sur un développement important de notre activité correspondant à la volonté de nos actionnaires britanniques, nous recherchons notre Directeur Administratif et Financier.

Ce poste est destiné à un homme d'une grande compétence, de formation supérieure (DECS indispensable) pouvant prouver une expérience réussie de plusieurs années dans une Société de Distribution ou de Vente de Produits au détail.

Placé sous l'autorité hiérarchique du Président-Directeur-Général, il coordonnera l'ensemble des problèmes financiers, comptables et administratifs. Il sera responsable des Services Comptabilité, Informatique, Paye, Contrôle de Gestion et Reporting. Il aura la charge de la Trésorerie.

Basé en proche banlieue Ouest de Paris, ce poste requiert une excellente pratique de l'anglais.

Adresser votre C.V. avec lettre manuscrite de motivations, photo et prétentions à PARAPHE (réf. M 7071) - 10, rue de Louvois - 75002 PARIS qui transmettra.

Discrétion assurée.

HEDIARD Alimentation de luxe

Le groupe de CREDIT BAIL du CREDIT AGRICOLE

recherche pour la Société
UNICOMIanalyste de crédit bail
immobilier

Vous devrez :

- assurer les contacts commerciaux avec les différents correspondants
- négocier le montage des opérations
- analyser les dossiers sur les plans juridique, financier, fiscal et immobilier
- mettre en place les contrats.

Nous recherchons :

Diplômé(e) de l'enseignement Supérieur (Commerce, Droit ou Economie) possédant quelques années d'expérience en Crédit aux Entreprises Industrielles et Commerciales.

De bonnes connaissances juridiques et fiscales seraient appréciées.

Lieu de travail : proche banlieue ouest.

Nombreux déplacements en province de courtes durées (1 à 2 jours).

Merci d'adresser vos CV, photo et prétentions sous réf. LAM/0948 à

CNCA - Gestion des Personnes - BP 48 78280 GUYANCOURT

CAISSE NATIONALE DE
CREDIT AGRICOLE

SNVB

Banque du
Groupe CIC

Société Nancéenne Varin-Bernier

350 000 Clients - 2 800 Collaborateurs - 180 Agences en Lorraine, Champagne-Ardenne et Ile-de-France, la SNVB affirme son rôle de véritable partenaire économique. Désireuse de poursuivre l'amélioration de ses structures, elle recherche :

2 organisateurs

A l'un, nous confierons la conception et la mise en œuvre de nouveaux schémas d'organisation des procédures comptables et du contrôle de gestion. Cela nécessitera bien sûr un diagnostic rigoureux et une réflexion approfondie pour acquies une vision d'ensemble, imaginer des solutions performantes et en suivre la mise en œuvre et les résultats.

Rattaché à la Direction de l'Organisation, vous serez en relation étroite avec les Services Centraux et l'ensemble du Réseau. De formation Ingénieur, complétée par un IAE ou un DECS, vous avez acquis, à 35 ans environ, une solide expérience (5 à 6 ans) de l'organisation bancaire. Réf. 1-14.

Pour ces deux postes, une forte motivation et des qualités relationnelles sont indispensables pour animer et convaincre. Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV + photo + prétentions), sous la référence indiquée à notre Conseil :

JPP

Jean-Pierre Pomet
8 rue Jean Jaurès, 54320 MAXEVILLE.

Société Financière Internationale

La SFI, société affiliée à la Banque mondiale, intensifie ses activités en faveur du financement de projets du secteur privé dans les pays en développement et recherche, pour son siège de Washington, des collaborateurs justifiant de hautes compétences, d'une solide expérience et d'une capacité de jugement éprouvée. Il leur sera demandé d'appliquer leurs facultés de discernement et d'analyse à l'évaluation de propositions d'investissement et à la promotion du développement du secteur privé. Les candidats devront être prêts à voyager dans le monde entier.

Les candidats devront être titulaires d'un diplôme d'enseignement supérieur et avoir acquis une bonne formation pratique dans l'une des grandes branches de l'ingénierie; ils devront avoir travaillé pendant au moins dix ans dans une ou plusieurs des branches correspondantes de l'industrie manufacturière et occupé des postes de responsabilité à des échelons de plus en plus élevés. Il serait bon que leurs activités les aient

amenés à résider dans des pays en développement et il est essentiel qu'ils soient capables d'établir en anglais des rapports concis et solidement argumentés. Une certaine expérience de consultant serait utile et la connaissance du français ou de l'espagnol serait un avantage.

Les branches pour lesquelles nous recherchons actuellement des candidats sont notamment celles du textile, des biens d'équipement, de l'agro-industrie et de l'agro-alimentaire.

La rémunération offerte comprend un ensemble compétitif de prestations, dont une indemnité d'installation lors de l'entrée en fonctions et des avantages visant le maintien des liens culturels avec le pays d'origine.

Les candidats intéressés sont invités à adresser un curriculum vitae détaillé, en anglais, à Katherine Louthood, Recruiting Officer, Room 1-11-131, International Finance Corporation, 1818 H Street N.W. Washington, D.C. 20433.

IFC International Finance Corporation

CBC, groupe français de bâtiment (CA : 3 milliards, Effectif : 3.000)
recherche :Contrôleur de
gestion
débutant

Préparation et suivi des budgets, production des résultats mensuels, contrôle du respect des procédures internes, analyse des écarts plan/réel, telles seront vos missions en France et éventuellement à l'étranger, dans un contexte fortement informatisé.

Votre formation supérieure (ESCP, Sup de Co, ESTP + 3^e cycle gestion) votre dynamisme ainsi que votre aisance relationnelle vous assureront une carrière performante française ou internationale, au sein du groupe.

Merci d'adresser votre dossier sous réf. 301M, à Jean-Baptiste Valadon, Direction des Ressources Humaines 29/31, rue de l'Abeuvor, 92100 Boulogne - Tél. 46.04.81.97.



مكتبة في الحاح

سكنا من اجل

REPRODUCTION INTERDITE

... Le Monde • Mardi 8 septembre 1987 31

UNIVERS DE
LA GESTION

Située en Avignon
entreprise de négoce et transformation
de 80 personnes, 80 MF de CA,
filiale d'un groupe leader sur son secteur en
restructuration, en vue de son développement
recherche un

DIRECTEUR ADMINISTRATIF

En liaison directe avec le PDG, il assurera les fonctions suivantes :

- organisation et informatique ;
- comptabilité (générale et analytique) ;
- gestion du personnel ;
- gestion de trésorerie.

Sa première mission consistera à diriger le projet de développement de l'outil informatique actuel.

Agé de 35 ans environ, le candidat aura une formation supérieure (Sup. de Co, DECS ou équivalent...) et justifiera notamment d'une expérience de chef de projet informatique, de préférence dans les domaines comptables et/ou financiers.

Prévoir d'adr. un C.V., photo et prêt à l'adresse suivante :
M.V. - Boite Postale 607 - 84031 AVIGNON CEDEX.

Une Banque Internationale en forte croissance recherche son

Analyste de Crédit

Côte d'Azur

FF 200.000

Répondant au Directeur Général, il aura pour responsabilités de réunir les dossiers de crédit de la banque, d'en faire l'analyse et de les présenter au Comité de Crédit. Il aura également à assurer le suivi des dossiers-clients.

De formation supérieure type Droit ou ESC, vous parlez couramment anglais et vous avez une première expérience de 3 à 5 ans de la fonction.

Vous recherchez une opportunité motivante dans un poste à évolution rapide au sein d'un groupe de 1er plan.

Contactez Yves Boissoneau au 40.70.00.36 ou envoyez CV + TH + rém. ant. à
Michael Page Banking, 19 av. George V - 75008 Paris sous réf. YB 33 MO.

FTP

Michael Page Banking

Spécialiste en recrutement bancaire

Paris, Londres, Bruxelles, Amsterdam, New-York, Sydney

Un groupe Français international (CA FF 2 milliards) du secteur électronique
qui connaît une forte croissance, recrute un :

Contrôleur Financier

Paris

FF 240-280 000

Dans cette filiale de distribution (CA FF 150 MF 100 personnes), ce futur Directeur Administratif et Financier dirigera une équipe de 6 personnes et sera chargé de la comptabilité générale, du contrôle de crédit, de la trésorerie, de la paie, de l'administration du personnel et des services généraux.

Les candidats auront une formation grande Ecole de Commerce, un anglais courant et 3 à 5 ans d'expérience en audit ou contrôle de gestion. (Réf. INA/1307).

Contrôleur de Gestion

Paris

FF 240-280 000

Le titulaire du poste sera chargé de la comptabilité analytique, du contrôle budgétaire et de l'administration générale.

Il devra également effectuer un audit d'organisation afin de développer et de mettre en place un nouveau système informatique de gestion commerciale, financière et de production.

De formation grande Ecole de Commerce, le candidat aura si possible 3 à 5 ans d'expérience de conseil en organisation ou en contrôle de gestion en milieu industriel. D'excellentes perspectives d'évolution seront possibles dans le groupe à terme. (Réf. INA/1308).

Contactez Iver N. Alex au (1) 40.70.00.36 ou adressez CV + n° de tél. + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 19 avenue George V, 75008 Paris, en mentionnant la référence.

FTP

Michael Page Finance

Spécialiste en recrutement financier

Paris, Londres, Bruxelles, Amsterdam, New-York, Sydney

Une banque Française à vocation internationale recherche

Deux Gestionnaires Actions

Paris

FF 250.000 +

Au sein du Département de Gestion, ils auront pour mission de gérer et développer les portefeuilles d'OPCVM en actions et de clients institutionnels de la banque.

L'Etablissement intervenant sur les différents places financières, ces gestionnaires devront avoir une bonne connaissance des marchés internationaux et plus particulièrement des marchés asiatiques et/ou américains.

Agé d'environ 28 ans, de formation supérieure, après une première expérience de la gestion des produits de placement collectif, vous souhaitez intégrer une équipe d'une douzaine de personnes environ et participer au développement de son activité. (Réf. FB 12 MO)

Deux Commerciaux

Paris

Rémunération motivante

Au sein du Département Financier, répondant directement au responsable de l'équipe commerciale, ils auront pour mission de vendre les services financiers de la banque en privilégiant les produits de gestion auprès d'une clientèle d'entreprises et d'institutionnels français et étrangers.

Agé de 25 ans environ, de formation supérieure, débutant ou ayant réussi une première expérience commerciale dans le domaine financier, vous souhaitez désormais valoriser vos compétences dans une structure en fort développement. (Réf. FB 13 MO)

Contactez Frédéric Fournier au (1) 40.70.00.36 ou adressez CV + N° de tél. + rémunération actuelle à Michael Page Banking, 19 avenue George V, 75008 Paris, en mentionnant la référence.

FTP

Michael Page Banking

Spécialiste en recrutement bancaire

Paris, Londres, Bruxelles, Amsterdam, New-York, Sydney

La filiale française (CA 60 MF) d'un groupe anglais recherche son :

Assistant Controller

Sud de Paris

FF 200-220.000

Rattaché au Controller, il encadrera une équipe de 6 personnes et sera responsable : de la comptabilité, d'établir et contrôler les déclarations sociales et fiscales, du reporting à la maison-mère, du suivi des stocks et du contrôle des achats.

Le candidat aura une bonne formation comptable, sera âgé de 25 à 30 ans et aura une première expérience d'au moins deux ans de contrôle financier ou de comptabilité dans un contexte anglo-saxon. Son niveau d'anglais sera excellent.

De bonnes possibilités d'évolution au sein du groupe peuvent être offertes au candidat après quelques années.

Contactez Ivan Pasand au (1) 40.70.00.36 ou adressez un CV + photo + n° de tél. + rém. actuelle à Michael Page Finance, 19 av. George V, 75008 Paris, sous réf. 949 IPM.

FTP

Michael Page Finance

Spécialiste en recrutement financier

Paris, Londres, Bruxelles, Amsterdam, New-York, Sydney

Stratégie du futur

Chargé d'études financières

De formation supérieure (Ecole de commerce...), vous souhaitez valoriser votre première expérience dans le domaine de l'exportation et développer vos compétences au sein d'un grand groupe.

Notre Direction Financière vous propose d'intégrer son équipe pour prendre en charge, les études économiques, les procédures, les montages des contrats dans le domaine financier à l'export. A ce poste la connaissance de la langue anglaise est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V. et lettre manuscrite) sous référence ADF 51 à FRAMATOME - Département Gestion Prévisionnelle et Recrutement - Tour Fiat - Cedex 16 - 92084 PARIS LA DEFENSE.

F

FRAMATOME

INVENTEZ ET GEREZ POUR GAGNER

PHARMACOTIQUE

Contrôleur de gestion

Nos filiales étrangères

... une nouvelle corde à votre arc

Un des tous premiers Groupes Pharmaceutiques et Chimiques français, nous poursuivons notre implantation à l'étranger. Notre Division « Santé Humaine » participe activement à cette expansion et recherche un Contrôleur de Gestion pour remplacer l'actuel titulaire promu dans le Groupe.

Au sein de la Direction Economique, vous prendrez en charge la Consolidation et le Contrôle de nos filiales étrangères.

De formation supérieure, avec de bonnes connaissances comptables, 2 ou 3 ans de Contrôle Budgétaire ou une première expérience de Consolidation vous ont confirmé votre intérêt pour la fonction Gestion. Nous vous proposons à présent une nouvelle étape de votre développement professionnel.

Familier des systèmes de gestion informatisés, vos qualités d'initiative, d'autonomie, votre sens des relations humaines ainsi que vos talents de gestionnaire vous permettront d'évoluer sereinement au sein du Groupe... en France ou à l'étranger, dans la Finance ou dans d'autres types de poste.

Merci d'adresser votre résumé de carrière, sous la réf. O/CGF/LM, à notre Conseil Didier LESUEUR qui vous garantira toute discrétion.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Chef de Service^{HF} Relations financières avec la clientèle

Au sein de notre Direction Financière, vous assurerez à la tête d'une équipe de 6 personnes et avec dynamisme, la gestion financière du portefeuille de plusieurs de nos divisions des ventes. A ce titre, votre mission sera double : préventive (détermination des lignes de crédit accordées à notre clientèle) et curative (encadrement des sommes dues).

De formation supérieure en Gestion ou en Economie (Grande Ecole ou 3^e cycle) vous justifiez d'une première expérience dans la fonction financière. La diversité de vos interlocuteurs vous permettra de mettre à profit vos qualités relationnelles et de négociation. Réf. CS.

Votre sens des contacts et des réalités seront vos atouts pour réussir à ces deux postes, basés à Cergy, et profiter des possibilités d'évolution offertes par notre Groupe.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature, avec CV et présentations, en précisant la référence du poste choisi, à Christian Saladin, 3M France, Division des Ressources Humaines, bd de l'Orléans, 95008 Cergy Cedex.

Nous avons l'esprit pour imaginer, concevoir, innover, l'enthousiasme pour agir, réaliser, gagner.

Jeune Diplômé^{HF} Contrôle de gestion

Vous serez chargé(e) d'informer et de conseiller une Division de Ventes, de participer à l'élaboration et au suivi des plans à moyen terme, du budget, d'analyser les résultats mensuels...

Jeune diplômé(e) en gestion, comptabilité ou économie (Bac + 4 minimum), vous possédez une bonne maîtrise de l'anglais. Une première expérience en comptabilité analytique aura révélé un jugement sûr et rapide. Progressivement, vous vous formerez à tous les aspects d'un contrôle de gestion dynamique, réaliste et performant. Réf. JD

3M

UNIVERS DE
LA GESTION**Directeur Administratif et Financier**
Région Parisienne

400 à 500 000 F

Filiale française d'un Groupe Chimique International notre C.A. doublé en 3 ans, atteint 1,4 milliard avec un effectif de 700 personnes.

En liaison directe avec le Président du Directoire dont vous dépendez, vous êtes auprès de lui force de proposition pour toute décision ou changement dans la stratégie financière ou administrative de l'entreprise.

Vous serez «Groupe» et assurerez l'interface avec vos homologues étrangers.

Vous dirigerez et animerez par ailleurs les départements Finances, Comptabilité, Services Généraux, soit une cinquantaine de personnes.

Les relations avec le pool bancaire, l'évolution française et européenne de la fiscalité, des études économiques préalables aux opérations d'acquisitions, seront de votre ressort.

Homme ou femme de dialogue, vous développerez la communication tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'entreprise et la représenterez auprès des instances publiques et para-publiques relevant de votre fonction.

Diplômé d'une grande Ecole de Commerce ou de Gestion, parfaitement bilingue allemand et/ou anglais, vous êtes âgé d'au moins 40 ans. Vous justifiez d'une expérience de Directeur Financier dans un Groupe Industriel International et maîtrisez la fiscalité française et européenne. Rigoureux, ouvert au dialogue, vous êtes par ailleurs un excellent négociateur.

C'est en toute confidentialité que Sylvie CATHÉLIN traite votre candidature, qu'elle vous remercie de lui adresser sous référence 5722 LM.

**Gilbert Raynaud & Partners**

CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES 7 rue de Montcau 75008 Paris. Tél. : (1) 42.89.10.25.

Du Cabinet d'Expertise Comptable
...à un métier d'avenir : Consolidateur

Jeune Sup. de Co (ou équivalent) orienté vers la comptabilité, si possible initié à la tenue de comptes en Cabinet, avez-vous pensé à vous orienter vers la consolidation ?

C'est ce que vous propose notre Groupe, en plein devenir, soucieux de mettre en place un outil efficace d'analyse et de gestion. Son importance ? 56 sociétés en France pour un C.A. de 1 milliard de francs - 1 200 salariés - filiale d'un Groupe d'envergure internationale.

Vous participerez à la conception d'un nouveau système et mettez en place les conditions de fonctionnement et le processus comptable de consolidation. La fiabilité du processus vous conduira à assurer le contrôle des opérations.

Ce poste, destiné à un jeune diplômé à potentiel, est évolutif, par exemple vers des fonctions d'audit interne du Groupe. Il est basé dans un environnement agréable, à 30 km à l'Ouest de Paris, près de Saint-Germain-en-Laye.

Michèle DUCHER, notre Conseil, attend votre résumé de carrière, sous la référence V/LID/LM.

**Raymond Poulain Consultants** 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS**BFCE**

BANQUE FRANÇAISE DU COMMERCE EXTÉRIEUR

Banque de premier plan, spécialisée dans le financement du commerce international, nous développons nos activités et proposons des possibilités de carrières diversifiées à de jeunes diplômés de haut niveau, maîtrisant parfaitement l'anglais et soucieux d'acquiescer une première expérience concrète dans un secteur en pleine évolution.

Devenez l'interlocuteur privilégié d'entreprises à vocation internationale

JEUNES DIPLOMES**X, HEC, Mastères spécialisés**

Au sein de notre Département TRÉSORERIE, vous pourrez acquiescer rapidement, en tant qu'opérateur, une solide connaissance du marché monétaire et du marché des changes, ainsi que des nouveaux produits qui y sont liés.

Au sein de notre Direction EXPLORATION, plus particulièrement dans nos agences de province, parmi une équipe confirmée, vous prendrez rapidement en charge la négociation de crédits, l'analyse du risque et le montage d'opérations de financement de grandes entreprises.

Pour nous rejoindre, adressez votre dossier de candidature présentant le poste choisi à notre Conseil, sous la réf. 5295 ou transmettez-le sur votre télécopieur en composant le 3615 code C.V. PLUS.

**Ressources & Développement**
6, rue Casimir-Delavigne - 75006 PARIS**Guillot**

Filiale d'un important groupe métallurgique et leader national (avec plus de 50 % du marché) dans la fabrication de chaudières gaz en acier.

JEUNE SUP DE CO : PASSEZ A L'ETAPE SUIVANTE !

Nous vous proposons de valoriser votre première expérience, acquise de préférence en milieu industriel, en prenant en main la création d'un poste autonome et complet, ceci dans le contexte dynamisant d'une entreprise en expansion.

Rattaché au directeur d'usine (environ 100 personnes, 90 millions de francs de C.A.), vous assurerez la responsabilité complète des achats de matières premières et des approvisionnements, le contrôle des frais généraux et des prix de revient matières. De plus, vous superviserez la gestion des stocks et des magasins, dans un environnement informatique et temps réel très performant.

Vous êtes responsable de l'animation d'une équipe de 8 personnes avec laquelle vous menez à bien des tâches dont l'aspect gestion est complété par le contact avec le terrain.

Le poste est basé dans le Maconnais.

Envoyer C.V., photo et prétentions à la Direction du Personnel - 87 X - 85002 LA ROCHE SUR YON Cedex.

ETABLISSEMENT FINANCIER

RECHERCHE

UN(E) OPERATEUR(TRICE) SUR LE MARCHE FINANCIER

Vous êtes diplômé(e) de l'enseignement supérieur scientifique ou économique (BAC + 4 minimum) débutant ou ayant déjà eu une courte première expérience.

Au terme d'une période de formation pendant laquelle vous assurez la fonction d'assistant(e), vous prendrez en charge la négociation et la réalisation de transactions sur instruments financiers liés à l'évolution des taux d'intérêts.

Ce poste nécessite de grandes qualités d'organisateur(trice), une disponibilité importante et le goût du travail en équipe.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en indiquant la référence du poste à : LE MONDE sous n° 7061
5, rue Montessuy 75007 Paris
(tout dossier incomplet sera retourné)**NANCY**

Organisme d'études et de réalisations immobilières offre une opportunité pour création d'un POSTE de

RESPONSABLE D'OPÉRATIONS

Chargé de l'administration économique et financière de programmes et de leurs montages, à un diplôme ESCAE - ION - Maîtrise sciences économiques ou ingénieur I.P., titulaire d'une première expérience opérationnelle.

Faire offre de candidature par lettre manuscrite, C.V. et prétentions, à l'adresse au 14 D BESON.

AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI
12 place de la Croix-de-Bourgoigne
54042 NANCY CEDEX**jeune chef de personnel**

sud de Nantes

Notre entreprise est justement réputée pour la qualité de ses produits (biens d'équipement Grand Public aux marques renommées) la hardesse de sa politique sociale et le dynamisme de son Personnel. Vous désirez vous investir dans une fonction qui vous fera progressivement découvrir tous les aspects du métier que vous avez choisi : les Relations Humaines. Nous vous confierons dans un premier temps, soit l'administration du Personnel des Services Centraux (200 pers.) et la Formation Entreprise (2000 pers.) et vous participerez étroitement avec le Directeur des Relations Humaines à la réflexion et à la mise en œuvre d'une politique sociale avancée, soit la responsabilité complète du Personnel d'une Unité de Production de 300 à 400 personnes. En quelques années vous aurez couvert tous les aspects : réflexion et terrain de la fonction. Agé de 27 ans environ, vous êtes issu de l'Enseignement Supérieur et justifiez, si possible, d'une expérience au sein d'une Direction de Personnel en milieu industriel. Nous saurons vous accueillir et vous convaincre.

Orion à qui nous avons confié cette recherche, vous remercie de lui adresser sous réf. 706538 LM, votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions).

35, rue de Rocher 75006 Paris



AECE (émetteur de la carte de paiement American Express, société financière, recherche :

chef comptable

Rattaché au Directeur Comptable, vous aurez la responsabilité de l'ensemble de la Comptabilité Générale, contrôle de gestion, déclarations fiscales, reporting et respect des procédures. Vous animerez et contrôlerez une équipe de 11 personnes.

Votre profil : Vous êtes diplômé Enseignement Supérieur et DECS.

Vous avez une expérience réussie de 5 ans minimum dans un poste similaire avec connaissance en comptabilité anglo-saxonne et une expérience de la comptabilité bancaire et de l'établissement des rapports "commission bancaire". Vous êtes parfaitement bilingue anglais et disposez d'une bonne maîtrise de l'outil informatique.

Vos compétences, vos qualités de rigueur, d'organisation, et votre pragmatisme conditionneront votre réussite et votre évolution au sein de notre Groupe.

Le poste est basé à notre siège de Rueil-Malmaison (5 mn RER).

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (photo + prétentions) sous réf. 880 à Annie Coutancasou - Responsable recrutement - AMERICAN EXPRESS CARTE FRANCE - 1 Avenue de Chetou - 92500 Rueil-Malmaison.

**BANQUE REGIONALE**

Traditionnellement orientée vers le financement du Secteur Maritime, nous participons activement à l'évolution actuelle de l'activité bancaire et enrichissons notre diversification.

Nous recherchons pour notre Direction des Engagements :

Créditman

Nous lui confierons :

- des études financières de la clientèle professionnelle dont les dossiers sont hors délégation du réseau,
- des missions d'Audit et de contrôle des dossiers en délégation et d'assistance au réseau,
- des activités de formation du personnel d'exploitation.

Nous souhaitons rencontrer pour ce poste évolutif des candidats âgés de 26 ans minimum, de formation BAC + 4 (Sup. de Co., Sciences de Co., ...) possédant une expérience de 3 à 5 ans minimum.

Les qualités pour réussir sont : équilibre, rigueur, méthode, bon sens relationnel et autonomie.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. complet, photo et prétentions sous réf. 5585 à ANAL, 27 rue Taitbout - 75009 Paris, qui transmettra.

VALENCE**REDACTEUR DE CREDITS**

HF

Vous avez entre 25 et 35 ans, un niveau d'études supérieures et une expérience de 2 ans minimum en matière de crédits aux commerçants, artisans et professions libérales.

Votre mission sera d'assurer l'étude financière et comptable de dossiers de crédits aux professionnels, associations et collectivités locales et d'apporter un avis motivé sur chacun d'eux. Vous aurez, également, un rôle d'information, voire de formation, de notre réseau.

Sous l'autorité de votre supérieur hiérarchique, vous participerez au contrôle des engagements de notre groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence P/39/87 à Irène LEBLOND - SRH - Crédit Mutuel Dauphiné Vivarais - 130/132, avenue Victor Hugo - 26000 VALENCE.

Crédit Mutuel

DAUPHINE-VIVARAIS.

CAPITAL SYSTEME INVESTISSEMENT

dans le cadre du développement de son activité sur le MARCHE DES ACTIONS, recherche :

UN(E) ANALYSTE FINANCIER

Débutant(e), de formation supérieure, ESC, IEP-Ecofi, DESS.

Après intégration dans notre service d'Analyse Financière, vous serez appelé(e) à conseiller les interventions de nos clients et celles de l'établissement dans le cadre de sa gestion.

Le(e) candidat(e) devra faire preuve de qualité de rigueur, avoir le goût du contact et du travail en équipe.



Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à : C.S.I., 45, rue Caumartin 75009 PARIS en rappelant la référence AN - FI

هنا في العمل

هنا من اجل

REPRODUCTION INTERDITE

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde • Mardi 8 septembre 1987 33

REPRODUCTION INTERDITE

chef de personnel

sud de Nantes

ORION

chef comptable

man

CTEUR DE CREDITS

Crédit Mutuel

ME INVESTISSEMENT

Directeur Adjoint

Gestion - Administration - Comptabilité - Informatique - Personnel

Notre Société (700 pers., 300 millions de CA) spécialisée dans la fabrication de produits de grande diffusion (domaine lié à la mode) est la filiale de production d'un Groupe français réputé. Nous créons la fonction de Directeur Adjoint qui anime et gère la structure administrative, assistera le Directeur Général dans la gestion Industrielle, développera l'esprit de rigueur, coordonnera les services dont il aura la charge (Informatique et C.P.A.O., comptabilité, Personnel, etc.) et répondra à l'efficacité de leurs activités. Ce poste de premier plan conviendrait à un candidat âgé d'au moins 30 ans, diplômé d'une grande Ecole de Gestion + DECS ou Ingénieur + IAE, ayant exercé quelques années au sein d'une unité de Production comme Responsable (ou Adjoint) Administratif et Financier. "Homme d'informatique", excellent gestionnaire, diplomate, sa réussite dans cette fonction lui ouvrira d'importantes perspectives de carrière au sein d'un Groupe réputé pour son dynamisme et leader en Europe dans son domaine d'activité. Le poste est situé dans l'Est à proximité d'une ville importante et agréable.

ORION, à qui nous avons confié cette recherche, vous garantit une discrétion absolue et vous remerciera de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 709547 LM (à indiquer sur l'enveloppe).

35, rue du Rocher 75008 Paris

ORION

Concevoir les systèmes d'information de gestion d'une grande banque

Le métier bancaire évolue : à la diversification des services et des produits que nous offrons à notre clientèle (entreprises et particuliers) s'ajoute la rigueur de notre gestion et la recherche constante de l'amélioration de nos performances. Cette politique nous a permis d'être performant au sein de notre Groupe. Le développement de systèmes informatiques nouveaux nous conduit à aménager l'ensemble des procédures permettant l'analyse de gestion des comptes de la banque. C'est cette mission de définition et de conception d'une nouvelle architecture comptable et de gestion que nous souhaitons vous confier. Cette fonction vous mettra en liaison avec tous les services de la banque dont vous connaîtrez en détail le fonctionnement et vous évoluerez ainsi vers d'autres responsabilités. A 30 ans, vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (maîtrise de gestion, E.S.C., D.E.C.S.), vous avez une expérience de 4 à 5 ans qui vous a permis de définir ou de mettre en place des méthodes et des systèmes de gestion dans une entreprise de services fortement informatisée. Vous êtes mobile (ce poste est situé dans l'est de la France), et la perspective de travailler dans un secteur en évolution vous intéresse.

Merci d'adresser votre candidature, avec rémunération actuelle à notre Conseil Aline MAUGER, qui vous assure de sa totale discrétion. COFROR - référence 683/30

Tour Fiat - Cedex 16 - 92084 PARIS LA DEFENSE

COFROR

Assistant controller

Notre Société, 130 personnes, près de 200 Millions de Francs de chiffre d'affaires, filiale d'un important Groupe américain, diffuse des produits de luxe en France et à l'étranger. Nous recherchons un jeune Assistant Controller. Rattaché(e) au Directeur Administratif et Financier, basé(e) à Paris, vous serez responsable de la comptabilité, des déclarations fiscales, de la trésorerie, des budgets, de l'audit interne et de l'informatique. Vous animeriez une équipe de 9 personnes. Agé(e) de 27 ans au moins, diplômé(e) de l'enseignement supérieur, vous bénéficiez d'une expérience de 3 à 5 ans au sein d'un Cabinet d'Audit ou d'une entreprise. Vous connaissez les techniques de reporting et la comptabilité anglo-saxonne.

Merci d'adresser votre candidature, avec rémunération actuelle, à notre Conseil I. LE CHANONY, qui vous assure de sa totale discrétion. COFROR - référence 013/01

Tour Fiat - Cedex 16 - 92084 PARIS LA DEFENSE

COFROR

Controller d'une division

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Nous sommes la filiale d'un des tout premiers Groupes américains du secteur pharmaceutique, classé parmi les plus performants pour la qualité de sa gestion. En France, notre Division pharmaceutique emploie 400 personnes et réalise un chiffre d'affaires de 350 MF. Nous assurons la fabrication (dans notre usine à 100 km à l'ouest de Paris) et la commercialisation de médicaments.

Le Controller que nous recherchons est responsable du contrôle de gestion de la Division (manufacturing et marketing) : il élabore et prépare les budgets en relation avec les différentes responsabilités, en assure le suivi, établit le reporting au Siège américain du Groupe, calcule les prix de revient et supervise la comptabilité analytique. Il anime une petite équipe de collaborateurs.

A 27 ans au moins, vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (Grande Ecole, E.S.C., Maîtrise de Gestion). Vous souhaitez valoriser une expérience d'au moins 3 ans, acquise dans une entreprise industrielle ou dans un Cabinet d'Audit international (avec des missions opérationnelles). Vous avez une bonne pratique de la micro-informatique et aussi de la langue anglaise. Nous vous offrons la responsabilité complète d'une fonction et de réelles possibilités d'évolution (y compris à l'étranger).

Merci d'adresser votre candidature, avec rémunération actuelle à notre Conseil Isabelle Le Chanony, qui vous assure de sa totale discrétion. COFROR - référence 595/35

Tour Fiat - Cedex 16 - 92084 PARIS LA DEFENSE

COFROR

Auditez nos filiales de distribution

Avec 1600 personnes, nous sommes le 1^{er} groupe français de distribution de bières et boissons. Nous vous proposons de venir renforcer notre équipe d'AUDIT INTERNE. Vous aurez pour mission de contrôler la bonne application des procédures de gestion au sein de nos 50 filiales (entrepôts - grossistes) à travers toute la France. Pour vous sentir à l'aise dans votre action, vous devez avoir une formation supérieure (école de commerce, DECS...) et/ou une première expérience réussie dans un cabinet ou dans une entreprise. Vous devez être également très disponible, des déplacements fréquents étant nécessaires. Ultérieurement la taille de notre Groupe pourra faciliter votre évolution professionnelle. Le poste est basé à Paris Ouest. Envoyer votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous référence 2512 M à

SOURCES

108 rue Saint-Honoré - 75001 Paris qui transmettra en toute confidentialité

Florian Mantione Institut

Importante société de Travaux Publics Sud de la France, recrute

CONTROLEUR DE GESTION JUNIOR

basé au siège

Agé d'environ 25/27 ans. Formation supérieure en gestion (type ESCA). Il a déjà une expérience professionnelle, il sait analyser, concevoir, proposer. Il connaît et pratique l'anglais. Rémunération de départ : 130 à 150 000 F

Envoyer CV, sous réf. LR 987 N à FLORIAN MANTIONE INSTITUT Conseil en Recrutement - 89 rue de Rivoli 75001 PARIS ou consulter le MINTEL 3615, code SOFTEL puis FPM.

MONTPELLIER - BORDEAUX - CLERMONT LA ROCHELLE - NANTES - PARIS - TOULOUSE

Responsable clientèle PME/PMI

Banque - 200/250.000 F

Une banque à taille humaine, réputée dans son secteur, et filiale d'un groupe bancaire international, recherche son responsable clientèle PME/PMI. Basé à Paris et placé sous l'autorité directe du chef d'agence, il s'intégrera dans l'équipe existante (3 personnes) et bénéficiera sur place de l'assistance technique et administrative dont il aura besoin. Il prendra ainsi en charge un portefeuille de clients qu'il gèrera et développera de manière autonome. Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre bancaire, âgé de 30 ans minimum, de préférence diplômé de l'enseignement supérieur et spécialisé dans les relations avec une clientèle PME/PMI. La rémunération de l'ordre de 200/250.000 francs sera fonction de l'expérience. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A.R9259M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Animateur de réseau Assurances

Un des tout premiers groupes d'assurances recherche pour la délégation région parisienne de sa société incendie-accidents un responsable de réseau qui sera placé sous l'autorité immédiate du responsable du département souscription. Il sera chargé d'animer et de gérer l'ensemble du réseau de courtiers sur ce territoire et aura autorité sur plusieurs équipes de technico-commerciaux qui l'assisteront sur le terrain dans sa mission. A ce titre, il devra déterminer les moyens les mieux adaptés afin d'intensifier ces relations et aura un réel souci de qualité dans sa gestion tant au niveau des risques couverts qu'au niveau des services proposés. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat âgé de 30 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur (type ESC) justifiant d'une première expérience de l'ordre de 5 années, acquise dans un établissement similaire. Il devra de préférence avoir une bonne connaissance du réseau de courtiers et être familiarisé aux produits incendie et accidents. Il devra allier de réelles qualités de gestionnaire à un excellent sens commercial. La rémunération sera fonction de l'expérience du candidat retenu. Merci de préciser vos prétentions en écrivant à M. de SOUZA sous la référence A/R9292M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Controller Doubs

Un puissant groupe industriel français, aux activités très diversifiées, recherche pour l'une de ses filiales, spécialisée dans la fabrication et la distribution d'articles d'entretien, son controller. Rattaché hiérarchiquement au directeur général, et fonctionnellement au controller du groupe, il aura la responsabilité opérationnelle du reporting, du budget (établissement, suivi, contrôle des écarts), de la comptabilité générale et industrielle (assisté d'un chef comptable), de l'informatique (assisté d'un responsable informatique). Par ailleurs il est le garant du respect des procédures financières et de la transparence de la gestion de l'ensemble de l'entreprise. Ce poste s'adresse à un candidat diplômé d'une école supérieure de gestion, disposant d'une expérience de quelques années d'une fonction finances et gestion dans un environnement industriel, et familiarisé avec les coûts standards et l'outil informatique. Des qualités de contact, de dynamisme, l'esprit d'initiative sont indispensables. La rémunération sera essentiellement fonction de l'expérience du candidat retenu. Le poste est situé à l'usine, dans le Doubs. La dimension du groupe permet d'envisager, à terme, des possibilités d'évolution intéressantes. Ecrire en précisant la référence S8201M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Responsables clientèle Banque

Paris - Orléans - Nantes - Lyon - Nancy - Bordeaux - Poitiers - Limoges - Une banque à taille humaine, spécialisée sur un marché porteur et proposant une gamme complète de produits financiers, recherche dans le cadre de son expansion régionale huit responsables de clientèle. Rattachés au directeur d'agence, ils auront à développer une clientèle variée de groupements d'entreprises et/ou coopératives et/ou associations et/ou mutuelles en établissant avec eux une relation de partenariat. Ils seront également chargés de l'analyse financière et du montage de leurs dossiers. Ces postes s'adressent à des diplômés d'études supérieures (ESC ou équivalent, ITB ou CEB) ayant une expérience de l'action commerciale et des études de crédit de 3 à 7 ans. La rémunération, stimulante, sera fonction de l'expérience et des compétences des candidats. Une évolution de carrière sera proposée en fonction des résultats obtenus. Ecrire à Christine BERNET en précisant la référence S 8186M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

UNIVERS DE
LA GESTIONORGANISATEUR
Senior Comptabilité-Finances

H/F 250 000 F
Notre société est l'un des enjeux stratégiques d'un puissant groupe international. C.A. 20 milliards dans le domaine de la distribution. De profondes modifications juridiques et structurelles sont en cours, dues à des absorptions et diversifications. Dans cette optique, le Service Organisation est le fer de lance de la Direction. Un organisateur diplômé HEC, ESCP (ou équivalent), compétent en finances-comptabilité, ayant déjà mené des projets importants, à la tête bien faite et aux contacts directs, peut trouver, dans la mission confiée, une opportunité exceptionnelle de mettre en valeur ses talents et se voir proposer ensuite une évolution rapide dans le groupe. Poste basé en Banlieue Sud, fréquents et brefs déplacements. Adresser lettre man. et CV détaillé, ss réf. 23768/M à Marie José FOURNIAT, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 92516 BOULOGNE CEDEX.

sélé
CEGOSTrès importante société de négoce international
souhaitant renforcer son équipe informatique, recherche
Jeune Ingénieur chef de projet

Rattaché au responsable de l'informatique vous participerez dans un premier temps au développement des projets existants, puis vous assurerez seul, la responsabilité de nouveaux projets depuis la conception avec l'utilisateur, le choix des solutions, leurs mises en place et la formation des utilisateurs. Ingénieur de formation, après une première expérience de 3 à 5 ans dans une SSII, vous vous sentez à même d'assurer seul des responsabilités importantes. Votre ouverture d'esprit, votre compétence, votre ascendant personnel vous permettront d'évoluer dans un environnement complexe. Les projets sont développés sur VAX - base de données ORACLE - méthode MERISE. Une connaissance dans ces domaines constituerait un atout supplémentaire. Toutefois, nous sommes prêts à vous donner les compléments de formation nécessaires s'il y a lieu. Poste très évolutif. Lieu de travail : Paris. Veuillez adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photo, rémunération souhaitée) sous la référence 73860/M à M. CLERE - Sélé-CEGOS - Tour Chenonceaux 92516 BOULOGNE cedex.

sélé
CEGOSLA CAISSE NATIONALE DE
CREDIT AGRICOLE
Le Groupe de CREDIT BAIL
du CREDIT AGRICOLE recherche2 DELEGUES
REGIONAUX

pour ses régions Midi Pyrénées et Sud Ouest

qui seront chargés :

- de promouvoir les activités de Crédit Bail sur les 5 départements rattachés à chaque Délégation.
- d'informer et d'apporter leur aide à la formation et à l'animation d'un réseau commercial solidement établi.
- d'assurer le montage des dossiers et d'animer une petite équipe administrative.

Une formation supérieure est exigée ainsi qu'une expérience commerciale de quelques années acquise de préférence dans le crédit aux entreprises.
Les postes sont basés à AUCH et BORDEAUX et comportent des déplacements fréquents.
Adresser CV, prétentions et photo sous référence LAM/09.50 à C.N.C.A. Gestion des Personnes - B.P. 48 - 78280 GUYANCOURT.

Un Contrôleur de Gestion
à notre image : performant

Notre : l'une des unités de production (220 personnes) d'un Groupe International renommé du secteur électronique industrielle. Nos moyens très performants (GPAO...) nous permettent de fabriquer un ensemble de produits en direction de tous les pays d'Europe.

Membre du Comité de Direction, notre Contrôleur de Gestion a pour rôle essentiel d'assister le Directeur dans le pilotage de l'Usine, en lui fournissant toutes les analyses de gestion et recommandations nécessaires. Impliqué dans la vie de l'Usine, il prépare et suit les budgets en étroite liaison avec les responsables opérationnels, analyse les investissements, dirige et anime les services comptables (6 pers.). Mission prioritaire : développer l'organisation administrative et comptable en améliorant les systèmes, circuits et procédures existants.

Notre : une formation supérieure de gestion, la pratique de l'anglais et de la micro-informatique en tant qu'utilisateur et une première expérience de 3 à 4 ans en Cabinet d'Audit ou bien en entreprise dans une fonction de contrôle de gestion industriel.

Au delà de ces éléments, vos qualités personnelles et votre potentiel seront déterminants pour réussir à ce poste clé, basé à Amiens.

TEG, notre Conseil, vous remercie d'adresser sous la référence M 67809, votre dossier de candidature qui sera étudié avec la plus grande confidentialité.

TEG,
113 rue de
l'Université
75007
PARIS.

Chef comptable

Depuis 4 ou 5 ans, vous avez consolidé votre expérience au contact du bilan annuel et mûri vos qualités de manager en animant une petite équipe. Titulaire du DECS et plus, vous avez une parfaite connaissance de la comptabilité anglo-saxonne et pratiquez couramment l'anglais.

Fort de cette dimension, vous souhaitez valoriser votre acquis au contact d'un Groupe Multinational capable de vous offrir autonomie et responsabilité : sous l'autorité directe du DAF, vous assurerez la totalité de la fonction comptable et fiscale, le contrôle du crédit, le suivi des stocks et le reporting du Groupe en vous appuyant sur les compétences de votre Service.

Si vous êtes disponible et coopératif, Northern Telecom a de quoi vous satisfaire avec une place de leader mondial de la communication numérique, 47 000 personnes, un CA de 4,3 milliards de dollars, une clientèle de grande comptes et des objectifs ambitieux pour sa filiale informatique Française, installée en proche banlieue parisienne. Merci de nous faire parvenir votre dossier de candidature (lettre + CV + prétentions) sous réf. CCM au Service du Personnel, 41-48 rue de Garenne, 92130 Sèvres.

nt northern
telecom

L'informatique au service de la communication

Marchés Interbancaires

Jeunes Opérateurs

Très jeune société en France, notre vocation est d'apporter des prestations novatrices et performantes dans le domaine des transactions interbancaires. Notre savoir-faire en la matière nous assure de larges perspectives d'évolution. Dans ce cadre de développement, nous recherchons plusieurs opérateurs.

Votre rôle : faciliter, en tant qu'intermédiaire, l'achat et la vente de titres (Obligations, Bons du Trésor...) pour le compte de nos clients. Au cours de fréquentes conversations téléphoniques avec ces derniers, vous vous assurerez de leurs différents besoins, saurez développer un climat de confiance et établir ainsi d'excellentes relations.

Nous vous voyons jeune, avec une formation supérieure de gestion et une première expérience d'environ 1 an dans le domaine des marchés financiers. Plus qu'à vos connaissances techniques, nous nous attacherons à votre dynamisme et à vos qualités relationnelles.

Nous vous proposons aujourd'hui de rejoindre notre équipe et d'exercer vos talents au sein d'une structure très évolutive, dans un domaine en constante évolution.

TEG, notre conseil, vous remercie d'adresser sous la référence M 67709, votre dossier de candidature qui sera étudié avec la plus grande confidentialité.

TEG,
113 rue de
l'Université
75007
PARIS.

Laboratoire pharmaceutique de la région parisienne, en croissance constante, notre C.A. (600 MF) a quintuplé en 6 ans, nous attendons, au niveau du Groupe,

Un Major
Chef Comptable HF

pour lui confier la responsabilité des comptabilités générales et auxiliaires. Animateur d'une équipe d'une dizaine de personnes, vous serez le garant de la fiabilité des états, déclarations, situations et bilans pour douze sociétés à statut très divers. Vous saurez répondre aux sollicitations comptables et fiscales que cela implique par votre formation de niveau DECS, largement complétée par votre expérience de quelques années en Cabinet d'expertise, ou comme major de la fonction dans un ensemble de plusieurs sociétés. Si vous souhaitez vous intégrer dans une ambiance dynamique et positive, faites le savoir à notre Conseil, en lui adressant, sous référence 7901 M, votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), qu'il traitera en toute discrétion.

Daniel Desjardins 5, RUE DE LA SURINTENDANCE - 78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE



LE GROUPE DES MUTUELLES DU MANS

recherche pour son siège (1h30 de PARIS)

FUTUR DECIDEUR

Diplômé d'une Grande Ecole de Commerce (HEC, ESSEC, ESCP...), débutant ou possédant une courte première expérience (max 2 ans), vous souhaitez occuper une fonction stratégique vous permettant d'être en relation constante avec la Direction Générale d'une Société de 600 personnes rattachée à un Groupe de 5.500 salariés, présent dans 14 pays : études et analyses économiques, financières, commerciales, élaboration de prévisions et de plans, recherches prospectives, définition d'axes de développement...

Dans un secteur appelé à connaître de profondes mutations (marché unique européen, rapprochement banques-assurances...) vous préparerez des décisions engageant l'évolution d'une Société dont le Chiffre d'Affaires se développe à raison de 30 à 40 % par an, spécialisée dans l'assurance-vie (produits épargne, retraite par capitalisation, etc...), marquée par le dynamisme et l'esprit commercial de ses collaborateurs. Bien qu'en position fonctionnelle, vous aurez de fréquentes occasions de mettre à l'épreuve et de développer votre créativité, votre aptitude au conseil et votre capacité à faire des choix : votre position, les problèmes que vous aurez à résoudre, le niveau d'information dont vous disposerez et les relations auxquelles vous aurez accès doivent vous permettre, en quelques années, d'être un « décideur » capable d'assumer efficacement des responsabilités à niveau élevé dans ce secteur.

Merci d'envoyer un CV, accompagné d'une lettre manuscrite en précisant vos prétentions sous la réf. LM/DC 10 à D. CUGNET - GROUPE DES MUTUELLES DU MANS - 19/21, rue Chazay 75030 LE MANS CEDEX.

Nous sommes une banque implantée en région parisienne. Afin d'assurer notre croissance, nous recherchons

DES
DIRECTEURS
D'AGENCE

dont les trois principales missions seront :

- le développement de l'activité de leur point de vente ;
- l'animation et la motivation d'une équipe (4 à 15 personnes) ;
- la gestion d'un portefeuille de clients.

Les candidats retenus devront :

- posséder une formation supérieure générale (Ecole de Commerce, Maîtrise de Gestion...) ou bancaire (ITB, CESA) ;
- avoir une expérience de 5 ans minimum dans l'exploitation comme Directeur d'agence, comme adjoint ou comme responsable d'un portefeuille de clientèle PME-PMI.

La rémunération sera fonction de l'expérience acquise et des résultats.

Envoyer C.V., photo et prétentions, s/réf. 4816, à

MEDIA PA 71, av. Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

devenez
DIRECTEUR
D'AGENCE
en Rhône-Alpes

Nous sommes une banque régionale en pleine expansion. Vous aurez pour mission d'animer, diriger et développer les activités d'une agence.

A une formation supérieure (classique ou bancaire), vous ajoutez une bonne expérience dans le financement des commerçants, artisans et professions libérales.

Doté d'un sens commercial développé, bon organisateur, vous êtes dynamique et savez apprécier le risque.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 277 à :

MEDIA P.A. - 72, avenue Jean Jaurès - 69007 LYON - qui transmettra.

هنا في الوطن

UNIVERS DE
LA GESTION

Contrôleur de Gestion

185.000 F.

NANTES - Cette société américaine conçoit et réalise des matériels de haute technologie et recherche pour sa filiale européenne employant cent cinquante personnes basées en Grande-Bretagne, Allemagne et France, un Contrôleur de Gestion. Rattaché fonctionnellement au responsable du contrôle et gestion groupe, et hiérarchiquement à la direction financière et comptable européenne, ce responsable aura en charge le reporting pour l'ensemble des activités Europe, ainsi que l'élaboration et la gestion des budgets. Il participera activement à la mise en place de procédures nouvelles et à leur informatisation. Ce poste, basé au siège près de Nantes, intéresse un jeune diplômé d'une école de gestion, ayant acquis une première expérience, au sein d'un cabinet d'audit ou dans un service contrôle de gestion d'une entreprise, lui permettant d'appréhender les procédures anglo-saxonnes et la comptabilité française. Une bonne maîtrise de la langue anglaise est indispensable. REF. A/2087/M



Recevoir sous référence à
Jean-Bernard FOURNIER et Associés
Conseil en recherche et recrutement de Cadres
Associés 3 rue Racine - 44000 NANTES

Chief du Service Consolidation



35 Mds de francs de CA, plus de
100 sociétés, 43 000 personnes dont
4000 cadres, une politique humaine
et sociale dynamique, qui s'inscrit
dans notre projet d'entreprise.

Au sein de la Direction des Affaires Comptables du Groupe, vous aurez la responsabilité de l'établissement du reporting mensuel et des consolidations annuelles et intermédiaires. Vous aurez en charge la production de l'information chiffrée destinée à la Direction Générale du Groupe et aux principaux utilisateurs des comptes consolidés. Grâce à votre maîtrise de l'informatique, vous assurerez l'adaptation de logiciels acquis et développés à cet effet. Vous animeriez une équipe de 6 cadres chargés de la consolidation et du reporting des différentes branches d'activité, et vous serez en relation

directe avec les responsables comptables et financiers des Sociétés du Groupe.

De formation Ecole Supérieure de Commerce complétée par un DECS, vous serez l'animateur de cette fonction capitale au sein des Affaires Comptables. Quelques années d'expérience et de responsabilités dans un service Consolidation, une bonne connaissance de la comptabilité anglo-saxonne, la maîtrise de l'anglais sont indispensables pour remplir cette mission. La réussite dans la fonction vous ouvrira de larges perspectives d'avenir au sein du Groupe.



Merci d'adresser votre candidature, sous réf. CH 1 M, en précisant votre rémunération actuelle, à BSN Service Recrutement Cadres, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08

LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

Groupe Bancaire

recherche son

CONTRÔLEUR DE GESTION H/F

Sa mission :

Responsabilité de la mise en place du nouveau contrôle de gestion du Groupe.

A ce titre, il sera plus particulièrement chargé de :

- coordonner la production et le suivi des principaux indicateurs d'activité (statistiques, résultats, marges) en assurant fiabilité et délai;
- mettre en place une comptabilité analytique qui constituera l'outil de base du système d'informations de gestion;
- concevoir des tableaux de bord adaptés aux différents secteurs d'activité du groupe;
- assurer la procédure budgétaire annuelle : budget de fonctionnement et d'investissements;
- prendre en charge des études économiques et d'opportunité sous leurs différents aspects (comptable, fiscal, rentabilité, productivité...).

Son profil :

Le candidat, diplômé d'une grande école commerciale (option finances), a une expérience minimum de 3 à 4 ans dans le contrôle de gestion ou l'audit, et se trouve à l'aise dans un environnement informatique (gros systèmes et micro).

Par ailleurs, il possède de réelles dispositions personnelles pour le contact, le dialogue et le travail en équipe.

Pour un candidat de valeur, réelles perspectives d'évolution au sein du groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 2714 à PLAIN CHAMPS, 37, rue Froidevaux, 75014 PARIS, qui transmettra.

Groupe d'établissements

financiers leader du

financement automobile

recherche son

Responsable méthodes et
procédures comptables

Vous êtes titulaire d'une maîtrise de gestion ou du DECS complet, vous possédez une formation informatique appliquée (MIAGE par exemple), vous avez 3 à 5 ans d'expérience réussie dans un poste d'organisateur et vous recherchez des responsabilités, alors nous souhaitons vous rencontrer pour que vous :

- participiez à la conception, à la mise en place et à la maintenance des systèmes de gestion et d'information;
- assuriez l'interface entre les différentes directions de la société pour l'ensemble des aspects comptables fonctionnels;
- établissiez toute étude ou analyse nécessaires à la maîtrise des comptes ou des systèmes de gestion.

Vos qualités personnelles, méthodes, rigueur, faculté de communication, d'animation d'équipe, votre imagination et votre sens critique sont autant d'atouts qui favoriseront votre réussite dans ce poste basé en proche banlieue Est de Paris à 5 min du RER.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à Média-System (réf. 15042), 2 rue de la Tour-des-Dames, 75008 Paris, qui transmettra.



Expert comptable
ou ESC + DECS

Pour diriger un service back-office

Pour accompagner le développement important de nos activités de marchés, nous recherchons le responsable de notre service "Trésorerie Back-Office".

A la tête d'une équipe de 10 personnes et dans un environnement informatique poussé, il sera chargé d'assurer la gestion comptable et administrative des opérations de trésorerie en francs et en devises et de faire évoluer les procédures.

Une expérience pratique de plusieurs années (cabinet ou back-office) et une bonne maîtrise de l'anglais sont nécessaires.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV + photo et prétentions à BRED/TRESORERIE (référence BO/8502) 18 Quai de la Rapée - 75012 PARIS.

Première banque populaire Française - 3300 Collaborateurs - 163 Agences

300 000 +

GROUPE IMMOBILIER BRITANNIQUE
recherche pour sa filiale française

UN RESPONSABLE
FINANCIER ET COMPTABLE

Rattaché au PDG, il est responsable de la supervision, du contrôle de la comptabilité générale et de la trésorerie, de la préparation des budgets et assurera le reporting mensuel et trimestriel des sociétés formant le groupe.

Il aura un contact permanent avec les organismes bancaires et améliorera les procédures informatiques. Il a 30-35 ans, est de formation supérieure et possède le DECS.

Une expérience de 5 ans minimum dans un groupe similaire est souhaitée. La connaissance de l'informatique pour l'analyse et la synthèse est exigée. Le candidat sera nécessairement bilingue en anglais.



Envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo sous réf. 8337
RECRUTEMENT
20, Avenue de Messine - 75008 Paris

RANK XEROX

Cette fonction tremplin
va valoriser votre expérience
de l'organisation !

C'est donc une fonction évolutive que nous voulons proposer au sein de notre Direction administration et logistique à un jeune professionnel issu d'une école de commerce qui a déjà acquis une expérience de 2 à 3 ans en cabinet d'audit ou en entreprise.

Evolutive, cette fonction l'est incontestablement par la diversité des missions à mener : définir, concevoir, ou contrôler des processus liés à nos actions de commercialisation, développer la synergie entre les différentes directions (logistique, marketing, finance...) sont autant d'objectifs pour exprimer ses capacités de propositions, de contacts et d'autonomie.

Evolutive, cette fonction l'est également par la connaissance exceptionnelle de l'entreprise qui elle permet d'acquies pour prendre ensuite naturellement de plus amples responsabilités : compétence, performance et évolution étant les valeurs clés autour desquelles s'articule notre politique de Ressources Humaines.

Pour en savoir plus sur cette fonction clé, merci d'adresser CV sous référence ALN 180 à Hélène LAUTREDON, RANK XEROX, Direction des Ressources Humaines - 93607 ALNAY-SOUS-BOIS CEDEX.

BANQUE

française établie à Paris appartenant
à un groupe bancaire arabe important

RECHERCHE

gérant de portefeuille

- Expérience de gestion de portefeuille (surtout dans la Bourse française) d'environ 10 ans dans une Banque française ou Agent de changes à Paris.
- Agé de préférence de 30 à 35 ans.
- Formation universitaire économique.

La connaissance de l'anglais et des Bourses étrangères seraient un plus. Le candidat devra être à même (avec les collaborateurs qu'il choisira) de mettre en place le département de gestion de portefeuille dont il sera responsable.

La rémunération proposée (assortie d'un intéressement) sera fonction du niveau de compétence du candidat.

Discrétion assurée.

Ecr. en envoyant lettre man., c.v. et photo à BANQUE, 10, rue de la Paix, 75002 Paris (ou téléphoner au Directeur Administratif au 42-51-74-54).

NOUS SOMMES UNE SOCIÉTÉ
DE CONSEIL EN INFORMATION.

Nous délivrons, immédiatement, l'information utile à la prise de décision de nos 12000 clients : (Chefs d'Entreprises, Consultants...).

Notre Département de Législation Sociale (50 experts) recherche

JURISTE
EN DROIT SOCIAL

Maîtrise DESS

Vous avez 35 ans et acquies une expérience professionnelle dans la fonction Personnel. Venez rejoindre notre équipe.

Adressez votre candidature détaillée à : Marc SOUBAIGNE, SVP Direction du Personnel 75384 Paris cedex 08.



Etablissement financier
de premier plan

recherche

ANALYSTE FINANCIER

Intégré dans une équipe de 10 analystes financiers travaillant de manière sectorisée, il aura la responsabilité du secteur «hautes technologies» (aéronautique, électronique, etc.).

Il suivra et réalisera des analyses sur les valeurs cotées de ce secteur économique.

Pour ce poste qui exige autant de rigueur que de curiosité intellectuelle, nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur (Grandes Ecoles d'ingénieurs...) ayant si possible 2 années d'expérience professionnelle dans le tertiaire financier ou dans le secteur aéronautique.

Ecrire avec CV, photo et prêt, sous réf. 28820 à CONTESSÉ PUBLICTE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

UNIVERS DE
LA GESTION

NOUS SOMMES UN DES PRINCIPAUX TRANSFORMATEURS FRANÇAIS D'ACIER, AVEC MILLE SALAIRES. NOTRE ENTREPRISE EST INDÉPENDANTE, PARTICULIÈREMENT PERFORMANTE ET FORTEMENT EXPORTATRICE DANS LE MONDE ENTIER. NOUS RECHERCHONS POUR LE SIÈGE DU GROUPE.

CHEF COMPTABLE RESPONSABLE FINANCIER

AYANT ACQUIS :

- une formation au niveau de l'expertise comptable y compris une accoutumance à l'informatique,
- une expérience de quelques années dans un cabinet comptable,
- une bonne pratique en entreprise avec d'excellentes références.

NOUS VOUS PROPOSONS :

- un poste évolutif à PARIS-REPUBLIQUE,
- une responsabilité totale vis-à-vis du PDG,
- la gestion financière et comptable d'un groupe y compris trésorerie et changes.

Envoyez C.V. avec photo et rémunération actuelle à FIDUCIAIRE DE FRANCE, sous réf. EB 25, rue Servan, 75011 PARIS.

BANQUE PARIS - 8 •

BANQUE PRIVÉE PARIS, recherche son

RESPONSABLE DE PORTEFEUILLE H/F

- Vous avez une bonne formation comptable et une parfaite connaissance technique de la compensation et du traitement des chèques, effets et autres valeurs, ainsi que des évolutions en cours.
- Vous possédez une expérience similaire dans une banque et vous avez de sérieuses aptitudes au commandement.
- Votre rémunération sera basée sur la compétence et sur l'expérience.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et prêt, s/réf. 153/UM, à G.C.B.F. SERVICES - 66, rue de la Chaussée d'Antin - 75008 PARIS.



services

VOUS ASSISTE DANS LE RECRUTEMENT BANCAIRE

Connus et reconnus
sur le marché des produits ménagers
nous avons besoin de vous d'urgence!

Nous recherchons

Un chef de service juridique

Assistez de très près le Directeur des ressources humaines, capable de traiter des problèmes juridiques de toutes sortes et à tous niveaux, doté d'une grande capacité de travail et particulièrement dynamique.

Licencié en Droit ou équivalent.

Une assistante de Direction Générale (une vraie!)

Parfaitement bilingue, capable d'entretenir des relations de haut niveau. OR-GA-NI-SEE, d'une totale discrétion et connaissant les groupes internationaux.

BTS + un petit quelque chose.

Les postes sont à pourvoir à la Défense.

Les candidatures sont à adresser, sous référence GC 01, à

GREENWICH CONSULTANTS

33, avenue du Maine 75755 PARIS Cedex.



POSTES
A POURVOIR
DANS LES
PRINCIPALES
VILLES DE
FRANCE

CADRES DE GESTION

A l'intérieur de procédures définies par le Siège, ces collaborateurs directs du Directeur Régional sont chargés des prévisions budgétaires, de l'établissement des comptabilités et de leur analyse, de l'administration du personnel et du traitement des salaires, en général, des affaires sociales, juridiques et administratives de la région. (Effectifs prévus par région : 150).

Votre formation type BSCAE, DECS, MATHESE se complète de préférence d'une expérience réussie dans une fonction similaire.

Créée récemment, notre société offre des garanties de premier ordre dans un secteur en pleine évolution : le transport de films, la télévision et la garde-meuble.

Merci d'adresser d'urgence votre candidature manuscrite (CV + photo) sous référence 5205/M en indiquant la ou les régions souhaitées à notre Conseil 11, rue Danielle Casanova 75001 Paris.



COMPAGNIE INTERNATIONALE DES WAGONS LITS ET DU TOURISME

Implantée dans 52 pays, nous développons un CA de 10 milliards de francs à travers nos secteurs d'activité : Ferroviaire, Tourisme, Hôtellerie, Restauration.

Nous recherchons pour notre service central d'AUDIT INTERNE

auditeur confirmé H/F

Après trois années au moins d'expérience dans l'audit interne ou externe, vous pourrez assurer à court terme, la supervision de missions courantes et la prise en charge directe de missions plus difficiles. Outre votre rôle d'encadrement et de formation vis-à-vis des auditeurs les plus jeunes, vous participerez activement à la définition de la politique interne de l'audit.

auditeur débutant H/F

Vous souhaitez intégrer un grand groupe international et vous êtes surtout très motivé pour ce métier auquel vous serez formé en sein même du service.

Diplômé d'une grande école de gestion ou équivalent, vous maîtrisez au moins deux langues. Ces 2 postes basés à Paris impliquent des déplacements fréquents en France et à l'étranger, pour des périodes de 2 à 4 semaines.

Adressez lettre manuscrite, CV et prétentions s/réf. PER 405/M à la Direction du personnel 40, rue de l'Arcade 75008 Paris

**wagons
& LITS**

Auditeur interne

Au sein de la Direction des Services Comptables et de l'audit située au siège, à Nanterre, vous assurez des missions d'audit, tant en France qu'à l'étranger, et participerez activement aux travaux de consolidation.

De formation commerciale supérieure, vous êtes titulaire du DECS, et possédez une expérience de plusieurs années en cabinet d'audit et en entreprise.

La connaissance de l'anglais est indispensable, celle de l'espagnol souhaitée. Poste à pourvoir immédiatement.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, lettre manuscrite, CV détaillé, photo récente et prétentions sous réf. LM/010 à Dumez, Service des Relations Humaines, 345 avenue Georges Clémenceau, 92022 Nanterre Cedex.



La Chambre de Commerce et
d'Industrie de Paris
recherche

UN AUDITEUR INTERNE

- Formation supérieure (Grande Ecole de gestion ou équivalent)
- Solides aptitudes à la rédaction de rapports. Esprit critique - esprit de synthèse - Sens du travail en équipe.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à C.C.I.P. - Direction du Personnel et des Relations Sociales 8, rue Chateaubriand 75008 PARIS.

Cabinet de conseils
juridiques internationaux
recherche pour son cabinet de PARIS-8

JEUNE DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Directement rattaché au « Managing Partner », il accompagnera le cabinet dans son expansion, tant en France qu'à l'étranger, et étudiera la faisabilité des nouveaux projets.

Par ailleurs, il prendra en charge :

- La supervision de la comptabilité ;
- La mise en place de son informatisation ;
- La gestion prévisionnelle avec la mise en place d'un contrôle de gestion par centre de profit ;
- La trésorerie, les relations avec les banques ;
- La gestion du personnel (déclarations sociales et fiscales, paie) ;
- La gestion des services généraux.

Formation supérieure de commerce. Environ 32 ans. Expérience de direction financière. Anglais. Connaissances en droit international appréciées.

Adressez C.V. et lettre manuscrite sous n° 8 775 M LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montmartre, PARIS-2.

GIE exerçant sur le MATIF

RECHERCHE

NÉGOCIATEUR EN BOURSE

Au sein d'une équipe de 5 personnes, il participera à la négociation en Bourse, au suivi administratif des opérations et à l'analyse du marché. Le candidat idéal devra être disponible, vif et avoir le sens des responsabilités.

Contact : Gérard Stadler ou 42-60-05-96.

B.T.P. :

UN CHEF DE SERVICE FINANCIER

Groupe B.T.P. en expansion, 1,5 milliard de C.A. dont 40 % à l'export, très bonne rentabilité, recherche pour son siège en région parisienne UN FINANCIER CONFIRMÉ ayant rang de chef de service.

Le poste à occuper comporte :

- la prise en charge directe des recherches de financement export, de la gestion des risques et des garanties à l'étranger,
- le suivi de la gestion de la trésorerie, des crédits et des relations bancaires.

Vous avez la trentaine, vous êtes diplômé d'Etudes Supérieures, vous disposez de 6 à 7 ans minimum d'expérience financière et vous maîtrisez bien les problèmes financiers des projets à l'export, venez valoriser vos compétences au sein d'une équipe performante.

Adressez votre candidature sous réf. 7525 à l'Agence MEESTERS 113, rue de Reuilly 75012 PARIS qui nous transmettra votre candidature. Discretion assurée.

L'Européenne de Banque
recherche sur PARIS

Exploitants de clientèle privée CLASSE IV à VI

Nous vous offrons notre grande tradition de service bancaire et de conseils en patrimoine appuyés par des outils de gestion performants au sein de succursales autonomes.

Votre candidature nous intéresse si vous êtes :
- entreprenant, dynamique et si vous recherchez des perspectives de carrière motivantes,
- diplômé de l'enseignement supérieur ou bancaire,
- avec une expérience similaire d'au moins 3 ans,
- connaissant les valeurs mobilières, les produits d'épargne et la fiscalité.

Merci d'adresser C.V., photo et prêt, sous la réf. ECP/LM à L'EUROPÉENNE DE BANQUE - Direction des Relations Humaines - 21, rue La Fayette - 75009 PARIS.

LABORATOIRES PHARMACEUTIQUES
filiales françaises d'un groupe Européen
C.A. FRANCE 300 Millions
proche Banlieue Ouest
recherchent leur

CONTROLEUR DE GESTION H/F

qui, sous l'autorité du Directeur Financier et Administratif sera chargé (e) :

- d'établir et d'animer le processus budgétaire
- d'augmenter l'efficacité administrative et le contrôle interne par une organisation et des procédures adaptées
- de surveiller les réalisations par rapport aux prévisions à court et moyen terme.
- d'élaborer les tableaux de bord de synthèse.

De formation supérieure de Gestion, vous possédez une expérience de 5 années. Le passage au sein d'un Cabinet d'Audit ou de Contrôle Interne serait un plus.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 16090/M à MEDIA SYSTEM, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS
1 Milliard 1/2 de C.A. (3.900 personnes) recherche pour une de ses Divisions
située dans le Centre de la France (1.000 personnes)

UN ADJOINT AU RESPONSABLE CONTROLE DE GESTION

Il sera chargé de secondar le Contrôleur de gestion, principalement pour l'établissement :

- des budgets,
- suivi des budgets,
- résultats,
- calculs des prix de revient,
- contrôle et analyse des réalisations dans les domaines industriels et commerciaux.

Son commandement s'exercera sur un effectif de 7 personnes;

PROFIL SOUHAITE :

- formation Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent,
- première expérience de 2 ans minimum dans un poste similaire,
- bonne maîtrise de l'outil informatique (micro).

Poste évolutif.

Adressez lettre, CV, photo et prétentions sous réf. 3464 à Lévi Tournay/Asscom - 31, Bd. Bonne Nouvelle 75083 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

مكتبة في الجزائر

REPRODUCTION INTERDITE

UNIVERS DE LA GESTION

Proche Banlieue Est de Paris 200.000 F+
La filiale française (CA 100 millions de F) d'un groupe industriel international recherche son

Adjoint au directeur financier

Directement rattaché au Directeur Financier, il encadrera une équipe de 4 personnes et supervisera les comptabilités, le contrôle budgétaire, le reporting mensuel et annuel, le suivi des stocks et des immobilisations.
Agé de 25 à 30 ans environ, vous êtes diplômé d'une grande école de gestion et maîtrisez parfaitement l'Anglais. Vous avez acquis une solide expérience de 3 à 5 ans des méthodes de comptabilité anglo-saxonne, vous êtes un utilisateur averti de l'informatique et de la micro-informatique (IBM 36, PC, tableurs...). De réelles possibilités d'évolution vous seront offertes au sein de cette Société dynamique.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) à Monsieur Herbert, Arthur Young Conseil, Tour Manhattan, Cedex 21, 92095 Paris La Défense sous la référence 7091-M

ARTHUR YOUNG CONSEIL
MEMBRE D'ARTHUR YOUNG INTERNATIONAL

AUDIT et CONSOLIDATION

RENNES ESC ou Maîtrise de gestion + DECS

Vos 3 ou 4 années d'expérience en Cabinet et/ou en Entreprise ont fait de vous un homme maîtrisant les techniques comptables et fiscales mais aussi prêt à développer ses capacités relationnelles et son sens de l'écrit.
Rattaché au Chef des Services Comptables et Consolidation Groupe vous aurez pour missions principales :
- la mise en œuvre de la consolidation
- l'élaboration, la maintenance et le contrôle des procédures Groupe
- des actions ponctuelles d'audit.
La dimension et les structures de notre Groupe confèrent à votre fonction d'importantes responsabilités. Sachez parfaitement les assumer et elles évolueront avec vous.

Adressez CV, lettre manuscrite, photo et prétentions sous réf. 67920 au Groupe BRIDEL, Direction du Personnel - BP 5 - 35240 RETTERS.



Groupe de 2.200 personnes, 11 usines et 4,5 milliards de CA dont les activités, l'esprit moderne et le succès font naturellement dire :

Emile Bridel

Les bonnes carrières ont un nom

Contrôleurs de Gestion

Le poste clé requiert une formation supérieure (HEC, ESSEC, Sup de Co...) et une expérience probante d'environ 3/4 ans dans une fonction similaire en cabinet anglo-saxon ou en entreprise.

Pour mener à bien votre mission, vous possédez de réelles capacités d'adaptation et de relations humaines, vous êtes familiarisé avec un environnement micro-informatique, et vos connaissances en anglais seront appréciées.

Cette mission, opérationnelle dans un environnement évolutif, constitue pour un homme de votre potentiel une réelle opportunité de carrière.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. M 809 à :

AUM PUBLICITE 1, place du Palais-Royal
75001 PARIS - qui transmettra

PROVENCE

TRESORIER ADJOINT DU GROUPE

GRANDES ECOLES DE COMMERCE OU FORMATION SPECIALISEE EN FINANCES

Leader mondial des travaux sous-marins, le COMEX opère essentiellement pour les grands groupes pétroliers dans les océans et les mers du monde entier.

COMEX recrute 15 % de son chiffre d'affaires à l'étranger souhaite recruter un jeune diplômé d'études supérieures qui opère une expérience de 2 ans minimum dans un service financier en entreprise ou dans une banque avec une activité orientée entreprises, désire donner une nouvelle évolution à sa carrière.

En relation étroite avec le Trésorier du Groupe :
- vous assurez la GESTION FINANCIERE DES CONTRATS (clauses financières, couverts sur le marché, financement...)
- vous suivez les ENGAGEMENTS FINANCIERS DU GROUPE (suivi des comptes bancaires de

l'ensemble des engagements hors bilan, des prêts inter-comptes...)
- et vous assurez ainsi le suivi de certains DOSSIERS DE TRESORERIE ET DE FINANCEMENT.
Vous devez maîtriser parfaitement l'anglais, avoir une bonne pratique de la micro-informatique, diriger les contacts et être disponible pour des déplacements à Paris et/ou à l'étranger.
Pour un premier contact, adressez votre dossier à :
Monsieur Yves VIDAL - Directeur des Ressources Humaines - COMEX 30, boulevard des Océans - 13009 MARSEILLE.

comex

LEADER DES TRAVAUX SOUS-MARINS

LYON

ETABLISSEMENT BANCAIRE

bien implanté sur la région Rhône-Alpes recherche un

CHARGE DE RECRUTEMENT

Il aura à :
- prendre en charge complètement les recrutements qui lui seront confiés,
- participer activement à la gestion prévisionnelle des effectifs et des carrières.

De réelles perspectives d'évolution (encadrement) existent pour un candidat de formation supérieure (BAC + 4), possédant une première expérience de la fonction.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite et prétentions s/réf. 47069 à CONTESSA PUBLICITE, 3, rue Pierre Robin, 69363 Lyon Cedex 07

SOCIÉTÉS D'INGÉNÉRIE D'UN GROUPE INTERNATIONAL FRANÇAIS DE PREMIER RANG

recherchent 2 RESPONSABLES JURIDIQUES ET FINANCIERS, EXPORTATION

- L'un au sein de la société mère, en proche banlieue sud de Paris.

- L'autre dans une importante filiale à Grenoble.

Ils auront chacun les responsabilités suivantes dans leur société de rattachement :

Gestion administrative et financière des projets d'affaires à l'exportation (liaisons avec banque, COFACE, administration).

Cautions

Assurances

Affaires juridiques : contrats et contentieux

Droits de société.

Les candidats seront titulaires d'un diplôme d'études supérieures comportant une spécialité en droit des affaires et auront un anglais courant (parlé et écrit).

Des connaissances en espagnol seraient appréciées. De nombreux déplacements de courte durée sont à prévoir (zones méditerranéenne et africaine en particulier).

Une expérience réussie de 3 à 5 ans en gestion, de grands contrats à l'exportation, si possible en BTP, sera demandée.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + prétentions + photo s/réf. 1 621 : à

Centre de Psychologie et d'Efficience
17, rue des acacias 75017 Paris

CONSEIL EN ORGANISATION

DANS LE DOMAINE DE LA GESTION

MISSION :
- conception et suivi de projets informatiques en collaboration avec les informaticiens des entreprises clientes,
- étude des coûts et du rendement de l'information,
- suivi opérationnel, suivi informatique.

PROFIL PROFESSIONNEL

- Formation de type MAGA, école d'ingénieur de gestion ou équivalent,
- une expérience minimum de 3 ans en organisation, en cabinet ou en entreprise,
- Domaines d'intervention : systèmes d'information et de gestion, dans l'industrie, la distribution, la banque.

Pour participer à ce recrutement, merci d'adresser votre candidature, CV, photo et prétentions, en précisant sur l'enveloppe, la réf. 15507, à M&S-Spex, 2 rue de la Tour-de-Daumes, 75009 Paris, qui transmettra.

FNAT - Poste à pourvoir

MONITEUR DE GESTION

Formation DUT-GEA (option F.C. ou GAPMO) ou BTS comptable option. Expérience professionnelle et maîtrise de l'anglais souhaitées.

Stage de formation préalable rémunéré de 3 mois en province.

Indiquer prétentions sur C.V. avant le 9-9-87 à l'attention de Pierre-Yves CAPBLANC, FNAT - 102, avenue Simon-Bolivar, 75019 PARIS.

La Compagnie Internationale des Wagons-Lits et de Tourisme recherche

pour son Service Central des Etudes :

chargé(e) d'études de gestion

A partir :
- des documents élaborés par les différents secteurs du Groupe (Ferroviaire, Tourisme, Hôtellerie, Restauration)
- des informations obtenues auprès des Responsables de ces secteurs

Il participera aux analyses des résultats de gestion ainsi qu'à différents travaux d'études concernant l'évolution des divers ratios.
Ce poste évoluera vers un jeune débutant, diplômé de l'enseignement supérieur (Ecole de Commerce option finances, Maîtrise de Gestion) ayant le sens des résultats et le goût des contacts. Compte tenu du caractère international du Groupe, les connaissances linguistiques sont un plus. Connaissance de la micro-informatique appréciée.

Adressez lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. PER 404/M à la Direction du Personnel 40, rue de l'Arcade 75008 Paris

wagons LITS

Filiale d'un Groupe Financier important recherche jeune

EXPLOITANT A FORT POTENTIEL HF

diplômé d'études supérieures, 30 ans minimum. Le candidat : - devra posséder une bonne expérience dans le secteur bancaire - devra avoir le sens de l'organisation - aura le goût de l'action commerciale - aura le sens du travail en équipe.

Une préférence sera donnée à un candidat ayant une bonne connaissance des Professions Juridiques et Judiciaires.
Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et prét., sous la réf. 142/L.M. à O.C.B.F. SERVICES - 66, rue de la Chaussée d'Antin - 75008 PARIS.

services

ÉTABLISSEMENT D'HOSPITALISATION PRIVÉ

à but non lucratif (Paris) recherche son

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

- Il secondera le Médecin-Directeur dans l'ensemble de ses fonctions administratives et de gestion.
- Il supervisera notamment les services comptables et financiers, économiques et techniques ainsi que la Direction du Personnel.
- Il sera responsable de la réalisation et de l'équipement du Nouvel Hôpital.

Ce poste est offert à un Cadre Gestionnaire - 35 ans minimum - ayant au moins 5 ans d'expérience similaire en milieu hospitalier et une excellente connaissance des problèmes financiers.

Pour détails, téléphoner au 83.35.42.63 ou écrire sous référence 700 à M. Claude BLIQUE - Conseil en recrutement.



Cabinet BLIQUE
BP 3097
54013 Nancy Cedex

Cabinet Claude Blique



C.E.C.E. CENTRE D'EXPLOITATION DES CAISSES D'ÉPARGNE

Notre organisme, chargé de la gestion des cartes bancaires et des titres de l'ensemble du réseau des Caisse d'Epargne souhaite intégrer pour faire face à un fort développement son :

Responsable de l'exploitation titres

Animateur d'une équipe d'une vingtaine de personnes, il devra justifier d'une expérience solide de l'ensemble des opérations sur titres afin d'optimiser l'efficacité de ce service d'exploitation.

L'ampleur des volumes traités nécessite un excellent sens de l'organisation et beaucoup de méthode.

Poste basé à Paris.

Merci de nous adresser votre dossier sous réf. 1725 ou transmettre-le à CV PLUS en composant le 36-15 code CV PLUS sur votre minitel.



Jean-Claude Maurice S.R.
12, rue de Pontfieu - 75008 PARIS.

PARIS - LYON - BARCELONE

RESPONSABLE ADMINISTRATION EXPORT

250 000 F+

FMI française spécialisée dans la fabrication d'équipements de haute technologie pour l'automobile et le poids lourd, nous avons une forte croissance de nos ventes export principalement aux marchés européens et africains.

Nous recherchons un homme jeune, de formation supérieure, déjà bien rodé aux procédures administratives à l'export, pour animer une petite équipe polyvalente, capable de négocier et de suivre de façon très rigoureuse les dossiers clients. Anglais indispensable. Allemand souhaité.

Poste basé à PARIS banlieue sud.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) sous réf. 859 à Denis JOUSSET - PLEIN EMPLOI 10, rue du Mail - 75002 PARIS



plein emploi

Conseils en ressources humaines

SECRÉTAIRES

SOCIÉTÉ DES CEMENTS FRANÇAIS

La Société des Ciments Français, au premier rang des producteurs nationaux et mondiaux, recherche pour son siège de PARIS LA DÉFENSE

Une secrétaire bilingue anglais

pour assurer le secrétariat du Chef département des Relations Internationales. Ce poste convient à une bonne professionnelle ayant le sens de l'organisation, le goût des responsabilités, la capacité à faire face à des imprévus. Frappe sur machine à traitement de texte (formation assurée si nécessaire). Formation BTS. Lieu de travail : Tour Générale Paris La Défense. Restaurant d'entreprise.



Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et rémunération souhaitée sous réf. 73859 M à SÉLÉ-CEGOS, Tour Chénouet - 204, Rond Point du Pont de Sèvres - 92116 BOULOGNE Cedex.

MEMBRE DE SYNDICAT FORTMAY

LA VOIE CHINOISE DE L'AMÉNAGEMENT RURAL

Trois villages « avancés »

La réforme agricole chinoise se met en place.

Deux lignes de force :
la diversification industrielle,
qui permet de lutter contre l'exode rural,
et l'abandon du salaire unique,
qui responsabilise les agriculteurs.

aujourd'hui 370 personnes, nous pourrions prélever 160 unités de travail pour l'élevage porcin. Résultat : le revenu est d'environ 1 000 yuan par personne et par an. » Le village abrite encore de nouvelles activités industrielles : fabriques de toiles, de vis, de bri-

« Après la troisième session plénière du onzième congrès, reprend le chef du village, le gouvernement de la ville de Tianjin a proposé cette orientation. Les paysans ont acheté un bulldozer pour creuser les étangs. L'investissement total s'est élevé à 1 million de yuan. L'Etat en a prêté 400 000 ; les intérêts sont pris en charge par la municipalité de Tianjin. »

Cette « fameuse » session, que tous nos interlocuteurs citent, donna le coup d'envoi de la réforme agricole chinoise. C'était en 1979.

Fin le « moyennisme », c'est-à-dire un salaire égal pour un travail inégal. Deux systèmes de « responsabilisation » furent créés : les familles pouvaient choisir un mode de rémunération lié aux produits fournis, ou bien, dans le cas de la conduite d'un poulailler ou d'un étang, opter pour une production forfaitaire, avec la vente obligatoire d'un certain quota à l'Etat, le surplus étant proposé sur les marchés libres.

Enrichir les paysans

Une plus grande autonomie était donnée aux villages et aux cantons. Il restait toutefois 2 000 fermes d'Etat employant 5 millions d'ouvriers sur 5 % des terres arables. Deux slogans résumèrent la philosophie de la réforme : « Servir la ville en enrichissant les paysans » et « Quitter la terre sans quitter le village ».

A Qing-Guang, dans la banlieue nord de Tianjin, on retrouve les mêmes ingrédients de cette recette contre l'exode rural. Pour 1 800 familles et 8 000 habitants, le village ne dispose que de 9 000 mous. On a donc créé une quinzaine d'entreprises dont un atelier de montage de radiateurs, une fabrique de pièces pour standards téléphoniques, une usine de vêtements et une ferme d'élevage à laquelle travaillent le tiers des familles, ou encore 300 salariés.

Il s'agit d'une chaîne complète de production d'œufs. La productivité est bonne : 270 œufs par poule et par an, vendus 1,85 yuan la livre (environ huit œufs) à l'Etat, qui maintiendra ce prix pour les consommateurs. Quant aux matériaux sortis des usines, le tiers environ est acheté par l'Etat,

le reste trouve d'autres débouchés.

Avec le chef de village et le chef de la ferme, M. Chu Guang Ming, la conversation mêle politique des salaires (3 yuan par jour plus une prime variable selon le taux de vitalité des poussins, la production d'œufs et la consommation d'aliments) et politique familiale : 5 yuan de primes mensuelles pour les enfants uniques jusqu'à quatorze ans.

Allocations familiales à l'envers

Ce système d'allocations familiales à l'envers destiné à décourager les naissances multiples varie d'un village à l'autre. A Dao-Giu, à 40 km de Tianjin, la prime mensuelle s'élève à 30 yuan pour les filles, 20 yuan pour les garçons jusqu'à l'âge de dix ans. Pour ses 831 familles, ou 3 048 personnes, Dao-Giu est en train de se donner des allures de bourgade, avec des avenues bien larges pour des charrettes, des lampadaires bien orgueilleux, une zone pavillonnaire en voie d'achèvement avec d'étonnantes maisons aux recoins multiples destinées, nous dit-on, à attirer les cadres de la ville, mais à récompenser aussi les « travailleurs modèles ».

Ici, le personnage principal porte le titre de directeur général de l'industrie, du commerce et de l'agriculture de la société mixte de Dao-Giu. Un paquet de Craven A en main, il raconte l'édifiante histoire de la réforme. Son récit est court, de temps à autre, par un haut-parleur qui, à travers tout le village, prévient l'un ou l'autre d'un appel téléphonique. Depuis la « troisième session plénière du onzième congrès », la société mixte se compose de dix branches industrielles et agricoles. Le dixième des résultats industriels est investi dans l'agriculture, 20 % servent à l'amélioration des conditions de vie et 10 % encore reviennent aux familles.

Exemple d'amélioration : le logement. On dispose ici en moyenne de 26 mètres carrés par personne.

De Tianjin
JACQUES GRALL
(Lire la suite page 40.)

(1) 1 yuan = 1,62 franc.

tion. Le revenu par habitant s'élevait à 150 yuan (1) par an.

« Maintenant, nous pratiquons, depuis cinq ans, une agriculture intégrée : 4 000 mous de riz, 8 000 mous transformés en étangs pour l'élevage des carpes, nourries, en partie, avec les fientes de nos 200 000 poules pondeuses (40 kg par poule et par an avec 30 % de protéines). En projet, un atelier de transformation des poires et une station de fermentation du lisier dont les déchets permettront aussi d'alimenter les poissons. »

« Grâce à la mécanisation de la culture du riz, qui occupe

U finit la ville, où commence la campagne chinoise ? Sur la route qui relie Tianjin à Pékin, ce ne sont que camions, charrettes à bras, ânes ou mulets surchargés, vélos enfouis sous des paniers d'osier ; tout indique une activité forcée.

Dans cet exode permanent, quelques images émergent : deux chevaux fauves conduits à la longe par un cycliste, un attelage à trois mulets, deux devant, un seul derrière. Ignorants de l'agitation, des apiculteurs sont à leurs ruches, posées de chaque côté de la route, petites boîtes de couleur qui dessinent un trait d'union entre ville et campagne.

Directement gérée par le comité central du Parti communiste chinois, Tianjin, troisième ville du pays, compte 8,5 millions d'habitants, dont la moitié sont des ruraux. La « ville », donc, couvre 450 000 hectares ; 80 % des surfaces sont irriguées. Du centre, en partie reconstruit après le tremblement de terre de 1976, avec ses rues neuves dîtes de la culture et de l'alimentation, ses innombrables-bureaux, une ceinture industrielle et même un boulevard périphérique en cours de finition, rapide suite à la diligence de milliers de travailleurs « bénévoles », on arrive insensiblement à la campagne.

Partout de l'eau, dans les canaux d'irrigation, dans les cuvettes piscicoles, dans les mares. Deux pêcheurs taillent le goujon, juchés sur une chambre à air flottante. Une double rangée d'acacias borde maintenant une route plus étroite. La moisson a commencé. Coupées à la faucille, les gerbes s'empilent près des aires de battage qu'on finit d'aplanir avec des rouleaux de pierre tirés par des ânes, parfois par un tracteur.

Un village enfin, Xiao-Sueng, dans la banlieue Ouest de Tianjin. Un village ? Une cour d'entreprise plutôt, avec son portail surmonté d'inscriptions et ses bâtiments administratifs. Le chef, ancien travailleur modèle de la municipalité de Tianjin, raconte la mutation que sont en train de vivre les 960 familles ou 3 760 personnes de sa juridiction. « Auparavant, nous ne cultivions que du riz sur nos 12 000 mous (1 mou = 0,15 hectare). Nous manquions d'eau pour l'irriga-



briques usagées. Sur les 8 millions de tonnes de poissons « produits » en Chine, 40 % proviennent des élevages d'eau douce. Double objectif : diversifier les activités paysannes, protéger les ressources piscicoles.

Comment s'est produite cette révolution agro-industrielle ?

POINT DE VUE

Par le partage vers la croissance

par ANDRÉ GRJEBINE (*)

L'idée d'une « économie de partage » fait son chemin. On la trouve au centre des travaux des experts du PS et en filigrane dans les réflexions de M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales, sur les mesures envisageables pour faire face à la montée du chômage, qu'il juge inexorable. C'est une notion qui prête à confusion. Elle peut aussi bien être conçue comme un substitut à la croissance que comme un moyen de déboucher celle-ci.

La distinction traditionnelle entre production et répartition est acceptable en période d'expansion. Elle conduit à l'impasse quand la croissance s'effrite. Dans les premiers temps de la crise, de nombreux gouvernements ont tenté de sauver des emplois en subventionnant des secteurs en déclin ou en forçant les entreprises à maintenir des salariés en surombre. Certains pays, comme l'Autriche, persévèrent dans cette voie. Mais la plupart des gouvernements ont reconnu l'inefficacité d'une telle politique.

La fuite en avant dans la productivité s'est alors imposée. Le social est devenu le palliatif d'une politique économique incapable de juguler le chômage. L'objectif est moins de satisfaire de nouveaux besoins que d'éviter un pourrissement de la société consistant à une multiplication du nombre de personnes sans occupation. Ces palliatifs s'avèrent insuffisants. C'est pourquoi des responsables politiques ou socio-professionnels, dont certains ont joué un rôle pilote dans la prise de conscience des contraintes économiques, proposent des mesures qui tentent celles-ci entre parenthèses.

La formule du revenu minimal garanti va au bout d'une logique qui dissocie le revenu de la production. De même, le partage du temps de travail apparaît comme un substitut à la croissance. La production et les revenus sont supposés fixes et la quantité de travail en régression en raison des

gains de productivité. Il ne s'agit plus que de répartir la pénurie. La transposition à la vie économique de la politique de la « terre brûlée » permet certes d'améliorer la productivité des secteurs qui survivent. Mais elle élimine un nombre croissant d'entreprises et d'individus. Or le chômage n'est pas seulement coûteux par les dépenses sociales qu'il occasionne mais aussi par le « manque à produire » qui en résulte.

Le frein du chômage

Il serait plus correct, pour mesurer les gains réels de productivité, de tenir compte non seulement de la productivité des travailleurs pourvus d'un emploi, mais également de la productivité — nulle — des chômeurs.

De plus, le chômage est en lui-même un frein à la modernisation

(*) Chargé de recherche à la Fondation nationale des sciences politiques.

et à la mobilité professionnelle. Les salariés sont, en effet, d'autant plus réticents à abandonner un emploi qu'ils ont moins de chances d'en trouver un autre. L'échec de cette politique est donc patent, même d'un point de vue strictement économique.

Ainsi, faute d'une réflexion d'ensemble sur les conditions économiques et sociales d'une reprise de la croissance, on en arrive à une politique économique qui, en privilégiant trop exclusivement la productivité, aboutit au résultat contraire à celui recherché : le chômage qu'elle s'efforce de réduire se renforce par la modernisation.

(Lire la suite page 40.)

(1) Cette notion a été développée par Martin Weitzman, *L'Economie de partage*, L'Expansion-Hachette-J.C. Lattès, Paris, 1986, et par James Meade, *Prix Nobel d'économie, Different Forms of Share Economy*, Public Policy Centre, Londres, 1986.

orientations SERVICE

Des écoles ont décidé de mieux vous informer sur les filières et débouchés suivants :

POUR EN SAVOIR PLUS

et recevoir gratuitement des informations sur les écoles qui forment aux secteurs suivants, cochez la ou les filières qui vous intéressent et adressez ce bon à Orientations Service, 57, avenue Montaigne - 75008 PARIS (réponse par courrier uniquement).

M. - Mme - Mlle _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Niveau d'études actuel _____ Age _____

- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> Classes Préparatoires | <input type="checkbox"/> Ecoles Normales |
| <input type="checkbox"/> Grandes Ecoles, Commerce, Gestion | <input type="checkbox"/> Expertise Comptable |
| <input type="checkbox"/> Ecoles à Vocation Internationale | <input type="checkbox"/> Formations Artistiques Appliquées |
| <input type="checkbox"/> Ventes, Commerce, Gestion, Distribution | <input type="checkbox"/> Formation Continue |
| <input type="checkbox"/> Grandes Ecoles Scientifiques | <input type="checkbox"/> Gestion Financière |
| <input type="checkbox"/> Grandes Ecoles d'Agronomie | <input type="checkbox"/> Hôtellerie-Restauration |
| <input type="checkbox"/> 3 ^e Cycle de Gestion | <input type="checkbox"/> Immobilier |
| <input type="checkbox"/> Accueil | <input type="checkbox"/> Information |
| <input type="checkbox"/> Administration Militaire - Commissariat | <input type="checkbox"/> Ingénieur Chimiste |
| <input type="checkbox"/> Aéronautique et Spatial | <input type="checkbox"/> Journalisme |
| <input type="checkbox"/> Architecture | <input type="checkbox"/> Logistique Production |
| <input type="checkbox"/> Assurance | <input type="checkbox"/> Marché de l'Art |
| <input type="checkbox"/> Bâtiment, Travaux Publics | <input type="checkbox"/> Par Médical |
| <input type="checkbox"/> Chimie | <input type="checkbox"/> Prothèse Dentaire |
| <input type="checkbox"/> Communication dans l'Entreprise | <input type="checkbox"/> Recherche Scientifique |
| <input type="checkbox"/> Communication, Publicité | <input type="checkbox"/> Secours et Secourisme |
| <input type="checkbox"/> Communication Audiovisuelle | <input type="checkbox"/> Secrétariat, Bureautique |
| <input type="checkbox"/> Comptabilité | <input type="checkbox"/> Sciences Sociales et Politiques |
| <input type="checkbox"/> Concours Administratifs | <input type="checkbox"/> Spécialisation Tertiaire, Mode |
| <input type="checkbox"/> Cours par Correspondance | <input type="checkbox"/> Tourisme |
| <input type="checkbox"/> Danse | <input type="checkbox"/> Transports |

MO 20

LA VOIE CHINOISE DE L'AMÉNAGEMENT RURAL

L'obsession du grain

Le niveau des récoltes est en Chine une obsession. L'un des plus beaux temples de Pékin, construit en 1420, sous la dynastie des Ming, ne s'appelle-t-il pas le « hall des prières pour une bonne moisson » ? Au prochain congrès du Parti communiste chinois, en octobre, la diminution des récoltes céréalières pourrait servir d'argument au camp de la fermeture, que les réformes, introduites depuis 1979, inquiètent.

Grâce à elles, les paysans chinois se sont enrichis. Que faire de l'argent ? On craint à Pékin, dit-on de source occidentale, que les familles n'investissent trop dans la petite mécanisation et ne consacrent ainsi l'appropriation des lopins mis à leur disposition. Cette privatisation, encore bien relative, irait à l'encontre de l'objectif recherché, à savoir la modernisation de l'agriculture sous une nouvelle forme coopérative, et non plus, comme avant 1979, collective. L'individualisme risquerait de compromettre la mutation agricole par la voie de regroupements volontaires, d'autant que l'échec du collectivisme est patent.

En 1984, la récolte de grains — qui, en Chine, recouvre, outre les céréales, les pommes de terre et les légumineuses — était estimée à 407 millions de tonnes. L'objectif pour l'an 2000 est fixé à 500 millions de tonnes. En 1986, la récolte ne fut que de 391 millions de tonnes.

Les calamités naturelles n'ont certes pas manqué. Mais, reconnaît le toujours souriant M. Zhu Pei Rong, directeur du département des affaires étrangères au ministère de l'agriculture, la plus faible rentabilité des céréales, par rapport aux cultures industrielles, a entraîné une légère réduction des superficies. Le volume des produits nécessaires aux cultures n'a pas augmenté. Il a même parfois diminué. L'Etat, qui met à la disposition des paysans une quantité d'engrais à bas prix, correspondant à ce qu'il achète, a réduit ce quota. Et les agriculteurs n'ont pas fait l'effort d'investir pour les volumes supplémentaires, qui sont vendus sur le marché libre.

Faute de certitude sur la continuité de la politique agricole ? En fait, poursuit M. Zhu, c'est le problème du prix

des céréales qu'on ne peut augmenter trop rapidement. Ce serait trop lourd pour l'économie nationale. La subvention à la consommation absorbe déjà de 5 à 6 milliards de yuan par an. On estime, par ailleurs, à 12 % du budget de l'Etat le coût du soutien des prix pour les consommateurs citadins.

Encourager la diversification

« Avant 1979, nous avions trop mis l'accent sur les céréales. Le plan qui, aujourd'hui, n'est plus impératif, commandait d'en cultiver partout, même là où le terrain y était impropre. Maintenant, on tient compte de l'expérience des paysans et on encourage la diversification pour qu'ils s'enrichissent. »

« Pour tous les produits, à l'exception des céréales, du coton et des oléagineux, nous comptons sur le marché pour régulariser les prix, qui sont libres. Mais, reconnaît M. Zhu, l'instabilité de ces prix et les difficultés de circulation des marchandises restent des problèmes à régler. » Comme en écho, on apprend, courant juin à Pékin, que l'approvisionnement en porc maigre était déficient et que le prix des œufs avait grimpé de 80 % sur le marché. Les Occidentaux se demandant s'il fallait voir là un effet de la campagne anti-libérale, menée depuis plusieurs mois, incitant les agriculteurs à investir surtout dans... la prudence.

Selon M. Zhu, cependant, le mouvement est sans retour. Alors que la Chine importe, bon an mal an, 10 millions de tonnes de céréales (elle est déficitaire en blé, mais excédentaire en riz et en maïs), il n'exclut pas un accroissement des importations, comme en 1982-1983, où elles avaient atteint 15 millions de tonnes, « pour ne pas entraver le mouvement de diversification ». Par contre, il n'est pas question d'exporter : les excédents sont nécessaires au développement de l'élevage.

Alors que chaque Chinois, d'après les statistiques officielles, dispose par an de 400 kg de céréales et de 140 kg de légumes, il n'a que 18 kg de viande, du porc et des volailles surtout, et seulement 3 kg de lait. Selon une enquête récente, 40 %

des enfants en bas âge souffriraient d'anémie et de rachitisme par manque de lait notamment.

Mais, Chine du Nord exceptée, ce produit ne fait pas partie des habitudes alimentaires du pays. La Communauté économique européenne et le Programme alimentaire mondial (PAM) projettent de fournir du lait, tout en implantant des industries laitières dans les métropoles. En attendant, la Chine importe, non sans quelques tracasseries administratives-sanitaires, des laitières de luxe pour développer un élevage « moderne ».

Cependant, les autorités chinoises ne cachent plus que 10 % environ de la population, soit 100 millions de personnes, vivent dans une pauvreté extrême. M. Wan Li, premier ministre par intérim, l'a reconnu sans ambages, lors de la treizième session du Conseil mondial de l'alimentation, tenue à Pékin en juin dernier. Dans deux cents districts sur deux mille, surtout dans les provinces de Gansu et de Qinghai, au nord-ouest du pays, le revenu annuel, précise M. Zhu, est inférieur à 200 yuan par personne, contre 420 yuan en moyenne pour la Chine entière. « Trente millions de personnes ont du mal à trouver de l'eau potable, explique-t-il. Mais ces gens ne souffrent pas de la faim, car l'Etat y pourvoit. »

La vieille base révolutionnaire

L'exploration de M. Zhu est intéressante. Il y a des causes naturelles (zones montagneuses, calamités en tout genre), mais aussi des raisons historiques : « Ce sont parfois des régions de vieille base révolutionnaire... » Est-ce à dire qu'elles n'ont pas suivi le mouvement de modernisation ? M. Zhu, toujours avec le sourire, ne précise pas sa pensée.

L'Etat accorde à ces régions, en prêts et subventions, 1 milliard de yuan par an, et la politique de la natalité est différente. L'encouragement à la diminution des naissances y est moindre, comme, nous dit-on, pour les minorités ethniques. « Dans ces districts, les familles ont besoin de main-d'œuvre : elles peuvent demander à avoir un second enfant. »

En fait, le problème de la surpopulation concerne surtout la Chine de l'Est et du Sud-Est, qui représente 93 % des habitants. Les autorités essaient de décongestionner ces régions en attirant, dans le Turkestan par exemple, des travailleurs par de meilleurs salaires.

Dans les régions très peuplées, l'objectif de la politique chinoise reste donc de transformer les paysans en ouvriers ruraux avec la création d'usines à la campagne. La répartition idéale, objectif des réformes en cours, serait : 30 % de ruraux dans les industries, 20 % dans l'élevage et l'aquaculture, 40 % dans la culture proprement dite et 10 % dans le tertiaire. « D'ici vingt ans, nous voulons encore augmenter la proportion de main-d'œuvre des industries rurales », explique M. Zhu.

Ces PME rurales, dont certaines sont nées d'une décentralisation d'usines urbaines, sont présentes surtout dans les banlieues des grandes villes et dans les régions côtières du Nord-Est et du Sud-Est. Ainsi, dans la banlieue sud de Tianjin, on compte une usine pour 0,8 km². L'Etat subventionne leur création et exonère les habitants de l'impôt sur le revenu pendant deux à trois ans.

La réforme aurait-elle eu tant de succès qu'il faille maintenant encourager les agriculteurs à produire ? Le niveau de l'impôt sur le revenu, qui n'est pourtant exigible qu'à partir de 800 yuan par mois, a été abaissé. Il n'y a pas encore, semble-t-il, de réponse claire à cette question. L'agriculture chinoise a décollé. Le gouvernement tente de limiter les dégâts de l'exode rural, corollaire des gains de productivité. Mais les réformes sont encore trop récentes.

En 1979, les paysans apprenaient qu'ils pouvaient disposer d'un bail transmissible aux descendants sur les terres qu'ils cultivaient pour trois ou quatre ans. Depuis 1983, la durée des baux a été portée à quinze ans, voire à trente ans dans certaines conditions. Depuis cette date, il n'y a plus d'orientation officielle sur le devenir de la réforme agricole, alors que les coups d'accordéon que connaît la politique d'ouverture entraînent le trouble.

JACQUES GRALL

Par le partage vers la croissance

(Suite de la page 39.)

Une conception plus synthétique des interactions de l'économie et du social conduit, au contraire, à mettre l'accent sur le rôle fondamental que peut jouer le partage du revenu national dans une reprise de la croissance. Dans cette optique, de nouvelles règles de partage sont nécessaires : au sein des entreprises, entre les personnes pourvues d'un emploi et les autres ; et entre les consommateurs, les producteurs étrangers et les producteurs nationaux.

• Favoriser un partage non inflationniste de la valeur ajoutée au sein des entreprises. La progression des coûts salariaux a joué un rôle majeur dans le déclenchement de la crise des années 60. Cette progression a été ralentie dans les années 80 par la politique d'austérité. En faisant dépendre les résultats de l'entreprise, et notamment de la conquête de nouveaux marchés, ne pourrait-on faire l'économie des sacrifices inhérents à cette politique ?

• Stimuler les activités créatrices d'emplois par un nouveau partage entre les personnes pourvues d'un emploi et les autres. Les pays industrialisés traversent une phase de transition entre une époque où la demande de biens était dominante et celle où la demande de services suscite la création de suffisamment d'emplois pour compenser la réduction des emplois industriels. Cette transition provoque un chômage d'autant plus important que la conjonction de politiques nationales recherchant la compétitivité par la compression des coûts salariaux et de la demande ne peut que déboucher sur un affaiblissement de la croissance mondiale.

Attention à la société duale

Plusieurs pays sont néanmoins parvenus à maintenir une création nette d'emplois importante. Ces résultats ont été obtenus en faisant coexister un secteur fortement productif largement ouvert sur l'extérieur et un secteur protégé à faible productivité. Le premier secteur peut d'autant mieux se moderniser que le second aspire les salariés en surnombre. A première vue, ces emplois à faible productivité peuvent croître sans intervention publique.

Aux Etats-Unis, ce sont principalement des activités de services peu qualifiées telles que serveurs

de fastfoods ou gardiens d'immeuble qui se sont développées. Au Japon, le second secteur se compose d'entreprises de sous-traitance et d'activités artisanales souvent archaïques. Dans les deux pays, ces emplois sont généralement précaires et mal rémunérés.

L'ampleur du chômage et les rigidités sociales conduisent à douter qu'une évolution similaire puisse se produire spontanément en France, même en acceptant un renforcement de la société duale. C'est pourquoi l'expérience suédoise paraît d'autant plus intéressante que ce pays a su concilier l'efficacité économique et le plein-emploi tout en évitant des inégalités excessives.

Cette performance s'explique à la fois par une politique d'adaptation du marché du travail très active et par une multiplication des emplois tertiaires publics, principalement dans les collectivités locales. Le problème auquel la Suède est maintenant confrontée est de rendre ces services plus concurrentiels, voire de remettre progressivement certains d'entre eux au secteur marchand.

Ces créations d'emplois peuvent également être le fait du secteur privé, à condition que celui-ci soit incité par des mesures comme la suppression des charges sociales pour l'embauche de travailleurs supplémentaires (et non d'une catégorie d'âge au détriment des autres, comme cela a été fait en France).

• Désenclaver la contrainte extérieure en privilégiant les producteurs nationaux au détriment des producteurs étrangers. La dévaluation ne contribue pas seulement au réajustement des balances commerciales. Elle est également un moyen de partage des revenus entre les consommateurs, dont elle réduit le pouvoir d'achat, les producteurs étrangers, qui doivent soit perdre des marchés soit réduire leurs marges, et les producteurs nationaux, qui bénéficient d'un gain de compétitivité et peuvent embaucher davantage.

Ainsi, en Suède, cinq dévaluations ont entraîné une dépréciation de la couronne de près de 44 % de 1976 à 1982, favorisant le réajustement de la balance commerciale et provoquant une baisse de plus de 10 % des salaires réels, beaucoup plus indolore que si elle avait été obtenue par une pression directe sur les salaires.

ANDRÉ GRJEBINE

Trois villages « avancés »

(Suite de la page 39.)

Il s'agit le plus souvent de la maison basse traditionnelle, à deux pièces séparées par une cuisine équipée d'un fourneau à même le sol, avec encore une cour privée où poussent un ou deux arbustes et où sont élevées quelques poules. Le tout est entouré d'un mur de briques, ces briques ocre-jaune omniprésentes.

L'homme aux Cravens A fait état aussi d'une considérable réduction des effectifs affectés à l'agriculture : il n'y a plus que 16 salariés, contre 1200 autrefois, pour cultiver les 4 857 mous du

village. Grâce aux bénéfices industriels, on a pu acheter des machines et des engrais. Les rendements céréaliers ont doublé, atteignant 1 000 livres par mou, soit environ 34 quintaux par hectare, soit un niveau de développement comparable à celui de la France dans les années 50.

« Nous sommes au début de notre réforme. Il nous faut l'approfondir par l'éducation spirituelle. Personne ne commence à travailler avant d'avoir terminé le premier cycle de la scolarité [autour de quinze-seize

ans]. Tous les moins de trente ans du village l'ont au moins finit. Trois d'entre eux suivent une formation universitaire pour la motorisation électrique. Nous avons construit un jardin d'enfants, des crèches, une école primaire. Bientôt, l'école secondaire suivra. » Bref, cette réforme, quel succès !

Dans aucun de ces trois villages, considérés comme « avancés », c'est-à-dire non représentatifs de l'ensemble, on ne parle de terres données à bail aux familles paysannes, ni des marchés libres, préférant se

retenir de la réforme que la diversification industrielle et l'abandon du salaire unique. C'est que modernistes et traditionalistes s'opposent aujourd'hui sur les conséquences de ces transformations. Quelques semaines avant l'important congrès d'octobre, dit la politique agricole sera un des enjeux, le discours officiel se fait vague, et cette incertitude qui règne sur l'avenir engendre chez les paysans chinois, comme chez tous les paysans du monde, un attentisme certain.

J. G.

Le Monde

DIRIGEANTS

à partir du mercredi 9 daté 10 septembre...

Retrouvez chaque semaine dans le Monde du mercredi daté jeudi la rubrique d'offres d'emploi consacrée aux cadres de haut niveau.

Le Monde : Point de rencontre des grandes ambitions

廣州

GUANGZHOU
Produits à l'Exportation
Exposition '87

La meilleure occasion d'avoir un contact direct avec des représentants commerciaux de la Chine.

La ville de Guangzhou est le centre politique, économique et culturel de la Province de Guangdong. Elle est également le port le plus important de la Chine méridionale.

C'est la toute première fois que Guangzhou organise une exposition de produits à l'exportation en Europe occidentale. Les variétés de produits présentés sont plus de 1000. Elles comprennent des appareils électroménagers, des textiles, des vêtements, des marchandises générales, des produits de l'artisanat, des produits chimiques, pharmaceutiques et des médicaments, des articles en caoutchouc, des

équipements pour les machines, des métaux et des minéraux, des produits alimentaires, des produits nationaux de Chine et des sous-produits d'origine animale, etc.

Les représentants commerciaux d'autres pays sont cordialement invités à nous rendre visite pour voir quelles sont les possibilités du marché.

Date : du 14 au 23 septembre 1987.
Emplacement : China United Trading Corp.
GMBH (China Trade Centre
in Western Europe)
Adresse : 3rd Floor, Hamburger Strasse 11
2000 Hamburg 76, R.F.A.
Tél. : (040) 22702038, 22702078

An AMERICAN UNIVERSITY
in PARIS

DOYEN ET PROFESSEURS DE L'UNIVERSITÉ DE HARTFORD DETACHÉS A PARIS

MBA Diplôme de Master
in Business Administration

• L'Université de Hartford offre, à Paris, l'expérience unique de préparer un MBA 100 % Américain, dans un environnement international (participants de plus de 20 nationalités pour la promotion 86-87).

• Un programme intensif de 11 mois dispensé à plein temps par le Doyen et les Professeurs de l'Université de Hartford.

• Septembre-Mai à Paris, Juin-Août aux Campus de l'Université de Hartford fondée en 1877 (100 ha, 350 professeurs et 6.300 étudiants) situé entre New York et Boston.

• Formation informatique sur IBM PC, adaptée à la gestion des entreprises.

• Admission : Étudiants diplômés des Grandes Ecoles ou du 2^e cycle Universitaire.

• Professionnels désireux d'acquiescer une maîtrise de la gestion au plus haut niveau, d'optimiser leurs connaissances "managériales".

• Crédits Spécial Étudiant.



Documentation sur simple demande

UNIVERSITY
OF HARTFORD
BUSINESS SCHOOL

21, rue Van Loo - 75016 Paris
Tél. 42.88.97.79
Téléc. RVL 615.890 F

CLOTURE DES INSCRIPTIONS : LE 11 SEPTEMBRE

هنا من اجل

Par le partage vers la croissance

Le partage est le plus grand des économistes du vingtième siècle. Avec la théorie générale, la science économique s'est fondamentalement transformée et, depuis cinquante ans, nous vivons dans le prolongement de la révolution keynésienne. Dans un monde en pleine transformation, il nous a permis de passer de la seconde moitié du siècle, un économiste de la dimension de Keynes pour accomplir une nouvelle révolution scientifique, un nouveau bond en avant (1).

Effet décalé du cinquantenaire anniversaire de la publication de la *Théorie générale* et/ou du quarantième anniversaire de la mort de son auteur ? Actualité de Keynes ? Besoin de se ressourcer face aux problèmes et aux impasses de la période ? Deux livres collectifs viennent d'être publiés sur Keynes et le keynésisme, l'un à Montréal (2), l'autre à Paris (3).

Ces livres permettant de revenir aux sources de la pensée de Keynes, qu'il s'agisse de son « radicalisme anti-rentiers » (Mario Seccareccia, université d'Ottawa (2)), de sa relation ambivalente, hérétique/orthodoxe, par rapport à la pensée classique anglaise (Jean-Jacques Gislain, université de Montréal et du Québec, à Montréal (2)), des étapes de sa rupture avec l'orthodoxie financière britannique (Frédéric Poulon, université de Bordeaux (3)). Mais surtout, nous trouvons dans ces livres de fécondes réflexions sur la logique profonde de la démarche de Keynes et de ses prescriptions, sur les politiques keynésiennes, leurs succès d'hier, leurs limites aujourd'hui et la nécessité de les réinventer.

Attention : la sécurité sociale

Le partage est le plus grand des économistes du vingtième siècle. Avec la théorie générale, la science économique s'est fondamentalement transformée et, depuis cinquante ans, nous vivons dans le prolongement de la révolution keynésienne. Dans un monde en pleine transformation, il nous a permis de passer de la seconde moitié du siècle, un économiste de la dimension de Keynes pour accomplir une nouvelle révolution scientifique, un nouveau bond en avant (1).

BIBLIOGRAPHIE

Polyphonies keynésiennes

« **K**EYNES est le plus grand des économistes du vingtième siècle. Avec la théorie générale, la science économique s'est fondamentalement transformée et, depuis cinquante ans, nous vivons dans le prolongement de la révolution keynésienne. Dans un monde en pleine transformation, il nous a permis de passer de la seconde moitié du siècle, un économiste de la dimension de Keynes pour accomplir une nouvelle révolution scientifique, un nouveau bond en avant (1).

Effet décalé du cinquantenaire anniversaire de la publication de la *Théorie générale* et/ou du quarantième anniversaire de la mort de son auteur ? Actualité de Keynes ? Besoin de se ressourcer face aux problèmes et aux impasses de la période ? Deux livres collectifs viennent d'être publiés sur Keynes et le keynésisme, l'un à Montréal (2), l'autre à Paris (3).

Ces livres permettant de revenir aux sources de la pensée de Keynes, qu'il s'agisse de son « radicalisme anti-rentiers » (Mario Seccareccia, université d'Ottawa (2)), de sa relation ambivalente, hérétique/orthodoxe, par rapport à la pensée classique anglaise (Jean-Jacques Gislain, université de Montréal et du Québec, à Montréal (2)), des étapes de sa rupture avec l'orthodoxie financière britannique (Frédéric Poulon, université de Bordeaux (3)). Mais surtout, nous trouvons dans ces livres de fécondes réflexions sur la logique profonde de la démarche de Keynes et de ses prescriptions, sur les politiques keynésiennes, leurs succès d'hier, leurs limites aujourd'hui et la nécessité de les réinventer.

Gilles Dostaler, de l'université du Québec à Montréal, met en lumière l'importance de la dimension éthique chez John Maynard Keynes : admis en 1903 dans le Groupe des apôtres, société secrète vouée à la « poursuite de la vérité », profondément marqué par les *Principes éthiques* de George Edward Moore, Keynes a en permanence cette dimension présente à l'esprit : ainsi dans le chapitre final de la *Théorie générale*, où il dégage « les deux vices mœurs du monde où nous vivons » : « le plein emploi n'y est pas assuré [et...] la répartition de la fortune et du revenu y est arbitraire et manque d'équité » ; ainsi, dans la préface de ses *Essays in Persuasion*, où il souligne sa « profonde conviction » que « ce problème du besoin et de la pauvreté et cette lutte économique entre classes et entre nations, tout cela n'est qu'une effroyable confusion, une confusion éphémère et sans nécessité ».

Une « socialisation » libérale

D'où cette recherche d'une « socialisation libérale », comme écrit joliment Michel Zerbato (3). Keynes rejette l'économie botswanaïque comme l'économie fasciste. Attaché à la démocratie, il se méfie de toute centralisation étatique excessive ; mais il ne fait pas confiance pour autant à un libéralisme sans frein. Il cherche une solution dans le cadre national, mais se méfie du protectionnisme. Et Marc Lavoie, de l'université d'Ottawa, a beau jeu de démontrer qu'entre les périls du « laissez-faire » et l'irréalisme d'une radicale « suppression du capitalisme », le chemin ouvert

par Keynes reste le seul praticable (2).

Mais est-il encore praticable ? Car la solution keynésienne était fondée sur une démarche nationale, avec l'action de l'Etat, sa politique économique, notamment sa politique d'investissement et, en arrière-fond, un compromis raisonnable entre classes sociales. La solution keynésienne implique l'autonomie nationale. Or que reste-t-il de celle-ci à l'époque de l'internationalisation, des firmes multinationales, de la contrainte extérieure et, pour la période la plus récente, de l'économie de l'endettement international ?

Il faut souligner que l'ensemble des auteurs qui s'interrogent sur une sorte keynésienne de la crise paraissent considérer comme dépassé le cadre national. C'est une autre voie qu'ils explorent : comment reconstruire des « espaces keynésiens », d'est-à-dire des espaces où soient opératoires les recettes keynésiennes (Michel Cabannes, université de Bordeaux (1), et plus précisément des espaces « où l'on pourrait restaurer une fonction de l'emploi » (Michel Haurin et Michel Zerbato). Et de cet espace, l'Europe en construction apparaît la meilleure illustration, ou la tentative la plus prometteuse (3).

Encore faut-il que des règles du jeu permettant, à l'échelle mondiale, et le fonctionnement de ces espaces (régionaux) keynésiens, et des relations non asymétriques entre eux. Là, la question de la monnaie se dédouble. Et là les choix divergent. Une monnaie mondiale, pour éviter la contraction de la demande au niveau mondial ? C'était là, selon Jean Denize, le choix ultime de Keynes. Ou une monnaie internationale purement véhiculaire, avec une banque internationale traitant

seulement avec les Trésors publics et non avec les banques centrales nationales ? Perspective que trace, à partir de Keynes, Bernard Schnitz (universités de Fribourg et de Dijon).

Où encore un espace monétaire supranational ? Ce qui, selon Michel Aglietta, de l'université de Paris X, avait la préférence de Keynes : car par rapport aux autres voies (les autarcismes, l'hégémonie, la négociation), « la supranationalité peut concilier une régulation de la liquidité internationale et une symétrie dans les ajustements » (3).

Convergence sur le constat que la transformation des relations monétaires internationales est la condition d'un renouveau keynésien ; divergences sur les modalités. Et le débat ouvert n'est pas seulement technique : il est aussi éthique et politique, comme le montre la réflexion de Michel Aglietta.

Puissent les économistes assumer mieux leurs responsabilités en redonnant à leur discipline la dimension que Keynes lui a toujours donnée : celle d'une science morale et politique.

MICHEL BEAUD.

- (1) Robert Wielemans, professeur à l'Institut Cooremans, « La pensée économique en crise », *Walton 87*, revue du Conseil économique et social de la région wallonne, n° 3-4, 1987.
- (2) La « *Théorie générale* » et le keynésisme, textes d'un colloque de janvier 1987 édités sous la direction de Gérard Béteille et de Gilles Dostaler, *ACFAS* - Association canadienne-française pour l'avancement des sciences, Montréal, 1987 (27-30 chemin de la Côte-Sainte-Catherine, Montréal H3T 1B7).
- (3) Michel Zerbato et deux économistes, *Keynésisme et sortie de crise. Keynes contre le libéralisme ?* Dunod-Bordas, Paris 1987 (17, rue Rémy-Dumoncel, 75014 Paris).

IFAM

INSTITUT FRANCO-AMERICAIN DE MANAGEMENT
HARTFORD UNIVERSITY • NORTHEASTERN UNIVERSITY
PACE UNIVERSITY

La grande école internationale

- Créée et développée en association avec des universités américaines réputées : Hartford U., Hartford (Conn.), Northeastern U., Boston (Mass.), Pace U. (New-York).
- 4 ans de formation supérieure à la gestion, dont 1 an aux Etats-Unis.
- 3 diplômes : Bachelor of Business Administration (fin 3^e année), Master of Business Administration (MBA), diplôme IFAM (fin 4^e année).

admission : baccalauréat exigé + épreuves orales
admission parallèle en 2^e année (DEUG, DUT...)
concours d'entrée : 11 septembre 1987

Renseignements : IFAM, 19, rue Capré, 75015 Paris Tél. : (1) 47 34 38 23

Etablissement International d'Enseignement Supérieur Privé

Nom : _____ Prénom : _____

Bac : _____ 1^{re} langue : _____

Adresse : _____ Tél. : _____

INSPECTION GENERALE
DU GROUPE DES BANQUES POPULAIRES.

Le concours d'admission s'est achevé
le 10 juillet 1987. Parmi les 200 candidats
ayant participé aux épreuves, le Jury a retenu :

Melle Champion
Melle Dieumegard
Melle Garcelon
Melle Jacquin
Melle Kermagoret
M. Perrin
M. Quehen
M. Ricard
M. Tatin



BANQUE POPULAIRE
UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE.

Le Monde DIRIGEANTS

du mercredi 9 date

Retrouvez chaque semaine
dans le Monde du mercredi la rubrique d'offres d'emploi
consacrée aux cadres de haut niveau

Le Monde - Point de recrutement des cadres de haut niveau

UNIVERSITY

HARTFORD DETACHES

UNIVERSITY

CE HARTFORD

BUSINESS

UNIVERSITY

CE HARTFORD

BUSINESS

UNIVERSITY

CE HARTFORD

BUSINESS

UNIVERSITY

CE HARTFORD

BUSINESS

UNIVERSITY

CE HARTFORD

BUSINESS

BERNARD KRIEF CONSULTANTS

« Même un patron qui réussit a parfois besoin
d'un entretien confidentiel avec une équipe créative
et pluridisciplinaire... »
Bernard Krief

BERNARD KRIEF CONSULTANTS

Pourquoi un «s» à Consultants...

CURIEUSE image que celle de Bernard Krief Consultants... Chasseurs de têtes, agence de communication et de relations, presse, conseils en marketing et développement commercial. Ou encore, conseils en organisation de structures de management... Autant de visions justes et partielles à la fois sur ces «docteurs ts entreprises» qui ont su constituer des équipes hautement spécialisées. Pour former un pool pluridisciplinaire qui, par la constante mise en commun des compétences et des expériences, détecte le vrai problème derrière le besoin ressenti. Objectif : résoudre très concrètement l'appareillement insoluble.

promotion des ventes et de la stimulation des hommes. Bref, la réflexion et l'intervention sur le terrain. Pour aider le patron (au sens de responsable) dans la décision et dans l'action. Créatifs autant qu'opérationnels, les consultants Bernard Krief n'ont en effet qu'un seul credo : les résultats. Et tant pis si on leur reproche parfois de ne pas être les hommes d'une méthode. Eux ne se veulent que des hommes de méthodes. Pour qui la solution n'existe pas toute faite, mais nécessite chaque fois d'être inventée. C'est pourquoi ils ne travaillent qu'avec les décideurs (p.-d.g., directeur général, directeur de service ou de fonction...). Et d'abord avec des entreprises performantes. Reste évidemment que la prestation n'est pas donnée : de 60.000 F pour plus qu'un diagnostic, jusqu'à 1 million de francs et davantage pour un contrat de longue durée.

JEAN-FRANÇOIS CHAUVET



Bernard Krief Consultants
115, rue du Bac, 75007 Paris. Tél. (1) 45.44.38.29. Téléc. 260.911

La chronique de Paul Fabra

« **D**ES banquiers font à contre-cœur crédit à un emprunteur plus que réticent pour contracter de nouvelles dettes. » C'est en ces termes que le président d'un établissement financier américain, d'importance moyenne, décrit en privé le prêt international (d'un montant total de 2 milliards de dollars) récemment consenti à l'Argentine. A la tribune du colloque sur l'endettement (et quelques autres problèmes aussi gigantesques, comme la stabilité des monnaies) qui vient de se tenir à Vienne (Autriche) sur l'initiative d'un certain nombre de membres du Congrès, dont le sénateur démocrate du New-Jersey, M. Bill Bradley, M. R... s'exprime en termes moins spécifiques, mais ses propos n'en paraissent pas moins incisifs quand il déclare : « Il serait temps qu'on en revienne à une règle élémentaire de notre métier : on ne prête que si l'on est raisonnablement certain que le débiteur pourra tenir ses engagements. »

La pointe, on s'en doute, est dirigée contre les « autorités monétaires » les plus prestigieuses, et plus précisément contre la Fed (Institut d'émission des États-Unis) et le FMI qui depuis 1982 ont pris en main l'affaire de l'endettement international, avec, pour premier objectif, d'éviter une crise bancaire internationale. La méthode choisie a permis — à paradoxe — aux grandes banques, à commencer par les plus exposées (les créances des grandes banques américaines sur les pays d'Amérique latine dépassant leur capital), de gagner du temps... et beaucoup d'argent.

L'affaire comporte plus d'un aspect, et cache d'embarrassantes rivalités entre les clans de la communauté financière. Gagner du temps, on le sait, a consisté à entretenir la fiction que la dette accumulée par les pays débiteurs, y compris les plus inconnus d'entre eux — ceux qui ont emprunté pour financer leurs dépenses courantes — serait, un jour, intégralement remboursée. D'où

La lutte d'influences autour de la dette

l'idée qu'il suffirait, pour calmer le jeu, d'obliger les débiteurs à payer les intérêts, quitte à leur accorder des délais — de plus en plus longs — pour payer le principal (plans dits de restructuration ou de rééchelonnement). Aussi longtemps que les intérêts sont versés, la créance — tel est le principe de l'opération — peut être considérée comme bonne, et figurer à l'actif du bilan du prêteur à sa valeur pleine et entière.

Une croyance aussi fautive que largement répandue est que les pays surendettés ne s'acquittent des intérêts qu'en empruntant davantage. La réalité est toute différente. La plus grande partie des intérêts ont été payés par des ressources gagnées, et le plus souvent très chèrement gagnées, par les débiteurs. Tour à tour, Mexicains, Brésiliens, Vénézuéliens, Argentins, ont réduit dans des proportions plus ou moins considérables leur consommation pour vendre à l'étranger. Pour être compétitifs, ils ont dû vil prix le produit de leur travail. Telle est la loi de l'« ajustement », fortement aggravée par les erreurs d'application. C'est pour rendre la pilule moins amère, ou plus exactement, pour permettre au patient de l'avaler, que des crédits additionnels sont consentis.

Une fiction en appelant une autre, il a paru important au FMI et au maître du jeu véritable, la Banque centrale des États-Unis, de faire croire à l'existence d'un front uni des créanciers. Cela a conduit à une dépravation des mœurs bancaires : des centaines de banques moyennes, voire petites (on en compte plus de quinze mille aux États-Unis) sont l'objet de pressions diverses de la part des « autorités » pour avancer de nouveaux crédits alors que la plupart

d'entre elles auraient voulu depuis longtemps arrêter les frais. Elles paient au sens plein du mot, pour les grosses car, au contraire de ces dernières, elles n'avaient prêté qu'une petite fraction de leurs ressources propres aux débiteurs latino-américains ou philippins, et n'avaient donc pas d'intérêt particulier à prolonger indéfiniment la parodie. C'est ces pressions que dénonçait M. R... devant les participants du colloque auquel plusieurs Français ont été appelés à donner leur point de vue (officiel ou non) : MM. Michel d'Ornano, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale (« l'Europe a le devoir de renforcer le SME »), Jean-Claude Trichet, directeur du Trésor, (« la situation est aussi critique qu'en 1982 »), année du déclenchement de la crise de la dette internationale), Paul Menétré, président du Crédit national, Thierry de Montbrial, directeur de l'Institut des relations internationales.

M... ne s'est du reste pas arrêté là : sur deux autres points d'importance, le traitement de la dette pratiqué depuis 1982 a amené les gouvernements à faire bon marché d'autres règles établies. Sous prétexte de défendre les intérêts des grandes banques, on a dégradé le cadre dans lequel toutes exercent leur métier. Il était jusqu'à une époque récente attendu que, en cas de défaillance d'un pays débiteur, c'était les prêteurs consentis pour financer les échanges internationaux (exportations, importations) qui avaient la priorité du remboursement. Ils sont désormais confondus avec les autres depuis le rééchelonnement des dettes polonaises. Une autre discrimination a été introduite. Elle avantage les banques « d'investissement », qu'on appellerait en France

« d'affaires » (type Salomon Brother ou Merrill Lynch), par rapport aux banques commerciales, c'est-à-dire celles qui consentent des crédits classiques (type Citibank, Chase Manhattan ou, en France, Crédit lyonnais, BNP ou Société générale). Alors que les crédits font l'objet de « rééchelonnement », les emprunts obligataires sont remboursés régulièrement. Il est vrai que ces derniers sont peu pratiqués par les pays très endettés (6 % du total des euro-emprunts) et pour cause puisque, pour s'adresser directement au marché, il faut une bonne signature.

C'est cependant sur cette discrimination que joue — notamment — le ministre des finances du Brésil, M. Carlos Bresser Pereira (voir nos éditions du samedi 6 septembre et de dimanche 7-8 septembre). En proposant de substituer aux crédits de banques une dette obligataire à très long terme, il s'attire l'appui des puissantes banques d'investissement spécialisées dans le montage des opérations sur titres. Ce n'est pas d'aujourd'hui que ces dernières, et leurs représentants les plus qualifiés (Felix Rohatyn pour la banque Lazard par exemple), préconisent des solutions hardies en faveur des pays du tiers-monde endettés, solutions d'autant plus « généreuses » que ce sera aux banques commerciales, les rivales qu'on cherche sinon à abattre, du moins à diminuer, d'en supporter les frais. Les débats d'idées, entre banquiers notamment, recouvrent des préoccupations souvent très concrètes et très personnelles. Tant mieux, s'ils servent malgré tout l'intérêt général.

Force est de reconnaître, comme le disait le professeur Jeffrey Sachs, de Harvard, théoricien universitaire et talentueux des thèses d'avant-garde, que

« rien ne pourra être fait aussi longtemps que les banques n'auront pas recouvré des pertes en diminuant la valeur de leurs créances ». Elles pourraient d'autant plus facilement le faire, selon lui, que les cours de Bourse (mauvais pour les banques à Wall Street) baissent depuis déjà de ces pertes. Une grande publicité a été donnée à la décision annoncée le 19 mai dernier par la Citibank de porter à 25 % la part provisionnée de ses créances sur l'Amérique latine. Ce faisant, la grande banque de New-York, dont l'exemple a été immédiatement suivi par plusieurs autres, n'a fait que réduire d'autant ses bénéfices de l'année (devenus du même coup négatifs). Elle n'a ni diminué son capital (les provisions en question en font partie) ni consenti le moindre allègement aux emprunteurs, qui restent débiteurs de la totalité de leur dette, provisionnée ou pas par le créancier.

Le sénateur Bradley, un des rares hommes politiques populaires aux États-Unis, pense, au contraire du FMI et de la Fed — celle de Volcker en tout cas, M. Alan Greenspan son successeur ne s'est pas prononcé : ses affirmations ne le porteraient-elles pas plutôt du côté des banques d'investissement ? — que c'est la charge d'intérêt qu'il faut alléger, si l'on veut dès maintenant encourager la croissance des pays débiteurs. M. Bradley, dans lequel certains voient déjà l'homme du recours pour un Parti démocrate divisé, met l'accent sur les énormes besoins de capitaux de pays comme le Mexique, dont la moitié de la population a aujourd'hui moins de quinze ans. La question qu'il pose avec insistance est celle de savoir si, dans les dix ans à venir, l'URSS ne va pas être, sur les marchés internationaux, le grand concurrent du Mexique, du Brésil, de l'Argentine, pour attirer les capitaux disponibles. « Imaginez, dit le sénateur américain, une Union soviétique saisie par l'esprit d'entreprise... »

Nouvelle donne dans la sidérurgie : l'Ouest en baisse

MODIFICATION du rapport de forces dans la sidérurgie : depuis un an, les vingt-quatre pays membres de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) coulent moins d'acier que le reste du monde (1). Si la production de la planète, prise dans son ensemble, ne subit plus les évolutions erratiques de la première moitié de cette décennie, elle baisse lentement depuis 1985.

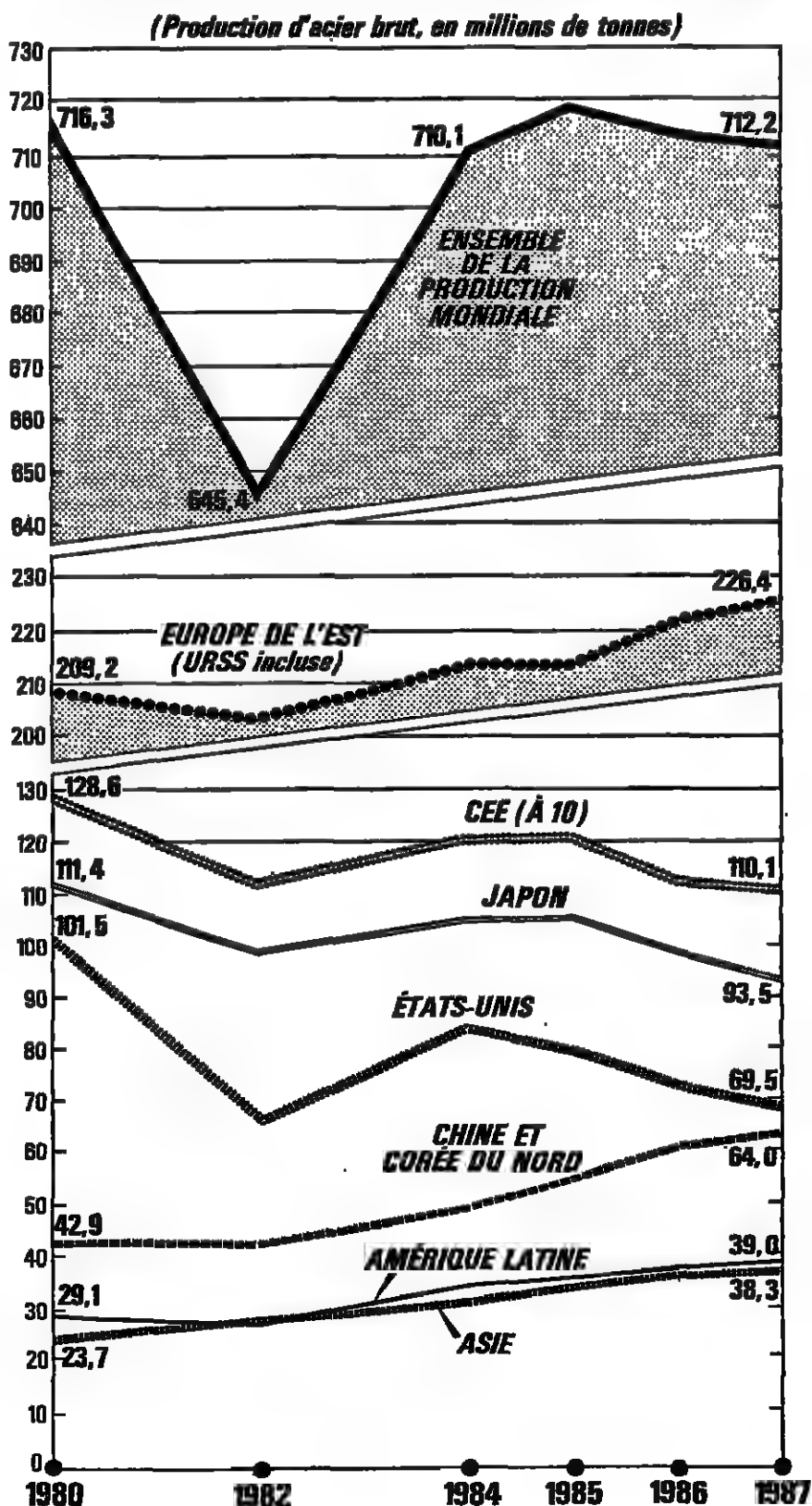
Dans ce contexte, le bloc de l'Est conforte sa position de première région sidérurgique mondiale (avec une production en hausse continue de 8,2 % en sept ans), suivi par deux autres pays socialistes, la Chine et la Corée du Nord, qui ne produisent que 5,5 millions de tonnes de moins que les États-Unis !

En revanche, les régions sidérurgiques les plus anciennes (États-Unis et Europe) ne cessent de perdre du terrain. Les premiers, avec 32 millions de tonnes d'acier produites en moins de sept ans, affichent une réduction de 31,5 % ! Les « dix » ont essuyé, pour leur part, une baisse de près de 15 % de leur production (soit 18,5 millions de tonnes en moins).

Le Japon n'est pas épargné

Le Japon, référence et modèle du monde sidérurgique occidental pendant les années 70, n'est pas épargné par la crise : en sept ans, sa production aura été réduite de 16 %, et depuis 1986 ce pays produit moins de 100 millions de tonnes d'acier par an. L'année 1987 promet d'être encore plus mauvaise que la précédente. Mais, déjà, les industriels nippons réagissent, supprimant massivement des emplois et fermant des usines (Le Monde du 8-9 mars 1987).

Les « nouveaux producteurs » poursuivent, eux, leur poussée ; mais les sidérurgistes d'Amérique latine progressent moins vite que leurs concurrents asiatiques : les premiers n'ont accru leur production que de 34 % depuis 1980, contre 61,6 % pour les seconds (Asie sauf Chine, Corée du Nord et Japon).



Plus finement, le Brésil joue le rôle de « locomotive » dans la zone latino-américaine. Septième producteur mondial, ce pays assurait, à lui seul, 56 % du total de la production de cette région en 1986, affichant une croissance de 39 % entre 1980 et 1986.

De même, la Corée du Sud fournit l'essentiel de la zone asiatique (hors l'Inde) : en 1986, elle coulait 60 % de l'acier de cette région, affichant une insolente bonne santé (production en hausse de 70 % entre 1980 et 1986). Taïwan réalisait également un bon score (+ 53,2 % de 1980 à 1986), assurant 21,3 % de la production des pays d'Asie.

L'Inde évolue moins vite, mais a vu sa production s'accroître de 24,8 % en six ans. En 1986, elle assurait 32,7 % de l'acier coulé par l'Asie (sauf Chine, Corée du Nord et Japon).

Les nouveaux producteurs dament donc le pion aux régions sidérurgiques traditionnelles, qui

s'enfoncent lentement dans une crise structurelle, sans qu'un retournement de la tendance puisse être attendu dans un proche avenir. A la fin du mois d'avril, l'OCDE estimait ainsi que les surcapacités mondiales s'élèveraient encore à 200 millions de tonnes par an en 1990, dont les deux tiers dans les pays membres de l'OCDE.

Le comité de l'acier de l'organisation s'alarmait de cette situation, notant que « plusieurs pays ont procédé à des ajustements structurels de leurs industries sidérurgiques ». Ce langage est lourd de conséquences sociales pour les sidérurgistes : depuis 1974, le nombre d'emplois a diminué de 43 % dans la zone OCDE. Une hémaragie qui a touché 850.000 personnes.

FRANÇOISE VAYSSÉ.

(1) 42 millions de tonnes contre 372 millions en 1986, 330 contre 382 en 1987.

MBA
University

- Programme 3^e cycle créé et développé par l'Institut franco-américain de management (IFAM) en association avec PACE UNIVERSITY (New-York)
- 11 mois d'études : 7 à Paris, 4 à New-York (Septembre 87-Août 88)
- 2 diplômes : MBA de PACE UNIVERSITY, Certificat IFAM 3^e cycle
- Admission : diplôme 2^e cycle (grande école, maîtrise...) et ou expérience professionnelle + épreuves d'admission

● Renseignements : IFAM-MBA University
19, rue Cépé, 75015 Paris
Tél. : 47-34-38-23

IFAM

PACE UNIVERSITY

هذا من اجل

Economie

Première épreuve sociale de la rentrée

Vers une grève nationale dans la fonction publique à la mi-octobre

« Il faut secouer l'administration comme la publicité le fait avec la petite bouteille », expliquait M. Hervé de Charette, le 26 mai dernier à Clermont-Ferrand, en définissant ce qu'il appelait « la stratégie Orangina ». Le ministre délégué chargé de la fonction publique risque d'être la première victime de la « stratégie Orangina ». Six fédérations de fonctionnaires (FEN, CFDT, FO, CFTC, CGC et la Fédération générale autonome des fonctionnaires FGAF) se réunissent ce lundi 7 septembre pour arrêter le principe d'une grève nationale de vingt-quatre heures des fonctionnaires, autour du 15 octobre.

La première épreuve sociale pour le gouvernement de la fonction publique, les réductions de postes de fonctionnaires — qui vont être poursuivies à travers le budget 1988, — l'épisode de l'amendement Lamassoure, redéfinissant les règles de retenues salariales en cas de grève, et l'inquiétude sur le pouvoir d'achat alimentent un climat de mécontentement chez les fonctionnaires, climat que les syndicats entendent bien exploiter.

Après un « gel » des augmentations salariales générales en 1986, la fonction publique n'a pas bénéficié d'un accord salarial en 1987. Les négociations ont échoué le 2 février dernier, M. de Charette refusant de s'engager sur une clause de sauvegarde précise pour maintenir le pouvoir d'achat en cas de dérapage des prix. Certes, le ministre a décidé d'honorer les propositions salariales qu'il avait faites, malgré l'absence d'accord, ce qui conduira à une hausse en niveau des traitements des fonctionnaires de 1,7 % pour 1987 (deux relèvements sont déjà intervenus — + 0,6 % au 1^{er} mars et + 0,5 % au 1^{er} août — et un autre — de 0,6 % — interviendra le 1^{er} novembre). Mais les fédérations syndicales ont fait leurs comptes : depuis janvier 1987, la hausse des prix en glissement est déjà de 2,4 %. Conclusion : le compte n'y est pas, même si le gouvernement raisonne en masse salariale, se basant sur une hausse de 3 % pour 1987 à comparer avec la moyenne des prix.

riaux 1987, tout en annonçant qu'il allait recevoir les syndicats. Ces derniers s'attendent certes, échéance présidentielle aidant, que le gouvernement fasse un geste pour le pouvoir d'achat des fonctionnaires, mais toute décision pourrait être renvoyée à février 1988, c'est-à-dire au moment où l'évolution des prix pour l'ensemble de l'année 1987 sera connue.

Un appel séparé

Lors de leur réunion du 7 septembre, les six « vont donc s'efforcer de renouveler la mobilisation — plutôt réussie, du 21 octobre 1986. Ce jour-là, la CFDT, la FEN, FO, la FGAF et certains syndicats CGC et CFTC avaient lancé des appels à la grève dans la fonction publique. La CGT avait rejoint ce mouvement — en prenant le soin de ne pas se mêler aux autres — et une partie du secteur public et nationalisé s'y était associée. Cette année, les fonctionnaires CGT ont rejeté la proposition de la FEN — en envoyant une « lettre d'insinuation », dit-on à la fédération d'enseignants... — et ont décidé de faire grève le 1^{er} octobre dans le cadre de la journée interprofessionnelle de la confédération. Mais il n'est pas exclu que la CGT, qui demande « une mesure immédiate de revalorisation générale des traitements et pensions d'au moins 5 % », prenne ensuite le train des « six » en marche.

A l'heure actuelle, on s'oriente vers un appel séparé — comme pour

le 21 octobre 1986 — mais rédigé en termes identiques, de la FEN, de la CFDT, de FO, de la FGAF et de la CFTC pour une grève nationale de vingt-quatre heures dans la fonction publique autour du 15 octobre. La CGC semble réticente à s'y joindre. M. Paul Marchelli a certes demandé que des négociations salariales « puissent s'ouvrir le plus tôt possible », mais il juge qu'« il ne sert à rien d'attendre le déclenchement et le développement des grèves lancées par des organisations syndicales préoccupées uniquement par les prochaines élections prud'homales ».

La FEN, la CFDT, la FGAF et même la CFTC souhaitent cependant aller plus loin dans l'unité que le 21 octobre 1986. Elles voudraient mettre sur pied une manifestation nationale commune. Mais les fonctionnaires FO se montrent sur ce point plutôt réservés. Ils manifestent déjà contre cette « inadmissible attitude gouvernementale » — qui aboutit « à une perte de pouvoir d'achat par rapport à l'évolution des prix de 5,2 % » depuis le début 1986 —, le 3 octobre lors de la manifestation interprofessionnelle de FO. De plus, les fédérations des PTT et des services publics freinent au maximum ce qui pourrait apparaître comme un rapprochement trop compromettant avec la FEN et la CFDT... Compétition intersyndicale et pureté doctrinale obligent.

MICHEL NOBLECOURT.

Selon le baromètre « Gestion sociale »

Risques de tension dans les entreprises

Des risques « non négligeables » de tension sociale existent dans les entreprises à l'occasion de cette rentrée, estime le « baromètre » réalisé par sondage (1), publié le 7 septembre par la lettre *Gestion sociale*.

Selon cette enquête d'opinion, le climat s'assombrit. Il était à la sérénité dans 22,8 % des cas, contre 36,1 % en juillet dernier. A 34,3 % contre 11,1 %, le sentiment était à « la tension sans conflit » et 8,6 % contre 0 % à la « tension avec risque de conflit ».

La base est calme mais très sensible à sa feuille de paie, relèvent les responsables sociaux des entreprises. Le pouvoir d'achat est le principal souci des salariés, car, dans 91 % des entreprises interrogées, les augmentations de salaire n'ont pas suivi l'évolution des prix à fin juillet.

(1) L'enquête est réalisée auprès de 390 établissements employant 1 660 000 salariés.

L'attentisme du gouvernement

Dès le 22 juin dernier, la FEN a pris l'initiative de proposer à l'ensemble des confédérations mais aussi aux fédérations de fonctionnaires une action unitaire à l'automne pour la défense du service public. Les confédérations ont, pour l'essentiel, fait la sourde oreille. M. Krasucki, favorable à une réponse plus ouverte, ayant été mis en minorité au sein du bureau confédéral de la CGT (*le Monde* du 22 juillet). Mais les six autres fédérations de fonctionnaires qui avaient adopté des positions convergentes lors des négociations salariales ont poursuivi leurs discussions en vue d'aboutir à des actions communes ou parallèles.

Alors que les fédérations de fonctionnaires — à l'exception de la CFTC — se plaignent de ne pas avoir eu de contacts avec M. de Charette depuis le mois de mai, l'attentisme du gouvernement favorise la montée de la tension. Le 1^{er} septembre, M. de Charette a jugé « prématuré de dire ce qu'on va faire » sur le plan salarial, refusant de réouvrir les négociations sala-

Selon une note aux partenaires sociaux

Le déficit de l'assurance-chômage s'élèverait à 21,6 milliards de francs en 1989

L'UNEDIC, le régime d'assurance-chômage, s'attend à des difficultés financières croissantes. A fonctionnement identique et avec 150 000 chômeurs de plus par an, son déficit en compte d'exploitation s'élèverait à 3,7 milliards en 1988 et à 9 milliards en 1989. Compte tenu de ses charges d'emprunts et de son bilan, il manquerait 12,6 milliards en 1988 et 21,6 milliards en 1989.

Ces calculs, préoccupants, figurent dans une note en date du 2 septembre que les services techniques de l'UNEDIC ont adressés aux partenaires sociaux gestionnaires du régime d'assurance-chômage. Or, ceux-ci doivent avoir, le 1^{er} octobre, leur première séance de négociation en vue de la signature d'une nouvelle convention, en remplacement de celle qui vient à échéance le

31 décembre. Cette négociation s'annonce déjà difficile puisqu'il faudra choisir entre la diminution des prestations services aux chômeurs et l'augmentation des cotisations salariales et patronales, au moment même où se déroulera la campagne pour les conseils de prud'hommes. Elle va être compliquée par ces sombres perspectives d'un déséquilibre financier aggravé.

Même les autres variantes étudiées par les techniciens de l'UNEDIC montrent un alourdissement du déficit.

Si le nombre de chômeurs augmentait de 100 000 en 1988 et de 50 000 en 1989, le régime d'assurance-chômage connaîtrait un trou de 3,1 milliards et de 6,4 milliards sur chacune des années. Si le chômage était stabilisé, le trou serait de 1,9 milliard en 1988 et 2,9 milliards en 1989.

D'autres hypothèses se modifient pas la tendance, que l'on considère le poids des transferts vers l'UNEDIC de salariés licenciés qui pourraient prétendre à la préretraite ou que l'on tienne compte du maintien probable de mesures en faveur des chômeurs de longue durée.

La note insiste d'ailleurs sur la fragilité des différentes évaluations et relève une « incertitude non négligeable » qui tient à la difficulté de réaliser une prévision fiable en matière de chômage. Une variation de 10 000 chômeurs en 1988 engendrerait des dépenses techniques supplémentaires de 100 millions de francs en 1988 et de 200 millions de francs en 1989. A l'inverse, une augmentation de 10 000 affiliés consécutive à une amélioration de l'emploi se traduirait par des recettes supplémentaires de 30 millions de francs en 1988 et de 60 millions de francs en 1989.

A. Le.

REPÈRES

Aide au tiers-monde

Forte progression en dollars de l'apport japonais

Le total des fonds alloués par le Japon aux pays en développement a représenté 14,8 milliards de dollars en 1986, soit une hausse de 27,5 % sur 1985, indique le ministère nippon des finances. La seule part de l'aide publique a progressé de 48,4 % pour s'élever à 5,6 milliards de dollars. Ce bond recouvre essentiellement l'appréciation du yen par rapport au dollar, reconnaît le ministère. Calculé en yens, l'ensemble des crédits au tiers-monde a baissé de 10 %, représentant 0,75 % du produit national brut japonais, contre 0,87 % en 1985.

Crédits à la consommation

La poussée américaine ralentit

Les crédits à la consommation ont progressé de 7,1 % en rythme annuel en juillet aux Etats-Unis, indique la Réserve fédérale. Cette progression reste forte, mais confirme un ralentissement par rapport aux mois précédents. La poussée avait été, toujours en rythme annuel, de 9,4 % en juin. Ce lent tassement, attendu par les économistes en raison du tour d'endurance des ménages, a été particulièrement net pour les achats d'automobiles. Depuis le début de l'année, cette tendance est sensible sur l'automobile comme sur le gros équipement ménager.

LOGEMENT

Tout sur la loi Méhaugnerie

Pour savoir tout, tout... sur la loi Méhaugnerie, on va désormais trouver en kiosque un *Guide du locataire et du propriétaire*, édité par le ministère de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, et vendu 40 F. Outre le texte de la loi du 23 décembre 1986, on trouve dans ce fascicule en forme de revue l'énumération des déductions fiscales et l'ensemble des droits et des devoirs des locataires et des propriétaires, qu'il s'agisse d'une nouvelle location, d'une révision de loyer, d'un renouvellement de bail, de la sortie d'un logement du champ d'application de la loi de 1948, etc. Ainsi que, département par département, la liste des adresses utiles où se renseigner plus à fond.

M. Philippe Séguin au « Grand Jury RTL-le Monde »

L'investissement ne va pas à lui seul régler le problème du chômage

Invité du premier « Grand Jury RTL-le Monde » de la rentrée, le 6 septembre, M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, a longuement défendu sa politique de traitement social du chômage. Sans le nommer, il a mis en garde M. Raymond Barre en critiquant ceux pour qui « l'investissement (...) est le cœur de tout et (...) va régler le problème du chômage ». « Il faut en matière d'emploi une erreur — qui consiste à croire qu'il y a un truc, un remède magique contre le chômage », a affirmé le ministre en rappelant que, sur le même registre, « les socialistes avaient inventé la consommation ». « Croire que l'investissement à lui seul va régler le problème du chômage, c'est faire une erreur qui pourrait être dramatique », a poursuivi M. Séguin. « Cette erreur, j'en ai la conviction, serait réparée au bout de six mois ou d'un an. Mais en un an ou six mois, on peut faire des dégâts non négligeables ».

Le ministre a ensuite répété que « le retour au plein emploi tel qu'on l'a connu dans les années 70 est un objectif irréaliste », en soulignant que « la sélectivité du marché du travail va être de plus en plus grande ». « Organisons cette mutation économique et sociale au lieu de la nier et de nous crispier sur des analyses qui sont totalement fausses », a continué M. Séguin, réaffirmant qu'il fallait s'occuper « des gens qui restent sur le bord du chemin ». « Même si c'est de traitement social qu'il s'agit, je continuerai à en faire », a-t-il conclu.

A propos de l'augmentation de prélèvements sociaux qui annulerait la baisse des prélèvements fiscaux, le ministre s'est attaché à distinguer « deux problèmes de nature très diffé-

rente ». Avec l'impôt, « c'est l'Etat qui prend aux particuliers et qui les empêche de consommer ». Avec les prélèvements sociaux, il s'agit d'un salaire différé dans le cas de la retraite ou d'une « consommation comme une autre » pour la maladie et les soins de santé.

Sans révéler ses intentions pour régler le dossier de la Sécurité sociale dans l'attente des états généraux, M. Séguin a affirmé qu'il n'était pas question « sous prétexte d'élection présidentielle », d'abandonner « la voie du courage et de la vérité ». « Nous assumons cette politique (...) jusqu'au bout », a insisté le ministre, qui, par ailleurs, avait annoncé son projet de transformer l'Office national de l'immigration (ONI) en un office de migrations internationales. Il faut, dit-il, « nous occuper de ceux qui sont en France, qui arrivent en France venant de l'étranger, et également favoriser la présence des Français à l'étranger ».

(Lire page 7 les autres déclarations de M. Séguin au « Grand Jury RTL-le Monde ».)

● Un délégué CGT menacé de licenciement à la Française de mécanique. — La direction de la Française de mécanique de Douvren (Pas-de-Calais), filiale commune de Renault et de Peugeot, a engagé une procédure de licenciement à l'encontre d'un délégué CGT de l'usine. Délégué du personnel et élu au comité d'établissement, M. Michel Fauquembergue est accusé d'avoir produit de fausses notes d'hébergement à la suite d'une réunion de comité de groupe Renault à Paris, en juin. L'inspection du travail devra se prononcer prochainement.

A TRAVERS LES ENTREPRISES

La SFEC dépose son bilan

La Société française d'extrusion et de calandrage (SFEC) vient de déposer son bilan auprès du tribunal de commerce de Soissons. Ce spécialiste de la fabrication des feuilles de matière plastique innove à un double titre dans le domaine des difficultés financières : il est la première société cotée au second marché boursier à déposer son bilan et il est la victime du premier incident de paiement sur les billets de trésorerie. La SFEC avait connu une croissance rapide nécessitant des investissements importants (75 millions de francs de 1982 à 1986) qu'elle avait dû financer par des appels au marché boursier. L'endettement de la société a atteint 191 millions de francs pour des fonds propres d'à peine plus de 52 millions de francs.

La famille Prouvost confirme son accord avec M. Seydoux

Dans un communiqué publié le 6 septembre, la famille Prouvost a confirmé avoir cédé les actions qu'elle détenait encore dans le groupe Prouvost à Chapeaux SA, présidé par M. Jérôme Seydoux. « M. Albert-A. Prouvost et ses enfants ont ainsi cédé leur action de plein accord et avec la conviction de respecter ce qui, dans ces circonstances, était la volonté d'Albert-Bruno Prouvost », a précisé la famille. Dans la bataille boursière pour le contrôle du groupe laurier qui oppose depuis le mois d'août M. Deverloy, actuel PDG de Prouvost, et ses amis, et M. Jérôme Seydoux, ce dernier détient une minorité de blocage, avec 36,37 % du capital. De son côté, M. Deverloy a réussi à prendre le contrôle de 40 % du capital, à la suite d'une opération complexe de varouillage (rachat de 4,5 % des actions de Prouvost par le groupe Vitec-Etablissements Vitoux, dirigé par M. Deverloy).

Repetto passe sous contrôle américain

Repetto, le célèbre fabricant français de chaussures de danse, de justaucorps et de tutus, dont le magasin de la rue de la Paix, à deux pas de l'Opéra, a habillé des générations de petits rats, va passer sous contrôle américain. Le groupe américain Esmark, numéro un mondial des tenues de danse et de sport, s'est entendu avec M. Roland Petit et sa famille, fondateurs et principaux actionnaires de Repetto, pour en prendre le contrôle. Le montant de la transaction n'a pas été révélé. M. Roland Petit, jusqu'ici PDG de Repetto, deviendra conseil du groupe Esmark, et M. Louis Laurent-Mazariolle, directeur général, deviendra directeur général du groupe. Repetto emploie deux cents personnes et devrait réaliser, en 1987, un chiffre d'affaires de 70 millions

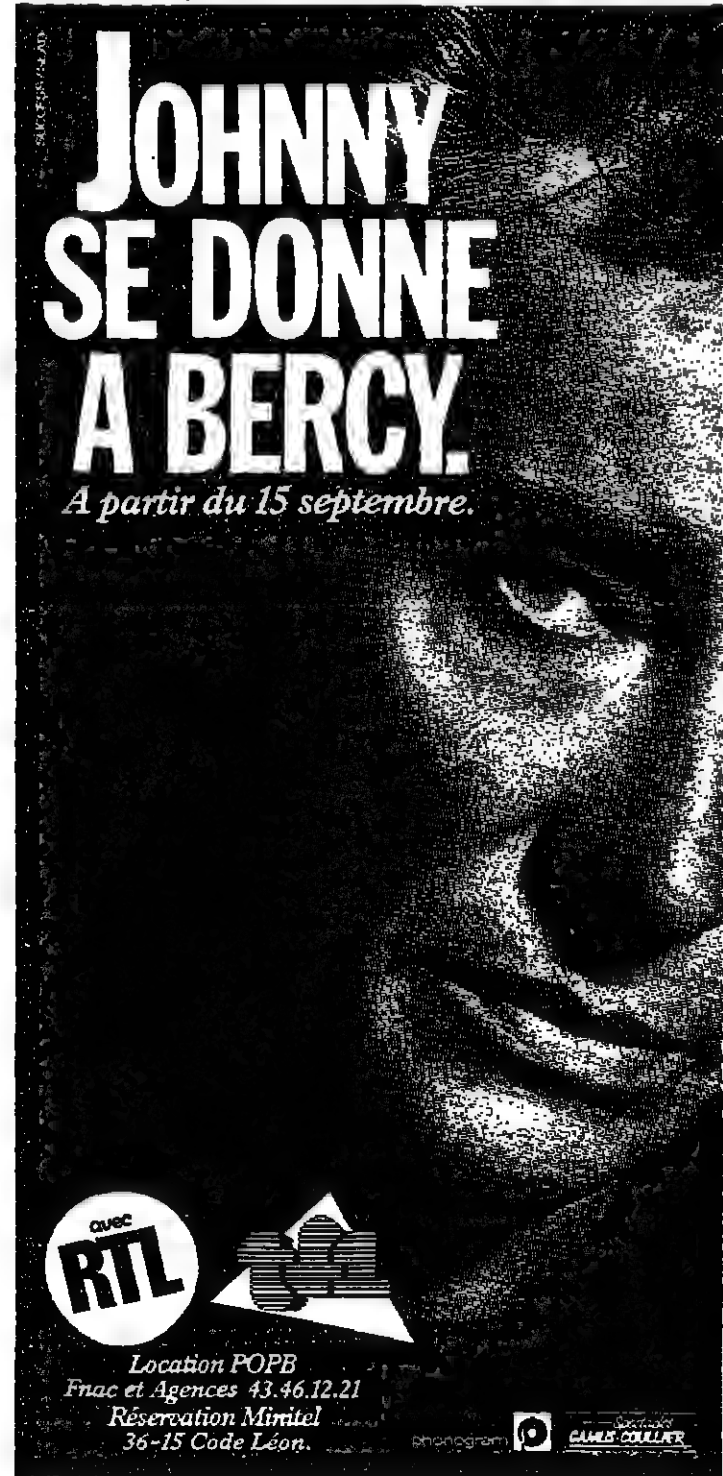
de francs. Esmark, mille salariés, a réalisé, en 1986, un chiffre d'affaires européen à 100 millions de dollars (800 millions de francs).

Chauvet-Génève propose un concordat

La société Chauvet-Génève propose à ses créanciers un concordat par abandon d'actifs. Les quarante-cinq créanciers, qui ont jusqu'au 14 septembre pour se prononcer, ont présenté une facture de 281 millions de francs suisses (11 milliards de francs français). Sur ce montant, Chauvet-Génève estime que 115 millions sont dus par la société mère de Paris, 43 millions ne souffrent pas de contestation et 93 millions font l'objet de vérifications. Investiment international, qui s'est porté acquéreur de la maison mère, offre de reprendre aussi la société suisse dont la valeur de liquidation est estimée à 10 millions de francs suisses.

Alan Bond lance une OPA sur l'américain Heileman

Un groupe d'investisseurs, conduit par l'homme d'affaires australien Alan Bond (président de Bond Brewing Holdings), vient de lancer une offre publique d'achat (OPA) sur Heileman Brewing, le quatrième brasseur américain. M. Bond a proposé de racheter, pour 1,2 milliard de dollars (93 dollars par action), cette société qui détient 8 % du marché américain des bières. A l'annonce de cette nouvelle, le cours de l'action Heileman a bondi à New-York de 8,25 dollars à 42,12 dollars. Selon certains courtiers de Wall Street, la firme américaine vaut au moins 1,4 milliard de dollars, soit 45 dollars par action. Le marché table donc sur une proposition plus élevée. M. Bond, qui détient déjà Swan Brewery, la deuxième brasserie australienne, cherche, semble-t-il, dans cette opération à acquiescer un réseau de distribution aux Etats-Unis.



JOHNNY SE DONNE A BERCEY.
A partir du 15 septembre.

Location POPB
Fnac et Agences 43.46.12.21
Réservation Minitel
36-15 Code Léon.

Le Monde
sur minitel
VOTRE PORTEFEUILLE PERSONNEL
Les bourses du monde
36.15 TAPEZ **LEMONDE**

سكرا من لاجل

Le Monde
sur minitel
**VOTRE PORTEFEUILLE
PERSONNEL**
Les bourses
3615 T
LEMONDE

Economie

CONSOMMATION

Selon les unions de consommateurs

Les accidents domestiques causent chaque année des dizaines de milliers de morts en Europe

C'est moins spectaculaire que les accidents de voiture, faciles à déplorer, ou que la mortalité due à l'alcool ou au tabagisme, dont la nocivité n'est plus à démontrer. Mais les accidents de la vie quotidienne causent chaque année dans la Communauté européenne de 50 000 à 80 000 morts et quelque 45 millions de blessés, selon le BEUC

(Bureau européen des unions de consommateurs), qui ne cesse de pousser, d'année en année, de vigoureux cris d'alarme. Pour imprecis qu'il soit, le bilan est beaucoup plus lourd que celui des accidents du travail. Les enfants de moins de douze ans constituent 40 % de ces victimes de la vie quotidienne.

Les produits et les appareils qui

nous entourent sont-ils à ce point dangereux ? Les fabricants ne manquent pas d'insister sur la mauvaise utilisation du produit, le mauvais usage de l'appareil, puisque des millions d'utilisateurs consciencieux en ont tiré toute satisfaction. Pourtant, se fait jour de plus en plus la notion de « conditions d'utilisation anormales mais prévisibles ».

Il est parfaitement anormal qu'un enfant averse un produit d'entretien, un produit de beauté ou un médicament : on évalue cependant à 175 000 les enfants européens de moins de quatre ans qui ont été empoisonnés par de tels produits en 1986. La solution existe pour éviter un grand nombre de ces empoisonnements accidentels. Les Etats-Unis (en 1973), la Grande-Bretagne (en 1976) ont rendu obligatoire l'utilisation de bouchons de sécurité — qu'un petit enfant est incapable d'ouvrir — sur un grand nombre de produits. Le nombre d'accidents a baissé, de 27 % à 72 %. Simple. Trop simple sans doute pour la CEE, qui se perd en discussions byzantines sur les normes, les types de bouchons et les produits à soumettre à cette obligation, quand le sujet est abordé, et ce n'est pas très fréquent.

Une banque de données

La Communauté ne s'est pas encore dotée d'une directive sur la sécurité des produits, du genre de la loi française, sur laquelle on ne tarit pas d'éloges. Une telle directive lui permettrait d'agir, en cas de besoin, pour retirer du marché un produit dangereux ou spécifier les normes susceptibles de prévenir les accidents. Il existe encore trop, sur le marché, de tables à langer instables, de chaises hautes prêtes à basculer, de lits d'enfant aux barreaux étranges, de textiles trop inflammables, de hublots de fours capables de brûler sérieusement... Et il est grave lorsqu'un produit est mis à l'index dans un pays que les stocks puissent s'écouler dans les pays voisins. Qu'on se souvienne des lampes d'ambiance (cassées accidentellement, elles dégageaient des gaz très

nocifs), des gomme à effacer fantaisie (au goût et à la forme de bonbons ou de chocolats), de produits phytosanitaires écoulés dans le tiers-monde... Le projet de directive est à l'étude. Il faut seulement en accélérer l'adoption.

L'imprécision des chiffres donne la mesure de l'étendue du problème. Il y a plus de dix ans que les organisations de consommateurs demandent la mise en place d'une banque de données, à partir d'un réseau d'hôpitaux. Le système fonctionne depuis 1972 aux Etats-Unis, ainsi qu'en Grande-Bretagne et aux Pays-Bas depuis 1985. Il est en train de se mettre en place dans les autres pays de la Communauté, mais il reste expérimental. Encore est-il bien imparfait, puisqu'il ne permet de mesurer le phénomène que par extrapolation, et ne prend pas en compte les morts immédiates, dont les victimes, par définition, ne sont pas transférées dans les hôpitaux.

Dans la perspective du marché unique de 1992, le BEUC demande simplement que la Commission s'intéresse d'un peu plus près à la sécurité des consommateurs : 320 millions de personnes qui doivent avoir confiance dans les produits et des appareils qu'on leur propose.

JOSÉE DOYÈRE.

ÉTRANGER

L'économie grecque en convalescence

M. Papandréou annonce un assouplissement de l'austérité

Le premier ministre grec, M. Andreas Papandréou, a annoncé, le samedi 5 septembre, l'assouplissement des mesures d'austérité frappant depuis deux ans les salaires et comportant une mise en sommeil des conventions collectives.

Les divisions entre tenants de la poursuite de l'austérité et partisans de son abandon partiel avaient pris de telles proportions en Grèce (le Monde du 15 août) qu'il revenait au premier ministre, M. Papandréou, de trancher. Deux ans après avoir créé la surprise à Salonique en annonçant un sévère « plan de stabilisation », le chef du gouvernement a de nouveau choisi le cadre de la Foire internationale pour apporter un début de réponse. Soucieux de redorer l'image de son parti, tenté par une vague d'agitation sociale, M. Papandréou a annoncé le retour à des négociations salariales libres permettant aux conventions collectives de retrouver leur rôle. Mais s'il a ainsi répondu à l'irritation croissante des syndicats et des salariés dans le pouvoir d'achat a baissé de 13 % depuis octobre 1985 par la mise en place du « plan de stabilisation », le chef du gouvernement s'est bien gardé de tout propos laxiste.

« La nouvelle politique salariale du gouvernement », qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1988, ne doit pas renverser les acquis importants de l'austérité des deux dernières années, a-t-il souligné avant d'en appeler « à la responsabilité » des partenaires sociaux pour ne pas mettre à mal une économie « convalescente ».

Convalescente, l'économie grecque l'est à bien des égards. Si l'inflation n'atteint plus ses sommets de 1985 (25 %), elle dépassera cette année de 3 à 4 points l'objectif de 10 % que le gouvernement s'était fixé, confrontant les Grecs à une poussée des prix trois à quatre fois plus élevée que celle des autres pays de la Communauté européenne.

De même, l'aménagement du déficit public ne sera pas aussi rapide que prévu et sera supérieur aux 12,25 % du produit national brut visés initialement. Quant au déficit de la balance des comptes courants — un sujet de préoccupation dans un pays dont la dette extérieure pourrait tourner autour de 17 milliards de dollars à la fin de l'année — il pourrait être à l'ordre de 1,7 milliard de dollars et non de 1,2 milliard comme escompté.

Autant dire que le pays qui, comme M. Papandréou l'a rappelé, doit se préparer au « grand marché européen » de fin 1992, ne peut se permettre un tel relâchement. Le gouvernement semble prêt à offrir aux salariés une amélioration de leur sort grâce à un relèvement des salaires qu'il espère modéré, à des allègements fiscaux à déterminer et à des primes de productivité, dont M. Papandréou a vanté les mérites.

F. Cr.

Marchés financiers

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes en variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 27 août
1) OR ET CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	414 086
Or	221 330
Disponibilités à vue à l'étranger	110 505
ECU	62 853
Avances au Fonds de stabilisation des changes	19 376
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	45 530
Concours au Trésor public	38 500
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	151 741
Effets escomptés	65 210
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FÉCOM	77 472
5) DIVERS	20 227
Total	709 039

PASSIF	Au 27 août
1) BILLET EN CIRCULATION	219 012
2) COMPTES CRÉDITEURS ÉTRANGERS	17 835
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	17 095
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	117 066
Comptes courants des établissements adhérents à la constitution de réserves	76 707
5) ECU A LIVRER AU FÉCOM	76 443
6) RÉSERVE DE RÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	3 206
7) CAPITAL ET FOND DE RÉSERVE	8 549
8) DIVERS	20 227
Total	709 039

CHANGES

Dollar : 6 F ↓

Le dollar se montrant plutôt faible lundi matin, en dépit du relèvement du taux d'escompte américain, jugé notablement insuffisant par les milieux financiers internationaux, qui attendent une autre augmentation.

FRANCFORT	4 sept.	7 sept.
Dollar (en DM)	1,790	1,795
TOKYO	4 sept.	7 sept.
Dollar (en yen)	161,60	161,60
MARCHÉ MONÉTAIRE	(effets privés)	
Paris (7 sept.)	71/16	
New-York (4 sept.)	67/8	

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Indice général de base 100 : 31 décembre 1986

Indice	28 août	4 sept.
Valeurs françaises, à rev. variable	147,2	148,3
Valeurs étrangères	115,6	115,6
Pétrole-Energie	108,7	108,1
Chimie	113,4	113,4
Métallurgie, mécanique	123,7	123,7
Électronique, électronique	89,4	89,4
Minéraux et métaux	124,8	124,8
Ind. de consommation, non alim.	120,2	120,2
Agro-alimentaire	118,1	118,1
Distribution	107,2	107,2
Transport, télécom, services	101,5	101,5
Assurances	83,4	83,4
Crédit bancaire	102,7	102,1
Sicav	77,8	78,3
Immobilier et financier	82,1	82,1
Investissement et portefeuille	57,8	103,4

Base 100 : 31 décembre 1986
Valeurs françaises, à rev. fixe
Emplois d'Etat : 97,1
Emplois privés : 98,2
Sociétés : 98,3

Base 100 en 1986
Valeurs françaises, à rev. fixe
Valeurs étrangères : 4 883 4 877,8

Base 100 en 1972
Valeurs françaises, à rev. fixe
Valeurs étrangères : 87,7 88,7

Base 100 : 31 décembre 1986
Indice des val. franç. à rev. fixe : 115,6 115,6
Emplois d'Etat : 97,1
Emplois privés : 98,2
Sociétés : 98,3

Base 100 : 31 décembre 1981
Indice général : 428 428,9
Produits de base : 272,3 271,6
Construction : 477,5 462,9
Matières premières : 327,8 328
Matières premières, durables : 678,8 712,9
Matières premières, non durables : 822 888,3
Matières premières, alimentaires : 473,6 487,1
Services : 384,3 385,1
Sociétés financières : 627,8 682,9
Sociétés de la zone franc : 448,1 467,9
S'ajoutant principalement : 416,6 424,7

Base 100 : 31 décembre 1981
Indice général : 428,70 435,98

Base 100 : 31 décembre 1981
Indice général : 428,70 435,98

Base 100 : 31 décembre 1981
Indice général : 428,70 435,98

Base 100 : 31 décembre 1981
Indice général : 428,70 435,98

Base 100 : 31 décembre 1981
Indice général : 428,70 435,98

Base 100 : 31 décembre 1981
Indice général : 428,70 435,98

Base 100 : 31 décembre 1981
Indice général : 428,70 435,98

Base 100 : 31 décembre 1981
Indice général : 428,70 435,98

Base 100 : 31 décembre 1981
Indice général : 428,70 435,98

Base 100 : 31 décembre 1981
Indice général : 428,70 435,98

Base 100 : 31 décembre 1981
Indice général : 428,70 435,98

Base 100 : 31 décembre 1981
Indice général : 428,70 435,98

Base 100 : 31 décembre 1981
Indice général : 428,70 435,98

Base 100 : 31 décembre 1981
Indice général : 428,70 435,98

Base 100 : 31 décembre 1981
Indice général : 428,70 435,98

Base 100 : 31 décembre 1981
Indice général : 428,70 435,98

Base 100 : 31 décembre 1981
Indice général : 428,70 435,98

Base 100 : 31 décembre 1981
Indice général : 428,70 435,98

Base 100 : 31 décembre 1981
Indice général : 428,70 435,98

Base 100 : 31 décembre 1981
Indice général : 428,70 435,98

Base 100 : 31 décembre 1981
Indice général : 428,70 435,98

Base 100 : 31 décembre 1981
Indice général : 428,70 435,98

Base 100 : 31 décembre 1981
Indice général : 428,70 435,98

Base 100 : 31 décembre 1981
Indice général : 428,70 435,98

Base 100 : 31 décembre 1981
Indice général : 428,70 435,98

Base 100 : 31 décembre 1981
Indice général : 428,70 435,98

Base 100 : 31 décembre 1981
Indice général : 428,70 435,98

Base 100 : 31 décembre 1981
Indice général : 428,70 435,98

Base 100 : 31 décembre 1981
Indice général : 428,70 435,98

Base 100 : 31 décembre 1981
Indice général : 428,70 435,98

Base 100 : 31 décembre 1981
Indice général : 428,70 435,98

Base 100 : 31 décembre 1981
Indice général : 428,70 435,98

Base 100 : 31 décembre 1981
Indice général : 428,70 435,98

Base 100 : 31 décembre 1981
Indice général : 428,70 435,98

Base 100 : 31 décembre 1981
Indice général : 428,70 435,98

Base 100 : 31 décembre 1981
Indice général : 428,70 435,98

Base 100 : 31 décembre 1981
Indice général : 428,70 435,98

Base 100 : 31 décembre 1981
Indice général : 428,70 435,98

Base 100 : 31 décembre 1981
Indice général : 428,70 435,98

Base 100 : 31 décembre 1981
Indice général : 428,70 435,98

Base 100 : 31 décembre 1981
Indice général : 428,70 435,98

Base 100 : 31 décembre 1981
Indice général : 428,70 435,98

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LA BANQUE LA HENIN GROUPE SUEZ

Offre de racheter ses obligations
15,90 % décembre 1982 (série A) de 5 000 F
chacune, au prix de 5 725 F + la fraction du coupon net courue.

Offre d'échanger ses obligations
16,10 % décembre 1982 (série B) :
pour deux obligations, il sera remis
trois obligations nouvelles à taux fixe
de 5 000 F + une soule de 12 F.

Offres valables jusqu'au
14 septembre 1987.

L'offre de la Banque La Henin a été publiée au B.A.L.O. du 31 août 1987. Elle a fait l'objet d'une note d'information visée par la Commission des Opérations de Bourse (vao N° 87-311) disponible sans frais sur demande auprès de la

LA BANQUE LA HENIN
A chacun son patrimoine

16, rue de la Ville l'Évêque - 75008 Paris - Tél. : (1) 42.65.35.15

PFA

Prévoyance Foncière Assurances

1, cours Michelet - 92800 PUTEAUX

A l'initiative de PRÉSERVATRICE FONCIÈRE ASSURANCES (PFA) a été constituée :

PFA ACTIONS

SICAV diversifiée au capital de 200 millions de francs

PFA ACTIONS est une SICAV qui s'adresse tant aux particuliers qu'aux entreprises et aux investisseurs institutionnels.

Son portefeuille sera investi pour 50 % au moins en valeurs françaises, dont 30 % au minimum en obligations. La gestion du portefeuille sera orientée vers la valorisation du capital à moyen et long terme, en profitant des opportunités offertes par l'environnement international. Le gérant aura la possibilité d'effectuer des opérations spéculatives sur le MATIF et d'intervenir sur le marché des options dans le cadre des règlements en vigueur.

PFA ACTIONS sera gérée dans le même esprit que la SICAV STRATÉGIE INTERNATIONALE, SICAV qui a progressé de près de 50 % en 1986 et de 22,23 % du 1^{er} janvier 1987 au 14 août 1987, ce qui la place dans les premiers rangs de l'ensemble des SICAV.

Suite aux réunions de constitution et du premier conseil d'administration tenu le 17 juin 1987, PFA ACTIONS se compose de la manière suivante :

FONDATEURS
• PRÉSERVATRICE FONCIÈRE VIE - MME CINO DEL DUCA - GARANTIE MUTUELLE DES FONCTIONNAIRES - PRÉSERVATRICE FONCIÈRE TIARD - BANQUE DEMACHY & ASSOCIÉS - BANQUE DE GESTION PRIVÉE - SIB - PECHLEBRONN - MESSIEURS WORMS ET CIE - IFABANQUE S.A. - SOFIPA - GROUPE DES POPULAIRES D'ASSURANCES - FAUCHIER MAGNAN DURANT DES AULNOIS - S.A. - LA ULLOISE D'ASSURANCES ET DE RÉASSURANCES - WORMS GESTION

CONSEIL D'ADMINISTRATION
• M. Jean-François VERT, Président
Président du Directoire de WORMS GESTION
• PRÉSERVATRICE FONCIÈRE VIE, Administrateur
représentée par M. François PIERRE, Directeur Général Adjoint
• PRÉSERVATRICE FONCIÈRE TIARD, Administrateur
représentée par M. Bruno JACQUOT, Secrétaire Général Adjoint
• BANQUE DEMACHY & ASSOCIÉS, Administrateur
représentée par M. Jean-Luc LÉPINE, Administrateur Directeur Général
• BANQUE DE GESTION PRIVÉE - SIB, Administrateur
représentée par M. Jean-Pierre DUCREST, membre du Comité Exécutif
• M. Alain de CHATEAULIEUX, Administrateur
Conseiller Financier - Fondation DEL DUCA
• SOFIPA, Administrateur
représentée par M. Pascal GRUSON, Directeur Général
• GPA VIE - GROUPE DES POPULAIRES D'ASSURANCES, Administrateur
représentée par M. Henri de TERMONT, Directeur
• GARANTIE MUTUELLE DES FONCTIONNAIRES, Administrateur
représentée par M. Olivier MAUMUS, Directeur Financier

COLLÈGE DES CENSEURS
• MM. WORMS & CIE
représentés par M. Bernard GAULTIER, Directeur
• IFABANQUE S.A.
représentée par M. Christophe GRUNINGER, Directeur Général
• FAUCHIER MAGNAN DURANT DES AULNOIS - S.A.
représentée par M. Didier FAUCHIER MAGNAN, Vice-Président Directeur Général

DIRECTION
La présidence de PFA ACTIONS a été confiée à M. Jean-François VERT, et la direction générale à M. Bruno JACQUOT, responsable des placements actions de la Compagnie PRÉSERVATRICE FONCIÈRE ASSURANCES (PFA) qui assure également la gestion de la SICAV STRATÉGIE INTERNATIONALE.

PFA ACTIONS a été ouverte au public le 30 juillet 1987. Les souscriptions s'effectuent en franchise de droit d'entrée jusqu'au 30 septembre.

Elles seront reçues par la :
BANQUE DEMACHY & ASSOCIÉS
223, rue Saint-Honoré - 75001 PARIS - Tél. : (1) 40.15.65.00

A titre indicatif, le cours de l'action s'établissait le 31 août 1987 à 221,29 F.

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 4 sept. 1987
Nombre de contrats : 74 531

COURS	Sept. 87	Déc. 87	Mars 88	Juin 88
Dernier	99,50	99,10	99,90	99,78
Précédent	99,50	99,25	99,10	99

LA VIE DE LA COTE

BOURSE DE PARIS : UN NOUVEAU INDICE BOURSIER TESTÉ A L'AUTOMNE. — Cet instrument de mesure, qui servira de support aux options négociables sur indices, sera calculé sur la base d'une quarantaine de valeurs échangées au règlement mensuel en continu et à la crie. Plusieurs valeurs de sociétés privatisées entreront dans le lot, Saint-Gobain, Paribas, CGE et la Société générale.

DUMÉNIL-LEBLÉ : RÉSULTATS EN HAUSSE DE 50 % ET ACTIONS GRATUITES. — La progression des résultats semestriels de 50 % de Duménil-Leblé (260 millions de francs) va permettre à l'établissement financier de procéder à une attribution d'actions gratuites. Une nouvelle pour dix anciennes, tel est la proposition retenue par Duménil, qui augmente ainsi son capital de 19,4 millions de francs. L'opération débute le 15 septembre.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
+ bas + haut	Rep.	+ ou dép.	Rep.	+ ou dép.	Rep.	+ ou dép.
SE-U	6.8180	6.8120	+ 6	+ 15	+ 25	+ 58
5 cm.	4.5790	4.5840	- 70	- 51	- 120	- 91
Yen (100)	4.2390	4.2450	+ 120	+ 137	+ 255	+ 283
DM	3.3445	3.3480	+ 86	+ 104	+ 195	+ 219
Fluka	2.9701	2.9731	+ 49	+ 59	+ 114	+ 130
F.S. (100)	16.9532	16.9580	+ 65	+ 70	+ 240	+ 264
F.S.	4.6263	4.6310	+ 120	+ 135	+ 268	+ 293
L (1 000)	4.6124	4.6218	- 224	- 192	- 410	- 351
Euro	9.9345	9.9455	- 216	- 180	- 410	- 351

TAUX DES EUROMONNAIES

U	6 3/4	7	73/16	7 5/16	7 5/16	7 7/16	7 3/4	7
du	3 3/4	4	315/16	4 1/16	3 15/16	4 1/16	4 5/16	4 5/16
(P)	5	5 1/2	5 3/16	5 5/16	5 1/4	5 3/8	5 7/16	5 1/2
(P)	5 3/4	6 1/4	6 1/4	6 5/16	6 3/8	6 3/8	6 7/16	6 1/2
(P)	1 3/4	2 1/4	3 9/16	3 11/16	3 9/16	3 11/16	4	4 1/4
10 5/8	11 5/8	12 3/4	13 1/4	12 1/4	13 1/4	13	12 3/4	13 1/4
9 5/8	9 7/8	9 15/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 3/8	10 3/8	10 1/2
7 1/8	7 5/16	7 11/16	7 7/8	7 7/8	7 7/8	7 1/16	8 11/16	8 1/2

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS

4 SEPTEMBRE

Cours relevé
à 121,00

1000 1000

Comptant (sélection)**SICAV** *Collection*

4/9

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Préale incl.	Rachet net	VALEURS	Emission	Préale incl.	Rachet net	VALEURS	Emission	Préale incl.	Rachet net
Obligations																							
B.C.P. 5% 1972	8076		Cheney Ppt.	158	138	Macdonald Ppt.	48	40	Tidjicourt	1950	1950	A.A.A. A.	854 11	852 28	852 28	10350 28	10350 28	10350 28	10350 28	Parménie	852 02	876 15	876 15
Emp. 8,80 % 77	125 90	2 525	C.N. Phém. de	329	369	Marcelle Upté	329	329	Tour Eiffel	1950	1950	Alcan Invest.	356 61	357 27	357 27	864 57	864 57	864 57	864 57	Paroisse	864 57	864 57	864 57
8,80 % 79/80	100 20	1 475	C.L. Mérieux	877	977	Miguel S.A.	134	120	Unif. S.A.P.	733	733	Alcan Alécan	627 78	628 00	628 00	252 56	252 56	252 56	252 56	Paroisse	252 56	252 56	252 56
10,20 % 79/80	100 08	0 000	Cheney Sténa	525	501	Martinez Ppt.	381	410	Unif. S.A.P.	733	733	Alcan Alécan	627 78	628 00	628 00	252 56	252 56	252 56	252 56	Paroisse	252 56	252 56	252 56
10,20 % 80/87	100 63	12 350	Cheney Sténa	525	501	Maxi Delayé	485	413	Unif. S.A.P.	733	733	Alcan Alécan	627 78	628 00	628 00	252 56	252 56	252 56	252 56	Paroisse	252 56	252 56	252 56
10,20 % 81/88	106 87	8 809	Cheney Sténa	525	501	Maxi Delayé	485	413	Unif. S.A.P.	733	733	Alcan Alécan	627 78	628 00	628 00	252 56	252 56	252 56	252 56	Paroisse	252 56	252 56	252 56
10,78 % 81/87	100 15	18 001	Cheney Sténa	525	501	Maxi Delayé	485	413	Unif. S.A.P.	733	733	Alcan Alécan	627 78	628 00	628 00	252 56	252 56	252 56	252 56	Paroisse	252 56	252 56	252 56
10,20 % 82/80	114 08	10 940	Cheney Sténa	525	501	Maxi Delayé	485	413	Unif. S.A.P.	733	733	Alcan Alécan	627 78	628 00	628 00	252 56	252 56	252 56	252 56	Paroisse	252 56	252 56	252 56
10,20 % 83/80	118 50	10 940	Cheney Sténa	525	501	Maxi Delayé	485	413	Unif. S.A.P.	733	733	Alcan Alécan	627 78	628 00	628 00	252 56	252 56	252 56	252 56	Paroisse	252 56	252 56	252 56
10,20 % 84/80	118 50	10 940	Cheney Sténa	525	501	Maxi Delayé	485	413	Unif. S.A.P.	733	733	Alcan Alécan	627 78	628 00	628 00	252 56	252 56	252 56	252 56	Paroisse	252 56	252 56	252 56
10,20 % 85/80	118 50	10 940	Cheney Sténa	525	501	Maxi Delayé	485	413	Unif. S.A.P.	733	733	Alcan Alécan	627 78	628 00	628 00	252 56	252 56	252 56	252 56	Paroisse	252 56	252 56	252 56
10,20 % 86/80	118 50	10 940	Cheney Sténa	525	501	Maxi Delayé	485	413	Unif. S.A.P.	733	733	Alcan Alécan	627 78	628 00	628 00	252 56	252 56	252 56	252 56	Paroisse	252 56	252 56	252 56
10,20 % 87/80	118 50	10 940	Cheney Sténa	525	501	Maxi Delayé	485	413	Unif. S.A.P.	733	733	Alcan Alécan	627 78	628 00	628 00	252 56	252 56	252 56	252 56	Paroisse	252 56	252 56	252 56
10,20 % 88/80	118 50	10 940	Cheney Sténa	525	501	Maxi Delayé	485	413	Unif. S.A.P.	733	733	Alcan Alécan	627 78	628 00	628 00	252 56	252 56	252 56	252 56	Paroisse	252 56	252 56	252 56
10,20 % 89/80	118 50	10 940	Cheney Sténa	525	501	Maxi Delayé	485	413	Unif. S.A.P.	733	733	Alcan Alécan	627 78	628 00	628 00	252 56	252 56	252 56	252 56	Paroisse	252 56	252 56	252 56
10,20 % 90/80	118 50	10 940	Cheney Sténa	525	501	Maxi Delayé	485	413	Unif. S.A.P.	733	733	Alcan Alécan	627 78	628 00	628 00	252 56	252 56	252 56	252 56	Paroisse	252 56	252 56	252 56
10,20 % 91/80	118 50	10 940	Cheney Sténa	525	501	Maxi Delayé	485	413	Unif. S.A.P.	733	733	Alcan Alécan	627 78	628 00	628 00	252 56	252 56	252 56	252 56	Paroisse	252 56	252 56	252 56
10,20 % 92/80	118 50	10 940	Cheney Sténa	525	501	Maxi Delayé	485	413	Unif. S.A.P.	733	733	Alcan Alécan	627 78	628 00	628 00	252 56	252 56	252 56	252 56	Paroisse	252 56	252 56	252 56
10,20 % 93/80	118 50	10 940	Cheney Sténa	525	501	Maxi Delayé	485	413	Unif. S.A.P.	733	733	Alcan Alécan	627 78	628 00	628 00	252 56	252 56	252 56	252 56	Paroisse	252 56	252 56	252 56
10,20 % 94/80	118 50	10 940	Cheney Sténa	525	501	Maxi Delayé	485	413	Unif. S.A.P.	733	733	Alcan Alécan	627 78	628 00	628 00	252 56	252 56	252 56	252 56	Paroisse	252 56	252 56	252 56
10,20 % 95/80	118 50	10 940	Cheney Sténa	525	501	Maxi Delayé	485	413	Unif. S.A.P.	733	733	Alcan Alécan	627 78	628 00	628 00	252 56	252 56	252 56	252 56	Paroisse	252 56	252 56	252 56
10,20 % 96/80	118 50	10 940	Cheney Sténa	525	501	Maxi Delayé	485	413	Unif. S.A.P.	733	733	Alcan Alécan	627 78	628 00	628 00	252 56	252 56	252 56	252 56	Paroisse	252 56	252 56	252 56
10,20 % 97/80	118 50	10 940	Cheney Sténa	525	501	Maxi Delayé	485	413	Unif. S.A.P.	733	733	Alcan Alécan	627 78	628 00	628 00	252 56	252 56	252 56	252 56	Paroisse	252 56	252 56	252 56
10,20 % 98/80	118 50	10 940	Cheney Sténa	525	501	Maxi Delayé	485	413	Unif. S.A.P.	733	733	Alcan Alécan	627 78	628 00	628 00	252 56	252 56	252 56	252 56	Paroisse	252 56	252 56	252 56
10,20 % 99/80	118 50	10 940	Cheney Sténa	525	501	Maxi Delayé	485	413	Unif. S.A.P.	733	733	Alcan Alécan	627 78	628 00	628 00	252 56	252 56	252 56	252 56	Paroisse	252 56	252 56	252 56
10,20 % 100/80	118 50	10 940	Cheney Sténa	525	501	Maxi Delayé	485	413	Unif. S.A.P.	733	733	Alcan Alécan	627 78	628 00	628 00	252 56	252 56	252 56	252 56	Paroisse	252 56	252 56	252 56
10,20 % 101/80	118 50	10 940	Cheney Sténa	525	501	Maxi Delayé	485	413	Unif. S.A.P.	733	733	Alcan Alécan	627 78	628 00	628 00	252 56	252 56	252 56	252 56	Paroisse	252 56	252 56	252 56
10,20 % 102/80	118 50	10 940	Cheney Sténa	525	501	Maxi Delayé	485	413	Unif. S.A.P.	733	733	Alcan Alécan	627 78	628 00	628 00	252 56	252 56	252 56	252 56	Paroisse	252 56	252 56	252 56
10,20 % 103/80	118 50	10 940	Cheney Sténa	525	501	Maxi Delayé	485	413	Unif. S.A.P.	733	733	Alcan Alécan	627 78	628 00	628 00	252 56	252 56	252 56	252 56	Paroisse	252 56	252 56	252 56
10,20 % 104/80	118 50	10 940	Cheney Sténa	525	501	Maxi Delayé	485	413	Unif. S.A.P.	733	733	Alcan Alécan	627 78	628 00	628 00	252 56	252 56	252 56	252 56	Paroisse	252 56	252 56	252 56
10,20 % 105/80	118 50	10 940	Cheney Sténa	525	501	Maxi Delayé	485	413	Unif. S.A.P.	733	733	Alcan Alécan	627 78	628 00	628 00	252 56	252 56	252 56	252 56	Paroisse	252 56	252 56	252 56
10,20 % 106/80	118 50	10 940	Cheney Sténa	525	501	Maxi Delayé	485	413	Unif. S.A.P.	733	733	Alcan Alécan	627 78	628 00	628 00	252 56	252 56	252 56	252 56	Paroisse	252 56	252 56	252 56
10,20 % 107/80	118 50	10 940	Cheney Sténa	525	501	Maxi Delayé	485	413	Unif. S.A.P.	733	733	Alcan Alécan	627 78	628 00	628 00	252 56	252 56	252 56	252 56	Paroisse	252 56	252 56	252 56
10,20 % 108/80	118 50	10 940	Cheney Sténa	525	501	Maxi Delayé	485	413	Unif. S.A.P.	733	733	Alcan Alécan	627 78	628 00	628 00	252 56	252 56	252 56	252 56	Paroisse	252 56	252 56	252 56
10,20 % 109/80	118 50	10 940	Cheney Sténa	525	501	Maxi Delayé	485	413	Unif. S.A.P.	733	733	Alcan Alécan	627 78	628 00	628 00	252 56	252 56	252 56	252 56	Paroisse	252 56	252 56	252 56
10,20 % 110/80	118 50	10 940	Cheney Sténa	525	501	Maxi Delayé	485	413	Unif. S.A.P.	733	733	Alcan Alécan	627 78	628 00	628 00	252 56	252 56	252 56	252 56	Paroisse	252 56	252 56	252 56
10,20 % 111/80	118 50	10 940	Cheney Sténa	525	501	Maxi Delayé	485	413	Unif. S.A.P.	733	733	Alcan Alécan	627 78	628 00	628 00	252 56	252 56	252 56	252 56	Paroisse	252 56	252 56	252 56
10,20 % 112/80	118 50	10 940	Cheney Sténa	525	501	Maxi Delayé	485	413	Unif. S.A.P.	733	733	Alcan Alécan	627 78	628 00	628 00	252 56	252 56	252 56	252 56	Paroisse	252 56	252 56	252 56
10,20 % 113/80	118 50	10 940	Cheney Sténa	525	501	Maxi Delayé	485	413	Unif. S.A.P.	733	733	Alcan Alécan	627 78	628 00	628 00	252 56	252 56	252 56	252 56	Paroisse	252 56	252 56	252 56
10,20 % 114/80	118 50	10 940	Cheney Sténa	525	501	Maxi Delayé	485	413	Unif. S.A.P.	733	733	Alcan Alécan	627 78	628 00	628 00	252 56	252 56	252 56	252 56	Paroisse	252 56	252 56	252 56
10,20 % 115/80	118 50	10 940	Cheney Sténa	525	501	Maxi Delayé	485	413	Unif. S.A.P.	733	733	Alcan Alécan	627 78	628 00	628 00	252 56	252 56	252 56	252 56	Paroisse	252 56	252 56	252 56
10,20 % 116/80	118 50	10 940	Cheney Sténa	525	501	Maxi Delayé	485	413	Unif. S.A.P.	733	733	Alcan Alécan	627 78	628 00	628 00	252 56	252 56	252 56	252 56	Paroisse	252 56	252 56	252 56
10,20 % 117/80	118 50	10 940	Cheney Sténa	525	501	Maxi Delayé	485	413	Unif. S.A.P.	733	733	Alcan Alécan	627 78	628 00	628 00	252 56	252 56	252 56	252 56	Paroisse	252 56	252 56	252 56
10,20 % 118/80	118 50	10 940	Cheney Sténa	525	501	Maxi Delayé	485	413	Unif. S.A.P.	733	733	Alcan Alécan	627 78	628 00	628 00	252 56	252 56	252 56	252 56	Paroisse	252 56	252 56	252 56
10,20 % 119/80	118 50	10 940	Cheney Sténa	525	501	Maxi Delayé	485	413	Unif. S.A.P.	733	733	Alcan Alécan	627 78	628 00	628 00	252 56	252 56	252 56	252 56	Paroisse	252 56	252 56	252 56
10,20 % 120/80	118 50	10 940	Cheney Sténa	525	501	Maxi Delayé	485	413	Unif. S.A.P.	733	733	Alcan Alécan	627 78	628 00	628 00	252 56	252 56	252 56	252 56	Paroisse	252 56	252 56	252 56
10,20 % 121/80	118 50	10 940	Cheney Sténa	525	501	Maxi Delayé	485	413	Unif. S.A.P.	733	733	Alcan Alécan	627 78	628 00	628 00	252 56	252 56	252 56	252 56	Paroisse	252 56	252 56	252 56
10,20 % 122/80	118 50	10 940	Cheney Sténa	525	501	Maxi Delayé	485	413	Unif. S.A.P.	733	733	Alcan Alécan	627 78	628 00	628 00	252 56	252 56	252 56	252 56	Paroisse	252 56	252 56	252 56
10,20 % 123/80	118 50	10 940	Cheney Sténa	525	501	Maxi Delayé	485	413	Unif. S.A.P.	733	733	Alcan Alécan	627 78										

Cote des changes

Marché libre de l'or

MARCHÉ OFFICIEL	COURS		COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS	
	6/01	4/01	Achat	Vente		.....	4/9
Exco-Us (\$ 1)	6 021	6 018	5 750	6 300	Or fin (à la onz)	69 900	69 700
ECU	6 936	6 934	.....	.....	Or fin (au lingot)	69 950	69 800
Allemagne (100 DM)	334 700	334 670	324	344	Plates (200 g)	338	338
Autriche (100 S)	10 104	10 100	15	16 350	Plates (100 g)	338	338
Payis Bas (100 gld)	237 240	237 230	296	306	Plates (50 g)	338	338
Data (100 lire)	69 810	69 750	93	94	Plates (25 g)	321	321
Norvège (100 kr)	9 343	9 340	97	98	Suède	656	656
Portugal (100 esc)	1 117	1 117	6 000	10 350	Plates de 20 dollars	3250	3000
Grèce (100 drachmes)	4 382	4 400	3 900	4 400	Plates de 10 dollars	1050	1030
Irlande (100 lire)	4 620	4 620	4 350	4 650	Plates de 5 dollars	.....	.....
Italie (100 L.)	404 560	404 020	380	412	Plates de 20 patacas	3350	3380
Suisse (100 S)	9 663	9 660	92 500	92 700	Plates de 10 florins	543	534
Amérique (100 pab)	47 556	47 580	46 700	42 700	Or Londres	.....	.....
Europe (100 abs)	4 562	4 560	4 300	4 700	Or Zurich	.....	.....
Portugal (100 esc)	4 242	4 242	3 700	4 300	Or Hongkong	.....	.....
Canada (100 \$)	4 276	4 276	4 350	4 400	Argent Londres	.....	.....
Japan (100 ¥)	4 259	4 245	4 100	4 300	.....	.....	.....

MINITEL

**La gestion en direct
de votre portefeuille personnel**
3.15 Tapez LEMONDE puis BO

